

VOTE NÉGATIF AU PARLEMENT DE COPENHAGUE

## Le Danemark bloque la réforme de la CEE

### L'enjeu

Les réticences du Danemark à l'égard de la construction européenne ne sont pas nouvelles. Relativement tard venu à la Communauté — il y a adhéré en 1972, après un débat tendu, en même temps que la Grande-Bretagne et l'Irlande — il a longtemps hésité entre l'Europe du Nord et la CEE. Aujourd'hui encore, il est le seul Etat membre qui appartienne également à une autre organisation économique régionale, extérieure à la Communauté, le Conseil nordique, où il voisine avec la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande.

Dans la dernière phase du processus de réforme engagé à Stuttgart en 1983, relancé à Fontainebleau un an plus tard et officialisé à Milan en juin dernier, on avait très clairement senti monter l'hostilité danoise à cette « Union européenne » que la plupart des autres membres appelaient de leurs vœux. Comme M<sup>me</sup> Thatcher et M. Papandréou, le premier ministre conservateur, M. Schlüter, avait d'ailleurs voté contre la convocation d'une conférence intergouvernementale lors du sommet tenu dans la capitale danoise.

Aux élections européennes de 1984, les adversaires déclarés de la Communauté avaient certes enregistré un certain recul. Mais les candidats du Front national contre le Marché commun — qui n'étaient pas les seuls à faire campagne contre la CEE — avaient encore recueilli près de 21 % des voix. Pour toutes ces raisons, le rejet de la réforme institutionnelle européenne par le Folketing, la Chambre unique du Parlement danois, mardi soir 21 janvier, ne constitue pas une surprise.

L'enjeu du débat actuel n'est cependant pas, comme le laisseraient croire bon nombre d'arguments échangés pour ou contre la réforme, de savoir si le Danemark va rester ou non dans la CEE. Cette appartenance à la Communauté, si l'on en croit les résultats du dernier des sondages périodiquement réalisés par la Commission de Bruxelles (les « eurobaromètres »), publiés mardi justement, est jugée positive par 35 % de la population danoise et négative par 27 %. Et le refus d'entériner le projet de réforme n'implique pour le Danemark ni risque d'exclusion ni intention de quitter le Marché commun. Il sait bien ce que lui doivent, contrairement aux affirmations de la propagande anti-européenne, ses agriculteurs et ses pêcheurs.

A l'inverse, aux termes du traité de Rome, l'acquiescement de tous est nécessaire pour modifier cette loi fondamentale des Douze. Après avoir demandé à ses partenaires, probablement, de renégocier le projet, M. Schlüter parviendra-t-il à contourner l'obstacle parlementaire en recourant au référendum ?

Techniquement, l'entreprise ne semble pas impossible. Politiquement, elle aurait l'avantage d'obliger l'opposition social-démocrate, dont les députés ont repoussé le texte qui leur était soumis, à étaler ses divisions sur la question de l'Europe. Malgré les enquêtes sur les intentions de vote des électeurs — les dernières donnent une majorité favorable à la réforme — l'opération n'est évidemment pas non plus sans risques.

En repoussant, le mardi 21 janvier, le projet de réforme de la Communauté économique européenne, le Parlement danois bloque la révision du traité de Rome.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'accord conclu par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze en décembre à Luxembourg n'est donc pas confirmé. Les ministres des affaires étrangères, qui se retrouveront les 27 et 28 janvier, ne seront pas en mesure d'apposer leur signature sur les textes du traité révisé, comme l'espéraient les Néerlandais qui, depuis le début de l'année, assurent la présidence du Conseil européen. L'accord auquel celui-ci était parvenu en décembre, en application du mandat qu'il s'était confié lui-même six mois plus tôt à Milan, comporte deux aspects principaux.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite et l'article de CAMILLE OLSEN page 6.)

SONDAGE IPSOS POUR « LE MONDE », FRANCE-INTER ET FR 3

## Dans le Rhône, M. Barre marginalise le RPR

M. Raymond Barre est incontestablement la personnalité la plus marquante dans le département du Rhône. Selon le sondage IPSOS réalisé pour « Le Monde », France-Inter et FR 3, la liste UDF qu'il conduit recueille 34 % des intentions de vote, contre 12 % pour la liste RPR conduite par M. Michel Noir. La liste PS menée par M. Charles Hernu obtient 31 %.

La situation politique dans le Rhône est intéressante à plus d'un titre : le Rhône est en effet désormais le fief local de celui que les sondages placent au premier rang dans l'opposition, M. Raymond Barre : ce département est le théâtre d'un combat politique conduit par plusieurs personnalités de renom national. Outre M. Barre, s'y présentent (ou s'y représentent) MM. Charles Hernu, pour le PS, Charles Fierman, lui aussi ancien ministre, pour le PC, et Brice Lalonde, pour les écologistes.

Enfin, aux rivalités internes à chaque camp, s'est ajoutée l'opération de M. Hirsant (à travers la prise de contrôle du Progrès de Lyon), qui a pu apparaître comme dirigée contre M. Barre.

Ce dernier est toutefois majoritairement suivi par l'opinion rhodanienne, selon IPSOS, dans sa désapprobation de la prise de contrôle du Progrès de Lyon.

M. Robert Hirsant est d'ailleurs, dans ce département, toujours selon cette enquête, impopulaire.

L'effet Barre se marque également sur le terrain des intentions de vote : si le RPR et l'UDF retrouvent grosso modo, avec 46 %, le total des voix de MM. Giscard d'Estaing et Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, la présence de M. Barre à la tête de la liste UDF accentue l'écart entre celle-ci et le RPR.

Le PS, conduit par M. Hernu, est lui en nette progression, avec 31 % des intentions de vote (28,48 % pour MM. Mitterrand et Crépéau en avril 1981, et seulement 19,30 % aux élections européennes de 1984). Le PC et le Front national recueillent chacun 8 % des intentions de vote et M. Brice Lalonde 6 %.

(Lire page 13.)

## Droite-gauche : les pièges du « vote utile »

par J.-M. COLOMBANI

La droite ? Elle est noyée sous les ministres. Ceux qui s'y voient déjà, et ceux qui ont (ou disent avoir) en poche une promesse en bonne et due forme, sont légion.

La gauche ? Elle montre ses ministres. Ceux (et celles) qui s'y voient toujours, galopant vers la pérennité. Comme si le PS avait été brusquement happé par une spirale ascendante nommée Mitterrand.

D'un côté, on a gagné. De l'autre, on va gagner. En réalité, la partie n'est pas jouée. Après une phase de mobilisation (à vrai dire ininterrompue) de la droite, et de démobilitation de la gauche, une seconde phase marque la

remobilisation de la gauche. Celle-ci vient plus tard que prévu : elle avait été simplement freinée par des impairs en tous genres (de l'affaire Greenpeace au « trouble » de M. Fabius, sans oublier les conditions de lancement de la 5<sup>e</sup> chaîne de télévision).

Aujourd'hui, les deux camps ont levé leurs armées et vont pouvoir s'affronter. Il ne faut donc pas confondre un décalage arithmétique (celui qu'enregistraient les sondages, soit 20 points d'écart entre la droite et la gauche) avec un décalage chronologique. En outre, une campagne est faite d'une succession de micro-climats. Dans une atmosphère générale qui reste favorable à la

droite, les socialistes respirent un air plus léger. Mais le gros temps peut revenir aussi vite.

Tout se joue donc maintenant, dans un laps de temps très court, encadré par deux « meetings » présidentiels : celui du Grand-Quevilly le 17 janvier dernier ; celui de Lille le 7 février prochain. Tout se joue autour d'une seule et même dynamique, que chacun s'efforce de susciter en sa faveur, celle du « vote utile ». La question est évidemment de savoir quelle boule de neige grossira plus vite que l'autre.

Voter utile, c'est voter pour celui qui est en état de gouverner. C'est donc voter socialiste, ou voter RPR-UDF.

(Lire la suite page 10.)

## Polémique au sein de la « 5 »

Les conseillers français contestent le rôle prédominant de M. Silvio Berlusconi.

PAGE 23

## La guerre civile à Sri-Lanka

La trêve obtenue par Rajiv Gandhi n'a pas duré : les combats redoublent d'intensité.

PAGE 4

## Le meurtre du train Bordeaux-Vintimille



Devant la cour d'assises de Tarn-et-Garonne, trois candidats à la légion répondent de l'assassinat d'un Algérien.

PAGE 25

## Strasbourg, ville au futur

« Le Monde » publiera demain, dans le numéro daté 24 janvier, un supplément de douze pages sur la capitale de l'Alsace.

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

- Marcel Maréchal monte Sam Shepard à Marseille.
- Pirandello à l'Odéon, à Grenoble et dans « La Pléiade ».
- Un entretien avec Renaud.

Pages 15 à 18

Débats : Médias (2) • Etranger (3 à 8) • Politique (11 à 13) • Société (24 et 25) • Education (26) • Communication (22 et 23) • Economie (28 à 30)

Programme des expositions (18) • Programmes des spectacles (19 à 22) • Radio-télévision (23) • Informations services : « Journal officiel », Météorologie, Mots croisés (14) • Carnet (25) • Annonces classées (27)

## Le chancelier Kohl vent en poupe...

De notre correspondant

Bonn. — « Si la gauche gagne, je rends mon tablier », s'exprimait récemment un expert d'un des instituts de sondage ouest-allemands. A un an des élections législatives de janvier 1987, le moins populaire des chanceliers de l'après-guerre a le vent en poupe. S'il n'a pas le monopole du cour, ni sa capacité à diriger le pays a longtemps été remise en cause, même au sein de sa majorité, ces handicaps ne semblent guère compter face à la reprise de l'économie.

« Vous verrez, nous aurons une majorité encore plus importante qu'en 1983 », assure-t-on avec un bel aplomb dans son entourage. L'optimisme est de rigueur dans le camp gouvernemental, et c'est sur ce registre que les dirigeants du Parti démocrate-chrétien ont entamé la période pré-électorale. « Cette stratégie a une efficacité indéniable », observe le directeur de l'institut d'analyse Sinus, M. Novak. « Elle offre aux gens la possibilité de se retirer dans une tranquillité idyllique. Plus besoin de se casser la tête avec les problèmes de la faim dans le monde, de l'environnement et surtout du chômage. »

La République fédérale de 1986 ne ressemble décidément pas à celle des années précédentes. Les doutes qui s'étaient

emparés du pays avec la crise économique, les déferlements du mouvement pour la paix, la montée écologiste, semblent brusquement évacués. L'économie ouest-allemande est redevenue conquérante sur les marchés extérieurs. Boris Becker, le blond enfant de Germania, a remporté des succès sur la plupart des courts de tennis du monde. La recherche est couronnée par le prix Nobel de physique.

Les critiques de l'opposition sur le thème du chômage, qui a atteint en décembre son plus haut niveau, mais ne s'accroît plus d'une manière sensible depuis un an, comme les cris d'alarme lancés par les Verts à propos de l'environnement, ont perdu de leur impact. Les seuls à donner encore quelques soucis sont les syndicats, en raison notamment de la mobilisation contre le nouveau projet de loi sur le droit de grève. Mais ils sont eux-mêmes divisés sur l'attitude à adopter.

Sans doute la cote d'amour du chancelier ne s'est-elle pas améliorée pour autant. Avec 0,3 point de popularité sur une échelle allant de -5 à +5 dans le dernier sondage mensuel de l'institut IFO, le « géant de Ludwigshafen » a un peu regagné du terrain ces derniers temps, mais n'en demeure pas moins derrière M. Franz-Joseph Strauss, par exemple.

Son adversaire à la course à la chancellerie, le social-démocrate

Johannes Rau, ministre-président du plus grand des Länder de RFA, la Rhénanie du Nord-Westphalie, compte un point d'avance sur lui. Mais quelques erreurs et sa décision d'autoriser la mise en service de la centrale électrique d'Ibbenbüren, qui battra tous les records de pollution, lui ont déjà coûté une part du prestige que lui avait valu sa victoire aux élections régionales de mai 1985.

Ayant toujours fait de la politique comme on investit des places fortes, sans charisme, mais avec un sens peu commun de la clientèle et des faiblesses de l'adversaire, M. Helmut Kohl n'a jamais, à l'exception d'une courte période immédiatement après son succès électoral de 1983, connu les délices de la popularité.

Franchement détesté par l'opposition, il incarne aux yeux d'une grande partie des élites ouest-allemandes de tous bords un provincialisme petit-bourgeois qu'elles méprisent d'autant plus cordialement qu'elles se sentent sans aucune prise sur lui. Le chancelier a toujours entretenu avec la presse des relations difficiles. Même dans les organes officiellement dévoués au pouvoir, rares sont ses sympathisants. Il n'en a cure, et se borne aux contacts strictement nécessaires.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 6.)

## Michel TOURNIER

de l'Académie Goncourt



## La goutte d'or

roman

« Je me demande ce qui est le plus à admirer dans ce titre : ou la richesse de la réalité captée, ou les moyens qu'il a transmués et font de ce roman d'aventures un conte, une féerie, une œuvre d'art. » Jacqueline Piatier/Le Monde

GALLIMARD nrf

DE LA SIMPLE BOUTIQUE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
PRIX EXCEPTIONNELS  
PANTALONS  
COSTUMES  
MESURE  
NOUVELLE COLLECTION  
TAILLEURS, OUFES, MISES  
SUIVANT MESURE  
L'ÉCRAN DE L'ÉCRAN  
LEGRAND TAILLEUR  
21 rue de la République  
Toulouse 31000



# débats

## MÉDIAS

*Pourquoi le gouvernement choisit-il, dans le domaine de la télévision, une politique qui le dessert auprès des électeurs de tous bords ? se demande Alfred Grosser. Pourquoi, renchérit André Giraud, n'a-t-il pas profité des avantages que lui procurait le lancement du premier satellite de communication et de la création d'Arianespace ?*

**D**ÉCIDÉMENT, Bon et Burnier sont bien les Copernic de la science politique ! Comme ils viennent de le montrer plaisamment dans *Que le meilleur perde*, le but des chefs politiques est la défaite. François Mitterrand et son gouvernement en fournissent constamment la preuve dans le domaine des médias.

## La télévision de service public

*Une politique de qualité ne se limite pas à la hantise du taux d'écoute*

par ALFRED GROSSER

Dans l'affaire Hersant, ils font tout pour laisser croire qu'il s'agit de restreindre la liberté d'action d'un adversaire, alors que le Conseil constitutionnel leur a fourni l'arme de la contre-attaque : « Loin de s'opposer à la liberté de la presse ou de la limiter, la mise en œuvre de l'objectif

de transparence financière tend à renforcer un exercice effectif de cette liberté... » Le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle... Le droit d'imposer des règles pour garantir la liberté des lecteurs, le Conseil l'a proclamé : le gouvernement n'a pas eu à en diffuser l'idée.

Pour la télévision, ce fut et c'est encore pire. La création de la Haute Autorité autorisait le président et son parti à se présenter en libérateurs du service public face au pouvoir gouvernemental.

Toute une série d'actes en sens inverse ont laissé croire que leur conception demeurerait pleinement celle que Valéry Giscard d'Estaing vient encore d'exprimer, de façon non moins suicidaire, dans le *Figaro-Magazine* : « Notre tradition culturelle implique de conserver des instruments d'Etat : une chaîne de télévision et un réseau de radio nationales... » La télévision de service public réduite au rôle d'instrument de l'Etat : de la BBC à la Radio de Suisse romande en passant par les chaînes allemandes, une telle définition ferait pousser des cris d'horreur ! Qu'il s'agisse d'une tradition française, soit. Ne faut-il pas rompre avec elle ? Lionel Jospin avait déclaré, pour s'en plaindre, que le Conseil constitutionnel ne faisait pas partie de cette tradition. Heureusement qu'on n'a pas respecté la tradition et qu'il existe !

Pour la cinquième chaîne, le pouvoir s'est comporté comme si son but unique avait été de créer une télévision privée qu'il contrôlerait quand, après les élections, il aurait perdu du pouvoir dans la télévision publique et face à des réseaux privés concédés par ses adversaires cohabitants. Et nombre de ses critiques ne s'en prennent qu'aux avantages accordés au magnat italien. Comme si on révalait aussi, pour le service public, d'entreprendre les films de spots publicitaires, et comme si le

devoir de projeter des films français constituait une charge bien ennuyeuse !

Malgré les apparences, c'est cette attitude-là qui exprime le mieux l'évolution réelle de nos trois sociétés de programme : pour lutter contre la concurrence potentielle de la télévision privée, on rivalise de démagogie. Au lieu de différencier le service public par l'exigence de qualité, on tend à l'aligner sur ce qu'on croit être le bas niveau du potentiel secteur privé, alors qu'en Italie la RAI publique n'a retrouvé son audience qu'en renonçant à rivaliser par le bas.

Qu'est-ce qu'une politique de qualité ? D'abord une politique qui ne se limite pas à la hantise du taux d'écoute. Deux ou trois pour cent d'audience pour telle pièce classique, ce sont plus de spectateurs qu'elle n'en a eus depuis sa création au XVIII<sup>e</sup> ou au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des lecteurs par dizaines de milliers pour Claude Hagège, qui avait pourtant annoncé sur l'écran que son livre était difficile, c'est un triomphe pour la télévision de qualité, même si Gérard de Villiers connaît des tirages bien supérieurs ! Evidence ? Mais dans ce cas pourquoi avoir fait le vide à côté de Pivot, alors que Claude Santelli savait faire naître la curiosité, puis la passion, pour de grandes œuvres littéraires ?

### Viser la joie

Une politique de la qualité ne vise pas à l'ennui, mais à la joie. Joie des créateurs, surtout quand elle est communicative. On avait un véritable créateur capable de se servir des techniques nouvelles. Il amusait en s'amusant à inventer. Résultat : Jean-Christophe Averty, homme de télévision, a juste le droit de faire un peu de radio. Heureusement qu'il reste la publicité, où nombre de spots français répondent, beaucoup mieux que les Américains ou les Allemands, à cette définition de la qualité !

Joie sans cesse élargie des téléspectateurs : se résigner à ne leur offrir que ce qu'ils attendent sous le prétexte que c'est cela qu'ils attendent, quelle abdication et quel appauvrissement de leur plaisir ! Brasseur avait fait aimer Mozart à des spectateurs qui étaient venus pour le chanteur et qui découvraient la musique « classique » en première partie, à l'occasion de tel ou tel récital. Des millions de gens ont découvert Mozart grâce à *Amadeus*. Quand la télévision consacre trois heures (d'ailleurs émaillées) à Bach, n'est-ce pas pour respecter un cahier des charges qu'on se plaint de subir, alors que la Ciné sera « libre » ? Et Chancel, qui fait aimer malgré un déluge affadissant de compliments guimauve, serait menacé à son tour.

La culture comme ennui ? Il est heureux qu'on pense encore un peu autrement hors la télévision, car, sinon, qui pourrait encore comprendre le spectacle amusant de Colliaro ? Pas les jolies Coccodrilles, mais la caricature hilarante d'Alfred de Musset et de George Sand, ou celle d'Ivanhoé.

La télévision de qualité, c'est enfin et surtout le respect du téléspectateur, le respect aussi des gens auxquels on accorde le droit d'apparaître sur l'écran. Or c'est le mépris qui s'installe de plus en plus lourdement. Mépris des enfants, dont les appétits et les possibilités sont sans cesse sous-estimés par des émissions faites en principe pour eux, en réalité sans eux. Sans eux : en Allemagne, la série « Direkt » donnait à des groupes de jeunes les moyens de s'exprimer au lieu de les montrer comme des bêtes curieuses ; le réalisateur les respectait et se mettait à leur disposition.

Si la télévision de service public veut répondre à la concurrence en s'abaissant, si elle tient à se comporter en fille publique dispensant un peu de plaisir contre beaucoup d'argent, au lieu de se vouloir femme épanouie sachant vivre et faire vivre la joie de l'amour, elle ne mérite pas d'être défendue. Et, de toute façon, elle ne pourra pas l'être : à égalité avec le privé pour la limitation de l'ambition culturelle, elle sera, à cause de la lourdeur de ses structures et de sa gestion, écrasée par lui dans le domaine de l'improvisation brillante, de tout un scintillement d'images et de sons qui exercent sur le téléspectateur un attrait justifié et nullement méprisable.

## La France qui perd

*Nous gaspillons nos chances et notre temps*

par ANDRÉ GIRAUD (\*)

**L'**AFFAIRE Berlusconi ne doit pas être regardée seulement comme un marchandage sordide où des intérêts culturels français sont bradés au bénéfice de quelque opération politicienne. C'est un événement d'une exceptionnelle gravité, au moment où la civilisation de l'image s'appête à modeler le concept même de souveraineté, grâce aux possibilités ouvertes par l'espace.

Les données techniques principales qui permettent d'analyser le problème se résument ainsi :

● La retransmission des émissions de télévision au bénéfice de tous, villes et campagnes, se fera à partir de satellites placés sur une orbite équatoriale, à une distance de la Terre telle qu'ils tournent à la même vitesse angulaire et restent donc immobiles par rapport à un point du sol. Par accord international des positions sur cette orbite, des fréquences et des zones de couverture ont été attribuées aux différents pays.

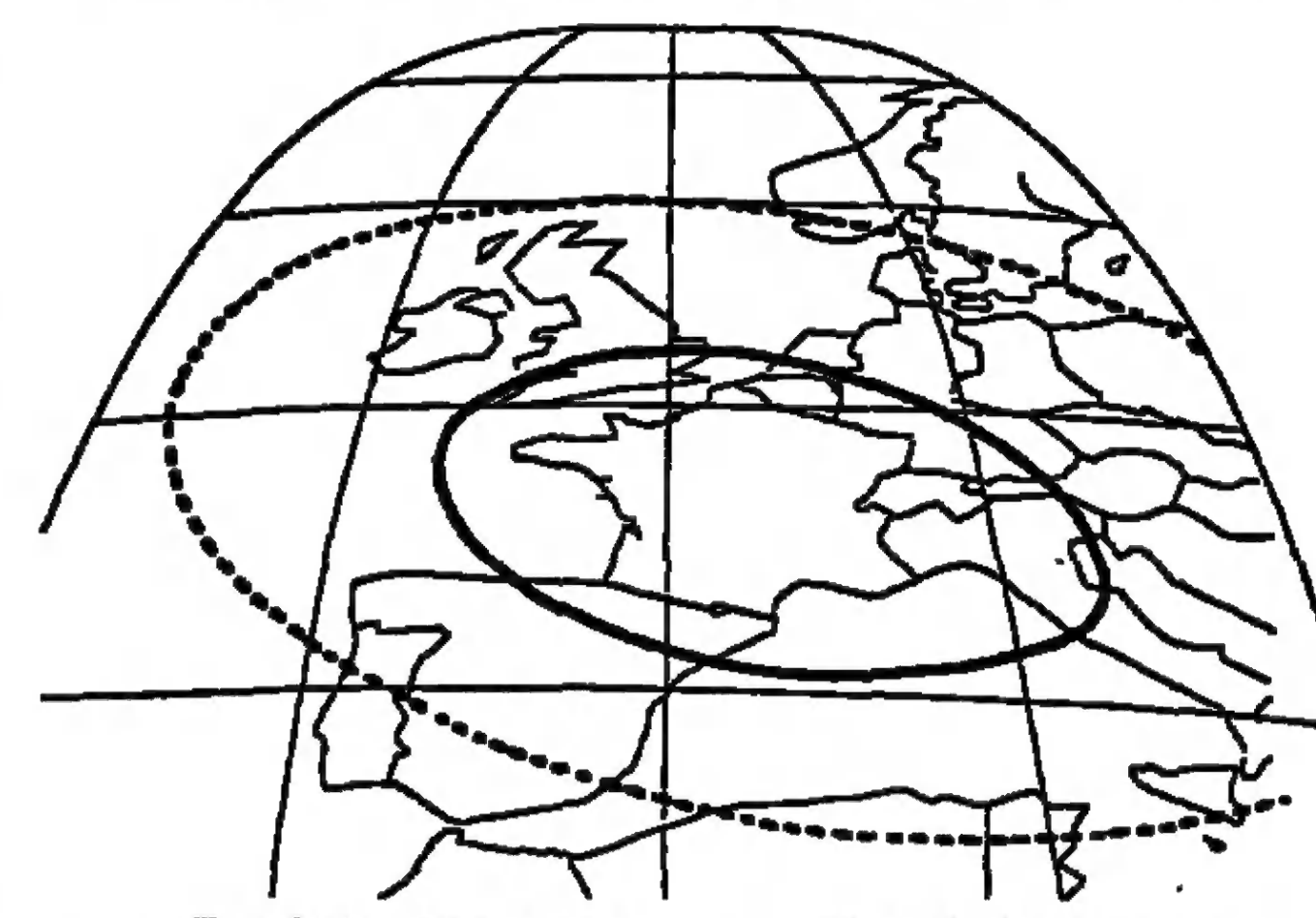
● La géographie est favorable à la France. Comme le montre la figure, l'ellipse de retransmission sur antenne individuelle couvre le nord de l'Espagne, le sud de l'Angleterre, la Belgique, la zone la plus peuplée de l'Allemagne fédérale et l'Italie jusqu'à Rome ; sur antenne de réception collective, la quasi-totalité de l'Europe et même le nord du Maghreb.

● On comprend aisément que la première chaîne spatiale offrira des programmes intéressants entraînant l'installation des antennes de réception qui s'orienteront vers sa position orbitale et s'adapteront à son satellite, lequel assurera ainsi sur les autres un avantage d'écoute difficile à rattraper.

● Mais pour qu'une telle chaîne puisse le faire, si elle vit de recettes publicitaires, il faut qu'elle dispose elle-même d'un marché assuré par un réseau terrestre. Le marché naissant des antennes spatiales se développerait trop lentement pour procurer les recettes nécessaires. L'évolu-

tion technique récente des satellites conduit d'ailleurs à une intégration plus étroite avec les réseaux câblés ou hertziens terrestres.

Nous étant assuré un premier avantage avec le lancement d'Ariane et la création de la société Arianespace, nous nous étions soucieux de marquer immédiatement la position de la France



(et de l'Europe) dans les domaines spatiaux principaux : satellites de télécommunication Télécop I, d'observation civile Spot I d'observation militaire, de télévision TDF I.

### Une solution élégante

Dans ce domaine, au terme d'une négociation difficile, nous avons conclu, le 29 avril 1980, avec l'Allemagne fédérale, un accord qui permettait aux deux pays d'être les premiers à construire deux satellites couvrant leurs territoires respectifs, comportant jusqu'à cinq canaux vidéo et des canaux radio, qui devaient être lancés en 1983 et 1984.

Cet accord ouvrait une chance unique à la France. Celle-ci trou-

vait une solution élégante pour diffuser la télévision dans les vallées de montagne, mais surtout, lançant le premier satellite, elle s'assurait un avantage initial important sur tout le territoire européen. Les canaux radio permettaient le doublage des programmes français culturels ou commerciaux, dont l'audience pouvait ainsi s'accroître. La

concurrence de l'Allemagne tournée vers l'Allemagne de l'Est n'était pas à redouter : décalage dans le lancement, ellipse moins favorable, débat interne sur les attributions respectives de l'Etat fédéral et des Länder. Nous avions prévu d'attribuer deux des canaux à TF 1 et Antenne 2. Les autres auraient la voie à une ou deux chaînes privées, et nous avions commencé à discuter sur ce sujet avec la presse écrite et les grands médias qui ont l'expérience de l'audiovisuel en France.

Sans être Clausewitz, on se doutait que le Luxembourg et Monaco pouvaient constituer, si l'on n'y prenait garde, des points d'appui à une contre-attaque américaine. Le sort de Monaco a été solidarisé avec celui de la France, Quant à la CLT, en industriel

(\*) Ancien ministre.

avisé, elle n'avait pas manqué de prendre des contacts aux Etats-Unis pour utiliser la position orbitale du Luxembourg. Il fallait naturellement négocier. Notre idée de manœuvre était d'essayer de constituer un « pool » des positions orbitales et des fréquences dont les partenaires se seraient répartis l'usage, et qui aurait pu constituer un atout extraordinaire pour les industries européennes, et plus particulièrement françaises, du spectacle, de la communication et de la culture. Les marchés industriels associés pour les matériels, les programmes et les services étaient, eux aussi, considérables.

Les données techniques ont évolué ; mais l'enjeu culturel et économique reste le même. Grâce aux satellites de moyenne puissance et aux réseaux câblés, la concurrence va s'ouvrir. Il va falloir la gagner en étant les meilleurs et les premiers. TDF 1, qui a pris trois ans de retard, devrait déjà avoir un fils en préparation. Une politique cohérente devrait exister combinant l'accès au marché de la publicité, le satellite et le développement des réseaux câblés. Elle devrait être européenne et conduite par la France. Or, aujourd'hui, nous gaspillons nos chances. Messieurs du gouvernement, qu'avez-vous fait de l'héritage ?

### Pétain et la collaboration

(...) Accusé d'avoir favorisé ou toléré, jusqu'à — et y compris — l'organisation des cruelles déportations dont l'holocauste nous brûle l'âme, le maréchal Pétain méritait-il qu'on le chargeât de cette ignominie ? Dans l'affirmative, la satisfaction allemande s'est forcément manifestée par écrit. Or, qu'en est-il ? Citons de bons auteurs.

Dans un livre récent (1), M. Serge Klarsfeld publie plusieurs lettres en documents. En voici une, datée du 24 août 1943, signée par le SS-Obersturmführer Schmidt et où on lit : « D'après de Brinon, le docteur Knochen lui aurait expliqué que l'attitude du maréchal sur la question juive ne le satisfait aucunement. Il ne pouvait (l'approuver). Le fait d'examiner chaque cas individuel et de ne procéder à l'arrestation de juifs français qu'en cas de quelques délits de leur part signifie pratiquement une annulation des décisions prises. » (...)

(...) Mais le document le plus probant est la fameuse lettre de Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du gouvernement allemand, et à propos de laquelle Henri Amoureux a pu dire dans son dernier livre (2) (page 49) qu'elle constituait un véritable brevet de résistance pour le maréchal. « L'Allemagne pouvait espérer, au moins depuis Montoire, qu'en réponse à la politique généreuse du Führer, vous consolideriez, monsieur le maréchal, de plus en plus la situation en France après la guerre perdue et que vous rendriez toujours plus féconde la collaboration, tant de fois promise, avec l'Allemagne. » (...)

« Les difficultés constantes qui ont été opposées à la mise en œuvre d'une politique de collaboration véritable avec l'Allemagne (...) montrent clairement une prise de position dont les motifs et les buts ne laissent plus guère de doutes. » Ce courrier mémorable est du 29 novembre 1943 (...).

RENE MINGUET, secrétaire général de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain.

(1) *Le Rôle de Vichy dans la solution de la question juive en France, 1943-1944*. Fayard, éditeur.

(2) *Un printemps de mort et d'espoir*. Robert Laffont éditeur.

### Malgré le roi

Dans « Retour à la royauté » (*Le Monde* du 17 janvier 1986), Camille Anbert a une curieuse façon de présenter les choses.

Certes la Déclaration des droits de l'homme et les réformes faites par l'Assemblée constituante furent instaurées sous le règne de Louis XVI, mais c'était contre son gré et il les condamnait dans sa « déclaration aux Français » au moment de la fuite à Varennes. Le marquis de Feutères, député de la noblesse, dans une lettre à sa femme, en date du 24 juin 1791, écrit : « La déclaration écrite de la main du roi achève de le perdre. Il y proteste contre tous les décrets de l'Assemblée et se déclare par conséquent l'ennemi de la Constitution. Charles IX n'en avait pas tant fait ; il n'aurait point les étrangers contre ses sujets. »

JEAN MICHAUD (Louvain-la-Neuve)

### Mon téléphone marche bien, merci...

M. Marcot (*Le Monde* du 27 décembre) s'égare sur les télécommunications aux Etats-Unis, pays dans lequel il n'a visiblement jamais habité.

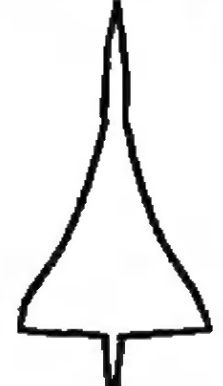
Mon téléphone marche très bien. Pour un supplément très modique, j'ai droit à quatre postes dans ma maison. Tous les mois, on m'envoie une facture des plus détaillées. En cas de panne, on défalque de la facture les journées ou heures d'interruption de service, et la mise en concurrence des compagnies maintient les tarifs à des niveaux raisonnables.

Le courrier est distribué trois cents jours par an. Les guichets des bureaux étant banalisés, chaque employé assure n'importe quelle opération, ce qui accélère le service. Bien sûr, on ne vend ni contrats d'assurance ni parts de SICAV. La poste est là pour assurer le service du courrier, et non pas pour faire des opérations financières. Celles-ci n'ont rien à voir avec le service public : elles sont une source de revenus pour le Trésor et de remises pour le personnel. On comprend que d'accord sur ce système.

M. GROSSEDIÈRE DE MATONS (Washington).

Pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la mise en ligne de

**Concorde**



**aerospatiale**

constructeur français du supersonique franco-britannique propose une série limitée de montres de technologie avancée.

- mécanisme à quartz dans boîtier acier
- affichage mixte (2 fuseaux horaires)
- étanche jusqu'à 100 mètres
- chrono au 1/100 avec top sonore
- alarme sur 24 h
- fonctionnement de 0 à 50 °C (congélation sans destruction jusqu'à - 50 °C)
- résistante aux chocs et aux vibrations
- luminescence élevée (+ éclairage nocturne)
- testée en apesanteur sur Discovery

(Fabrication Française Matra Horlogerie)

En vente chez : • FRED JOAILLIER 6, rue Royale, PARIS 8<sup>e</sup>  
• Les Boutiques • LE CLARIDGE 74, avenue des Champs-Élysées, PARIS 8<sup>e</sup>  
• HOTEL MÉRIDIEN 85, bd Gouvion Saint-Cyr, PARIS 17<sup>e</sup> • AÉROPORT  
d'ORLY SUD • AÉROPORT d'ORLY OUEST • LOEWS HOTEL MONTE CARLO  
• FRED Joaillier 10022.703 Fifth Avenue, NEW YORK.

مکان اهل



public

taux d'écoute

# étranger

## LES COMBATS AU YÉMEN DU SUD

### Les navires étrangers attendent une accalmie pour poursuivre les opérations de sauvetage

Les combats se sont poursuivis mardi au Yémen du Sud, obligeant les navires étrangers à attendre une accalmie pour évacuer les quelques quatre cents à six cents personnes qui, selon diverses sources, à Djibouti, étaient toujours bloquées en fin de journée à Aden, tandis que quatre cents autres attendaient à Mukalla, à quelque 500 km à l'est de la capitale.

Mardi matin, on évalua à plus de trois mille sept cents le nombre de ressortissants étrangers ayant pu fuir le pays par mer depuis le début des opérations d'évacuation, et qui ont été transportés à Djibouti par des navires de différents pays, notamment soviétiques, français et britanniques.

Les autorités britanniques ont fait diffuser à plusieurs reprises par la BBC un message demandant aux civils d'Aden de se rendre à la plage d'Abyan, à la sortie est de la ville, où des canots devraient les transporter à bord du Britannia. Cependant, les observateurs doutent que les étrangers puissent traverser Aden au milieu des combats à l'arme lourde pour gagner cette plage.

La tâche des commandants de navires est d'autant plus ardue qu'ils ignorent qui détiennent l'autorité et sont parfois à la merci de « responsables » occasionnels. Ainsi, lundi, une opération d'évacuation devant Aden a été interdite, selon le témoignage d'un des officiers d'un minéralier, le *Sanke Daffodil*, par un homme se présentant comme le « capitaine Agfar, responsable du port ». Ce personnage, vêtu d'un uniforme kaki sans marque distinctive, était monté à bord du navire, dont il a « réquisitionné » la radio pour ordonner au capitaine d'un autre bâtiment proche, battant pavillon serbo-lonais, de ne pas mettre ses chaloupes à l'eau pour venir en aide aux étrangers bloqués sur la place de Little-Aden, au nord de la capitale. Le « capitaine Agfar » a menacé son interlocuteur de faire couler son navire par l'aviation s'il n'obéissait pas, car, selon lui, la situation à Aden était calme et se justifiait pas une évacuation.

En fait, la plus extrême confusion règne toujours en ce qui concerne l'intensité des combats et

leur issue. L'agence soviétique Tass a fait état mardi de « signes de baisse de la tension » à Aden, d'après elle, « l'épuisement évident des ressources de combat des belligérants », tout en indiquant que des affrontements se poursuivent « autour de quelques ambassades ». Citant deux stations de radio émettant au Yémen du Sud, l'agence a ajouté que chacune des factions rivales déclare « contrôler la situation dans le pays ».

Dans une dépêche datée de Koweït, Tass déclare que « des formations armées appartenant aux diverses tribus impliquées dans le conflit affirment vers Aden pour s'engager dans les combats ».

D'autre part, le quotidien koweïtien *Al Qabas* affirme que l'URSS a constitué une cellule de crise en Éthiopie, où s'est rendu un de ses hauts responsables, pour suivre de près la situation au Yémen du Sud.

Cette cellule a « convoqué des représentants des parties en conflit à Aden », précise le journal,

n'excluant pas que la visite effectuée dimanche en Éthiopie par le président sud-yéménite, M. Ali Nasser Mohamed, « s'inscrive dans le cadre des contacts qu'entretient actuellement l'Union soviétique ».

Selon *Al Qabas*, Moscou cherche actuellement à obtenir « un arrêt immédiat des combats, et à préparer un congrès général qui rassemblerait toutes les forces politiques en conflit au sein du Parti socialiste yéménite ».

Enfin, la télévision éthiopienne a indiqué que le président sud-yéménite Ali Nasser avait décrété, lundi, une amnistie générale en faveur de tous ceux qui se sont soulevés contre son régime.

Selon la télévision, qui citait un porte-parole de la République démocratique du Yémen du Sud, les forces sud-yéménites des trois armes (air, terre et mer) ont accordé leur « soutien total » à cette mesure d'amnistie générale, à l'exception toutefois des unités mécanisées (blindés). — (AFP.)

### « Guéguerre »... franco-britannique

De notre envoyé spécial

Djibouti. — A l'entrée de la mer Rouge, la France et le Royaume-Uni se disputent-elles le droit de jouer les « grands cœurs », l'une parce qu'elle est solidement installée à Djibouti, où stationnent près de quatre mille de ses soldats, l'autre parce qu'elle a du mal à oublier la belle époque où l'Union Jack flottait sur Aden ?

Avec quelques longueurs d'avance sur ses « concurrents », la France dépêche sur les lieux du drame une petite armada — les escorteurs *De Grasse* et *Amiral Charner* — qui mouillent à Djibouti. Le hasard servit la Grande-Bretagne, puisque le yacht royal *Britannia*, signalé dans les parages, se dirigea aussitôt vers Aden.

L'identité de son propriétaire et sa qualité de bâtiment civil lui valurent de franchir le littoral des deux territoires sud-yéménites et de recueillir quelque quatre cents rescapés, toutes nationalités confondues. L'image du yacht royal a été « aquatonnée » à la presse au point d'éclipser tout le reste, même le rôle des forces navales françaises et britanniques, qui ont déjà évacué plusieurs milliers d'étrangers. La *Jules-Verne* récupéra, en outre, sur le Britannia, cinquante-trois Français et les conduisit à Djibouti sous pavillon national.

Les autorités françaises — civiles et militaires — veulent à traiter avec égard ces rescapés d'Aden. La presse française fut invitée à monter à bord du *Jules-Verne*, puis à suivre les passagers au camp militaire. Les journalistes étrangers furent tenus à l'écart : opération de relations publiques ratée. Vingt-

quatre heures plus tard, à même le quai, le « pêche » de la frégate britannique *Jupiter* expliquait sur une carte la situation au Yémen du Sud, faisait distribuer à ceux qui l'écoulaient des jus d'orange et des déjeuners rédigés aussi en français sur son navire : « show » réussi.

L'ambassade de France à Djibouti jugea le moment opportun d'indiquer que « notre ambassadeur à Aden » coordonnait sur place les opérations d'évacuation de tous les ressortissants étrangers, alors que son homologue britannique, a-t-on appris, s'est installé à bord du *Britannia*, qui continue sa navette humanitaire, pour y accueillir ses compatriotes.

Belle occasion de souligner du côté français qu'il y a des choses que l'on peut faire lorsque l'on est en mer. « N'est-ce pas à dessein que des « fuites » ont été organisées du côté français à propos d'informations dont les autorités britanniques devraient normalement avoir le monopole ? Ainsi, a-t-on appris les changements d'horaires et d'itinéraires du *Britannia*. Déjà agacés par ces incursions, les Britanniques ont vu rouge lorsque l'ambassade de France à Djibouti a divulgué à certains journalistes que le *Jupiter* avait été touché par une roquette antiaérienne. « *Ridicule* » (nubish), s'est contenté de répondre le consul de Grande-Bretagne. Qui marquera le prochain point ?

JACQUES DE BARRIN.

La guerre civile est alors évitée de justesse grâce aux efforts de médiation entrepris par les Soviétiques et les dirigeants de la gauche palestinienne. MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, respectivement chefs du FPLP et du FIDLP, font de fréquents séjours à Aden en vue de déboulonner l'échec du conflit qui oppose leurs amis sud-yéménites. Les diplomates soviétiques sont également très actifs, bien qu'ils prennent ouvertement parti pour le chef de l'Etat, traitant publiquement les adversaires du président Ali Nasser de « faux jetons » et d'« aventuriers ».

Les efforts de médiation parviennent à calmer momentanément les esprits, mais ne règlent pas le problème. Le journal officiel sud-yéménite *Al Thawra*, qui avait commencé la publication d'une série d'articles dénonçant les intrigues et manœuvres de l'opposition, interromp ses diatribes afin de favoriser un compromis que les médiateurs préparent fébrilement en vue de permettre la tenue en octobre du troisième congrès du parti. Aden ressemble alors à une ville en état de siège. Les différentes factions de l'armée et des milices ont dressé dans les principales artères de la capitale des barricades où les pas-

sants sont lovés avant d'être autorisés à poursuivre leur chemin. Les casernes se transforment en autant de forteresses révolutionnaires où sont défilés les points de vue des principaux protagonistes. L'armée est en effet profondément divisée, le vice-président de la République, Ali Antar, qui fut au début des années 1980 le responsable des forces armées, contrôle surtout les unités des blindés, l'arme par excellence des auteurs de coups d'Etat. Il y installe des militaires réguliers de sa province natale de Dhalei, sa province natale, — conteste les résultats de l'élection. Aden prend rapidement l'apparence d'une ville en proie à la fièvre révolutionnaire, tandis que les protagonistes du drame qui va se jouer au début de 1986 commencent à distribuer des armes à la population.

La guerre civile est alors évitée de justesse grâce aux efforts de médiation entrepris par les Soviétiques et les dirigeants de la gauche palestinienne. MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, respectivement chefs du FPLP et du FIDLP, font de fréquents séjours à Aden en vue de déboulonner l'échec du conflit qui oppose leurs amis sud-yéménites. Les diplomates soviétiques sont également très actifs, bien qu'ils prennent ouvertement parti pour le chef de l'Etat, traitant publiquement les adversaires du président Ali Nasser de « faux jetons » et d'« aventuriers ».

Les efforts de médiation parviennent à calmer momentanément les esprits, mais ne règlent pas le problème. Le journal officiel sud-yéménite *Al Thawra*, qui avait commencé la publication d'une série d'articles dénonçant les intrigues et manœuvres de l'opposition, interromp ses diatribes afin de favoriser un compromis que les médiateurs préparent fébrilement en vue de permettre la tenue en octobre du troisième congrès du parti. Aden ressemble alors à une ville en état de siège. Les différentes factions de l'armée et des milices ont dressé dans les principales artères de la capitale des barricades où les pas-

### Un président « trop libéral »

En 1982 déjà, le colonel Ali Antar, alors ministre de la défense, avait songé à prendre le pouvoir au cours d'une tentative, qui avait été écartée dans l'acte II. Il avait alors été évincé de ses fonctions de chef de l'armée et promu vice-président de la République. Le président Ali Nasser aurait pu à cette occasion éliminer une fois pour toutes un adversaire dangereux et un putchiste potentiel. Il a préféré le neutraliser en nommant à sa place, au ministère de la défense, le colonel Saleh Mousleh, originaire de la province de Dhalei, avec l'espoir que ce dernier deviendrait l'ennemi numéro un du colonel Ali Antar. Mais, le sentiment de solidarité tribale aidant, c'est exactement le contraire qui s'est produit, et le nouveau ministre de la défense s'est finalement rangé au côté de celui qu'il était chargé de neutraliser.

On a souvent reproché au président Ali Nasser d'être « trop libéral », voire « complaisant » à l'égard de ses adversaires. C'est ainsi qu'en avril 1980, il avait autorisé l'ancien président Abdel Fattah Ismail, « démissionné » de ses fonctions, à quitter le pays pour l'URSS, malgré les avis du colonel Ali Antar. Aujourd'hui, devant le meilleur allié d'Abdel Fattah, depuis son arrivée au pouvoir en 1980, après

l'exécution de l'ancien président Salim, M. Ali Nasser n'est effrayé d'éviter tout recours à la terreur pour neutraliser ses adversaires. Il estime que de telles méthodes ne pouvaient, en fin de compte, que mener à une « guerre civile permanente à caractère tribal » qui finirait par mettre en danger l'existence même de la République sud-yéménite. Celle-ci, pensait-il, serait une proie facile pour le Yémen du Nord, tenté de profiter de son affaiblissement pour régler une fois pour toutes à son profit le problème posé par l'existence de deux Yémens se proclamant également unitaires.

C'est précisément cette crainte d'une « intervention étrangère » qui a finalement incité les différents protagonistes du drame d'Aden à conclure, en vue du congrès du parti d'octobre 1985, un compromis savant qui s'est révélé boiteux. D'un côté, le président Ali Nasser et ses amis se voient attribuer la majorité des sièges du comité central, mais l'opposition obtient le contrôle du bureau politique du parti. Le PSY devient ainsi ingouvernable et veut à l'éclatement. Un secrétaire général fut constitué en octobre à l'issue des travaux du congrès, qui furent houleux, mais aucun accord ne put être conclu sur la répartition des responsabilités au sein de cet organisme. Ainsi, par la force des choses, les deux postes clés de secrétaire politique et de secrétaire aux relations extérieures demeurent à leurs anciens titulaires, respectivement M. Aboubakar Badib, un des dirigeants du Parti communiste local, et M. Abdel Ghani Abdel Kader, un baasiste, consacrés ainsi dans leur rôle de principaux collaborateurs du chef de l'Etat, bien que ne faisant pas partie des dirigeants historiques de la révolution de 1967.

### Une ultime tentative de conciliation

C'est là l'un des griefs essentiels que l'opposition adresse au chef de l'Etat, qui est en outre accusé par M. Abdel Fattah Ismail, de retour de Moscou, d'avoir « abandonné purement et simplement les mouvements révolutionnaires de la péninsule arabique, notamment au Yémen du Nord et à Oman, d'encourager le capitalisme privé en facilitant le retour au pays des émigrés sud-yéménites et de favoriser les relations économiques avec l'Occident sous prétexte d'efficacité ». M. Abdel Fattah Ismail se défend à ce propos d'être contre le principe d'un compromis avec l'adversaire de classe, mais, affirme-t-il, « je suis contre toute

compromission avec les régimes réactionnaires et féodaux ».

Fin décembre 1985, l'opposition réclame le départ de MM. Aboubakar Badib et Abdel Ghani Abdel Kader. Elle suggère en outre que le président Ali Nasser (qui s'est déchargé au début de l'année de ses fonctions de chef de gouvernement), abandonne ses fonctions de chef de l'Etat au profit du colonel Ali Antar, ne conservant que le secrétariat général du parti. Or tout le monde sait que M. Abdel Fattah Ismail convoite ce poste, qui, à ses yeux, représente l'essentiel du pouvoir au Yémen du Sud. En fait, le président Ali Nasser ne l'ignore pas, l'opposition essaie de l'isoler de ses partisans et de le priver graduellement de tout pouvoir réel avant de ne pas céder et de ne plus faire de concessions à ses adversaires, malgré les lourdes menaces qui s'amoncellent.

Une dernière tentative en vue de réconcilier les frères ennemis est faite le vendredi 10 janvier, soit trois jours avant le début des affrontements, avec l'arrivée à Aden d'une délégation du Parti communiste libanais conduite par son secrétaire général, M. George Hawi. Peine perdue : les Libanais ne peuvent que constater l'ampleur du fossé qui sépare les deux camps. Une décision maladroite du chef de l'Etat, qui convoque pour le 27 janvier une réunion du comité central en vue de discuter du troisième plan quinquennal, précipite les événements. L'opposition se mobilise, craignant que cette réunion n'ait pour objectif de modifier la composition du bureau politique.

Rien ne peut plus alors arrêter la marche vers la guerre civile. M. Abdel Fattah Ismail est décidé à jouer son va-tout, même si, dit-il, son comportement conforte les positions de son allié du moment, le colonel Ali Antar, qui ne partage nullement ses options socialistes et marxistes. Il affirme à qui veut l'entendre qu'il est opposé à toute action militaire contre le pouvoir en place, mais qu'il n'acceptera jamais de mettre fin à la bataille idéologique « pour la défense de la révolution et du socialisme yéménites ». Le colonel Ali Antar se montre encore plus intransigeant et affirme aux médias qu'il ne peut accepter aucun compromis avec le président Ali Nasser, dont il réclame désormais la reddition inconditionnelle.

La guerre civile a déjà commencé, et, dans ces conditions, savoir qui a tiré le premier coup de feu ne revêt plus qu'une importance secondaire. JEAN GUEYRAS.

### Il n'y aura pas de rencontre à Londres entre M. Pères et le roi Hussein

Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a déclaré mardi soir 21 janvier à La Haye que des négociations étaient « indirectement » en cours, par le canal des Etats-Unis, entre Israël et le roi Hussein de Jordanie afin d'organiser un forum international sur le Proche-Orient. Mais le départ de Londres pour Amman du roi Hussein, mardi, quelques heures avant l'arrivée du chef du gouvernement israélien, a coupé court aux spéculations sur une éventuelle rencontre Pères-Hussein dans la capitale britannique.

Dans une conférence de presse au troisième et dernier jour de sa visite officielle aux Pays-Bas, M. Pères avait indiqué que, dans le cadre de ces négociations indirectes, il reverrait mercredi à Londres l'ambassadeur américain pour les affaires du Proche-Orient, Richard Murphy. M. Pères s'était déjà longuement entretenu, dans la nuit de dimanche à lundi à La Haye, avec M. Murphy. Celui-ci avait rencontré vingt-quatre heures plus tôt le roi Hussein en visite privée en Grande-Bretagne. Ce ballet diplomatique a provoqué les spéculations sur la possible rencontre Pères-Hussein.

Lundi soir, M. Pères avait annoncé : « Nous sommes en train de négocier sérieusement avec le roi Hussein de Jordanie et le peuple palestinien » (le *Monde* du 22 janvier). Une source informée à La Haye a souligné à cette occasion que cette phrase avait été « soigneusement pesée ». A ce propos,

M. Pères a réaffirmé devant la presse son opposition à la présence d'un représentant de l'OLP dans une délégation jordanio-palestinienne appelée à participer à des négociations de paix.

Quant à l'URSS, a-t-il dit en substance, sa participation à un forum international devra d'abord passer par le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël et le droit à l'émigration pour les juifs soviétiques.

A Amman, une source palestinienne autorisée a affirmé, mardi, que M. Yasser Arafat, chef du Comité exécutif de l'OLP (CEOLP), répondra par la négative à la demande du roi Hussein de Jordanie de reconnaître les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies lors de leur prochaine rencontre dans la capitale jordanienne. Le roi avait proposé au chef de l'OLP de reconnaître les résolutions 242 et 338, les Etats-Unis acceptant en retour la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient et la participation de l'OLP à cette conférence.

M. Arafat, qui a présidé le 13 novembre dernier à Bagdad les instances palestiniennes, est attendu dans les prochains jours à Amman, où il n'est pas venu depuis le 12 novembre 1985. La dernière réunion des instances dirigeantes de l'OLP avait chargé M. Arafat de se rendre en Jordanie, afin de poursuivre le dialogue avec le roi Hussein.

SI VOS AMIS ONT UN CERVEAU, TESTEZ-LE!

N'adressez plus la parole à votre fiancée. Ne prenez plus un verre avec un ami avant d'avoir vu son cerveau. Il est en vente dans tous les kiosques.

ACTUEL

ACTUEL TOUS LES 15 DU MOIS 20 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 659572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-66-31  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Ménil (1946-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs de Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Ménil, fondateur.

Administrateur : Bernard Wons

Rédacteur en chef : Daniel Veron

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

### PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 1,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$ ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 120 dr. ; Israël, 25 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,300 LD ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,8 f. ; Portugal, 110 esc. ; Singapour, 230 F SFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 din.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 397 F 1 952 F 2 330 F

ETRANGER (par avion)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : un abonné doit être invité à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395 - 2037



# PROCHE-ORIENT

## Liban

### L'attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Est n'a pas été revendiqué

Beyrouth. (AFP). - La voiture piégée qui a explosé mardi 21 janvier dans la banlieue chrétienne de la capitale libanaise a tué vingt personnes et en a blessé cent deux, six jours après les combats qui ont mis aux prises dans le pays chrétiens partisans et adversaires de l'accord tripartite signé à Damas le 28 décembre dernier. La voiture, une Mercedes bourrée de 250 kilos d'explosifs, a sauté dans l'artère commerciale de Fourn-el-Chebbak, à proximité d'une permanence du parti Kataeb (phalangiste). Selon La Voix du Liban (radio des Forces libanaises), quatre immeubles ont été ravagés par les flammes et plusieurs dizaines de voitures ont été détruites. L'attentat n'a pas été revendiqué.

De source proche des Forces libanaises (milices chrétiennes), on accuse « ceux qui ont été lésés par l'unification de toutes les milices ».

Par ailleurs, le canon a tonné mardi autour de Bikfaya, village natal du président libanais Amine Gemayel, dans la montagne du Metn, au nord-est de Beyrouth, où des miliciens du Parti syrien national social (PSNS, parti libanais pro-syrien) affrontent l'armée régulière.

L'armée syrienne a renforcé son dispositif dans ce secteur, selon le responsable de l'information du PSNS, M. Habib Keyrouz. Sur les routes menant à la région où ont lieu les hostilités, des camions syriens circulent, chargés de munitions, et des soldats syriens installent des téléphones de campagne. Le correspondant de l'AFP a vu une batterie de mortiers syriens de 120 mm pointés sur le pays chrétien.

Les habitants des bourgades du Metn nord, notamment ceux de Bikfaya, de Broumans et de Baadbat

ont fui ces derniers jours leur foyer pour se réfugier dans le secteur chrétien de la capitale.

Cependant, il ne semble pas, malgré ce renforcement militaire, que la Syrie ait décidé pour le moment de la stratégie à adopter après la mise en échec de l'accord qu'elle avait paré en la défecte des partisans de ce texte dans le camp chrétien.

Dans une première étape, la Syrie tente de susciter une large coalition de tous les adversaires du chef de l'Etat libanais. Celui-ci s'était opposé à l'accord de Damas en proposant, il y a une semaine, lors de sa onzième rencontre avec le président syrien Hafez El Assad, des amendements qui, s'ils avaient été adoptés, auraient démantelé le texte de l'accord.

Pour leur part, les responsables chrétiens tentent de resserrer les rangs et de s'entendre sur une position unifiée dans le cadre d'un congrès chrétien sous les auspices du patriarchat maronite. Le chef de file des maronites du Liban du Nord, l'ancien président Soleimane Frangie, s'est déclaré, mardi, favorable à la tenue d'« un congrès chrétien qui regrouperait les anciens présidents de la République [maronites], ainsi que les actuels députés chrétiens ».

Cette proposition élimine de fait le nouvel homme fort de la milice chrétienne, M. Samir Geagea, son ennemi juré.

M. Frangie a, d'autre part, estimé que la seule voie pour un règlement de la crise libanaise était la tenue d'un congrès national qui regrouperait les chefs chrétiens et musulmans du pays. Il a, en outre, affirmé que l'accord tripartite de Damas était toujours « valable », mais « non légal », car il n'a pas encore été ratifié par l'Assemblée nationale.

(Publicité)

## LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE SE DOIT DE FAIRE APPLIQUER SA DÉCISION

### INGÉNIEURS à la recherche d'une formation

Les ingénieurs des travaux agricoles du ministère de l'Agriculture sont profondément inquiets. La modification de leurs conditions de formation, reconnue nécessaire et décidée par le ministre de l'Agriculture, M. ROCARD, en janvier 1984, reprise par son successeur M. NALLET, n'est toujours pas en place : un directeur général peut-il bloquer pendant deux ans la décision de son ministre ?

Ingénieurs d'application dans les domaines des productions agricoles et de l'économie rurale, ils exercent des tâches très diversifiées au profit des 15 millions de ruraux :

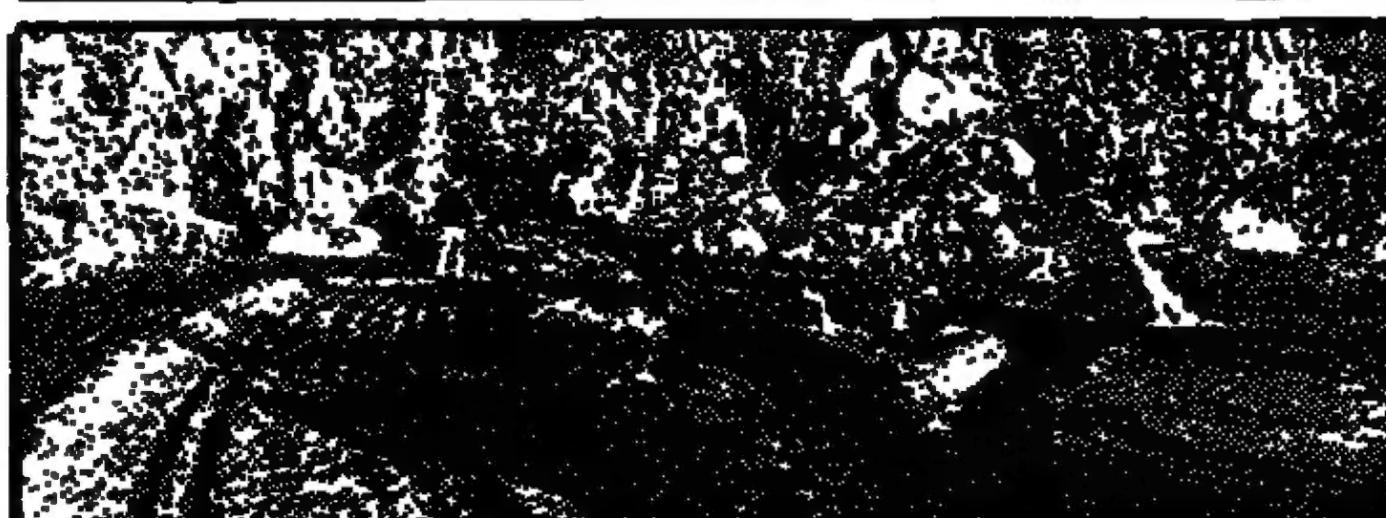
- Au sein des établissements d'enseignement du ministère de l'Agriculture, où ils participent à la formation initiale et permanente ;
- Dans les services départementaux et régionaux de ce ministère où ils adaptent et contrôlent les actions décidées au plan local, national ou communautaire.

Dans cette situation décentralisée, la nécessaire approche globale de problèmes complexes impose une formation initiale de grande qualité.

La mission d'un bon service public, au bénéfice du monde agricole et rural, est à ce prix. Pour continuer à enseigner, innover, susciter, moderniser, développer, dynamiser, utiliser les nouvelles technologies et les résultats de la recherche, les ingénieurs des travaux agricoles de l'Etat demandent donc une formation adaptée et tout d'abord, comme pour les autres catégories d'ingénieurs, une durée de formation supérieure qui soit portée de quatre à cinq années avec une solide préparation (deux années) au concours national d'admission dans les écoles spécialisées. Ils attendent de leur ministre qu'il fasse enfin appliquer sa décision pour que la formation d'ingénieurs privilégiés du monde rural conduise à un titre dont la reconnaissance ne puisse être remise en cause au plan tant national que communautaire.

Les administrés ne doivent plus tolérer une telle inéquité à l'égard de la France rurale.

Syndicat national  
des ingénieurs des travaux agricoles  
FORCE OUVRIÈRE  
42 bis, rue de Bourgogne, 75007 Paris.



## Finlande le fin du fond.

Même si vous n'êtes pas nés les skis aux pieds comme tous les lapons, n'hésitez pas à vous lancer dans le royaume du ski de fond en Laponie : vous découvrirez la griserie des courses dans le désert blanc, une nature authentique, un espace irréel et... la chaleureuse hospitalité d'un peuple on ne peut plus accueillant.

Si vous vous sentez l'âme paresseuse, vous découvrirez l'hiver en Finlande, les joies vivifiantes du traineau tiré par des rennes, des promenades ensoleillées dans les bois de bouleaux et... du sauna traditionnel. Découvrez nos différentes idées de ski de fond : à la ferme chez l'habitant, à l'hôtel, en chalets de location, les randonnées et les raids.

Pour recevoir gratuitement les brochures de ski de fond en Finlande, retournez ce coupon à :

FINNRAIR 11, rue Auber 75009 PARIS - Tél. 47 42 33 33

Nom : .....

Adresse complète : .....

# ASIE

## Sri-Lanka

### La guerre civile redouble d'intensité

La fausse trêve entre les communautés antagonistes a surtout permis aux uns et aux autres de renforcer leurs armements... et de se préparer au pire.

La guerre civile au Sri-Lanka redouble d'intensité, personne ne respectant la trêve, arrachée par M. Rajiv Gandhi aux protagonistes en juin 1985. Se félicitant de l'aide fournie à son armée par la Grande-Bretagne, le Pakistan et, sur le plan matériel, Israël, le président Jayewardene a déclaré, dans un entretien publié mardi 21 janvier par le journal indien « Hinda », que les forces de sécurité devaient venir à bout des séparatistes tamouls dans un délai de « trois mois ».

#### De notre correspondant

New-Delhi. - Des dizaines de morts en l'espace d'un mois. Les négociations dans l'impasse, le cessez-le-feu rompu et une situation politique plus confuse que jamais. Déchirée depuis trois ans par des violences qui ont déjà fait des milliers de victimes et au moins deux cent mille réfugiés et personnes déplacées, Sri-Lanka, « l'île d'émervallée », se prépare au pire. « La paix ou la guerre. Nous sommes prêts à l'une ou l'autre », résumait, au seuil de 1986, M. Lalith Athulthudali, l'inflexible ministre sri-lankais de la sécurité.

Sur le terrain, à défaut d'être stable, la situation est à peu près claire. Ni les militants tamouls séparatistes ni l'armée sri-lankaise ne respectent le cessez-le-feu arraché, en juin 1985, par M. Rajiv Gandhi aux protagonistes. Deux des trois membres tamouls du comité de surveillance de la trêve - mis en place il y a quelques semaines - ont déjà donné leur démission sans un mot d'explication. De toute façon, les onze membres du comité n'ont jamais vraiment eu les moyens de leur mission, celle-ci consistant essentiellement à faire, en quelque sorte, l'« autopsie » des violations du cessez-le-feu, et non à les prévenir.

La démission des deux personnalités choisies par elles a incité l'une des cinq grandes organisations de guérilla basées à Madras à annoncer, le 13 janvier, la fin de la trêve. Le lendemain, cependant, le Front national de libération de l'Eelam (FNLE), qui regroupe théoriquement quatre des cinq grands mouvements, assurés dans un communiqué qu'il n'en était rien, et que l'armée, seule, était responsable. Quoi qu'il en soit, même si l'on feint à New-Delhi de croire que le cessez-le-feu a servi, à quelque chose, le bilan des six derniers mois de « trêve » donne la mesure de l'échec : des centaines de morts, des villages détruits, des milliers de réfugiés supplémentaires, des casernes attaquées à la roquette, des véhicules militaires qui sautent sur des mines, des raids aériens sur des bastions présumés de la guérilla, etc.

Rien n'a vraiment changé dans le nord de la péninsule de Jaffna, essentiellement peuplée de Tamouls hindouistes. Les militants séparatistes tiennent toujours le haut du pavé et déambulent, à peu près librement, les armes à la main. Les forces de sécurité, à l'abri dans leurs forteresses, ne sortent qu'en patrouille motorisée et déclenchent, ça et là, des tirs d'artillerie sur des villages ou des bases tenues par les maquisards. La population civile, comme à l'ordinaire, fait figure d'otage et subit, à peu près passivement, les excès de l'un ou de l'autre camp. L'armée déclenche des représailles dans les villages ; les militaires tamouls « punissent » - exécution par balle, ou pendaison - les informateurs présumés des militaires.

#### Immigration de l'intérieur

Dans l'Est, c'est l'insécurité permanente. La tactique avouée des militants comme de l'armée sri-lankaise - à 90 % composée de Cinghalais bouddhistes - est de renverser l'équilibre démographique et ethnique de la région. « Les musulmans » qui représentent entre 20 % et 50 % des populations de l'Est selon les localités (1) - nous sont acquis », prétend le président Junius Jayewardene. « Faux », rétorquent ceux que l'on appelle les « boys » ou les « tigres » séparatistes, « beaucoup d'entre eux sont d'origine tamoule, ils sont avec nous ». La vérité, difficile à cerner, est probablement entre les deux.

Le mouvement tamoul compte, certes, quelques musulmans, mais il

#### Indonésie

● Naufrage. - Trente-huit personnes sont mortes et cinquante-six autres portées disparues dans l'incendie, suivi du naufrage, d'un ferry indonésien, samedi 18 janvier, dans le détroit de Makassar (entre Bornéo et les Célèbes). Deux bateaux, qui se sont rapidement portés au secours des naufragés, ont pu sauver deux cent six personnes et ont repêché trente-huit corps. - (AFP)

paraît clair, après une visite dans la région, que les populations qui se réclament de l'Eelam n'ont pas l'intention de rejoindre l'Eelam - l'Etat tamoul indépendant dont rêvent les séparatistes. « Il est hors de question », affirmait la semaine dernière à Bombay M. H.H. Muhammad, ministre musulman du gouvernement de Colombo, que nous devenions une minorité dans la minorité ».

Pour parer toute mauvaise surprise, cependant, Colombo a mis en place une sorte de politique d'immigration de l'intérieur, qui consiste à planter dans l'Est, un maximum de familles cinghalaises. Tactique que les Tamouls s'efforcent de contrer en semant l'insécurité chez les nouveaux « colons ». D'après le gouvernement, plus de dix mille Cinghalais, dont les huttes ont été incendiées et les familles terrorisées par la guérilla tamoule, vivent dans des camps spécialement dressés pour eux.

Par ailleurs, vingt mille Tamouls au moins, terrorisés, eux, à la fois par les forces de sécurité cinghalaises, les milices paramilitaires et les pogroms anti-tamouls périodiquement déclenchés par, ou avec, l'assentiment des uns et des autres, ont quitté leurs foyers dans l'Est pour se réfugier dans le Nord. La fusion des deux régions, exigée par les séparatistes qui veulent en faire un seul et même « Eelam indépen-

dent », paraît de plus en plus chimérique. Même l'idée d'une association des deux régions pour constituer une unité autonome administrative et politique à l'intérieur d'une éventuelle fédération sri-lankaise est farouchement repoussée par le président. « Ceci n'est pas négociable », affirmait-il récemment en réponse aux propositions avancées par les Tamouls modérés du Front uni pour la libération tamoule (FULT, organisation politique qui ne participe pas aux combats).

#### Initiative militaire

Pour le reste, comme le dit M. Arimathalingam, secrétaire général du FULT, « la balle est dans le camp du gouvernement ». Le premier ministre indien, qui joue depuis un an les médiateurs et dont la patience commence apparemment à se lasser, a personnellement transmis le mois dernier les propositions du FULT au chef de l'Etat sri-lankais. Depuis, rien. Les militants armés, qui soutiennent du bout des lèvres les efforts des modérés, n'ont pas renoncé au rêve de l'Eelam, et le FULT lui-même ne semble pas prêt à accepter moins qu'une « autonomie authentique » pour les régions disputées. Le gouvernement, lui, propose une autonomie moins étendue que celle accordée aux Etats indiens. On en est là.

An total, le « cessez-le-feu » des six derniers mois aura surtout

permis aux adversaires de développer et de regrouper leur puissance militaire. « Nous n'étions pas prêts, a reconnu le mois dernier le président ; maintenant, nous avons des armes et nos soldats sont entraînés. Nous nous préparons à une initiative militaire décisive si rien ne sort des négociations. » Est-ce pour cela, pour susciter l'union sacrée de la majorité cinghalaise derrière lui, que le gouvernement vient de rendre au leader de l'opposition, M. Bandaranaike, tous ses droits civiques suspendus il y a sept ans (2) ?

L'ancien premier ministre (de 1970 à 1977) ne semble pas d'humeur, cependant, à composer. Elle réclame des élections générales immédiates, « seule manière, selon elle, de ramener la sérénité nécessaire à un règlement négocié de la question tamoule ». Le problème est que les principaux intéressés ne lui font pas plus confiance qu'au gouvernement en place.

C'est, après tout, sous son règne, marqué par cinq ans d'état d'urgence, que furent longuement emprisonnés (sans procès) quarante-deux militants tamouls, dont certains sont aujourd'hui à la tête de la guérilla. C'est également sur son ordre que fut égaré dans le sang - des milliers de morts - l'insurrection cinghalaise de 1971.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les tamouls sont 1,2 million, soit environ 8,5 % de la population sri-lankaise. Les Tamouls hindouistes sont environ 2,8 millions et les Cinghalais bouddhistes 11 millions.

(2) En mars 1978, une commission d'enquête appointée par le gouvernement de M. Jayewardene jugea M. Bandaranaike coupable de multiples abus de pouvoir. Elle fut expulsée du Parlement et privée pour huit ans de ses droits civiques.

## Inde

### LE PROCÈS DES ASSASSINS D'INDIRA GANDHI

#### Trois policiers sikhs condamnés à mort

Trois policiers sikhs ont été condamnés à mort, ce mercredi 22 janvier, l'un pour le meurtre d'Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984, et les deux autres pour complicité. Le premier, M. Satwant Singh, a été reconnu coupable de meurtre par un tribunal de New-Delhi. Les deux autres policiers, MM. Balbir Singh et Kesar Singh, ont été

déclarés coupables de complot au cours de ce procès, qui s'est déroulé pendant huit mois dans un tribunal improvisé installé dans la prison de haute sécurité de Tihar. Un quatrième policier, M. Bant Singh, avait été lui aussi accusé le meurtre. Tous les quatre étaient des gardes du corps du premier ministre. - (AFP)

Le procès des assassins d'Indira Gandhi, dont les audiences se sont ouvertes en mai et n'ont guère eu d'écho à l'étranger, a notamment été marqué par les violentes attaques de l'avocat de la défense de M. Satwant Singh, M. P.N. Lekhi, contre la famille Gandhi. Cet avocat, qui Indira Gandhi avait fait jeter en prison pendant deux ans (1975-1977), a même été jusqu'à accuser M. Rajiv Gandhi d'avoir « complotté » contre sa mère, provoquant un rappel à l'ordre du président du tribunal, le juge Mahesh Chandra.

La condamnation à mort des trois policiers sikhs coïncide avec un regain de tension au Pendjab, où des affrontements ont eu lieu entre sikhs modérés et radicaux

qui se disputent le Temple d'or de la cité sainte d'Amritsar (le Monde du 21 janvier). A New-Delhi, la police a renforcé ce mercredi les mesures de sécurité et interdit toute manifestation dans le faubourg ouest, où se trouve la prison de Tihar.

En outre, M. Rajiv Gandhi fait face à une nouvelle crise avec l'attribution au Pendjab prévue pour le 26 janvier de Chandigarh, ville desservie par Le Corbusier, que se partagent encore cet Etat et celui de l'Haryana. Le premier ministre indien tient d'autant plus à ce transfert qu'il renforcerait la main des Sikhs modérés de l'Akali Dal, au pouvoir au Pendjab. Mais il est également soumis à de fortes pressions, au sein de son propre

## Chine

### Forte aggravation du déficit commercial

#### De notre correspondant

Pékin. - Le chiffre est tombé brutalement le mercredi 22 janvier : le déficit commercial chinois a atteint, en 1985, 7,6 milliards de dollars, selon le ministère du commerce extérieur. A la suite des importations massives de l'année dernière, la balance commerciale, pratiquement équilibrée en 1984, se trouve désormais fortement dans le rouge. Si la Chine a accru ses ventes de 5,7 % (à 25,8 milliards de dollars), ses achats ont augmenté pour leur part de 31,8 % (à 33,4 milliards).

Même si le commerce extérieur au cours du VI<sup>e</sup> plan quinquennal, qui vient de s'achever, est bénéficiaire de 900 millions de dollars, la situation a paru assez sérieuse en 1985 pour que les dirigeants chinois décident de prendre des mesures à la fois pour accroître leurs exportations

et pour réduire leurs achats de biens non essentiels. A commencer par ceux venus du Japon : le déficit des échanges avec l'empire du Soleil-Levant représente à lui seul plus de la moitié du total : 4,37 milliards. D'où la mauvaise humeur, voire les menaces proférées par Pékin contre les japonais s'ils ne prenaient pas d'urgence des mesures pour remédier à ce déséquilibre. Celui-ci a mis à mal les réserves en devises chinoises, qui sont officiellement passées de 16 à 12 milliards de dollars, mais ce dernier chiffre semble avoir été obtenu par le biais d'expédients comptables.

A l'exception bien entendu de l'URSS - avec laquelle le commerce, en progression de 61 %, demeure équilibré (940 millions d'importations et 960 millions d'exportations), - le déficit s'est aggravé avec tous les partenaires de Pékin : d'abord avec le Japon, mais

aussi avec les Etats-Unis - la dégradation est de 600 millions - ou la CEE, avec un solde négatif amplifié de 1,8 milliard. Le traditionnel excédent avec Hongkong et Macao a fondu en raison de l'importation massive de biens de consommation (téléviseurs, voitures...), légalement ou non : il est passé en un an de 4,4 milliards à 900 millions.

La France, pour sa part, a accru ses échanges - selon les chiffres chinois - de 36 %. Ses ventes représentent 560 millions de dollars contre 230 millions d'achats. Ce qui la place juste derrière l'Italie, mais loin derrière la RFA (quatre fois plus d'échanges) et qui relative les progrès, certes considérables, effectués l'an dernier. Mais ces chiffres ne tiennent sans doute pas compte des gros contrats signés juste à la fin de l'année (centrale nucléaire, centre de micro-électronique) ni de ceux qui sont en cours d'application.

PATRICE DE BEER.

### PÉKIN DEVIENT UN GRAND MARCHAND D'ARMES

Pékin. - La Chine, qui est en train de se tailler une place de choix sur le marché international des ventes d'armes, s'apprête, à partir de la semaine prochaine, à Pékin, sa première foire-exposition en la matière, ont annoncé, mardi 21 janvier, les organisateurs. Cent soixante entreprises spécialisées dans la fabrication d'armements, et représentant une vingtaine de pays, doivent participer à cette première. La Chine y exposera des matériels allant du fusil d'as-

saut aux missiles. En 1984, la Chine a vendu, pour la première fois, à une exposition internationale d'armements et a ouvert un marché de ventes d'armes. Cette année-là, Pékin a vendu pour plus d'un milliard et demi de dollars de matériel militaire et d'armements, prenant le cinquième rang mondial des grands marchands, derrière l'URSS, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne. - (UPL)

● Dix-huit condamnations à mort pour « crimes graves ». - Dix-huit personnes ont été condamnées à mort mardi 21 janvier à Pékin, pour meurtres, viols, vols et autres « crimes graves », lors d'un procès qui s'est déroulé au Stade des ouvriers de Pékin, en présence de plus de quinze mille personnes, indique ce mercredi le China Daily.

La Chine a lancé depuis l'automne 1983 une campagne contre la criminalité qui s'est soldée, selon des sources diplomatiques occidentales, par plus de dix mille exécutions et de centaines de milliers d'arrestations et de déportations dans des régions désertiques.

مكتبة الامم المتحدة



## MIRA GANDHI

### Annés à mort

**commercial**

La Chiesa è una delle  
forze che si sono opposte  
alla guerra. Ma non  
ha mai cessato di essere  
una forza di resistenza  
alla guerra. E non  
ha mai cessato di essere  
una forza di resistenza  
alla guerra.

# Les Echos

*Le Quotidien de l'Economie*

Alors, si d'aventure tel n'est pas encore votre cas, embarquez à bord des Échos. A partir du 21 janvier prenez la barre avec ceux qui entreprennent et qui gagnent.

**HOW WE SERVE A CHURCH & COMMUNITY**



### De notre correspondante

Ce scrutin, qui n'a permis d'enregistrer que deux défections dans le camp des adversaires de la réponse — celle d'un social-démocrate et d'un radical, — n'aura guère causé de surprise, à l'issue d'un très long débat, un peu monotone, où chaque camp a indéfiniment repris les argu-

Le premier devait être le plaidoyer passionné du président et fondateur du Centre démocrate, M. Erhard Jakobsen, en faveur de l'Assemblée européenne, où il a siégé en permanence depuis 1973. Et le second, l'intervention émue d'un des deux représentants du Groenland, M. Otto Stenbol, membre du parti modéré Atassut, qui avait souhaité que la grande Tie arctique reste dans la Communauté (qu'elle a quittée il y a juste un an). M. Stenbol a demandé aux députés danois de réfléchir à l'exemple de son territoire d'origine, qui, depuis qu'il a tourné le dos à la CEE, « n'en a jamais été aussi dépendant et n'a jamais eu autant de problèmes ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, entreprend, dès ce mercredi, une tournée éclair des capitales des onze pays membres de la CEE — il devait s'entretenir en soirée avec M. Roland Dumas à Paris — pour tenter d'obtenir une renégociation à laquelle, ici, peu de gens croient réellement. C'est seulement en cas d'échec qu'un référendum consultatif sera organisé.

*(Suite de la première page.)*

C'est ce dernier aspect qui a suscité le vote de défiance du Folketing. L'accord de Luxembourg était un compromis. Le Parlement danois trouve que la réforme institutionnelle qu'il suppose est trop audacieuse. Le Parlement européen l'a jugée, quant à lui, insuffisante, ce

A tort ou à raison, c'est une hypothèse à laquelle personne ne semble croire à Bruxelles. A partir du moment où l'on considère comme hautement improbable un résultat ouvrant comme perspective un retrait du Danemark, l'incident de parcours provoqué par le Parlement de Copenhague — que l'on impute volontiers, ici, à la faiblesse du gouverne-

Dans cette affaire, la forme, à savoir la révision du traité, dûment ratifiée par les Parlements nationaux, compte moins que le fond. Rien n'empêche la Commission de demander sans attendre les ratifications parlementaires des propositions concernant le grand marché. Rien n'empêche non plus les ministres d'accélérer le rythme de leurs travaux en ayant désormais systématiquement recours au vote. Il leur suffit pour cela d'appliquer... le traité de Rome de 1957. Au reste, ils ont déjà agi dans ce sens voici.

Au cours de quelques semaines passées, les décisions de gestion non négligeables concernant le fonctionnement de la politique agricole commune ont été adoptées sans problème à la majorité qualifiée.

**PHILIPPE LEMAITRE.**

Poursuivant sa tournée des capitales alliées, M. Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint américain, arrivé dans la soirée du mardi 21 janvier à Paris, a eu un petit déjeuner de travail, mercredi matin, avec M. Dumas, ministre des rela-

vernement d'Athènes a démenti immédiatement ces propos, précisant qu'« aucun officiel grec n'avait jamais reconnu que le colonel Kadhafi était impliqué dans des attaques terroristes ». La Grèce n'envisage « aucune sanction écono-

propositions américaines d'action contre la Libye n'en révèle pas moins une grande réticence. Après une entrevue avec M. Whitehead, M. Bangemann, ministre ouest-allemand de l'économie, a réaffirmé que l'Allemagne ne se prononcera pas en faveur d'un embargo général sur l'association, pas à des sanctions économiques contre la Libye. Le gouvernement de Bonn, a cependant précisé le ministre, a demandé aux entreprises allemandes de ne pas occuper la place laissée libre par les entreprises libyennes.

Le secrétaire d'Etat adjoint avait suggéré à ses interlocuteurs de limiter les importations de pétrole libyen, de réduire, voire d'arrêter, les liaisons aériennes commerciales entre les deux pays et de limiter les échanges technologiques et scientifiques. Les propositions qu'avancées pouvaient être utilisées à des fins militaires.

Dans l'intention, visiblement, de contrer les efforts des Etats-Unis auprès de leurs alliés, la Libye a multiplié, mardi, les démarches dans plusieurs capitales européennes. Dans un message transmis au ministère autrichien des affaires étrangères, le colonel Kadhafi, le chef de la diplomatie libyenne, a déploré l'attentat perpétré, le 27 décembre, à l'aéroport de Vienne et indiqué que le gouvernement de Tripoli « rejette toutes les formes de terreur et ne peut soutenir les groupes qui agissent dans ce but ». Le colonel Kadhafi, lui-même, a affirmé dans une interview au journal viennois *Kurier* qu'il était « contre le terrorisme » et que « les vrais terroristes sont les Israéliens ». Au sujet des attaques contre les aéroports de Vienne et de Rome, le dirigeant libyen a déclaré : « Les responsables de ces attentats sont les Palestiniens ou communs ces attentats, ils doivent en assumer la responsabilité et en supporter les conséquences. »

**libyenne de clarifier ses positions ». « L'objectif que nous poursuivons, a conclu M. Craxi, est d'obtenir un engagement de tous les Etats contre les actions de terrorisme. »**

On estime ici que la Libye s'efforce, à la veille de la réunion que les Douza tiendront le 27 janvier à Bruxelles, d'amadouer les Européens, certes peu portés à des sanctions économiques, mais néanmoins inquiets de la montée du terrorisme et désireux de ne pas paraître prendre trop le contre-pied des positions américaines.

La journée de M. Craxi avait débuté à Taormina par une conférence de presse organisée en commun avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Les deux chefs de gouvernement ont souhaité que l'Europe « garde une position efficace et utile » dans la lutte contre le terrorisme.

**J.-P. C.**

tions extérieures. Il devait s'entretenir dans la journée avec M. Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République.

Les échanges de vues que l'envoyé du président Reagan a eus au cours de ses précédentes étapes à Athènes et à Bonn n'ont guère permis, c'est le moins que l'on puisse dire, de rapprocher les positions respectives.

La visite de M. Whitehead, à Athènes, a même donné lieu à un incident diplomatique. Le secrétaire d'Etat adjoint ayant déclaré à l'issue de ses conversations avec les dirigeants grecs que ces derniers avaient admis que le colonel Kadhafi était derrière les récents attentats aux aéroports de Vienne et de Rome. Un porte-parole du gou-

**mique ou autre » contre la Libye, a ajouté le porte-parole.**

Au cours d'une conférence de presse, M. Papoulis, ministre grec des affaires étrangères, a indiqué, en outre, que son gouvernement avait reçu un message de M. Ali Triki, secrétaire libyen pour les relations extérieures, affirmant que son pays était prêt à coopérer avec les pays occidentaux pour combattre le terrorisme international. Signe, toutefois, de l'amélioration récente notée dans les rapports gréco-américains, M. Shultz, secrétaire d'Etat, se rendra à Athènes du 25 au 27 mars prochain. L'ambassade américaine à Athènes a, maintenant, quant à elle, le propos de M. Whitehead.

Moins spectaculaire, la réaction des autorités ouest-allemandes aux

*(Suite de la première page.)*

**Impopulaire  
et contesté,  
il bénéficie  
d'un atout majeur :  
la reprise  
de l'économie**

Genève lui a permis de justifier sa seule décision très controversée : le déploiement des missiles américains en RFA — et même de revendiquer une responsabilité dans le dégel entre les deux grandes puissances.

Pris à contrepied sur ce terrain, le Parti social-démocrate n'a pas été davantage capable jusqu'ici de développer sur le plan économique ou dans le domaine de l'environnement des solutions de rechange vraiment crédibles. Obnubilé par la concurrence des Verts, mais aussi analysé par les syndicats, il a laissé à la droite le monopole du débat sur l'avenir de la société industrielle et les conséquences des nouvelles technologies. Même dans les secteurs ouvriers traditionnels, la primauté est donnée à la réussite personnelle sur la solidarité, observe-t-on à l'institut Sinus. Malgré la persistance d'un taux de chômage très élevé, la foi de l'opinion publique dans l'avenir se renforce. 73,8 % des Allemands de l'Ouest estimaient en décembre que l'année 1986 serait meilleure pour eux que 1985, jugée bonne par

69,4% d'entre eux. En décembre 1984, le chiffre correspondant était de 65,6%.

Cet optimisme fait le jeu d'un gouvernement qui, il y a un an à peine, en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Sarre, avait dû subir deux inquiétantes défaites électorales. M. Ernst Albrecht, ministre-président chrétien-démocrate de Basse-Saxe, où se jouera le 15 juin la prochaine partie électorale importante, vient de lancer une campagne d'affichage sur ce thème : « 1986 : la Basse-Saxe choisit le bonheur. Nous allons bien. Il faut que cela continue. » Avec actuellement 48 % des intentions de vote pour la CDU, la partie est bien engagée, même si elle n'est pas gagnée d'avance.

Dans le nord protestant de la République fédérale, les élections de mai ont émaillé les premières années du gouvernement Kohl et les dissensions de sa majorité ont davantage marqué qu'ailleurs. Ces dissensions ont fini cependant par perdre de l'importance. Elles n'ont pas empêché le chancelier et son ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, d'imposer leur politique économique et sociale. Après des coupes sévères dans le budget social de l'Etat, au cours des premières années du gouvernement, on est revenu à une pratique plus balancée qui met un fort accent sur la politique familiale et qui est acceptée de plus ou moins bon gré par tous.

Sur le plan des libertés individuelles, la patience du chancelier, qui joue volontiers sur la durée pour étouffer les conflits, a fini par porter ses fruits. Les trois partenaires de la coalition viennent de se mettre d'accord, avec quelques grincements de dents chez les libéraux, sur une série de réformes.

L'autorité de M. Helmut Kohl, qui était publiquement remise en cause il y a quelques mois encore par certains de ses ministres de la CSU, ne semble plus poser de problème grave à l'intérieur de la majorité. Les spéculations sur son remplacement à la tête de la CDU, objet de toutes les conversations à Bonn après l'échec du parti en Rhénanie du Nord-Westphalie, ont brutalement cessé d'être de mise.

## EXPLOSIFS, COLT 45, ŒUVRES D'ENVER HODJA...

### De notre correspondant

**Bruxelles. — Les Œuvres choisies**

Bruxelles. — Les *Œuvres* choisies d'Erver Houdé voisinant avec un numéro de *Fluide glacial*, un *Que sais-je ?* sur les armes à poing, des dizaines de fausses cartes d'identité et de papiers de conduire, le *Who's Who* de la Belgique francophone... mais aussi des explosifs, un cot 45, et encore du Cristal Color pour se teindre les cheveux, des billets de banque... Cet étrange bric-à-brac, où le matériel du professionnel côtoie celui du potache, a été découvert, la semaine dernière, par les enquêteurs belges dans une des « planques » des Cellules communistes combattantes (CCC).

Ce matériel a été présenté aux journalistes mardi 21 janvier à l'issue d'une conférence de presse annoncée comme exceptionnelle, mais qui n'a pas apporté beaucoup d'éléments nouveaux. M. André Verdoran, le premier substitut du procureur du roi, a confirmé d'abord l'arrestation de Luc Van Acker, un jeune homme de vingt-deux ans qui pourrait être l'artificier du FRAP (front révolutionnaire d'action prolétarienne *le Monde* des 19 et 20 janvier). Ce groupement avait revendiqué trois attentats

au printemps 1985. Le FRAP aurait été créé à l'initiative d'Action directe à la suite de divergences entre les terroristes français et les dirigeants du CCC. Contrairement à Pierre Carrette, le patron présumé des CCC, le FRAP actuel n'est pas resté silencieux après son arrestation, ce qui pourrait permettre aux enquêteurs et aux magistrats de progresser plus rapidement dans le démantèlement en cours du mouvement terroriste belge. Cela pourrait aussi permettre d'éclaircir enfin le dossier de Chantal Paternostro, une assistante sociale anarchiste de trente-neuf ans, sous les verrous depuis le 15 août dernier, soupçonnée d'avoir encouragé le FRAP, mais qui a toujours clamé son innocence.

Selon certains journaux, on aurait trouvé dans les appartements loués par des CCC la liste codée de tous les membres de l'organisation, ainsi que celle des attentats projetés. Les terroristes voulaient notamment s'attaquer à plusieurs firmes travaillant avec l'OTAN. Des personnalités politiques et économiques, dont le ministre de la justice, Jean Gol, et le PDG de la banque de Bruxelles Lambert, Albert Frère, étaient aussi visés.

**JOSÉ-ALAIN FRALON**

Prague. — Plusieurs milliers de personnes ont défilé mardi 21 janvier devant le cercueil du poète Jan Novák Seifert, mort onze jours plus tôt. Le cercueil de Seifert, le plus Nobel de littérature 1984, mais aussi ancien signataire de la «Charte 77», manifeste de la «dissidence» tchécoslovaque — entièrement enveloppé dans un drapeau aux couleurs nationales et exposé dans une salle de la Maison des artistes, ce qui donnait un certain caractère officiel à ces obsèques, d'autant que M. Gustav Husák, chef du parti et président de la République, avait écrit, de l'Etat, avant la mort de Seifert, d'«être toujours» un ami personnel d'«enfants rouges». En même temps, toutefois, des dispositions avaient été prises pour limiter l'ampleur de l'événement. Les portes de la Maison des artistes avaient été fermées

une heure et demie avant le début de la cérémonie et les abords du bâtiment étaient surveillés par de nombreux policiers. Ce fut donc « un hommage bien bref pour un si grand artiste », selon l'expression d'une vieille dame dans la foule. Dans la soirée, le dramaturge Václav Havel (figure de proue de la Charte 77, emprisonné pendant quatre ans), a été empêché de fleurir la tombe de Štefánik, inhumé, selon sa volonté, dans le cimetière d'une petite localité au nord de Prague.

Le *Financial Times* signale, par ailleurs, qu'un certain nombre de signataires de la Charte 77, privés depuis longtemps de leur téléphone, se sont récemment vu rendre l'usage de ces appareils.

**C.T.**



1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 26

[illegible]

puif

**LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE**



# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## Le Congrès face à de difficiles choix budgétaires

Washington. - L'obligation qu'ont les Etats-Unis de mettre de l'ordre dans leurs affaires financières risque de modifier leurs options politiques à l'issue de la longue bataille budgétaire qui s'engage cette semaine avec la fin des vacances parlementaires. Son résultat pourrait, en fait, marquer la fin du réaganisme - ce qui ne veut pas dire celle de la popularité personnelle de M. Reagan.

Les membres du Congrès se trouvent aujourd'hui dans la difficile situation d'être désormais tenus par la loi de réduire les dépenses de l'Etat dès la présente année fiscale (1985-1986) - et plus encore à partir de celle qui débute en octobre prochain (1986-1987). - et de devoir parallèlement entrer en campagne électorale, les mandats de la totalité des représentants et d'un tiers des sénateurs s'achevant en novembre.

Or, si la majorité dont les démocrates disposent à la Chambre est solide, celle que les républicains détiennent au Sénat est, en revanche, fragile. Elle n'est que de quatre voix et il y a beaucoup plus de sièges républicains que démocrates soumis à réélection. Confrontés au danger de perdre tout poids au Congrès et pensant à l'avenir de leur parti après l'élection présidentielle de 1988, les amis de M. Reagan vont donc avoir de plus en plus tendance à accorder à leurs intérêts électoraux immédiats la priorité sur les consignes de la Maison Blanche.

Concrètement, cela signifie qu'aujourd'hui par une pression démocrate, qui n'aura pas besoin d'être forte pour être efficace, les élus républicains vont tout faire pour empêcher le projet de budget pour 1987 qui sera présenté, début février, par le président. Si le détail de ce projet n'a pas encore été révélé, les grandes lignes en sont connues. M. Reagan proposera une hausse des dépenses militaires que

**« Gorbatchev attend de voir comment se déroule notre processus budgétaire » : un argument de M. Reagan pour faire voter les dépenses militaires... »**

compenseraient de nouvelles coupes sombres dans les dépenses civiles, afin de satisfaire aux dispositions de la nouvelle loi qui limite le déficit budgétaire de 1987 à 144 milliards de dollars contre 220 milliards cette année et impose, par paliers annuels successifs, le retour à l'équilibre d'ici à 1991.

Dite loi Gramm-Rudman, du nom de ses auteurs, et adoptée en décembre dernier par un Congrès qui vouait à la fois montrer sa détermination de lutter contre le déficit et éviter de prendre ses responsabilités en procédant à des choix budgétaires, ce texte stipule que, si les plafonds qu'il fixe ne sont pas respectés, des coupes automatiques doivent être effectuées, à part égale, dans les dépenses militaires et civiles.

Cela n'a pas empêché M. Reagan de faire venir à la Maison Blanche, mardi 21 janvier, les responsables républicains du Congrès pour leur tenir un langage qui a semblé passablement anachronique. Il n'est pas plus question, leur a-t-il dit en substance, d'augmenter les impôts que de réduire les crédits de la défense. Il faut au contraire, a-t-il ajouté, se décider à aider militairement les mouvements de guérilla anticomuniste d'Angola et du Nicaragua car, « si nous maintenons nos engagements pris en faveur de l'Initiative de défense stratégique, des combattants de la liberté et de l'isolement des radicaux comme Kadhafi (...), nous avons de bonnes chances de faire de bons progrès » lors du prochain sommet soviéto-américain.

Ces chances, estime en effet M. Reagan, « seront directement fonction de notre position globale et de notre solidarité interne ».

### Trois scénarios possibles

Trois scénarios sont à partir de là envisageables. Dans le premier, M. Reagan ne fait aucune véritable concession et échoue, en raison de l'hostilité des démocrates et des réticences des républicains, à faire passer son projet de budget. Les coupes automatiques entrent en jeu, le budget militaire est diminué de quelque 40 milliards de dollars et c'en est fait, dans des conditions humiliantes pour le président et son parti, d'une des pierres angulaires du réaganisme : l'effort d'armement. Ce scénario est toutefois peu plausible, d'abord parce que la plus grande qualité politique de M. Reagan est son sens du réalisme et qu'on ne voit pas ensuite l'avantage qu'il trouverait à se laisser imposer par la loi des concessions qu'il pourrait tenter de négocier à meilleur compte.

Deuxième hypothèse donc : après avoir essayé de créer le plus large mouvement d'opinion possible en faveur de ses thèses (notamment en se rendant dans un mois à Grenade pour démontrer les bienfaits d'une politique fermement anticomuniste), M. Reagan négocie avec ses propres amis. Il peut alors espérer imposer au Congrès une limitation de la baisse des crédits militaires, mais la page n'en serait pas moins bel et bien tournée.

Troisième scénario (que beaucoup tiennent, à Washington, pour

le plus vraisemblable) : plutôt que de céder sur les crédits du Pentagone, M. Reagan finit par accepter une augmentation des impôts, à la faveur ou non d'une réforme fiscale de grande envergure sur laquelle le Sénat doit se prononcer cette année et qui ne devrait théoriquement, en elle-même, rien changer aux recettes de l'Etat. La baisse actuelle des cours du pétrole pourrait permettre, par exemple, de faire accepter en douceur l'imposition d'une nouvelle taxe sur l'essence ; quant aux rumeurs sur la création d'une TVA, elles résistent, depuis plus d'un an, à tous les démentis.

Même dans ce dernier cas de figure, l'augmentation des crédits militaires pourrait, n'être que symbolique, celle de la pression fiscale étant nécessairement modeste à la veille d'élections. Ce serait ainsi non plus un, mais deux fondements du réaganisme qui s'écrouleraient : la dénonciation de l'impôt comme frein de la croissance et la progression des dépenses militaires (déjà stoppée, en fait, dans l'année en cours).

L'« esprit de Genève » ayant déjà pris le relais des philippiques contre l'« empire du mal », la lente évolution du réaganisme vers un conservatisme plus classique trouverait là sa confirmation sans que le prestige de M. Reagan ait sans doute à en souffrir, un tel recentrage devant être très bien accepté par une large part de l'opinion publique.

Reste que de tous les propos tenus mardi par M. Reagan aux dirigeants républicains du Congrès, il en est au moins un qui paraît incontestable : « Gorbatchev attend de voir comment se déroule notre processus budgétaire », a déclaré le président. Ce peut être en effet l'une des explications à la volonté récemment exprimée par le Kremlin de reporter de juin à septembre le prochain sommet soviéto-américain.

BERNARD GUETTA.

# A TRAVERS LE MONDE

BOLIVIE

## Les syndicats lancent un appel à la grève générale

Les syndicats boliviens ont lancé un ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le jeudi 23 janvier. Un porte-parole de la COB (Central ouvrier bolivienne) a affirmé qu'il s'agissait « du début du combat de tous les ouvriers contre la politique économique du gouvernement ». D'autre part, les ministres du gouvernement du Dr Paz Estenssoro ont ramené leur démission collective le mardi 21 janvier afin de permettre un remaniement du gouvernement. Selon le ministre du plan, M. Guillermo Bedregal, la politique d'austérité du gouvernement n'est plus adaptée à la situation. C'est le premier remaniement depuis la prise de pouvoir du Dr Paz Estenssoro en août. — (AP, Reuter.)

CORÉE

## Séoul déplore la suspension des pourparlers avec Pyongyang

Séoul. - Les autorités sud-coréennes ont déploré, mardi 21 janvier, la décision de la Corée du Nord de boycotter la session de négociations économiques bilatérales prévue ce mercredi à Panmunjon, dans la zone démilitarisée qui coupe la péninsule coréenne en deux. Le régime communiste de Pyongyang entend protester contre la tenue en février, dans le Sud, des grandes manœuvres militaires conjointes qui réunissent chaque année depuis dix ans quelque deux cent mille militaires américains et sud-coréens. Il affirme que les négociations reprendront « lorsque l'atmosphère sera propice ». Compte tenu de la durée des manœuvres, deux autres rencontres prévues en février dans le cadre des négociations intercoréennes, seront vraisemblablement annulées. La Chine et l'URSS - M. Chevardnadze se trouvait en visite officielle ces jours derniers à Pyongyang - ont protesté contre cet exercice militaire, estimant qu'il est de nature à compliquer le dialogue coréen et à aggraver les tensions régionales. — (UPI, Reuter.)

LESOTHO

## Reprise du dialogue avec Pretoria

Maseru. - Le nouveau régime militaire du Lesotho, dirigé par le général Justin Lekhanya, a envoyé, mardi 21 janvier, une délégation au Cap pour tenter de normaliser les relations de Maseru avec les autorités sud-africaines, et obtenir notamment la levée du blocus économique imposé par Pretoria. Cette délégation était conduite par M. Evaristus Sekhonyana, ministre du plan et des affaires économiques dans le gouvernement déchu de l'ancien premier ministre Leabua Jonathan. Les entretiens du Cap ont fait l'objet d'un communiqué soulignant la volonté des deux parties d'« ouvrir activement pour un renforcement de leurs relations de bon voisinage ». Il semble, d'autre part, que M. Jonathan, ainsi que les ministres qui ont été arrêtés, n'ont pas été internés et seraient simplement assignés à résidence à leur domicile. Le coup d'Etat de lundi a surpris à Maseru le ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmuerta, qui se trouvait en visite officielle au Lesotho et qui est bloqué dans la capitale, où les aéroports restaient fermés mercredi matin. M. Malmuerta n'a pas quitté sa chambre d'hôtel, celle-ci étant gardée en permanence par des policiers, sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'assurer la protection du ministre cubain ou de le surveiller. Un responsable de la délégation cubaine a été tué par un membre présumé de la Ligue des Jeunes du Parti national Basotho (BNP), au cours d'une visite d'un camp d'entraînement des environs de la capitale. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

POLOGNE

## Un prisonnier politique fait la grève de la faim depuis plus de cent jours

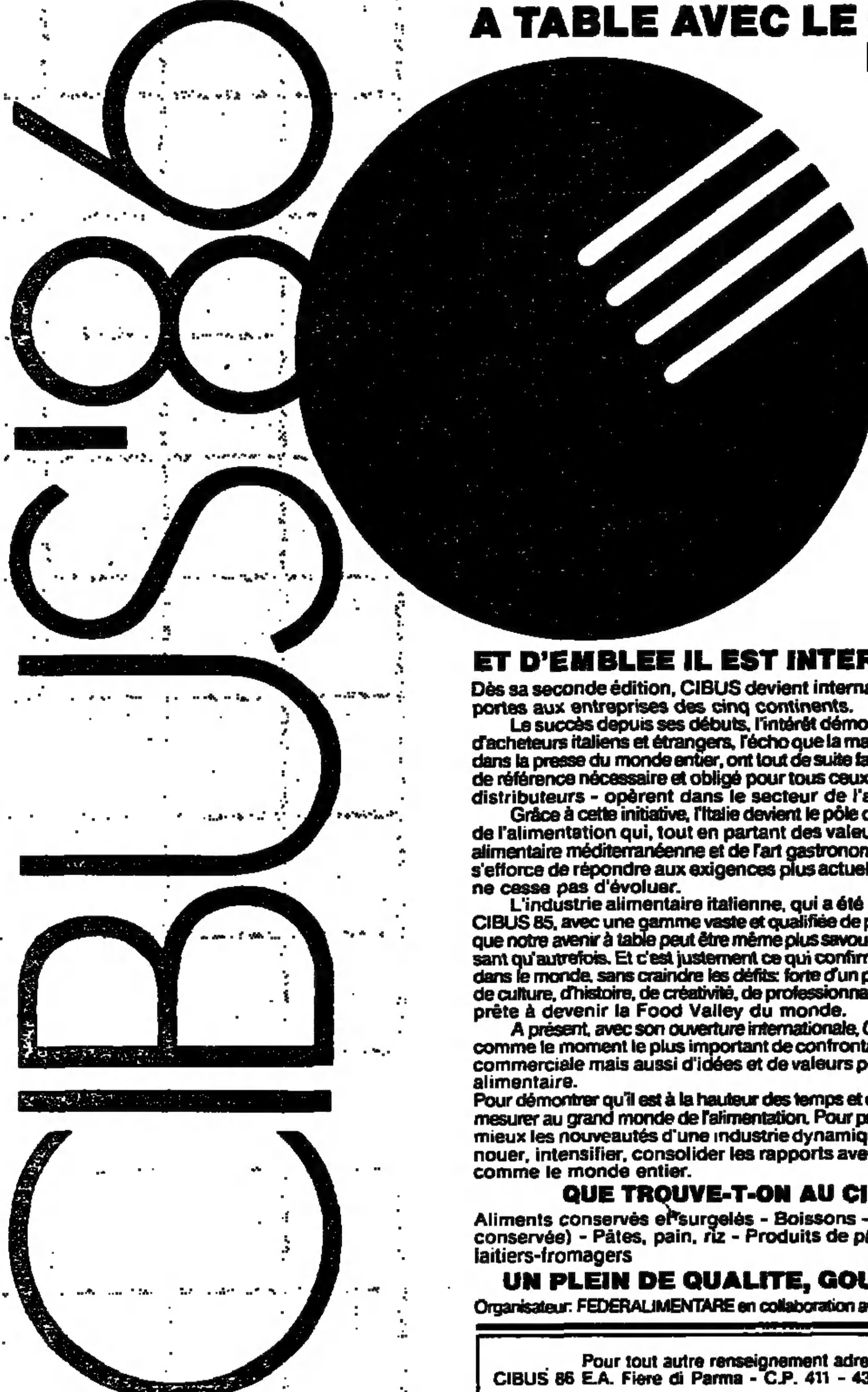
Varsovie. - M. Czeslaw Bielecki, ancien responsable d'une des principales maisons d'édition clandestines en Pologne (CDN « A suivre »), observe une grève de la faim depuis le mois d'octobre et est alimenté de force, a-on appris, mardi 21 janvier, de source officielle. Arrêté au mois d'avril 1985, dans des circonstances particulièrement mouvementées, M. Bielecki (un architecte connu) était maintenu dans un strict isolement. Il n'a été autorisé à recevoir la visite ni de ses deux fils ni de son avocat et est privé de livres. Dans une lettre qu'il avait pu faire parvenir à l'extérieur (le Monde du 10 novembre 1985), il avait fait part de son intention d'entamer une grève de la faim le 13 octobre dernier, jour des élections législatives, mais on était depuis sans nouvelle de lui. Le ministre de l'Intérieur, le général Kiszcak, avait publiquement traité M. Bielecki d'« agent de l'étranger », à la suite de quoi le prisonnier avait entrepris, depuis sa cellule, d'entamer une action de diffamation contre le ministre, dont les propos reflétaient, selon M. Bielecki, une sorte de « projection psychiatrique » de ses propres obsessions. Une jeune femme arrêtée en même temps que M. Bielecki, M<sup>me</sup> Maria Twardowska, est elle aussi maintenue en détention et n'a pas bénéficié, à ce jour, des mesures de « clémence » annoncées, après les élections, en faveur des personnes qui n'avaient jamais été condamnées auparavant, et en particulier des femmes. Par ailleurs, l'agence officielle PAP a annoncé, mardi, l'arrestation à Gdansk de trois « responsables des structures clandestines » de Solidarité, sans autre précision.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

## Six morts dont deux policiers blancs

Deux policiers blancs et quatre mineurs noirs ont été tués, mardi 21 janvier, lors d'un affrontement opposant environ cinq cents mineurs noirs à une patrouille policière, près de la cité de Bekkersdal, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Johannesburg. Les deux policiers ont été tués à coups de couteau et de gourdin alors qu'ils voulaient, selon la police, disperser un « rassemblement illégal » sur la mine de Randfontein. Des renforts de police sont arrivés et ont fait usage de leurs armes à feu contre les manifestants, qui, eux-mêmes, tiraient sur les forces de l'ordre avec les armes de service des deux policiers tués. Trente et un Noirs, blessés par balles, ont été hospitalisés. La tension restait très vive, ce mercredi matin, sur la mine de Randfontein, la police anti-émeutes quadrillant tout le secteur. — (AFP.)

# A TABLE AVEC LE MONDE ENTIER



## ET D'EMBLEE IL EST INTERNATIONAL

Dès sa seconde édition, CIBUS devient international et ouvre ses portes aux entreprises des cinq continents.

Le succès depuis ses débuts, l'intérêt démontré par des milliers d'acheteurs italiens et étrangers, l'écho que la manifestation a obtenu dans la presse du monde entier, ont tout de suite fait de CIBUS un point de référence nécessaire et obligé pour tous ceux qui - producteurs et distributeurs - opèrent dans le secteur de l'alimentation.

Grâce à cette initiative, l'Italie devient le pôle d'un nouveau monde de l'alimentation qui, tout en partant des valeurs de la civilisation alimentaire méditerranéenne et de l'art gastronomique le plus ancien, s'efforce de répondre aux exigences plus actuelles d'un marché qui ne cesse pas d'évoluer.

L'industrie alimentaire italienne, qui a été présente en force à CIBUS 85, avec une gamme vaste et qualifiée de produits, a démontré que notre avenir à table peut être même plus savoureux, varié et nourrissant qu'aujourd'hui. Et c'est justement ce qui confirme sa position leader dans le monde, sans craindre les défis : forte d'un patrimoine incontesté de culture, d'histoire, de créativité, de professionnalisme, l'Italie est donc prête à devenir le Food Valley du monde.

A présent, avec son ouverture internationale, CIBUS 86 se présente comme le moment le plus important de confrontation non seulement commerciale mais aussi d'idées et de valeurs pour toute l'industrie alimentaire.

Pour démontrer qu'il est à la hauteur des temps et des marchés. Pour se mesurer au grand monde de l'alimentation. Pour présenter et illustrer au mieux les nouveautés d'une industrie dynamique et avancée. Pour nouer, intensifier, consolider les rapports avec un marché grand comme le monde entier.

### QUE TROUVE-T-ON AU CIBUS ?

Aliments conservés et surgelés - Boissons - Viande (fraîche et conservée) - Pâtes, pain, riz - Produits de pâtisserie - Produits laitiers-fromagers

### UN PLEIN DE QUALITE, GOUT, SANTE

Organisateur: FEDERALIMENTARE en collaboration avec E.A. Fiere di Parma

Pour tout autre renseignement adresser à:  
CIBUS 86 E.A. Fiere di Parma - C.P. 411 - 43100 Parma - Italie

<input type="checkbox"/> EXPOSANT	<input type="checkbox"/> VISITEUR	E 13
Firme _____		
Prénom et Nom _____		
Adresse _____		
Ville _____	Pays _____	

**SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION PARME - ITALIE**  
6 - 11 MAI 1986  
QUARTIER DE LA FOIRE  
9 - 18 H.

مكتبة من الكتب



Le premier défi de tous les professionnels français du Textile,  
de l'Habillement et de la Haute Couture est né :



L'INSTITUT FRANÇAIS DE LA MODE

Centre Privé de Formation Supérieure  
du Textile de l'Habillement et de la Haute Couture

Le DEFI

est fier d'être à l'origine de sa création  
et tient à remercier tous ceux et celles qui ont contribué  
à la réussite de ce projet, unique au monde.

# Merci

aux Administrateurs du DEFI et à ceux de l'IFM :

P. Audrain	M. Brunel	E. Eloy	J.P. Laureau	G. Monnier	G. Pasquier
L.C. Bary	L. Cligman	B. Etcheparre	W. Lauriol	B. Morel	A. Proverbio
P. Bergé	J. Delcroix	J.D. Gardère	R. Mercier	J. Mouclier	L. Salmon
R. Boit	J.J. Delort	D. Hechter	R. Mett	J.C. Mouret	A. Sarfati
J.Y. Bolze	P. Dumont	G. Jollès	G. Meyer	L. Mulliez Motte	H. Tezenas du Montcel
P. Bordier		X. Larère		J.C. Musson	

ainsi qu'aux premiers intervenants à l'IFM :

Agnès B.	J.F. Bretelle	M. Duforest	E. Jacobson	C. Nicholas	J. Rouët
Agnès B.	Yves Saint Laurent	Sommer Sedan	Dorothée Bis	Christian Dior	Conseil
M. Allaire	M. Bidermann	J.J. Dupont	Kenzo	A. Perrin	P. Roussel
Allaire	Bidermann	Jacques Jaumet	Kenzo	Cartier	Jacques Jaumet
P. Allender	M. Biguet	L. Edelkoort	J. Lenoir	J.J. Picart	S. Rykiel
Alyssa-Mauton	ITF Paris	Stylis	Chloé	Conseil en	Sonia Rykiel
M. Amandry	C. Brouet	N. Ferdman	M. Manusardi	Communication	F. Stein
ITF Maille	Marie-Claire	Printemps	Conseil	M. Rampillon	Chanel
M. Antikow	M. Cau	A. Gibier	P. Moreni	Jacques Jaumet	M. Thomas
Rhône-Poulenc	Saint Laurent	Féd. Teintures	Pyj. Moreni	G. Rech	Textile - Art
Fibres	Rive Gauche	et Apprêts	A. Mouclier	Georges Rech	B. Thomass
M. Amodin	J. Chardier	J.M. Gogue	Harper's Bazaar	P. Romatet	Chantal Thomass
Mafia	D.M.C.	D.M.C.	J. Myara	Rousseau	F. Vincens
C. Bailly	F. Colette	Madame Grès	Mendès	G. Roudine	Elle
Créatrice	Printemps	Grès	P. Neiertz	Cbambre	P. Welcome
F. Beaufumé	F. Combet-Mage	D. Hechter	Charles Jourdan	Syndicale	Phildar
Kenzo	Bayer France	Daniel Hechter		du Prêt-à-Porter	M. Zaehinger
P. Bergé	M. Costenoble	J. Honoré		Ile-de-France	Vestru
Yves Saint Laurent	Cacharel	D.M.C.			

Nous remercions également  
le Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur.



Comité de Développement et de Promotion du Textile et de l'Habillement  
55 avenue Kléber 75016 Paris



# politique

## Droite-gauche : les pièges du « vote utile »

(Suite de la première page.)

Côté socialiste, l'argument est simple. C'est celui de tous les présidents de la V<sup>e</sup> République. C'est aussi celui qui a permis à M. Mitterrand, à peine élu, de bénéficier de la « vague rose » du printemps 1981. Donnez-moi les moyens de gouverner (ou de continuer) ; moi, c'est la stabilité ; les autres, c'est la pagaille ! Une triple pagaille, ajoutent les partisans du chef de l'Etat : entre le président et un couple exécutif-législatif hostile, d'une part ; entre le RPR et l'UDF, d'autre part ; entre les trois chefs de guerre de l'opposition enfin, exclusivement préoccupés par l'échéance présidentielle. Décidément, mieux vaut ne pas changer « une équipe qui gagne », quitte à s'en débarrasser, si vraiment elle dérange, à la seule date qui vaille : 1988.

Encore deux ans, monsieur le bourgeois ! Cette réplique guette bien sûr un président à qui l'opposition a tout fait de retourner le compliment : la stabilité, dit-elle, c'est un gouvernement RPR-UDF, les socialistes ne pouvant espérer au mieux qu'un « tiers bloquant », comme dit M. Toubon. Et celui par qui le malheur peut arriver, dit M. Chirac, c'est M. Mitterrand s'il entrave la « volonté populaire ».

Ce « tiers bloquant », ces fameux 30 % représentent la perspective politique logique d'un PS qui assume (congrès de Toulouse) sa « culture de gouvernement », en même temps qu'ils sont le fruit de la tactique présidentielle. En obligeant les Français à choisir entre lui-même et l'opposition, M. Mitterrand a fait entrer le PS dans une zone qui peut aboutir à l'installer comme premier parti de France, en voix et en sièges. Mais s'il est le premier, le parti du président ne constitue plus — c'est nouveau sous la V<sup>e</sup> — le bloc dominant.

Car, tout autant que le PS, le RPR et l'UDF bénéficient, eux aussi, d'un « vote utile », d'un réflexe majoritaire, qui élimine ou contient les « petites listes ». Qui plus est, la nouvelle loi électorale avantage les grands partis ou les coalitions et, parmi eux, le RPR et l'UDF. Premier point : la représentation en sièges des « petites »

formations (notamment le PC ou le Front national) sera sensiblement inférieure (de l'ordre de 3 points) à leur influence en voix, tandis que la représentation en sièges des grandes listes sera nettement supérieure à leur influence en voix (1).

Second point : pour que le « vote utile » que demande M. Mitterrand lui permette de confier de nouveau la responsabilité gouvernementale au PS, il faut que ce dernier atteigne la zone non plus des 30 %, mais des 35 % ; mais il faut aussi, et surtout, que la coalition RPR-UDF tombe au-dessous de... 42 % ou 43 %. Car à ce niveau, bien que minoritaire en voix, l'opposition serait en effet toujours majoritaire en sièges, et donc en état de gouverner.

Ainsi apparaissent les trois dangers qui guettent les socialistes. Il en est un qui consiste à prendre, dès maintenant, pour argent comptant un score (30 %) que tous les instituts de sondage ne lui attribuent pas (ou pas encore) et que les élections cantonales partielles n'ont pas fait apparaître. L'euphorie qui s'est emparée de certains esprits pourrait avoir un terrible effet boomerang, en cas de tassement ou de recul aux prochains sondages.

Le deuxième risque est contenu dans la démarche même du président. C'est sur ses épaules que repose le combat électoral : il s'en trouve rajeuni, combatif, pugnace comme un Chirac en campagne. Mais M. Mitterrand va devoir s'arrêter le 24 février puisque, à la différence de ses prédécesseurs, il se taira pendant la campagne officielle. Il a donc très peu de temps pour réussir ; et il restera trois semaines à l'opposition pour refaire, éventuellement, son retard.

Enfin, la campagne sur le « vote utile » profite certes au PS, mais elle est aussi dangereuse pour lui dans la mesure où elle détourne les électeurs de droite de voter Le Pen pour reporter leurs voix sur la coalition RPR-UDF.

Vigoureusement incitée à la contre-attaque par M. Chirac, l'opposition a peut-être mieux à faire qu'à se répartir les portefeuilles. Elle a déjà, semble-t-il,

fait le plein de ses voix. Son problème est donc de les conserver. Qui plus est, il lui faut remettre dans la tête des électeurs ce qu'elle reproche à la gauche, tâche qui n'est plus si aisée. Car le gouvernement Fabius a eu un effet positif pour le pouvoir : celui de dépassionner le combat, de mettre fin au climat de rejet, parfois paroxystique, qui permettait à l'opposition de vivre tranquille, et de se contenter de souffler sur les braises des mécontentements catégoriels.

Enfin sa propre plate-forme prête le flanc à la critique, et à la mobilisation de la gauche, sur au moins deux points sensibles : la fiscalité, pour laquelle RPR et UDF ont privilégié, selon les socialistes, 120 000 foyers fiscaux (une politique « de classe », comme dirait le *Financial Times*) ; l'autorisation administrative de licenciement, qu'elle veut supprimer malgré l'impopularité d'une telle mesure (2), comme si la droite, décidément, manquait de distance par rapport à ses propres groupes de pression.

La phase actuelle est donc décisive, et délicate pour tout le monde. Elle nous conduit à une « bipolarisation inégale » (selon l'expression d'Alain Duhamel), avec un PS fort, mais seul, face à une coalition RPR-UDF sur la défensive, sous l'œil d'un président efficace qui a piégé tout son monde avec le débat sur la cohabitation. Et qui n'a pas dit son dernier mot.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Comme l'a montré M. Gérard Le Gall, la *Revue politique et parlementaire*, juillet-août 1985.

(2) 30 % des Français sont favorables à cette suppression, 44 % s'y opposent, selon un sondage de la SOFRES pour *Liens sociaux* (janvier 1986).

## LE PREMIER MEETING UNITAIRE DE L'OPPOSITION

### Le serment de Caen

A peine une semaine après la signature de la plate-forme « Pour gouverner ensemble », MM. Jacques Chirac, président du RPR, et François Léotard, secrétaire général du PR, ont tenu, mardi 21 janvier, à Caen, le premier meeting unitaire de l'opposition dans un département où la droite présente pour les législatives une liste d'union menée par M. Michel

d'Ornano, député UDF sortant du Calvados, et M. André Fanton, député RPR européen. Un meeting qui se voulait, en quelque sorte, une réponse à l'intervention, vendredi, du chef de l'Etat à Grand-Quevilly et qui entraînait dans la stratégie d'union de l'opposition, qualifiée par M. Jacques Chirac, d'« exemplaire dans le Calvados ».

Caen, a ouvert le feu des interventions dans un parc des Expositions que la conviction des militants ne parvenait pas à réchauffer. Avec M. A. Fanton, il a répété que l'opposition voulait « rendre ses chances à la France », un argument repris par M. d'Ornano, selon lequel « la Basse-Normandie est un exemple de l'échec du socialisme ».

### « Constructeur d'union »

C'est au « constructeur d'union » que M. Léotard a ensuite donné un coup de chapeau en remerciant M. d'Ornano. « Il faut parler de choses simples dans des périodes compliquées », a poursuivi le chef du PR en notant que « sans alliés, sans projets, sans espérance, François Mitterrand joue sur la résignation des Français. Comme en 1981, il cache les enjeux, évite les vrais débats, camoufle ses résultats et ses intentions. Aujourd'hui la crise est faite en France ».

En proposant aux Normands de faire le « serment de Caen », le secrétaire du PR a insisté sur le progrès social et les qualités des Français pour mieux affirmer que le futur gouvernement serait celui de « tous les Français et non pas un gouvernement de droite ». Si Jacques Chirac n'a pas demandé aux militants de prêter serment, il a constaté que « seuls les exigences immédiates du redressement national » devaient motiver les Français. Il a dénoncé la situation dans laquelle les socialistes vont laisser le pays, l'offensive de « propagande » conduite actuelle-

### De notre correspondant

Ovationnés par 4 000 militants et sympathisants, MM. Chirac, Léotard, d'Ornano et les colistiers de ce dernier, ont fait une entrée en fanfare au parc des expositions de Caen où, sur un calicot, se détachaient les lettres rouges de l'Union de l'opposition. L'union n'est pas un vain mot à Caen où la constitution des listes n'a pas suscité de difficultés majeures dans l'opposition. Et ce n'est certainement pas un hasard si, dans leur périple électoral à travers les provinces françaises, M. Chirac, qui arrivait à Paris, et M. Léotard, de Cherbourg, avaient choisi le fief de l'homme lige de M. Valéry Giscard d'Estaing pour participer à un meeting unitaire.

Devant des journalistes, M. Chirac avait, deux heures auparavant, évoqué notamment la « combinaison » de la cinquième chaîne, rappelé qu'il était favorable « personnellement » au lien fixe entre la France et la Grande-Bretagne et qu'il défend d'ailleurs le projet Transmanche depuis longtemps. Il avait parlé aussi de l'évolution politique d'Olivier Stirn, actuel député du Calvados, mais allié aux socialistes dans la Manche, en affirmant que « ce qui est dérisoire n'a pas à être commenté ». Certains de ces thèmes ont été repris lors d'une rencontre du président du RPR avec des socio-professionnels.

Président du comité de soutien à la liste d'union UDF-RPR, M. Jean-Marie Girault, sénateur-maire de

ment par le gouvernement, estimé le chômage endémique, relevé l'accroissement de la dette publique, l'augmentation des charges des entreprises, la baisse de l'investissement productif et de l'épargne, les problèmes de l'agriculture, la dégradation du système de défense nationale.

Les questions de sécurité publique et de justice ont également été abordées. Des questions que le maire de Paris rapproche du dossier de l'immigration que « la gauche n'a su maîtriser ». Choqué par le reproche de vouloir s'associer à l'extrême droite, mis en avant par M. Fabius lors de leur face-à-face télévisé, M. Chirac a rétorqué que pourtant « les socialistes n'ont pas hésité à gouverner avec les communistes ». Condamnant l'attitude du chef de l'Etat, le président du RPR a mis en cause les acquis sociaux « dont nous ne sommes pas près d'avoir fini de payer la note », le discours de François Mitterrand qui oppose les riches et les pauvres, « une terminologie que même Georges Marchais n'emploie plus », a ironisé M. Chirac.

Le maire de Paris a aussi mis en lumière ce qu'il appelle « les contradictions de François Mitterrand en ce qui concerne son rôle, ses droits et ses devoirs : il dit être associé à aucune formation politique et il affirme cela dans un meeting du parti socialiste ! ». M. Chirac a cependant fait une concession au chef de l'Etat, celle de l'humour, avant de conclure : « Il est essentiel de se mobiliser pour assurer l'alternance ».

PASCALE MONNIER.

## SITUATIONS 86

### Seine-et-Marne : un parachuté giscardien s'en va, un barriste arrive

#### De notre correspondant

D'un côté un RPR dominant et sûr de lui, de l'autre une UDF incapable de se mettre d'accord sur une liste cohérente. La situation de la droite en Seine-et-Marne s'est nettement dégradée. Si rien n'est encore défini, il est probable que l'opposition se présentera face aux électeurs en ordre dispersé. Malgré l'intervention des sénateurs du département, l'idée de la liste unique n'a pas été retenue.

Les candidats du RPR sont connus depuis plus d'un mois. Derrière MM. Alain Peyrefitte et Didier Jolly, tous deux députés sortants, figure à la troisième place jugée éligible M. Guy Drué. Le signal de départ a été lancé très tôt, explique-t-on au RPR pour contenter les militants qui plaiffaient d'impatience, leurs affiches à la main.

L'UDF, qui a investi M. Jean-Jacques Hyst (CDS), avait prévu dans un premier temps de lui adjoindre en deuxième position M. Bernard Lehideux (PR) imposé par les responsables nationaux et, notamment, par M. Michel d'Ornano. M. Hyst a refusé ce parachutage, et s'est tourné vers M. Raymond Barre. Il vient de présenter sa liste, sans attendre l'assentiment des instances départementales de l'UDF. On y trouve en deuxième position M. Jacques Troesch, proche collaborateur de M. Barre, et de jeunes élus locaux sans étiquette. « J'ai voulu constituer une équipe ouverte à

toutes les sensibilités politiques de l'opposition », souligne M. Hyst. « Il y a d'ailleurs toujours une place pour un candidat du PR, mais pas le deuxième... »

Avec deux listes, l'opposition nationale peut espérer remporter cinq sièges sur les neuf à pourvoir : trois pour le RPR et deux pour l'UDF. Le « coup de force » de M. Hyst parait par M. Barre a déstabilisé les autres candidats de l'UDF. Le « coup de force » de M. Hyst, parait par M. Barre, a tout d'abord désorienté les autres candidats de l'UDF. Réunis samedi 18 janvier, ceux-ci ont approuvé l'initiative de M. Hyst. Conséquence de ces tergiversations, un regain d'espoir à gauche. Le Parti socialiste compte sur la situation confuse de l'opposition pour réussir la réélection de ses trois députés sortants, MM. Alain Vivien, Robert Le Fol et Jean-Pierre Fourré. « Nous sommes la première force du département », déclare M. Alain Dréze, premier secrétaire départemental. « Face à une opposition au style politique suranné, nous allons nous appuyer sur notre image de femmes et d'hommes jeunes et compétents ».

M. Gérard Bordu, ancien maire de Chelles qui a été rappelé par le Parti communiste pour diriger sa liste, se montre assez discret. Ce n'est pas le cas de M. Jean-François Jalik, le jeune candidat du Front national, qui mène une campagne active dans le nord du département.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

### Alpes-de-Haute-Provence : « un lot de consolation » pour M. Massot, PS écarté de la liste pour les législatives

#### De notre correspondant

Digne. — La préparation des élections législatives et régionales aura été particulièrement douloureuse pour les socialistes des basses Alpes, qu'ils soient élus, dirigeants ou simples militants. Le combat des chefs qui, dans un premier temps, a opposé les deux députés sortants, MM. Bellon et Massot pour l'investiture aux législatives a tourné à l'avantage du premier, grâce à l'arbitrage de M. Escanez (rocardien) qui a obtenu la tête de liste pour les régionales (*Le Monde*, du 5 décembre). Cette lutte intestine a laissé quelques traces dans les rangs de la fédération départementale.

Un vent de fronde, alimenté par le sentiment d'avoir été grugé, a soufflé du côté de M. Massot. Chiffres et statistiques à l'appui, on a tenté de démontrer que non seulement il y avait eu tricherie dans un certain nombre de sections lors du vote des militants début novembre, mais encore, et surtout, que MM. Bellon et Escanez avaient passé une alliance secrète et « contre nature », aux dépens de M. François Massot (1).

Malgré les protestations de ce dernier, le bureau exécutif du PS avait entériné les résultats, et les deux candidats désignés avaient entamé leur campagne. Or voilà que, lors de sa réunion du 8 janvier, le même bureau exécutif, après avoir confirmé la candidature de M. André Bellon aux législatives, a écarté M. José Escanez de la tête de liste aux régionales, pour y placer M. Massot.

Dès lors, c'est au tour des militants rocardiens de faire part de leur mécontentement. « Il est déplorable que les instances nationales se soient laissées piéger par les parlementaires, qui hantent les couloirs de la rue de Solferino », regrette-t-on dans l'entourage de M. Escanez.

« Un os à ronger, un lot de consolation pour un homme qui a le souci de sa carrière », pouvait-on encore entendre. Quant à M. Escanez, que certains de ses amis ont encouragé à démissionner du PS, il a décidé, une fois la déception passée, de se rallier et d'accepter la place de second sur la liste régionale.

● PRÉCISION : M. Bernard Saugé, tête de liste de l'opposition pour les régionales dans l'Isère, est UDF-PR et non RPR comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 21 janvier.

« Je suis un militant discipliné. Je fais passer les intérêts du parti et des électeurs avant mes intérêts personnels », devait-il déclarer.

Il reste que, durant les deux mois et demi qui viennent de s'écouler, la fédération départementale du PS aura été secouée, et ses militants échaudés. Beaucoup de remous et de vagues, dont le ressac pourrait se faire sentir en mars prochain, comme le redoutent certains : « Pendant qu'on discutait et qu'on se disputait, l'opposition, elle, occupait le terrain ».

FRANÇOIS DE BOUCHONNY.

(1) MM. Massot et Bellon représentent tous deux le courant mitterrandien. Pour M. Massot, le fait que M. Escanez ait été désigné pour les régionales, au détriment de M. Balle, premier secrétaire fédéral représentant lui aussi le courant A, démontre qu'il y a eu alliance entre les rocardiens et M. Bellon.

### TREIZE A TABLE

Il y avait treize à table, mardi 14 janvier, au restaurant Le Pouilly-Reuilly, du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), où M. Marcel Debarge, sénateur socialiste, maire de la commune, avait convié ses adjoints et deux députés du cru, MM. Claude Bantolone et Gilbert Bonnemaison (PS) à déjeuner avec le président de la République. Treize à table dans un département qui élira, le 16 mars, treize députés.

M. Mitterrand, décidément, n'est pas superstitieux. Il avait souligné récemment en présentant ses vœux à la presse, Le chiffre treize lui colle à la peau puisque déjà, au collège, parce que personne n'en voulait, il portait ce numéro. M. Mitterrand avait même ajouté, à cette occasion, qu'il passe sans frémir sous les échelles, après avoir vérifié toutefois qu'un pot de peinture n'est pas posé dessus.

Au Pré-Saint-Gervais, les élus socialistes ont fait part de la mobilisation de leurs troupes. Les « reprises de cartes » (le fait d'un peu SFIU), souligne M. Mitterrand en faisant la moue) donnent à plein, selon M. Debarge et, sur les marchés, les concitoyens ne dédaignent plus de poser pour le photo aux côtés d'un élu socialiste. Enigmatisque, M. Mitterrand a glissé dans la conversation qu'il trouve plutôt bon le slogan du RPR « Vivement demain ! ».

## One man show

M. Mitterrand observe, lorsqu'on l'invite à traiter un sujet, que les premiers ministres de la V<sup>e</sup> République n'ont guère eu d'existence politique pendant les périodes de campagne législative. Il corrige dans le même mouvement : Georges Pompidou est sorti du lot en 1968. On remarquera que le général de Gaulle, à l'époque, était sur le déclin, et que Georges Pompidou n'a pas tardé à lui succéder (élection présidentielle de juin 1969).

A l'évidence, M. Mitterrand préfère, en la matière, l'ordinaire à l'exceptionnel. Il est la locomotive de son camp et se comporte comme tel. « C'est mon rôle », dit-il, en se défendant tout aussitôt de mener campagne, avec la mine de quelqu'un qui se délecte du contraire. M. Mitterrand tracte le gouvernement dont il vante l'action jusque dans le détail, comme il l'a fait au Grand-Quevilly (le *Monde* daté 19-20 janvier), et tire le Parti socialiste. Celui-là, coulé pour la période de campagne dans le moule présidentiel, souligne dans l'intitulé officiel de ses listes — pour ceux qui n'auraient pas compris — qu'il est « avec le président ».

Le chef de l'Etat profite, à neuf semaines des élections, de trois données qui lui sont favorables : l'amélioration de la cote des socialistes et de la sienne dans les sondages, les projets de l'opposition, dans le domaine fiscal notamment, et la relative discrétion des grands chefs de file de la droite.

Sur le premier point — les sondages — M. Mitterrand s'en tient à sa prudence habituelle. « Ça va, ça vient », remarque-t-il, en soulignant toutefois que cette embellie suit logiquement de quelques mois l'amélioration du jugement des Français sur l'action des socialistes et que ce phénomène s'est produit « un peu tard ».

Il juge « étonnant », et s'en réjouit, que l'opposition lui ait

offert le somptueux cadeau, dans sa plate-forme électorale, d'une série de projets fiscaux fortement marqués par le souci d'épargner les plus hauts revenus (suppression notamment de l'impôt sur les grandes fortunes, à propos duquel M. Bérégovoy devait présenter une communication au conseil des ministres ce mercredi 22 janvier). « Je recommanderai », dit-il à propos de la présentation qu'il en a faite au Grand-Quevilly : « programme des riches contre les pauvres ».

M. Mitterrand constate — sans commentaire — que les principaux chefs de file de l'opposition n'ont guère réagi à son intervention du Grand-Quevilly. M. Barre ni M. Giscard d'Estaing, qui, souligne-t-il en passant, a eu le don, lorsqu'il était président de la République, de « désigner ses propres concurrents ». Peut-être y voit-il une première victoire, par jet de l'éponge, sur ceux qui, dit-il, auraient souhaité l'« enfermer dans un placard » pendant la durée de la campagne électorale et ne l'en sortir que le 17 mars, sans même être d'accord sur ce qu'il convient de faire de lui.

L'entrée en scène du président de la République a transformé le théâtre des législatives en un plateau pour one man show. Ceux qui comptent dans les sondages — MM. Barre et Rocard — préparent la pièce suivante. M. Barre observe dans les coulisses et passe son temps à critiquer ses « amis ». M. Rocard aussi, bien qu'il s'apprête à s'engager plus fortement. Les autres sont contraints de s'adapter au jeu du président. Pour le premier ministre et le premier secrétaire du Parti socialiste, qui ont répété avec lui, c'est la moindre des choses. Pour MM. Chirac et Giscard d'Estaing encliqués depuis des mois dans un interminable débat sur la cohabitation, c'est plus surprenant.

J.-Y. L.

## INVITATION

L'autogestion aujourd'hui  
colloque organisé par la revue  
CRITIQUE SOCIALISTE  
25 et 26 janvier 1986  
École polytechnique : 1, rue Descartes, Paris (5<sup>e</sup>)

Après une introduction de Victor Leduc, quatre thèmes seront abordés :  
Samedi 25 janvier : 10 h Introduction de Victor Leduc ;  
10 h 30 Qu'est-ce que l'autogestion ? par Yvon Bourdet ;  
14 h Autogestion et vie locale, par Gérard Pringot, élu municipal à Sarcelles ;  
16 h 30 Autogestion et modernisation, contrôle social des nouvelles technologies, par Daniel Richter, syndicaliste CFDT ;  
Dimanche 26 janvier :  
10 h Éléments, libéralisme, autonomie ou autogestion par Victor Fay ;  
14 h 30 Table ronde « L'autogestion aujourd'hui » avec des personnalités syndicales et politiques : Daniel Bachet, Denis Berger, Jean-Marie Demaldent, Léon Dion, Jean-Claude Le Scornet, Marie-Noëlle Linsenmann, Alain Lipietz, Bernard Ravaut.

Au cours de cette table ronde sera lue une lettre de Pierre Juquin.

سكسان الأول



DE L'OPPOSITION  
Caen

... député UDF sortant du Calvados, a se vuait, en quelque sorte, en l'honneur, vendredi, du chef de l'opposition, qualifié par M. Jospin d'employeur dans le Calvados.

... intervention...  
... avec M. Jospin...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

... le...  
... de la...  
... de la...  
... de la...

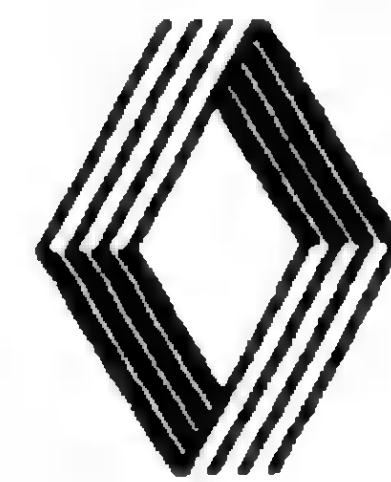
# COMPÉTITION.

**NOUS SOMMES DÉTERMINÉS  
À GAGNER LA PLUS DURE :  
CELLE DES PRODUITS, CELLE  
DES MARCHÉS.**

Pour des raisons d'économie, Renault n'aura plus de voitures sur les circuits de Formule 1 en 1986. Mais nos moteurs seront dans la course et nous serons engagés dans les Formules de promotion et les rallyes, avec des véhicules dérivés de la série.

Mais surtout, nous mènerons une compétition autrement plus vitale : celle des produits, celle de la qualité et des prix, celle des marchés. Nous nous y engageons avec toutes nos forces et tout notre savoir-faire. Parce que cette compétition, nous sommes déterminés à la remporter.

**RENAULT. DÉTERMINÉS.**





## RHONE-ALPES (II)

## Rhône : les stars et l'édredon

## De notre correspondant régional

Lyon. — Une campagne « édredon » : M. Charles Fiterman, tête de liste communiste, est déçu par ses adversaires. La campagne électorale dans le département-vedette tarde à se lancer. Les « stars » sont à l'affiche. De la gauche à la droite de l'écran MM. Charles Fiterman, Charles Hernu et Jean Popereau en tête, Raymond Barre et Michel Noir en vedettes du camp favori, Bruno Collinich en intellectuel du Front. Ajoutons une « guest star », Brice Lalonde l'« école-libertaire », des figurants inscrits sur le « casting » (les « verts » conduits par M. Jean Brière) et d'autres qui rêvent d'y figurer : le socialiste « maintenant », conseiller municipal de Lyon en délicatesse avec le PS, Philippe Million-Roussseau et le peu centriste Vincent Guizard, conseiller général en congé de CDS.

Les acteurs sont en place. Mais il n'y a pas de mettre en scène : les monologues manquent de cohérence. Et le scénario est écrit à Paris. Un handicap certain dans un département qui aime se singulariser. Quant au suspense, il est plutôt limité : il se

résume, aujourd'hui, à une bataille pour les treizième et quatorzième sièges. Reste la trame : plutôt rétro avec appels aux grands principes et aux grands sentiments. C'est mieux que le style guerrier sur le thème du « Dehors les étrangers ». La récente prise de position de M. Barre sur l'immigration a contribué à calmer quelques ardeurs : le sujet n'est plus « le » sujet de la campagne rhodanienne.

Tous les candidats invoquent la « morale » pour justifier leur combat. Une leçon d'histoire civique ? Plutôt une bonne technique électorale, d'après estampillée avec un label d'efficacité garantie. Mais la morale ou ses déclinaisons n'ont pas encore le pouvoir de multiplier les électeurs : il n'y aura toujours que 100 % de voix et quatorze sièges à partager.

Entrons dans le détail. Le combat de M. Fiterman. Anti-droite mais aussi farouchement anti-socialiste : « Sur le plan moral, c'est une mauvaise action d'amener à faire accepter aux gens ce qu'ils ne veulent pas ». Et ce qu'ils refusent c'est « l'assimilation ». Un ton plus haut : « M. Fiterman a dit : Mieux vaut que nous fassions le sale boulot ». C'est au nom

de ce principe que la police de Pétain a arrêté les juifs. »

M. Hernu. S'il a démissionné de son poste de ministre de la défense c'est par respect des institutions et des devoirs de sa charge. Il a, lui, « pris ses responsabilités » contrairement à d'autres « en d'autres temps ». Résultat : un gain de popularité indiscutable et dont le paradoxe éclate avec un courrier signé de l'association Greenpeace-France, cela se s'invite pas. Ravi de l'accueil, l'autonome d'ailleurs, du car itinérant de son association par le maire de Villeurbanne, M. Frédéric Bourgeois écrit : « La conjoncture politique liée à l'affaire du Rainbow Warrior rendait certainement votre décision délicate, mais vous avez démontré que vous étiez attaché aux valeurs démocratiques de notre pays. »

M. Brice Lalonde s'est décidé à combattre M. Hernu pour débiter avec lui de la « morale d'Etat ». Les « verts » « officiels » ne sont pas loin pour leur part de juger totalement immorale la candidature de M. Lalonde... M. Bruno Collinich, tête de liste du Front National, professeur de japonais à l'université Lyon-III, a ses recettes et ses phobies : l'avortement,

les « laxistes », les catholiques non intégristes, les immigrés.

M. Raymond Barre appelle de ses vœux un retour vers les « valeurs traditionnelles » et ne manque pas une occasion pour revenir au « sens de l'effort », à la « solidarité », à la France, pour ne pas répéter le triptyque de « travail, famille, patrie » que l'ancien premier ministre n'a pas avancé de façon aussi curieuse le 15 décembre dernier et qu'il a explicité dans un sens dépourvu d'ambiguïté le 12 janvier, à l'émission « Sept sur sept » de TF 1.

Enfin, si M. Michel Noir (RPR) ne parle pas de « morale », c'est parce qu'il préfère le terme d'« éthique », ce qui, on en conviendra, sonne mieux. C'est donc au nom de l'éthique qu'il monte parfois tout seul au feu. Récemment, il s'est trouvé isolé pour affirmer qu'il n'était « pas choquant » que l'ancien patron du Progrès ait accepté l'offre « de seul reprenant qui se soit fait connaître » (M. Robert Hersant). « Je ne suis pas de ceux qui passent sous la table ou qui se taisent lorsqu'il se passe quelque chose », nous a alors confié M. Noir. Le recul de l'hypocrisie ? Vaste programme. Moral.

CLAUDE RÉGENT.

## Alain Mayoud : un autodidacte dans la foulée de Raymond Barre

## De notre correspondant régional

Lyon. — L'universitaire Raymond Barre a choisi un autodidacte pour être son second sur la liste législative rhodanienne. Alain Mayoud, quarante-trois ans, n'est pas une star de la politique parisienne. Il se méfie d'ailleurs des « prouesses grand-guignolesques retenues par la presse nationale » et se défend de caresser l'opinion « dans le sens du poil ». Bref, Alain Mayoud cultive son jardin avec persévérance, travaille dans l'ombre... pour le moment. Député républicain indépendant, puis PR sans interruption depuis 1973, il est aujourd'hui un des plus fidèles de Raymond Barre.

Son « jardin », c'est l'ouest lyonnais et la mairie de Saint-Romain-de-Popey (800 habitants). Rien ne le prédestine à une carrière politique. Issu d'un milieu modeste — un père ouvrier et une famille d'agriculteurs —, il travaille dès l'âge de seize ans dans une banque bien connue dans le monde rural. Premiers contacts, premières découvertes des vertus du travail en solitaire : Alain Mayoud décroche des diplômes professionnels, tisse un réseau de relations. A vingt-neuf ans, il devient premier adjoint dans sa commune — il sera maire à partir de 1977 — et est élu député en 1973 à la surprise de tous : « Il fallait un candidat jeune et non UDR ». Quinze jours de campagne électorale, deux semaines prises sur ses congés, en font un

député giscardien ! La recette : avoir compris que dans le milieu rural « les relations personnelles comptent beaucoup ». L'élu qu'il est resté ne dénie pas les vertus électorales des parties de boules ou du canon de rouge partagé.

Cet enracinement revendiqué n'est pas exclusif de préoccupations qui vont au-delà des affaires agricoles dont il reste un spécialiste. Alain Mayoud est coprésident de l'Association parlementaire Euro-Arabe et vice-président de l'Association France-Palestine. Un intérêt pour le monde arabe et pour les questions de l'immigration qui n'est pas toujours bien perçu par son électeur : « Les gens rêlent lorsqu'ils voient dans ma salle d'attente des gens au teint basané... Je leur réponds que je m'occupe de tout le monde, y compris de ceux qui ne sont pas mes électeurs. Or alors il faudrait que je m'intéresse de rencontrer des gens de gauche... ».

Travaillant depuis dix ans sur la question de ceux qui appartiennent à une « génération sacrifiée », M. Mayoud souhaite plus de clarté dans le débat en cours : « Les pays d'origine doivent dire s'ils souhaitent le retour d'un peu, de beaucoup ou de pas du tout de leurs émigrés. » Quant aux arrivants, ils pourraient avoir le choix : un statut d'immigrant débouchant, sur la base du volontariat, sur la naturalisation ou un statut de coopérant avec des avantages de réinstallation dans les pays d'origine, sur la base de relations bilatérales.

Le tiers-mondiste Mayoud n'oublie pas le Rhône et la « ratatouille politique ». Lui qui n'a « jamais été un militant » est le patron incontesté de l'UDF du Rhône. Une structure qu'il aimerait voir évoluer en adoptant une « méthodologie » qui éviterait à une seule des composantes de pouvoir « bloquer le système ». Barriste de tempérament et de réflexion, il doit faire un effort pour trouver un désaccord avec l'ancien premier ministre. Peut-être des précisions qu'il souhaiterait sur la durée du mandat présidentiel... Une brouille par rapport à une approbation « à cent cinquante pour cent » de la position anti-cohabitationniste de M. Barre.

L'homme a son franc-parler. Il qualifie un jour M. Giscard d'« Estélin » et de « Bazaine » de l'opposition. Une formule abrupte qu'il regrette sans doute. Pour mieux la conforter, en termes moins vifs mais tout aussi dévifs : « Valéry Giscard d'Estaing n'est plus l'homme de la situation pour redevenir président de la République. » Le portrait robot du candidat idéal, selon M. Mayoud : « Un homme rassurant, sécurisant, qui tienne la route sur le plan économique ». Aujourd'hui, « les gens ont besoin d'un Pinay des temps modernes ». Comparaison un peu hasardeuse : le « sage » de Saint-Chamond n'a jamais été président de la République. Et M. Barre ne se retrouverait pas totalement dans ce portrait laudatif mais restrictif...

C. R.

## Brice Lalonde : pensez au deuxième Vert !

« Paris est un théâtre où les hommes politiques s'agitent mais ils ont tous un pied ailleurs. » Partant de ce constat, Brice Lalonde, qui ne veut pas être en reste, a décidé d'être candidat aux législatives non plus à Paris mais dans le Rhône. Il devrait donc y avoir deux listes écologistes dans ce département, puisque les Verts ont fait savoir qu'ils seraient présents et qu'ils ont désigné officiellement Jean Brière comme chef de file.

En France, souligne Brice Lalonde, l'écologie est « épicurienne ». Mais les charmes de Lyon et des vignobles du beaujolais ne peuvent suffire à expliquer sa décision. Force est de constater qu'en optant pour le Rhône, l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981 s'est choisi des adversaires politiques d'envergure : Raymond Barre, Charles Fiterman, Charles Hernu, Michel Noir.

S'il se présente contre Charles Hernu, dont il juge la candidature « choquante », c'est au nom de la « morale ». Il estime que l'attentat contre le Rainbow Warrior — « une opération-commando indigne de la France » — aurait dû conduire l'ancien ministre de la défense à se retirer de la scène politique.

C'est au nom du consensus qui existe, selon lui, sur des sujets aussi importants que la défense, l'Europe ou la place de l'entreprise qu'il plaidera, face à Raymond Barre, pour un gouvernement d'entente. Sous réserve bien sûr que cette entente ne soit pas le résultat d'une « compromission médiocre » et qu'elle « laisse sur la touche l'extrémisme de gauche et de droite ».

Ce n'est pas la première fois que Brice Lalonde se démarque des Verts, plutôt « gauchistes » à ses yeux. En juin 1984 déjà, pour les élections européennes, les

Verts étaient partis à la bataille derrière Didier Anger. Lui avait rejoint Olivier Stirn et François Doublin sur une liste d'entente radicale écologiste. La campagne qu'il mènera dans le Rhône lui permettra donc une nouvelle fois de développer sa conception de l'écologie. La conception « libérale-libertaire ». L'écologie, explique-t-il, c'est « une attitude », un « combat moral ». Elle n'a pas « réponse à tout » et ne peut être à elle seule l'« alternative au duel droite-gauche ». Si elle veut devenir la « force nouvelle » capable d'« assurer le consensus de gestion » et d'imaginer un nouveau mode de vie, elle doit s'associer à d'autres partenaires.

Mais ce grand courant dont il souhaite l'émergence et qu'il voudrait voir « dominant » manque encore d'un leader « fort, insoufflable moralement ». C'est là le grand problème de Brice Lalonde, qui, sans doute, s'y verra bien.

NADINE AVELANGE.

## AIN : Bataille pour un siège

## De notre correspondant

Bourg-en-Bresse. — Si l'on se réfère aux résultats des scrutins antérieurs et à la répartition politique de l'électorat du département, l'attribution de trois sièges sur quatre semble d'ores et déjà acquise. L'un ira à M. Noël Ravassard (PS), député sortant, en première position sur la liste commune PS-MRG, un autre à M. Charles Millon (UDF-PR, barriste de la première heure), député sortant lui aussi, qui conduira la liste UDF. Le troisième ira à M. Jacques Boyon, président du conseil général de l'Ain, tête de liste RPR. Reste donc le quatrième siège.

Pour que l'opposition l'obtienne, le RPR préconise la formation d'une liste commune, ce qui n'a pas été accepté par l'UDF, partisan de listes distinctes. M. Charles Millon, qui pourtant n'a pas contesté la présidence du conseil général à M. Jacques Boyon en mars 1985, bien que la prédominance de l'UDF au sein de l'assemblée départementale soit manifeste, a estimé que « pour l'efficacité et la clarté avec deux listes différentes. C'est la meilleure solution pour rassembler large et éviter la dispersion de voix sur des listes fantaisistes ou extrémistes », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Aux élections européennes, l'opposition, pour démontrer son union, a cru bien faire en présentant une seule liste. C'est le Front national qui en a profité. Environ 10 % des électeurs, déçus de ne pouvoir choisir leur tendance, ont voté Jean-Marie Le Pen. »

Dans l'Ain, le Front national avait même fait mieux : 12,53 %.

JEAN-PAUL CALAMAND.

## SITUATIONS 86

## AUVERGNE : désordre socialiste

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le comité exécutif de la fédération socialiste de la Haute-Loire vient de désigner M. Daniel Fournier comme chef de file du Parti socialiste aux élections législatives. Agé de quarante-deux ans, premier adjoint au maire de Moreuil (Somme), celui-ci est surtout directeur de cabinet du président du conseil régional d'Auvergne, M. Maurice Pourchon, depuis avril 1984.

La situation dans le département reste cependant confuse depuis le mois d'octobre, date à laquelle les militants de la Haute-Loire avaient choisi à une très forte majorité (75 %) en faveur d'une liste conduite par l'un des animateurs des « transcourants ».

La direction nationale du PS avait alors décidé de réserver la place de numéro un à un ministre. MM. Henri Nallet et Alain Calmat avaient été sollicités. Comme ces derniers se récusèrent, la direction, hostile aux « transcourants », accorda alors l'investiture à M. Maurice Pourchon, écarré, par la fédération voisine du Puy-de-Dôme, du premier rang auquel il prétendait dans ce département.

A la faveur de tractations tumultueuses, le président du conseil régional renonça par la suite à cette hypothèse, préférant continuer son combat pour l'investiture dans le Puy-de-Dôme où, d'ailleurs, rien n'est encore réglé. La surprenante désignation de son directeur de cabinet en Haute-Loire est une nouvelle illustration du désordre qui règne chez les socialistes en Auvergne.

L. T.

## Val-de-Marne : un préfet « giscardien » sur la liste RPR

M. Michel Giraud, sénateur RPR et président du conseil régional d'Ile-de-France, qui conduit son parti aux élections régionales dans le Val-de-Marne, a fait une course de poids : M. Lucien Lanier figure en deuxième position sur sa liste. M. Lanier fut en effet un des créateurs de ce département, dont il fut le premier préfet lors du nouveau découpage administratif de la région parisienne en 1967.

Jusqu'alors l'engagement politique de M. Lanier le portait vers le giscardisme. Directeur de la campagne présidentielle de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974, c'est à lui que le nouveau président de la République confia la tâche importante de préfet de la région parisienne dès août 1975. Il resta à ce poste jusqu'en juin 1981, devenant aussi préfet de Paris au moment des élections municipales de 1977 qui, pour la première fois, allait donner

un maire à la capitale. C'est donc lui qui, tout au long du septennat giscardien, ou, au nom du pouvoir central, à surveiller l'action des élus gaullistes majoritaires en Ile-de-France. Au lendemain de la victoire de la gauche, il demanda à être mis en « congé spécial » par « fidélité à l'ancien pouvoir ».

Tenté par la politique active, il fut élu conseiller général du Val-de-Marne dans le canton de Saint-Maurice-La-Varenne, en mars 1985, après avoir été soutenu conjointement par le RPR et l'UDF.

Aujourd'hui, il va, notamment, s'opposer à une liste UDF, menée par M. Alain Crottey. C'est qu'au long de leur coopération, l'un en tant que préfet, l'autre en tant que président du conseil régional, est née une réelle amitié entre MM. Giraud et Lanier.

Yvelines : M<sup>me</sup> Boutin exclue du PR

A l'issue d'une réunion du bureau de l'UDF, le mercredi 15 janvier, M. François Léotard, secrétaire général du PR, a engagé une procédure d'exclusion contre M<sup>me</sup> Christine Boutin, membre du bureau national du PR, qui conduit une liste dissidente dans les Yvelines avec le soutien de M. Barre.

Le bureau de l'UDF a confirmé son soutien à la liste officielle de l'UDF conduite par M. Tenaillon, CDS, président du conseil général

des Yvelines. Cette décision a été prise « à l'unanimité des formations composant l'UDF » dont les adhérents directs représentés par M. Philippe Mestre, député de Vendée, proche de M. Barre, présent à la réunion. M. Laurent Weizel, collaborateur de M. Barre, qui est en quatrième position sur la liste officielle de l'UDF dénonce également « la triste manœuvre de M<sup>me</sup> Boutin, qui a pour but de diviser l'opposition ».

## EN GUADELOUPE : la police arrête Patrick Thimallon

(De notre correspondant.)

Pointe-à-Pitre. — Patrick Thimallon, vingt-cinq ans, considéré en Guadeloupe, par la police, comme l'ennemi public numéro un, a été arrêté lundi 20 janvier, à Lacroix, dans le bidonville de Pointe-à-Pitre. Les inspecteurs de la police judiciaire ont procédé à son arrestation après l'avoir tiré sur lui, trois balles l'atteignant aux jambes, après qu'il eut, semble-t-il, ouvert le feu le premier.

Patrick Thimallon, qui a effectué son premier séjour en prison dès l'âge de douze ans, s'était évadé à cinq reprises. Sa dernière évasion remontait à la nuit du 25 au 26 juillet où, en compagnie de vingt-quatre codétenus, il avait quitté la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre. Il est accusé d'avoir commis depuis une demi-douzaine d'attaques de banque, tiré à plusieurs reprises sur des policiers et gendarmes, en blessant deux et tuant un gendarme, le 13 novembre dernier, selon un communiqué du procureur général de la Guadeloupe. Activement recherché, Patrick Thimallon se promenait toujours armé et semblait toujours informé à l'avance des descentes de police dans le ghetto (Le Monde du 5 décembre).

A. G.

Paris. — M. Georges Sarre, député sortant de la neuvième circonscription de Paris, figure en troisième position sur la liste du PS dans la capitale, derrière MM. Lionel Jospin, premier secrétaire, et Paul Quilès, ministre de la défense. M. Sarre est ainsi le premier représentant du CERES, suivi par M. Charzat et M<sup>me</sup> Avioce, également membres de ce courant.

**HORS SÉRIE**

**FAITS & ARGUMENTS**

**DOSSIERS**

**1982**

**1986**

**En vente en kiosque et maisons de la presse. 40 F.**



# RHONE-ALPES

## LOIRE : les « authentiques » et les « légitimes » de l'opposition

### Correspondance

Saint-Etienne. — Tout semblait clair voici quelques semaines dans la Loire : l'opposition entraînait en lice apparemment unie, le maire de Saint-Etienne, M. François Dubanchet (UDF-CDS), conduisant les candidats aux régionales, et son premier adjoint, le professeur Cabal (RPR), ceux des législatives. Cette combinaison avait reçu l'approbation du président départemental de l'UDF, M. Laurent Boudon, et des instances du RPR.

Le panachage paraissait satisfaire tout le monde, chacun s'étant plié à la condition de M. Dubanchet : « pas de parlementaire avec moi ». C'était compté sans M. Michel Durafour (UDF-Rad), ancien

ministre et ex-maire de la cité aujourd'hui sénateur, qui fit remarquer avec véhémence que le conseil local de son parti n'avait pas été régulièrement consulté, et qui excipait d'une investiture nationale pour la liste régionale... en troisième position.

Mais M. Dubanchet ne l'entendait pas ainsi. Malgré diverses tentatives de conciliation, il ne varia pas de position. Restait donc pour M. Michel Durafour à former sa propre liste. Ce qu'il fit à la fin de la première semaine de janvier avec des personnalités UDF, parmi lesquelles M. Claude Faure, député départemental. Dans la foulée, le sénateur laissa entendre que les UDF « légitimes » allaient être également présents aux législatives, en

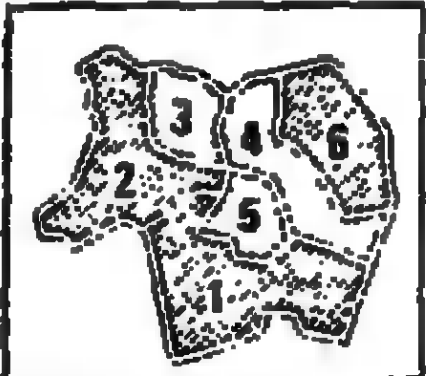
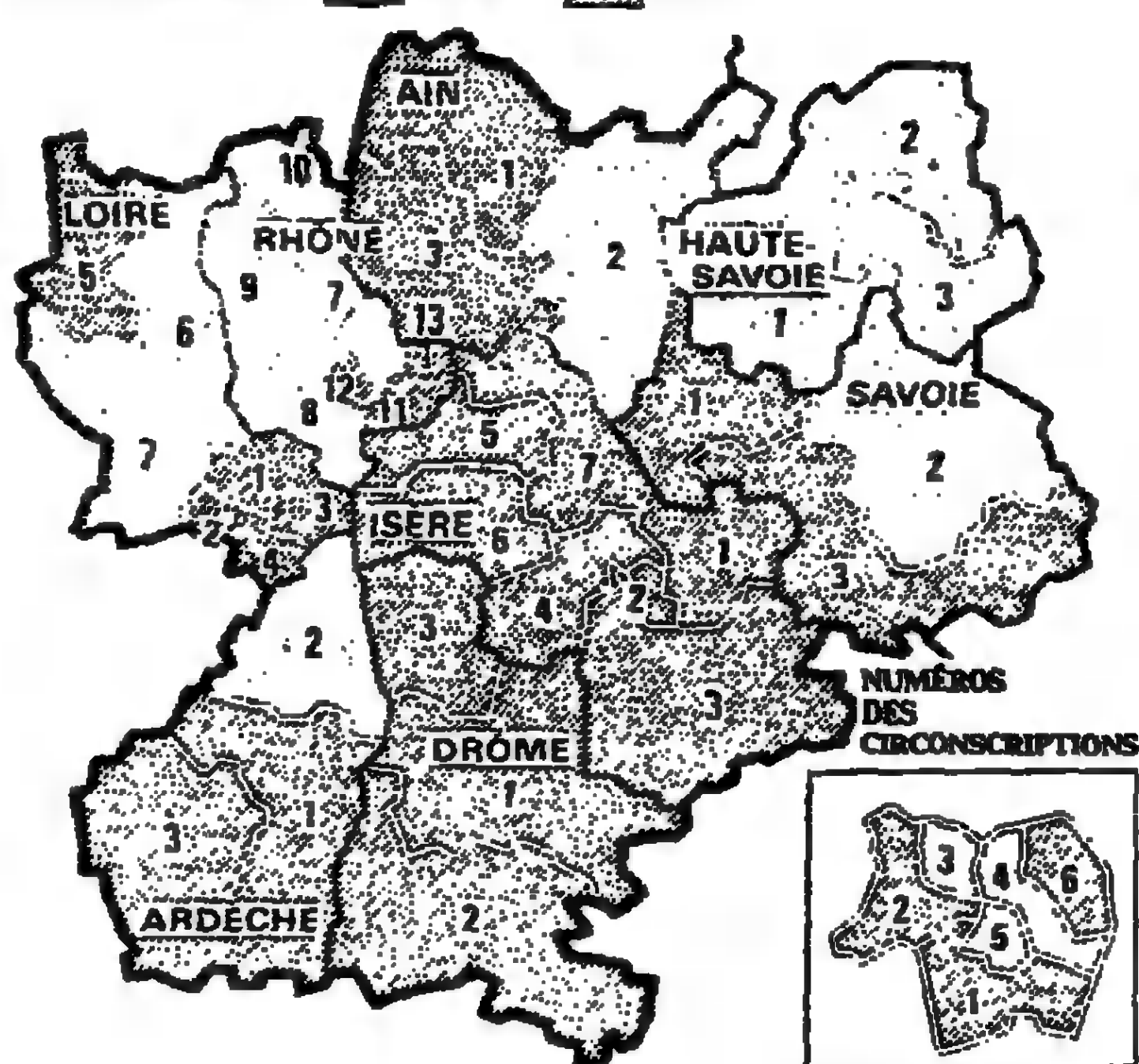
concurrence avec ceux que M. François Dubanchet estime lui « authentiques » et qui ont reçu mercredi 15 janvier le soutien de M. Jacques Chirac. Profitant du désordre, quelques membres du RPR alliés à des socio-professionnels montrèrent alors des velléités de faire cavalier seul. Mais ils semblent actuellement être rentrés dans le rang.

La querelle de la droite amuse évidemment fort le PS et le PC, qui naviguent eux séparément mais en eau calme. Les chefs de file du premier sont, pour les législatives, le ministre Jean Auroux, conseiller général et maire de Roanne, et, pour les régionales, M. Bruno Vennin, député, conseiller général et municipal de Saint-Etienne. Les candidats du Parti communiste se rangent derrière M. Paul Chomat, député sor-

tant, pour les législatives, et derrière M. Théo Vial-Massat, également député et maire de Firminy, pour les régionales.

Le Front national, qui s'estime en position de « pulvériser la barre de 13 % dans le département (son score aux cantonales avait avoisiné les 10 %, et il avait fait 13 % aux européennes) et de placer deux députés », a désigné ses têtes de liste : le Forézien Guy Lejaouen, aux législatives, et le docteur stéphanois Guy Desperthe, aux régionales. Quant aux forces d'extrême gauche, elles tentent de s'organiser pour une campagne « alternative » et de trouver les fonds nécessaires pour tenter de passer le seuil — plutôt élevé pour elles — des 5 %.

Députés sortants : ☐ Droite ☐ Gauche



LYON

## UN SONDAGE IPSOS POUR « LE MONDE », FRANCE-INTER ET FR 3

### L'effet Barre

Le sondage réalisé par l'IPSOS pour le Monde, France-Inter et FR 3, sur la situation politique dans le département du Rhône, apporte des résultats assez proches du rapport des forces enregistré au niveau national par de récents sondages : 46 % pour la coalition RPR-UDF, 39 % pour la gauche, avec un PS à 31 %, et une extrême-droite en net recul par rapport aux élections européennes, mais qui se tient à un niveau non négligeable (8 %).

En revanche, le particularisme du département se marque dans le rapport des forces à l'intérieur de l'opposition « parlementaire » : cette fois c'est l'UDF qui disteance très nettement le RPR. Il faut y voir, naturellement le fruit d'un « effet Barre » qui retentit aussi sur l'image de l'UDF, celle-ci étant meilleure que celle du PS ou du RPR. Au chapitre de la popularité des chefs de file, M. Charles Hernu se glisse immédiatement derrière M. Barre ; M. Robert Hersant lui, est impopulaire dans le

département — le rachet du Progrès par le patron du Figaro est d'ailleurs désapprouvé par une majorité de personnes interrogées. Peut-être faut-il voir, également, dans ce résultat la marque de l'influence de M. Barre dans le département. Seuls des grands dirigeants de l'opposition, l'actuel et futur député du Rhône a, en effet, pris position contre les phénomènes de concentration dans la presse. Enfin, le score élevé des écologistes semble dû à la présence d'une personnalité connue sur le plan national, M. Brice Lalonde.

#### Législatives 1986 : 1 ou 2 tours ?

« Les prochaines élections législatives auront lieu en mars 1986. D'après ce que vous savez, y aura-t-il un ou deux tours pour ces élections ? »

	%
● Un tour	57
● Deux tours	32
● Ne se prononce pas	11
	100

#### La détermination à aller voter

« Le dimanche 16 mars 1986, il y aura en France des élections législatives. Etes-vous tout à fait certain, assez certain, peu certain ou pas du tout certain d'aller voter ? »

	%
● Tout à fait certain	73
● Assez certain	8
● Peu certain	11
● Pas du tout certain	8
	100

#### L'image des partis

« Quelle opinion avez-vous de chacun des partis politiques suivants ? »

	Bonne opinion (%)	Mauvaise opinion (%)	Ne se prononce pas (%)
UDF	46	40	14
Parti socialiste	44	48	8
RPR	42	47	11
Front national	16	72	12
Parti communiste	15	76	9

#### UNE ÉDITION RHONE-ALPES DU « MONDE »

Le Monde publiera à partir du lundi 27 janvier (numéro daté 28) une édition Rhône-Alpes. Cette édition réservée aux lecteurs de la région comportera tous les jours environ deux pages d'articles spécifiques.

#### Opposition : listes différentes ?

« Il y a deux listes différentes de l'opposition dans le département du Rhône : l'une conduite par Michel Noir (RPR), l'autre par Raymond Barre (UDF). Personnellement, seriez-vous, ou non, prêt(e) que l'opposition présente, dans le département, une seule liste d'union ? »

	%
● Oui	38
● Non	39
● Ne se prononce pas	23
	100

#### PS : Hernu ou Poperen ?

« La tête de liste du Parti socialiste est Charles Hernu. Seriez-vous, ou non, prêt(e) que la liste du Parti socialiste soit conduite, dans le Rhône, par Jean Poperen ? »

	%
● Oui	11
● Non	60
● Ne se prononce pas	29
	100

#### Optimisme ou pessimisme

« Etes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste, pour le département du Rhône, en ce qui concerne... »

	%
Le développement industriel :	
● Plutôt optimiste	44
● Plutôt pessimiste	44
● Ne se prononce pas	12
	100

	%
Le niveau de l'emploi :	
● Plutôt optimiste	30
● Plutôt pessimiste	64
● Ne se prononce pas	6
	100

	%
La sécurité :	
● Plutôt optimiste	22
● Plutôt pessimiste	73
● Ne se prononce pas	5
	100

#### Les intentions de vote

##### SUR 100 SUFFRAGES EXPRIMÉS

— La liste du parti communiste conduite par Charles Fiterman	8
— La liste du parti socialiste conduite par Charles Hernu	31
Total gauche	39
— La liste écologiste conduite par Brice Lalonde	6
— La liste des Verts conduite par Jean Brière	1
Total listes écologistes	7
— La liste de l'UDF conduite par Raymond Barre	34
— La liste du RPR conduite par Michel Noir	12
— La liste du front national conduite par Bruno Gollnisch	8
Total droite	54
N'ont pas exprimé d'intention de vote	(19)

La liste UNIR conduite par B. Lalay, retirée depuis le sondage, n'avait recueilli qu'une intention de vote. La liste divers droite conduite par Vincent Guitard n'en a recueilli aucune.

#### Répartition des sièges

Etant donné le scrutin proportionnel, la répartition des sièges s'effectuerait de la manière suivante :

— 11 élus au quotient, PC, 1 élu : Ch. Fiterman, PS, 4 élus : Ch. Hernu, J. Poperen, M.-J. Sublet, G. Collob, UDF, 4 élus : R. Barre, A. Mayoud, J. Rigaud, F. Perrut, RPR, 1 élu : M. Noir, Front national, 1 élu : B. Gollnisch.

— 3 élus à la plus forte moyenne, PS : J.-J. Queyranne, UDF : R. Fulchiron. Le dernier siège serait remporté ou par Brice Lalonde (écologiste) ou par Jean Besson (RPR).

#### Image des personnalités

« Avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion de chacune des personnalités suivantes ? »

	Bonne opinion (%)	Mauvaise opinion (%)	Ne se prononce pas (%)
Les réponses sont présentées par ordre décroissant de bonnes opinions			
● Raymond Barre	64	27	9
● Charles Hernu	63	22	15
● Francisque Collomb	54	24	22
● Michel Noir	40	25	35
● Brice Lalonde	32	25	43
● Alain Mérianx	29	11	60
● Jean Poperen	25	34	41
● Charles Fiterman	25	46	29
● Gérard Collomb	21	25	54
● André Soulier	20	15	65
● Charles Beraudier	18	16	66
● Robert Hersant	17	40	43
● Alain Mayoud	13	8	79
● Jean-Jack Queyranne	10	13	77
● Jean-Charles Lignel	10	30	60
● Jean Brière	5	6	89
● Bruno Gollnisch	5	16	79

Cinq cents personnes, constituant un échantillon représentatif des électeurs du Rhône, ont été interrogées du 13 au 16 janvier 1986. (Méthode des quotas : sexe, âge, profession, canton et catégorie d'agglomération.)

#### Le rachat du Progrès

« Etes-vous favorable, indifférent ou hostile au rachat du Progrès par Robert Hersant ? »

	%	Lecteurs réguliers (%)	Lecteurs occasionnels (%)	Non-lecteurs (%)
— Favorable	14	14	13	17
— Hostile	37	36	41	32
— Indifférent et ne se prononce pas	49	50	46	51
	100	100	100	100

## LE STEACK DE GAUCHE AUGMENTE MOINS VITE QUE CELUI DE DROITE.

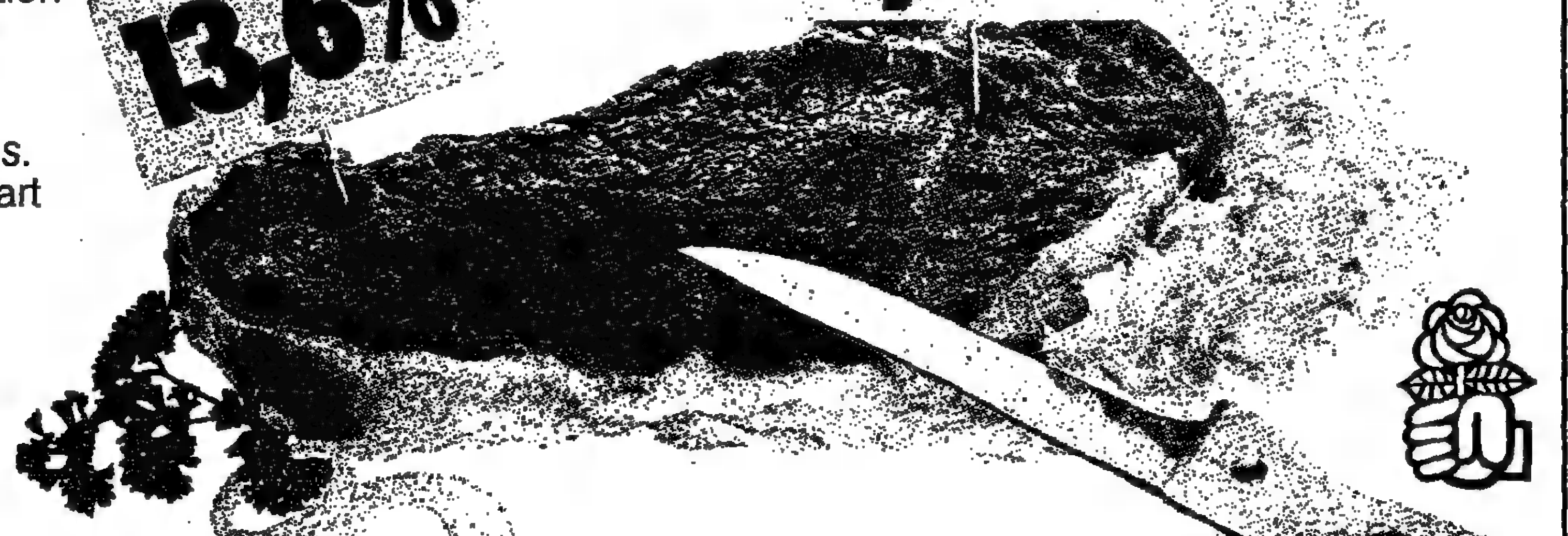
C'est la gauche qui a gagné la bataille de l'inflation en France. Mieux, 1985 a vu la disparition de l'écart d'inflation entre la France et les grands pays industriels. Ce que la droite a été incapable de réussir en 20 ans, la gauche l'a fait en moins de 5 ans. La France revient de loin mais repart du bon pied. Aujourd'hui, la compétence est à gauche.

Un pas à droite, c'est trois pas en arrière.

**INFLATION 1980**  
**13,6%**

**INFLATION 1985**

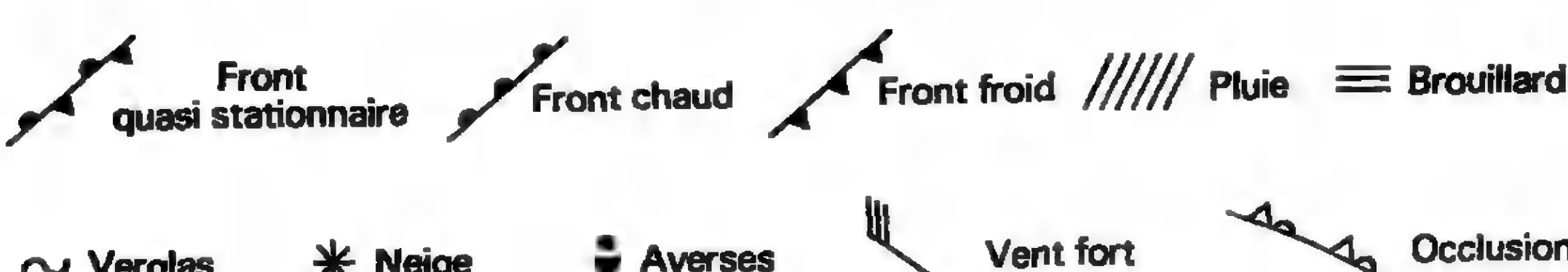
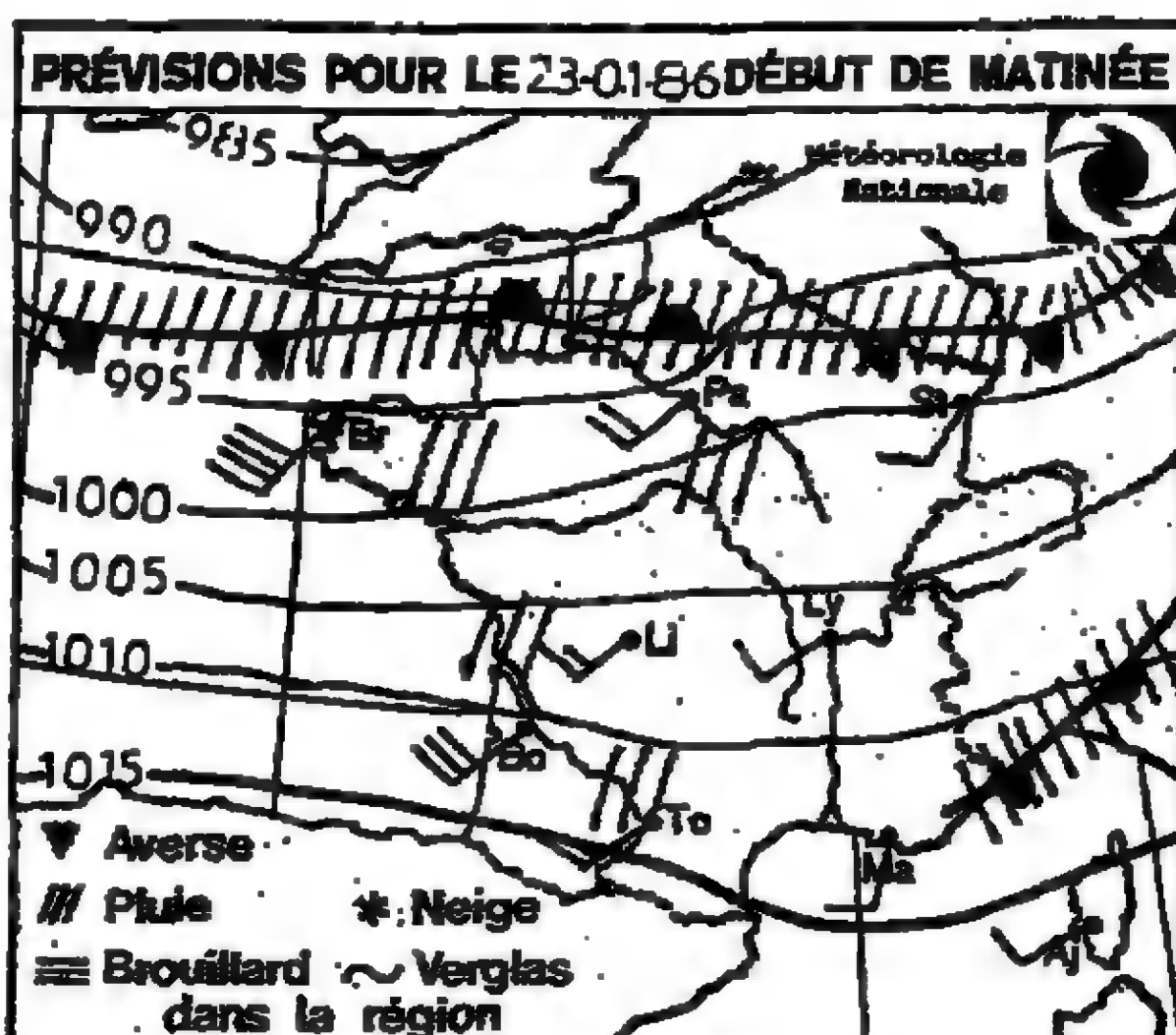
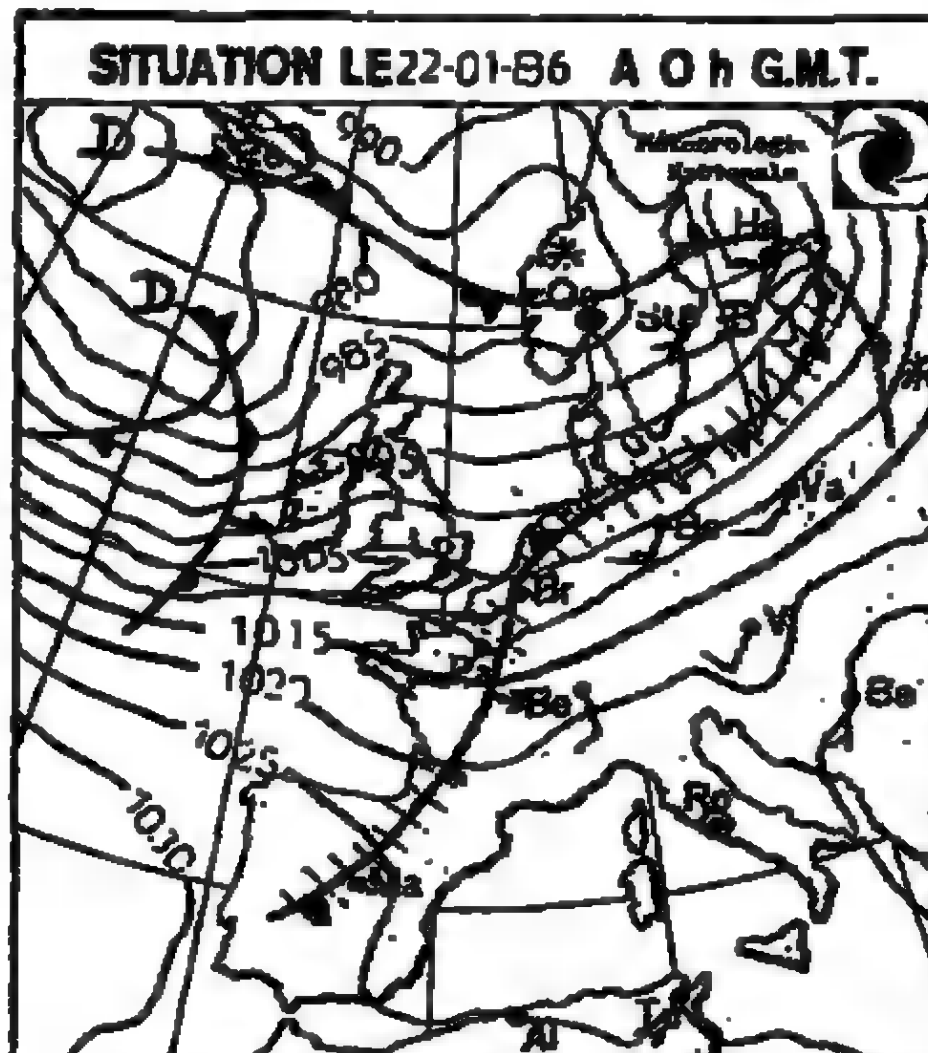
**4,7%**





# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



**Evolution probable du temps en France entre le mercredi 22 janvier à 0 heure et le jeudi 23 janvier à minuit.**

**Situation générale :** Une perturbation active et accompagnée de vents forts traversera la France dans un flux d'ouest cyclonique ; elle sera suivie d'un instable mais encore relativement doux.

**Jeudi,** une zone de temps doux, couvert et pluvieux s'étendra le matin sur les régions de la moitié nord ; le vent soufflera fort, atteindra parfois 100 km/mètre-heure dans les rafales, près de la Manche.

Plus au sud, les nuages abondants seront parfois accompagnés de quelques pluies, excepté près de la Méditerranée ; le vent soufflera également très fort près des côtes atlantiques.

Au cours de la journée, cette zone de pluie active traversera le pays et atteindra le soir les régions de l'Aquitaine au Massif Central et au nord des Alpes du Nord où de fortes précipitations (néigeuse au-dessus de 1 500 mètres environ) seront observées.

A l'arrière de cette zone, un temps venteux avec des averses temporaires se généralisera.

Les températures, élevées pour la saison dès le matin, atteindront l'après-midi 10 degrés à 16 degrés du nord au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 janvier, le second le minimum de la nuit du 21 au 22 janvier) : Ajaccio, 14 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Brétat, 10 et 5 ; Brest, 10 et 4 ; Cannes, 13 et 6 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 9 et 4 ; Dijon, 4 et 4 ; Dinard, 10 et 3 ; Embrun, 8 et -2 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 8 et 2 ; La Rochelle, 11 et 7 ; Lille, 8 et 3 ; Limoges, 6 et 3 ; Lorient, 10 et 3 ; Lyon, 8 et 4 ; Marseille-Marguare, 12 et 3 ; Nancy, 7 et 4 ; Nantes, 11 et 2 ; Nice, 14 et 8 ; Paris-Montsouris, 9 et 4 ; Paris-Orly, 9 et 3 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 10 et 2 ; Rouen, 8 et 2 ; Saint-Etienne, 8 et 2 ; Strasbourg, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 5 ; Tours, 9 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 (max.) ; Genève, 8 et 4 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 10 et 2 ; Madrid, (n.c.) ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, 3 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

dra le soir les régions de l'Aquitaine au Massif Central et au nord des Alpes du Nord où de fortes précipitations (néigeuse au-dessus de 1 500 mètres environ) seront observées.

A l'arrière de cette zone, un temps venteux avec des averses temporaires se généralisera.

Les températures, élevées pour la saison dès le matin, atteindront l'après-midi 10 degrés à 16 degrés du nord au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 janvier, le second le minimum de la nuit du 21 au 22 janvier) : Ajaccio, 14 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Brétat, 10 et 5 ; Brest, 10 et 4 ; Cannes, 13 et 6 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 9 et 4 ; Dijon, 4 et 4 ; Dinard, 10 et 3 ; Embrun, 8 et -2 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 8 et 2 ; La Rochelle, 11 et 7 ; Lille, 8 et 3 ; Limoges, 6 et 3 ; Lorient, 10 et 3 ; Lyon, 8 et 4 ; Marseille-Marguare, 12 et 3 ; Nancy, 7 et 4 ; Nantes, 11 et 2 ; Nice, 14 et 8 ; Paris-Montsouris, 9 et 4 ; Paris-Orly, 9 et 3 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 10 et 2 ; Rouen, 8 et 2 ; Saint-Etienne, 8 et 2 ; Strasbourg, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 5 ; Tours, 9 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 (max.) ; Genève, 8 et 4 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 10 et 2 ; Madrid, (n.c.) ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, 3 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

dra le soir les régions de l'Aquitaine au Massif Central et au nord des Alpes du Nord où de fortes précipitations (néigeuse au-dessus de 1 500 mètres environ) seront observées.

A l'arrière de cette zone, un temps venteux avec des averses temporaires se généralisera.

Les températures, élevées pour la saison dès le matin, atteindront l'après-midi 10 degrés à 16 degrés du nord au sud.

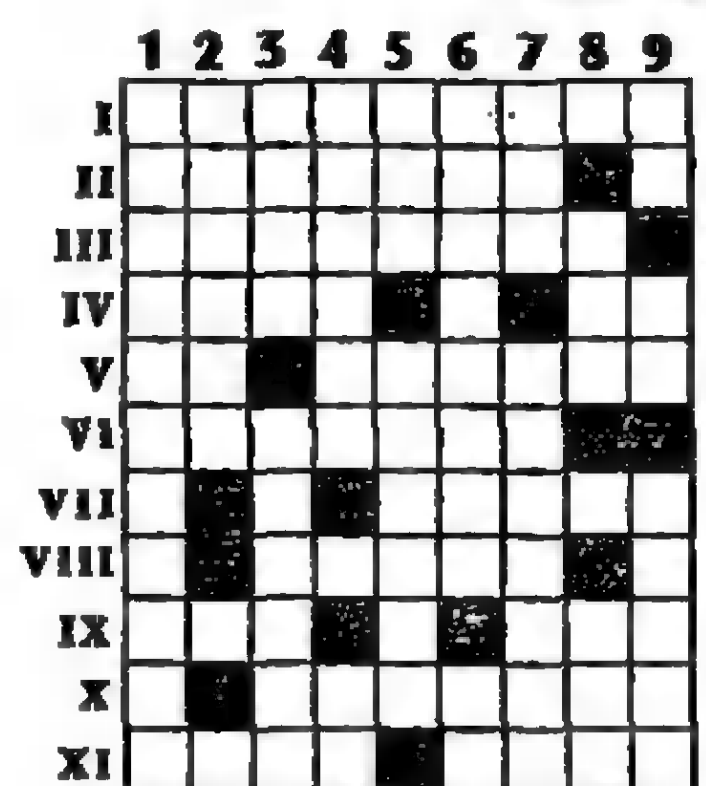
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 janvier, le second le minimum de la nuit du 21 au 22 janvier) : Ajaccio, 14 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Brétat, 10 et 5 ; Brest, 10 et 4 ; Cannes, 13 et 6 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 9 et 4 ; Dijon, 4 et 4 ; Dinard, 10 et 3 ; Embrun, 8 et -2 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 1 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 8 et 2 ; La Rochelle, 11 et 7 ; Lille, 8 et 3 ; Limoges, 6 et 3 ; Lorient, 10 et 3 ; Lyon, 8 et 4 ; Marseille-Marguare, 12 et 3 ; Nancy, 7 et 4 ; Nantes, 11 et 2 ; Nice, 14 et 8 ; Paris-Montsouris, 9 et 4 ; Paris-Orly, 9 et 3 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 10 et 2 ; Rouen, 8 et 2 ; Saint-Etienne, 8 et 2 ; Strasbourg, 8 et 4 ; Toulouse, 11 et 5 ; Tours, 9 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 (max.) ; Genève, 8 et 4 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 10 et 2 ; Madrid, (n.c.) ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, 3 et 2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4146



**HORIZONTALEMENT**

I. Sorties de bain. - II. Ne sont pas le fait de personnes très éprouvées. - III. Obligé à revenir quand ils sont fermés. - IV. Trier en chassant. Font partie du patrimoine. - V. Note. Détériorée. - VI. C'est quand il est agité qu'il est le plus apaisant. - VII. Terre réservée à la culture. - VIII. Genre de marionnette. - IX. Est d'une grande sobriété. Vaut pour un coup ou ne vaut pas le coup. - X. Colle au mur. - XI. Lieu de rêve. Se montrent bons princes.

**VERTICALEMENT**

1. Occupe une place importante ou ne trouve pas à être employée. - 2. Elément d'un partage ou élément d'une union. - 3. Essence. A donc été reçu mais n'a pas été admis. - 4. Traduit une certaine exactitude. Préposition. - 5. Petit radis. A de quoi combler les amateurs d'aventures. - 6. Caractère original. Est plein d'arêtes. - 7. Vieille armée. Peuvent donc maudire sans mot dire. - 8. Laisse transparaître sa « peine ». A pris ou a donné un mauvais coup. - 9. Note. Signes de guerre ou de paix. Aide à former le caractère.

**Solution du problème n° 4145**

**Horizontalement**

I. Boulanger. - II. Or. Avorta. - III. Uguine. - IV. Lu. Granit. - V. Aérateur. - VI. Ni. Gilles. - VII. GL. Es. - VIII. Eln. Se. On. - IX. Rasterait. - X. IU. Oui. Ni. - XI. Extensat.

**Verticalement**

1. Boulangerie. - 2. Orgueilleux. - 3. Un. - 4. Langage. T.O.E. - 5. Avertisseur. - 6. N.O. A.E.F. - 7. Granule. - 8. Et. Ire. Oint. - 9. Rapt. Senti.

**GUY BROUTY.**

## MODE

### Gregg Snyder Grand Prix des jeunes créateurs

Gregg Snyder, élève américain des écoles de la chambre syndicale de la couture parisienne, remporte le troisième Grand Prix international des jeunes créateurs de mode, qui vient pour la deuxième année consécutive récompenser la célèbre école française. Sept pays ont pris part au concours de style : l'Allemagne fédérale, les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, le Japon et les Philippines.

Gregg Snyder a joué les contrastes d'une belle envolée, ornant de triples volants d'organdi imprimé noir et blanc le bustier d'une mini-robe du soir noire, se terminant en train moutonneux de dentelle.

Ce concours, sous le haut patronage du ministre de la culture, est parrainé par Air France, le grand quotidien de Tokyo Yomiuri Shimbun, et les firmes japonaises Brother et Seiko.

Le jury, présidé par M. Jacques Mouchier, président délégué de la Fédération française de la couture, réunissait les grands couturiers et créateurs parisiens.

**NATHALIE MONT-SERVAN.**

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 23 JANVIER

sur la vie au Moyen Age. 15 heures, entrée musée place Paul-Painlevé, et « Châpelles souveraines dans le quartier des Halles », 15 h 30, angle rue des Halles et rue des Déchargeurs (Paris et son histoire).

« Hôtels du faubourg Saint-Honoré et de la Concorde », 14 heures, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers.

« Hôtels de Marais (sud), places des Vosges, église Saint-Gervais et Saint-Paul », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Loban (G. Bouteau).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« Moulins et vieux villages de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles du Calvaire).

« Rues et maisons du Moyen Age au quartier Latin », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).

« Le musée de Cluny, un reportage

IFRI, 6, rue Ferrus, 17 h 30 : « Maglreb à l'ombre de ses mains », par Michel Jobert, ancien ministre, tél. : 45-90-91-08.

Palais de Chaillot, 19 h 15 : « Le vandalisme à Paris » (M. D. Bigelman).

Cercle de l'Union interalliée, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 18 heures : « Le monde en mutation » (M. Christian Beullac, ancien ministre), tél. : 42-65-96-00.

Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, 18 h 30, débat BPI/Maison de Paris : « Histoire de l'intelligence française », avec MM. Pierre Assolins, Luc Ferry, Alain Renaut, Max Gallo, Hervé Hamon, Patrick Rotman, François de Negroni, et Pierre Nora.

Centre Varenne, 18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Le développement est-il d'abord économique ? », avec Gabriel Marx, administrateur de l'INSEE, président CCDF.

## CONFÉRENCES

62, rue Madame, 14 h 30 : « Michel Ange et la Sixtine » ; 19 heures : « Les peintres de la réalité ».

## EN BREF

### ARCHITECTURE ET URBANISME

**LA QUÊTE DU TAJ MAHAL.** - A l'occasion de l'Année de l'Inde, l'association Perspectives asiatiques organise, du 21 février au 7 mars, pour les professionnels de l'habitat, un circuit qui leur permettra de s'initier à l'architecture et à l'urbanisme de ce pays. « Inde : quatre mille ans d'architecture et d'urbanisme » est en effet le thème de ce séjour au cours duquel les participants pourront admirer le Taj Mahal, mausolée de marbre blanc dédié par l'empereur moghol Shah Jahan à son épouse favorite Mumtaz Mahal et considéré comme l'une des sept merveilles du monde, des havells (riches demeures des marchands) ; mais ils visiteront aussi le Shollingapur, village traditionnel, avec ses maisons aux murs de terre et aux toits en feuilles de palme, et Dharaui, le plus grand bidonville d'Asie (trois cent mille à quatre cent mille habitants).

\* Renseignements et inscriptions : Perspectives asiatiques, 25, rue du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine, 42-31-28-34. Prix : 18 500 F tout compris.

### COLLOQUE

**L'AFRIQUE ET LE MANAGEMENT.** - Les chambres de commerce et d'industrie de Paris et de Versailles, et l'Institut du développement organisationnel, sous la présidence de la Conférence permanente des chambres de commerce africaines et françaises, un colloque international à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, du 28 au 31 janvier, sur le thème : « L'Afrique et le management ». Deux questions majeures seront abordées lors de ce colloque : comment densifier

le tissu des entreprises africaines ? Comment incorporer la dimension culturelle africaine dans le management et éviter ainsi le rejet que tout placage artificiel des méthodes occidentales ne manquerait pas de provoquer ?

\* Chambre de commerce et d'industrie de Paris, direction des relations internationales, 2, rue de Vienne, 75001 Paris.

### FORMATION PROFESSIONNELLE

**JURISTE INTERNATIONAL.** - L'université de Paris-I et le King's College de l'Université de Londres ont mis au point un programme de formation en droit français et anglais permettant à des jeunes (diplômes de classes terminales, de lettres supérieures, ou de première supérieure, étudiants en droit de première année) parfaitement bilingues d'obtenir au bout de quatre années d'études (deux années à Londres et deux années à Paris) le diplôme français de maîtrise en droit et le LL.B. (son équivalent britannique). Ces juristes internationaux pourront ainsi devenir conseillers d'entreprises, ou s'occuper d'affaires internationales dans des cabinets d'avocats spécialisés. Le nombre de places est limité, une sélection doit donc être organisée. Elle sera faite d'abord sur dossier, puis, dans le courant du mois de mars, à la suite d'un entretien avec un jury franco-anglais.

\* Le dossier est à retirer avant le 31 janvier au secrétariat de l'UEJ 97, université de Paris-I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05.

### DOCUMENTALISTE DE DEMAIN.

Sur ce thème, une journée-débat est organisée, vendredi 31 janvier à Reims, par l'Association

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 22 janvier :

**UN DÉCRET**

● N° 86-91 du 21 janvier 1986 relatif au paiement de la retenue à la source, pris en application de l'article 1673 du code général des impôts.

### UN TABLEAU

● De classement et d'administration des réserves du service national pour l'année 1986.

### UN ARRÊTÉ

● Du 30 décembre 1985 modifiant l'arrêté du 22 août 1983 relatif à l'automatisation des fichiers d'usagers des PTT au niveau local.

(Publicité)

**Du vrai au prix du faux Moquette laine au prix synthétique**

**DES TISSUS MURAUX au prix du papier.**

Miracle ? Non ! Il existe encore des endroits où l'on fait de vraies affaires. J'ai vu chez les Artisans Récupérateurs : Tissus sur papier, 6 F le m<sup>2</sup> ; Imitat. Daim, 10 F le m<sup>2</sup> ; Toile lin, ou cot. (x 2,60 m) ; 29,50 le m. lin. Grande largeur sur mousse, 33 F le m<sup>2</sup> ; Artificiel - Spécialiste tissu sans couture, colé-tendu - Moquettes Laine au prix synthétique ; synthétique au prix du placage ; tissus au prix du papier avec choix aidé, conseils décoration gratuits - Artisans Récupérateurs 8, Imp. St Sébastien, 11° (par le 87 bd Rich. Lenoir, prendre la rue St Sébastien puis tourner 1ère à gauche 2 fois) tél. 4/355.66.50. Citer ce journal, svp.

tion française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (ADBS) de Champagne-Ardenne. Le matin, analyse des résultats de l'enquête conduite par l'ADBS auprès de mille cinq cents documentalistes sur les relations professionnelles, la formation, les salaires, les statuts, les répartitions sectorielles et géographiques et le degré d'utilisation des techniques informatiques. L'évolution des techniques documentaires et des qualifications seront traitées l'après-midi.

\* Renseignements : Martine Lalonde, C.R.A.M., tél. : (16) 26-46-41-42, poste 3493.

### INFORMATIQUE ET ASSOCIATIONS.

La réalité informatique, son efficacité et ses contraintes, sera l'objet d'une après-midi de travail organisée par l'Association des trésoriers et responsables d'associations (AFTA), mercredi 5 février, à Paris, sous la présidence de Gilbert Trigano, délégué auprès du premier ministre pour le développement des nouvelles formations. Des cabinets de conseils en informatique et des associations ayant l'expérience des méthodes informatiques présenteront les problèmes à aborder et les outils à éviter.

\* AFTA, 41, avenue de l'Opéra, 75078 Paris Cedex 02. Tél. : 42-98-82-26.

### STAGES

**CIEL ET LOGICIELS.** - L'Association nationale sciences techniques jeunesse (ANSTJ) propose aux étudiants en sciences physiques et sciences de la nature d'annuler durant l'été des centres de vacances pour les jeunes de dix à dix-huit ans. Elle organise des stages de six jours (gérés par le ministère de la jeunesse et des sports). Du 8 au 14 février : astronomie ; du 20 mars au 5 avril : micro-fusées ; du 29 mars au 5 avril : micro-informatique ; et enfin du 11 au 28 juin : multifacettes (écologie, astronomie, énergie solaire et micro-fusées). Le prix (1 400 F) de la formation est remboursée pour moitié aux animateurs encadrant les camps de vacances organisés par l'ANSTJ.

\* ANSTJ, 17, avenue Gambetta, 91130 Ris-Orangis. Tél. : 69-06-82-20.

### TRANSPORTS

**A LONDRES.** - Aller à Londres en avion pour 200 F, c'est ce que propose l'Organisation pour le tourisme universitaire (OTU) les 24, 26 et 31 janvier. Le départ s'effectue à 18 h 35 à la gare routière de la place Stalingrad, le décollage à 21 h 25 à Beauvais, arrivée à Gatwick à 21 h 15 (heure locale). Retour aux mêmes dates et aux mêmes conditions, avec arrivée à Paris-Stalingrad à 23 h 15.

\* Renseignements et inscriptions : OTU, 127, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Téléphone : 43-29-12-88.

### Rendez-vous

### SCULPTURES SUR NEIGE

Jusqu'au 26 janvier, à Valloire, en Savoie, se déroule le troisième concours international de sculptures sur neige. En lice : dix-neuf équipes de deux personnes représentant douze nations pour façonner des œuvres pouvant atteindre 7 m de long et 3 m de large. Le samedi 25 janvier un jury composé de sculpteurs et les biverniers, attribueront prix et médailles. La semaine sera animée par diverses manifestations : cinéma, hockey, descentes aux flambeaux.

\* Renseignements : Office du tourisme, 73450 Valloire. Tél. : 79-59-83-96.

**SEMAINE DE LA GANTERIE**  
Du samedi 18 au samedi 25 janvier 1986

**GANT agneau cousu main 225 F.**  
**GANT pécari cousu main 395 F.**  
**GANT agneau doublé soie 275 F.**  
**GANT agneau cousu main doublé laine 365 F.**

**MADELIOS**  
Place de la Madeleine, Paris



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Sam Shepard

EXPÉRIENCE THÉÂTRALE AMÉRICAINE A MARSEILLE



Marcel Maréchal monte Californie, paradis des morts de faim, de Sam Shepard, star de cinéma, auteur reconnu en Amérique, homme des grands espaces, cow-boy énigmatique.

Sam Shepard, auteur prolifique venu au théâtre dans les années 60, est peu joué en France. Ses intrigues elliptiques, son écriture qui entrecroise des bribes de phrases et des trébuchements, déconcertent les metteurs en scène, les acteurs et, par voie de conséquence, le public. Sam Shepard intrigue, et pas seulement pour son succès aux États-Unis comme écrivain et acteur. Il porte un défi, auquel un jour ou l'autre les gens de théâtre veulent répondre.

Aujourd'hui, Marcel Maréchal met en scène et joue au Théâtre de la Criée à Marseille *Californie, paradis des morts de faim*, le titre original *Curse of the Starving Class*, déjà intraduisible, désigne à la fois « les morts de faim, les esprits vides, les affamés de spiritualité », selon Marcel Maréchal et l'adaptateur Pierre Laville, pour qui Shepard écrit « un théâtre de la faute, du manque, de la blessure ».

C. G.

SAM SHEPARD serait-il Eugene O'Neill déguisé en cow-boy, ou Gary Cooper réincarné en auteur dramatique, marchant avec ses grandes bottes western vers le crépuscule, pour prendre sa place dans la légende du théâtre américain ? A en croire une partie importante de notre critique, Sam Shepard est le plus grand auteur dramatique de sa génération. Avec comme origines les bas-fonds du Manhattan des années 60 (serveur dans un restaurant le soir, auteur d'avant-garde le jour), il est aujourd'hui le plus décoré : dix Obies (l'oscar off Broadway) et un prix Pulitzer. Ce n'est point seulement un succès d'estime. Avec sa toute dernière pièce *A lie of the mind* (*Un mensonge de l'esprit*), il connaît son deuxième succès public - donc financier - en deux ans, ce qui n'est pas un mince exploit dans cette région sauvage et sans pitié qu'est le théâtre new-yorkais.

Comme si ça ne suffisait pas, Sam Shepard poursuit sa carrière à l'écran. Vient de paraître aux États-Unis la version filmée de sa pièce *Foot for Love*, réalisée par Robert Altman, avec l'auteur dans le rôle principal. Beau, grand, laconique - garycooperesque, en effet - sa nomination aux Oscars pour *l'Étoffe des héros* le confirme comme seul écrivain-star de cinéma.

Mais pourtant. Les grandes bottes de Sam Shepard, il faut l'admettre, sonnent un peu faux sur les boulevards de Paris. L'écho en est assourdissant, quelque chose d'essentiellement shépardien semble perdu. Seul Robert Cordier au Mario-Stuart avec *Savage Love*, pièce atypique co-écrite avec Joseph Chaikin a réussi son coup. Il paraît donc que le cow-boy écrivain voyage mal.

La carrière de star de Sam Shepard n'est pas sans rapport avec sa situation : aux États-Unis plus qu'ailleurs c'est l'image qui règne.

Elle attire les médias, met en marche cette machine énorme et terriblement efficace qui produit sans cesse les mythes populaires du prêt-à-consommer. L'image-produit Sam Shepard serait-elle moins consommable en France ? Car, en cette fin de notre pauvre et tragique siècle, on ne peut parler sérieusement d'art sans parler de ce qui est consommable.

L'appétit des Parisiens pour le théâtre américain depuis bientôt quinze ans s'est porté sur les plats exotiques de l'avant-garde new-yorkaise, peu appréciée, voire maudite chez elle. France, terre d'asile artistique, c'est beau, et ça donne au Français le droit de dire avec une évidente satisfaction que tout ou partie du théâtre américain existe à cause d'eux, grâce à leur accueil chaleureux. Mais Sam Shepard n'est pas dans ce jeu-là, et sa réussite provoque le soupçon sinon le mépris. Il n'a guère besoin d'asile artistique. Ses pièces sont « profondément américaines » selon l'expres-

sion banale et vague de la machine critique d'outre-Atlantique, c'est-à-dire profondément obscures.

Les grands thèmes de Shepard sont véritablement universels, mais recouverts de plusieurs couches de cette *americana* représentée par les symboles quotidiens - réfrigérateurs, grille-pains, lassos, épérons - qui assument une qualité quasi occulte dans l'écriture mystico-populaire de Shepard. Ainsi ses drames semblent-ils s'adresser à une nation insulaire et isolée. Par ailleurs, que peut signifier le New West de Shepard et sa grande nostalgie pour un monde en voie de disparition ? A Paris, ville des modes, ça paraît carrément démodé.

Les mises en scène et le jeu des comédiens sont, il est vrai, parfois problématiques. La force d'une émotion pure compte beaucoup, surtout dans les pièces récentes. Mais, si l'on fait appel à cette

fameuse méthode dite *actors' studio* - terme dont on abuse ici comme à la-bas - on risque de trahir l'essence spontanée et délibérément incohérente de l'écriture scénique. De plus, jouer *actors' studio* c'est trop souvent produire une énergie frénétique, plus Rambo que Brando.

Selon Pierre Joris, qui a traduit de très beaux textes, *Motel Chronicles*, et *Lune Faucon* (1) : « En France, Sam Shepard n'est pas pris au sérieux comme écrivain. Les traductions dramatiques que j'ai vues utilisent un langage bien trop superficiel, trop en vogue, avec trop de français. C'est son image médiatique qui domine. »

Des Français continuent à chercher le ton juste pour présenter Shepard le vrai, essaient de pénétrer au cœur d'une écriture où se rencontrent une puissance, une beauté, rares. Mais c'est le cœur de son théâtre qui se révèle le plus difficilement exportable.

JOHN STRAND.

(1) Editions Christian Bourgois (collection « Sipeck »).

Pirandello est mort il y a cinquante ans. La Pléiade publie le second et dernier volume de son Théâtre complet. Bruno Boeglin répète actuellement à Grenoble Six personnages en quête d'auteur, que Jean-Pierre Vincent présente à l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

#### SIX PERSONNAGES...

SANS avoir besoin du prétexte d'un anniversaire, Pirandello est joué régulièrement, et pas seulement en Italie. Car il lève des livres que l'on n'a pas fini de poursuivre. Raison-dérision, vérité-mensonge... « Débat éternel », comme le recommande et qui nous touche encore, entre le réel et la fiction », écrit Jean-Pierre Vincent.

Les termes du débat sont usés, la question demeure : où commence le jeu, quelle est sa part dans la vie, de chacun, publique et privée ? Pirandello fouine dans les zones obscures des comportements. Il montre les déviations dues aux règles morales, sociales, théâtrales. Il parle directement de théâtre avec ses six personnages (Ugo Tognazzi, Catherine Samie, Caroline Chaniolleau, Jean-Philippe Puymerlin, Laurent Levy, Natalie Nerval), avec cette famille qui déboule au milieu d'une répétition, et veut à toute force vivre son drame. Comme un individu sur le divan du psychanalyste, le groupe veut recréer la scène cruciale qui dévoilera ses tares, ses secrets honteux et dérisoires, et le délivrera de sa honte.

Mais Pirandello, plus qu'à la psychanalyse, s'intéresse aux ambiguïtés du moment où l'acteur prend en charge l'écriture et l'incarne. Ici, les mots se sont déjà faits chair. Ils se trouvent face à des acteurs (Brigitte Rouan, Jean-Claude Dreyfus, Valérie Dreyfus, Jean-Christophe Labert, Sorin Lypsy, Michel Guén, Michel Franz, Jean-François Lapalus, Marc

Lador, Pierre Chabert) que rien n'habite encore. Des masques, des personnalités gonflées de vanité. Ils se bornent à regarder les « personnages » que le metteur en scène (François Beaulieu) a écrits de théâtre, qui pourraient venir de chez Edouard Bourdet, Jacques Mithieux... Ils sont tendus sur eux-mêmes, assourdis par l'incompréhension des autres, mais l'angoisse ne va pas jusqu'à la folie.

On reste délibérément à l'extérieur du jeu, sans en transgresser les limites, ce qui donne celles de spectacle. Précis, rigoureux, il repose sur les confidences. Aussi réduit soit le rôle, Jean-Pierre Vincent donne à chacun sa chance. Mais la pièce est écrite ainsi : Caroline Chaniolleau, farouche, agressive, et qui se brise d'un coup, mène le spectacle avec Ugo Tognazzi tel qu'on le connaît : brave type veule et désarmant.

COLETTE GODARD.

\* Odéon-Théâtre de l'Europe, 20 à 30, jusqu'en 14 février.

## Pirandello

THÉÂTRE COMPLET A « LA PLÉIADE »

LA fin du printemps de 1977 la collection « La Pléiade » proposait un premier volume du théâtre de Pirandello, établi par Paul Renucci. Un second volume était annoncé, que la disparition prématurée de Renucci, quelques mois plus tard, a retardé considérablement. Il vient maintenant de sortir en librairie. André Bouissy a repris et mené à son terme ce gros travail ; cette édition est en réalité la première au monde à pouvoir se proclamer complète.

Elle réunit en effet les vingt pièces de l'édition italienne dite des « Masques nus », établie par l'auteur lui-même, qui complètent les vingt-trois déjà publiées dans le volume précédent. Elles sont également disposées par ordre chronologique et suivies d'un appendice qui rassemble une dizaine de textes ne figurant pas dans l'édition italienne, notamment ceux écrits en dialecte sicilien, dont certains sont demeurés inachevés. On trouvera donc dans ce second volume, entre autres, les deux dernières parties de la trilogie du « théâtre dans le théâtre » (*On ne sait jamais* et *Ce soir on improvise*), ces grandes variations sur l'identité et la personnalités que sont *Comme tu me veux*, *Se trouver ou Quand on est quelqu'un*, et les pièces « mythiques » : *la Nouvelle Colonie*, *la Fable du fils substitué* et *les Géants de la montagne*.

A cinquante ans de la mort de Pirandello, il est maintenant possible de suivre dans tout son déroulement cette étonnante aventure théâtrale dont, en général, on ne connaît et on ne cite que quelques titres, toujours les mêmes, sans percevoir l'unité fondamentale d'une création qui s'est jouée simultanément sur les registres du théâtre, de la nouvelle et du roman, et ce depuis le début des années 1890.

D'autre part, le succès fracassant de Pirandello à partir de 1920 l'a fait voir comme une sorte d'auteur international, et de ce fait on a sous-estimé le rapport fondamental qu'il n'a cessé d'entretenir avec sa Sicile natale. Les textes siciliens inédits que l'on découvre ici permettent de se faire une idée plus juste de cet enracinement.

Les traductions sont, pour la plupart, l'œuvre de la même équipe que dans le tome I ; elles témoignent d'un semblable souci d'exactitude et permettent de rester au plus près de l'original, dans une optique qui est sans doute celle d'une grande fidélité à l'écrit, mais qui n'est pas toujours favorable aux exigences de la diction scénique. On peut souhaiter en tout cas que metteurs en scène et comédiens ne se voient pas, *a priori*, tentés de se conformer scrupuleusement à cette version, quels qu'en soient les mérites réels, à commencer par celui de donner enfin de très sérieuses garanties de précision. Mais cela est peut-être un autre problème, et il concerne davantage les héritiers de l'auteur que son éditeur.

On connaît déjà l'importance des travaux pirandelliens d'André Bouissy. Les quelques trois cent cinquante pages très serrées de notices qui accompagnent cette série de pièces en sont une confirmation éclatante ; rédigées, à trois exceptions près, par lui seul, elles constituent comme un livre dans le livre, dont le seul défaut est sa présentation fragmentée, puisque les notices, par définition, sont consacrées à une seule pièce à la fois. Mais le jeu des renvois internes permet d'échapper en partie à cette approche dispersée, et l'ensemble constitue une masse de commentaires impressionnante et qui fera date.

André Bouissy propose des interprétations qui tiennent

compte des travaux les plus récents, ouvrant là des perspectives souvent inédites et toujours éclairantes ; il contribue ainsi à restituer le travail de Pirandello en fonction de l'histoire du théâtre de son temps (en Allemagne ou en Russie, par exemple), il dessine avec précision les points de convergence avec d'autres démarches esthétiques (tel le futurisme), ou, au contraire, rétablit d'utiles distinctions par rapport à des assimilations hâtives (c'est le cas pour le surréalisme). Il donne également, au passage, des indica-

tions sur les lectures « spiritées » de Pirandello, et sur l'influence qu'il en a subie.

Ce livre est un ouvrage décisif pour la compréhension en profondeur de l'ensemble du théâtre pirandellien.

MARIO FUSCO.

\* Luigi Pirandello, *Théâtre complet*, II : édition publiée sous la direction d'A. Bouissy et P. Renucci, Gallimard, collection « La Pléiade », 1450 p., 360 F (prix de lancement : 320 F, jusqu'au 31 janvier 1986).

25 JANVIER - 5 FÉVRIER 1986

5<sup>E</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

SPONSOR : CNRS - COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE







# Renaud

J'ÉCRIS PAR PLAISIR, JE CHANTE PAR PROVOCATION

Avec ses chansons  
Renaud a fâché Margaret Thatcher  
comme il avait fâché le PCF.  
Pourtant, il se voit en doux anarchiste,  
et ses textes sont étudiés à l'école  
en France  
et dans les universités américaines.

**T**IMIDE, discret, pudique dans la vie, Renaud a provoqué M<sup>me</sup> Thatcher avec sa chanson *Miss Maggie*.

« Femmes du monde ou bien qui, bien souvent, êtes les mêmes. Femmes normales, stars ou bouffons, femmes en tout genre, je vous aime. »

Même à la dernière des conneries, je veux dédier ces quelques vers issus de mon dégoût des hommes et de leur morale guerrière. Car aucune femme sur la planète n'a jamais plus con que son frère ni plus fière ni plus malhonnête, à pari, peut-être, Madame Thatcher.

« Il y a longtemps que je voulais faire une chanson sur la folie des hommes, leurs conneries, leurs haines et leurs violences, dit Renaud. Ce qui s'est passé lors du match de football au stade du Heysel a été le détonateur. Les hooligans, qui sont les enfants de la crise, ont un peu comme mère Margaret Thatcher. *Miss Maggie*, c'est un hymne à la femme et un croche-pied au premier ministre britannique. Je ne pensais pas que cette chanson aurait suscité des réactions en Grande-Bretagne : les chanteurs français sont considérés avec mépris par les Anglais. Tout a commencé par un article de *l'Observer*, étonné du succès en France de *Miss Maggie*. Ensuite, il y a eu l'effet boule de neige. Un chanteur anglais m'a même répondu par une chanson où il dit que « les Français ne sont même pas capables, avec leurs hommes-grenouilles, qui portent bien leur

nom, de couler correctement un bateau. Leur police est dirigée par l'inspecteur Clouseau. Ils ont apporté la mauvaise haine, le bidet, le can-can. Leurs femmes ne se rasent pas. Il suffit de leur dire Waterloo pour les humilier. Pourquoi se croient-ils supérieurs, alors qu'en fait ils assurent mal leur complexe d'infériorité. Car ils n'ont jamais gagné une guerre. »

« Je comprends d'autant moins Jeremy Nicholas que ma chanson n'attaque pas le peuple anglais. En revanche, je suis ravi de blesser M<sup>me</sup> Thatcher, qui n'y va pas de main morte dans sa politique. Les larmes que j'ai versées autrefois sur Bobby Sands, je les ai encore au travers de la gorge. Je viens de finir la version anglaise de *Miss Maggie*. Je vais me faire beaucoup d'amis et un peu d'ennemis. »

« Ce n'est pas la première fois qu'une de ses chansons provoque des réactions. »

« Il y a eu en 1980 où c'est qu'il y a mis mon flingue », où je disais que « gueuler contre la répression en défilant - Bastille-Nation - quand mes frangins crévent en prison, ça donne une bonne conscience aux cons, aux nez-d'boueux et aux pousse-mégots qui fument ma révolte au tombeau ». D'où une rupture entre moi et le Parti communiste, avec qui je n'étais pas déjà en froid. Disons que c'était l'entente cordiale : j'acceptais de faire des gals qu'il organisait.

« L'été dernier, il y a eu l'affaire du Déserteur. J'avais accepté de chanter en URSS dans le cadre du Festival mondial de la



jeunesse et j'avais pris soin de préciser que je ne m'adaptais pas au contexte. J'ai donc fait mon tour de chant habituel.

« Le premier soir, ça c'est bien passé, même si le public était manifestement un peu choqué, trop poli. Mais, à la seconde soirée, sur ordre, un tiers des spectateurs se sont brusquement levés et ont quitté la salle après le Déserteur.

« Quelle est la plus belle étiquette jamais collée à ton personnage ? »

« Celle de « chanteur éternel ». Mais je me sens quand même assez proche des deux révérends anarchistes. J'écris par plaisir, je compose par nécessité, pour pouvoir dire mes textes. Je chante par provocation. »

« Certaines de tes chansons sont étudiées à l'école.

« Exact. *HLM*, par exemple. Il y a aussi des universités américaines qui s'amusent à décortiquer mes textes. Enfin, il y a un professeur au Danemark qui a conçu un bouquin de français uniquement avec mes chansons et mes interviews. Manipulateur de la langue française, c'est flatter. Bon. Mais je n'écris pas pour ça. Jeune, j'ai surtout lu Maupassant, Vian, Prévert, Céline, un peu, et Drieu La Rochelle beaucoup ; de seize à dix-huit ans, *Feu follet* a été mon livre de chevet. »

Renaud n'est apparu en 1968. Il est alors au lycée Montaigne. Sa première chanson (*Crève, salope*), écrite spontanément au milieu des événements, est reprise par tous les lycéens qui ont une guitare. D'autres suivront : *CAL* (comité d'action lycéen), Renaud compose beaucoup. Il a abandonné ses études, il a travaillé comme vendeur dans une librairie du quartier Latin, puis comme plongeur et coursier. En 1974, paraît le premier album (*Hexagone*). Mais il lui faudra attendre quatre ans et le succès public de *Laisse béton* pour que de vraies salles s'ouvrent à lui et qu'il puisse s'entourer d'une équipe de musiciens.

« On m'a attribué la réputation de pratiquer beaucoup le verlan. Dans *Laisse béton*, seul le titre est en verlan. Dans *Le Retour de Gérard Lambert*, je fais simplement rythmer neuf avec neuf. Il y a eu une confusion entre ce que je racontais et ce que je vivais vraiment, ce que j'étais. »

« Et puis j'ai rencontré ma gonzesse, j'ai eu un enfant, du succès, ça m'a changé la vie. J'ai eu le désir de chanter autre chose

que les bistrots et la zone. Mes premiers textes étaient des poèmes d'écolier. J'écris moins, je fais plus d'efforts, je m'applique. »

Ce qui me passionne le plus dans ce métier, c'est la scène, les rapports avec le public, les trucs qui sortent de ton cœur et cinq mille mots debout, les larmes aux yeux, le briquet allumé et qui l'aime, qui te bouffent des yeux. Ça m'embêterait d'avoir moins de public, de descendre du jour au lendemain de cinq mille à deux mille, puis, après l'album suivant, de deux mille à huit cents. Il y a plein d'exemples sous les yeux. »

« Je chante au Zénith pendant un mois à partir du 20 février. Comme je n'ai pas la prétention de croire que mes chansons et ma tronche suffisent, il y aura du spectacle derrière moi : un beau décor maritime, des belles lumières, des apparitions magiques. Moi, je vais me planter devant le micro et je ne bougerai pas sur scène : je suis mal dans mon corps. C'est paradoxal et contradictoire cette timidité que j'ai en moi. Mais j'ai encore plus peur devant une personne que devant cinquante. »

« Il y a la scène, la famille, la mer sur un bateau. »

« Et la pêche à la ligne en rivière. La mer, c'est toujours en famille, toujours avec des poteaux. La pêche à la ligne, c'est tout seul. C'est la sérénité, le retour sur soi. »

« Je n'ai pas envie de jouer le mec heureux, à l'aise dans ses baskets ; j'ai parfois des moments de déprime. »

Propos recueillis par  
CLAUDE FLEOUTER.

## AUTEURS

HEBYS  
UNION  
LONDON  
Les prochains vers  
modernes et anciens  
le 27 juin 1986

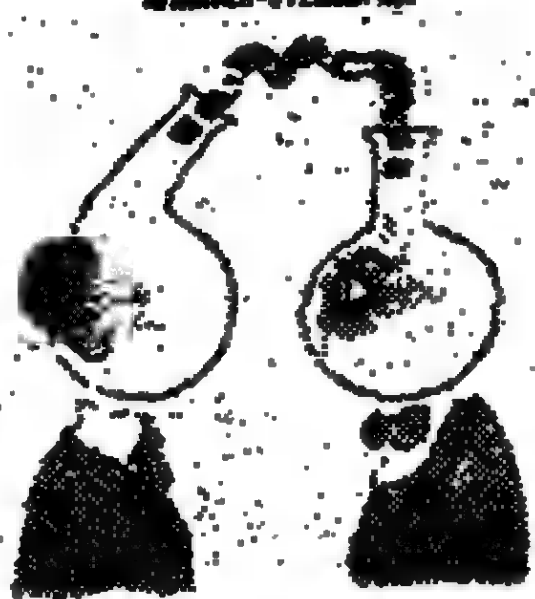
HEBYS  
UNION  
LONDON

Les prochains vers  
modernes et anciens  
le 27 juin 1986

HEBYS  
UNION  
LONDON  
Les prochains vers  
modernes et anciens  
le 27 juin 1986

## 5<sup>es</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIOVISUEL SCIENTIFIQUE

Organisées par  
LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (DIST)  
LE CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION  
avec le concours du MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE (DIXIT)  
coordonnées par LE CNRS AUDIOVISUEL  
Ces rencontres se veulent l'occasion d'une réflexion approfondie, à la fois critique et prospective, sur  
tous les problèmes intéressant l'audio-visuel et les nouvelles technologies de la communication.



### UN FESTIVAL DE TÉLÉVISION

● AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, unique festival au monde consacré à l'émission scientifique de télévision.

Jeu 30 janvier, 18 h 30 : « Pixels, les nouvelles images (Belgique). Ce que Einstein n'a jamais vu (G-B). La boîte noire (Pays-Bas). 21 h : le sida (USA). Les signes de la main et la santé (Chine). Les battements de cœur (Mozambique). L'hypertendu et son cœur (Italie). »

Vendredi 31 janvier, 18 h 30 : Le son. Expo 85 de Toulon. Recherche spatiale (Australie). Demain, les robots (France). Sonda des nouveaux équipements médicaux (Pologne). Les télécom (Colombie). 21 h : les super-trains (Canada). La sécurité des barrages (Suisse). Les vaccins synthétiques (Colombie). Les nouveaux matériaux de construction (URSS). La radioactivité radiologique de la pyrale du maïs (Chine). Biotechnologie (Canada). Les fleuves au foyer (Mozambique).

Samedi 1<sup>er</sup> février, 18 h 30 : Indiens Guambianos (Colombie). La couleur (Mexique). N'Koti, la rancune et le prophète (Belgique). 21 h : les pluies acides (USA). Les abeilles meurtrières (RFA). Les chèvres vides (Espagne). Le crabe des neiges (Canada).

Dimanche 2 février, 18 h 30 : la forêt des montagnes (Japon). Les crevettes chinoises (Chine). Les animaux luminescents (France). 21 h : les deux cerveaux (France/USA). Le stress (Espagne). Fusion cellulaire (Portugal/Suède).

Lundi 3 février, 18 h 30 : les congrès ça m'a (Belgique). Le Musée des sciences et de l'homme. La mine de la faim. Les potagers modernes (Colombie). Accidents domestiques. Hygiène dentaire (Luxembourg). Et si ça commençait ? La guerre nucléaire (Inde). 21 h : le corps dans la boue (G-B). Une nuit à la télévision (Suisse). Les origines de la médecine (Yougoslavie). La vaccination au milieu du conflit (Mozambique).

Mardi 4 février, 18 h 30 : la pandémie, le diabète (Luxembourg). La dépression nerveuse (France). Le sang, donneur de vie (Pologne). 21 h : vers la comète de Halley (URSS). Enquête : le Musée des sciences (Inde). Commerces (Belgique). La récréation (Egypte).

Mercredi 5 février, 18 h 30 : la grotte du Gushchero (Espagne/Venezuela). Les crocodiles (Colombie). La comète de Halley (Inde). Expédition dans l'Antarctique (Australie). L'horloge biologique (Pays-Bas). 21 h : la fresque de Radvilka (Pologne). Jingdezhen, capitale de la porcelaine

(Chine). Vérité sans détours : le 2<sup>e</sup> front (URSS). La boxe et ses dangers (Canada). ITA, le défi alimentaire (Sénégal). La malaria (Pays-Bas).

### DES JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES

● AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : Journées internationales du film scientifique.

Lundi 27 janvier, 18 h 30 : Typhon (Chine). Oasis sous la mer (France). Faux sur Heymae (Islande). 21 h : biologie de la lactation (Australie). Le développement d'une Ascidie (Japon). Le miracle de la vie (Suède).

Mardi 28 janvier, 18 h 30 : conversion microbienne du marc de raisin (Autriche). Coalescence des gouttes (G-B). Faisceaux d'ions lourdes (France). 21 h : le destin des forêts (G-B). La chimie (Canada).

Mercredi 29 janvier, 21 h : le vol du fou de Bassan (RFA). Biologie des rotifères (France). Mœurs et instincts des guêpes prédatrices (Japon). Symptômes molestus (Autriche). Les bouquins d'Ein Guedi (Israël).

### RÉTROSPECTIVE : MEXIQUE

Samedi 1<sup>er</sup> février, 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h, présentée par le fondateur, directeur de la cinématographie : la production de l'UNAM : les chœurs, exploités et exploités. L'île Isabel. Tous au sport. Asphalt. Le tango est une histoire. La tortue luth. Du vent et du feu. Proche et lointain. Manuel Ponce. Compagnon Fernando et avant-première : récits sur Zapatta.

### RÉTROSPECTIVE : CHINE

Dimanche 2 février, 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h. - Présentée par le directeur du studio de Shanghai : le panda. Riz hybride. Géohémie de la Chine. Récréation de coléoptères. Archéologie en vol. Mystères de la lithologie. Le barrage Gashou sur le fleuve Yang Tse. Le temple du bouddha sur le mont Wuzhi. Typhon. Poteries rouges.

### 5 COLLOQUES INTERNATIONAUX

REGARDS COMPARÉS EN ETHNOLOGIE

● AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, dimanche 28 janvier : 9 h 30/13 h -

14 h 30/18 h - 21 h/23 h, lundi 27, mardi 28 : 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h.

Organisé par Jean Rouch et le Comité du film ethnographique.

L'archipel de la Nouvelle-Guinée : différents regards d'observateurs - ethnologues, cinéastes, réalisateurs de télévision, voyageurs... - de 1908 à 1955.

### IMAGES DU CERVEAU

● AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, mercredi 29 janvier : 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h.

Projections, débats et présentation des techniques de pointe et des outils de l'investigation scientifique dans le domaine du cerveau.

Table ronde : « Que deviennent les images de la recherche ? » (chercheurs, journalistes, cinéastes, plasticiens). Exposition dans le hall du CNRS.

MÉMOIRES OPTIQUES ET BANQUES D'IMAGES DE NOUVEAUX ENJEUX POUR L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

● AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, jeudi 30 et vendredi 31 janvier : 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h.

La révolution des nouvelles technologies de la communication : comment stocker, organiser, diffuser des millions d'icônes scientifiques.

POLITIQUES CULTURELLES ET TÉLÉVISIONS PRIX CAMERA

● AU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION, lundi 3, mardi 4 février : 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h, mercredi 5 : 9 h 30/13 h.

Sous la présidence de Pierre Soulaiges, organisé par le Conseil Audiovisuel Mondial pour l'Édition et la Recherche sur l'Art (CAMERA).

Sélectionnée par le Conseil International du Cinéma et de la Télévision, 5 directeurs de programmes de télévision présentent et illustrent la politique culturelle de leur chaîne : la Radio Télévision Belge, Channel Four (Grande-Bretagne), la RAI (Italie), l'IMEVISION (Mexique), la Radio Télévision Suisse Romande.

Mercredi 5 février : 14 h 30/18 h.

Table ronde : « Le paiement à l'acte et au trafic : la rémunération des programmes sur les réseaux câblés. »

Organisée par le Monde et The New-York Times.

Présidée par Costa-Gavras et Jean-Claude Quinou, animée par Jean-François Lécant.

L'EUROPE ET LA SCIENCE : QUEL IMPACT DANS LES TÉLÉVISIONS ?

● AU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION, jeudi 6 février : 9 h 30/13 h - 14 h 30/18 h.

Organisée par le Conseil de l'Europe et la Commission des Communautés Européennes.

Pour mieux faire prendre en compte par les télévisions les efforts de la recherche scientifique, technique et industrielle de l'Europe, un débat public réunira des chercheurs, des personnalités politiques, des directeurs de programmes, des réalisateurs avec un « groupe témoin » de téléspectateurs.

### PALMARÈS

● AU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION, jeudi 6 février : 21 h (entrée sur invitation).

Résumé

- du Grand Prix et des Prix du FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

par Goéry Delacoste, directeur de l'information scientifique et technique du CNRS ;

- des PRIX CAMERA

par Enrico Fulchignoni, président du Conseil international du cinéma et de la télévision, et Dan Haulica, président d'honneur de l'Association internationale des critiques d'art.

### ENTRÉE LIBRE

● CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

15, quai Anatole-France, PARIS-7.

Métro : Chambre-des-Députés, Solferino.

● CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

1, parvis de la Défense, PARIS-LA DÉFENSE.

RER : la Défense, sortie H.

Voitures : boulevard circulaire, la Défense 4 ; direction Parvis du CNIT, parking central.

Informations : 45-55-92-25 (postes 2379 et 2207).



# Sélection

## CINÉMA

### « Ginger et Fred » de Federico Fellini

Un jour de Noël, trente ans après s'être séparés, à la ville comme à la scène, Pippo Bittolici, dit Fred, vendeur d'encyclopédies au porte-à-porte, et Amelia Bonetti, dite Ginger, se retrouvent pour donner à nouveau leur numéro de claquettes au cours d'une grande émission de variétés, à la télévision. Les vieux ringards du music-hall ne sont plus des virtuoses, mais ils sont réels, émouvants, contrairement à l'univers du factice et de l'oubli qu'est la télévision. Un réquisitoire, un opéra, un chef-d'œuvre de plus à l'actif du maestro Fellini. Avec Marcello Mastroianni et Giulietta Masina, inoubliables. — M. B.

### « L'Histoire officielle » de Luis Puenzo

Le film le plus émouvant du Festival de Cannes 1985, couronné par le Prix d'interprétation féminine à Norma Aleandro. L'histoire officielle, c'est celle que l'héroïne enseigne dans son lycée, celle qui la rassure. Mais les remparts de son existence se fissurent, s'effondrent, et toute la lumière s'engouffre. Cette petite fille qu'elle a adoptée, d'où vient-elle ? Cette amie qui revient d'un long exil, que lui était-il arrivé ? Et ce mari au-dessus de tout soupçon ? Le

drame des « disparus » de l'Argentine reçoit son plus bel hommage, et, jusqu'à la fin du film, se déploie un magnifique portrait de femme. — C. D.

ET AUSSI. — *Chorus Line*, de Richard Attenborough (les héros anonymes de la comédie musicale, *Hairs* les singes) de Richard Benjamin (un règlement de comptes d'exception bien calculé). *Les Visiteurs*, d'Élisabeth Sarnat (un huis clos). *L'Étranger*, de Claude Miller (charmantissime version). *Le Souffleur de verre*, de Manoel de Oliveira (la longue marche).

## THÉÂTRE

### « Lapin, lapin » au Théâtre de la Ville

Il est né l'extraterrestre dans une sorte de famille fanouillarde, pittoresque à souhait, menée par une Mamma vers qui tout le monde va quand ça va mal. C'est Coline Serreau, cocasse, extravagante, possédée d'une rage de vivre, émouvante. Dans le galetas, les matelas s'entassent, c'est la cabine des frères Marx, revue par Benno Besson. Une farce baroque, trépidante, cinglante. — Ca. B.

ET AUSSI. — *L'Étranger*, au TGP de Saint-Denis, dans les lambris de Daniel Mesguich. Zingaro, au 18 avenue Jean-Jaures, les mystères de l'Europe centrale. *Comédienne d'un certain âge*, au Petit Odéon, un auteur soviétique à connaître. *Edvard Redzinski*.

## MUSIQUE

### Mozart, MIDEM, Montpellier, Moniuszko

Après le vide des semaines précédentes, c'est le trop-plein. Les huit jours à venir seront placés sous le signe des 4 M : tout d'abord au Théâtre des Américains de Nanterre, la fameuse production de *Così fan tutte* de Mozart par la Monnaie de Bruxelles, mise en scène audacieuse de Luc Bondy, direction John Pritchard, avec une brillante distribution (neuf représentations à partir du 24 janvier).

Mais c'est surtout le MIDEM classique à Cannes qui va polariser l'attention : du 26 janvier au 1<sup>er</sup> février, de quatre à six concerts par jour pour les

quelque dix-huit cents participants, au milieu de nombreux colloques et réunions d'experts de tous ordres. Des œuvres rares de Furtwängler, Gurtitt, Rachmaninov, une quantité de créations et le grand film consacré à Horowitz.

Pendant ce temps, l'Opéra de Montpellier présentera *Idoménée* de Mozart dans une mise en scène de Jean-Claude Auvray (les 27, 29, 31 janvier, 2 et 5 février) et l'Opéra de Lyon offrira en alternance deux opéras de Stanislas Moniuszko, le plus grand romantique polonais avec Chopin : *Halca* et *Le Manoir hanté*, interprétés par l'opéra de Lodz, deux œuvres étonnantes à découvrir (en attente du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février). — J. L.

ET AUSSI. — *Hommage à Henri Dutilleul*, avec M. Rostropovitch, M. Entenza, etc. (Champs-Élysées, le 22) ; R. Puyana (Pleyel, le 24) ; *Così fan tutte* (Rennes, les 24, 26, 28) ; *Idoménée* à Alger (Nantes, les 24, 26, 28, 30) ; les *Contes d'Hoffmann*, mise en scène R. Dombé (Lille, jusqu'au 7 février) ; M. Pries (Champs-Élysées, le 25) ; V. Perlemaier (Champs-Élysées, le 27) ; Eugène Ionesco (Gaveaux, le 28) ; Haydn, par l'Orchestre de Paris, dir. Eugène Jochum (Pleyel, les 28 et 30).

## JAZZ

### Eddie Harris au New Morning

Né en 1938 à Chicago, Eddie Harris chantait dans les églises baptistes avant de savoir marcher. Parcours classique. Education familiale et orchestre militaire. Depuis, il oscille entre le bricolage génial qui le conduit à toutes sortes d'hybridations (embouchure de trombone sur corps de saxophone, becs sur trompette, mélange de ténor et de basset) et la musique destinée ouvertement au grand public. Avec une tranquillité d'âme et un humour parfait. En pleine période « free », il jouait une espèce de funk à Harlem. Depuis quelque temps, il chante. La prochaine fois, il dansera. (Au New Morning, les 22 et 23 janvier.) — F. M.

## DANSE

### Le GRCP : salle Favart, spécial bande dessinée

Jacques Garnier, directeur du Groupe de recherches de l'Opéra de Paris, a eu l'idée de rassembler

trois ballets à figuratifs qui mettent en scène des personnages et développent des récits sur le mode humoristique. Manèges, une création de Karine Saporta, évoque la mythologie du cheval. *Le Sacre du printemps* de Paul Taylor est une charge du roman noir. *Le Cordon infernal*, monté par le Théâtre du silence en 1977, met en mouvement quelques « frustrés » de Brecht. Martine Clary y est plus vraie que nature. (Du 22 au 25 janvier.) — M. M.

ET AUSSI. — *Odette Dubois*, au Centre Georges-Pompidou (le langage des sentiments quotidiens), 22-28 janvier. *Le Compagnon Limbe* au Théâtre 18 (Barbès) jusqu'au 28 janvier. *Les Jumeaux Loups de la danse*, à Rennes (un week-end à la Maison de la culture consacré aux jeunes compagnies).

## EXPOSITIONS

### Hommage à Miro à Villeneuve-d'Ascq

Les excellents Miro de la Fondation Mesurel ont fourni le prétexte d'une belle exposition. Ce n'est pas une immense rétrospective, mais elle comporte beaucoup de petites choses fortes (dans les dessins et les estampes) et peu connues du peintre catalan, particulièrement agréables à fréquenter là, dans les brumes du Nord, et ce musée qui n'est pas sans rappeler les fondations de Sart.

### Roger de la Fresnaye à l'abbaye de l'Epau (Le Mans)

La Fresnaye, mort à quarante ans, en 1925, usé par la guerre où il a été gazé, n'aura pas eu le temps d'essayer une œuvre modérément liée au cubisme, qu'on ne sait pas toujours très bien situer. L'exposition, qui célèbre la centenaire de la naissance du peintre au Mans, invite à sa relecture (après celle organisée en 1983 à Saint-Tropez et à Troyes). — G. B.

ET AUSSI. — *Amédée Ozenfant 1886-1966*, au musée de Mithras, Fentrier, les années 1925, au musée de Calais.

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

LAURENS. Le cubisme, constructions et peintures collées 1915-1919. Jusqu'au 16 février.

VALERIO ADAMI. Rétrospective. TONY OURSLER. Sphères d'influences, installation vidéo. LA PHOTOGRAPHIE CALIFORNIENNE, 1945-1988. Jusqu'au 10 février. TAKES. Long aller-mugilisme. Jusqu'au 16 février. Galerie contemporaine.

ACHILLE CASTIGLIONI. Du design au ready-made. Jusqu'au 3 février. — LE BATEAU BLANC. Science, technique, design : la construction navale à Trieste. Jusqu'au 10 février. CCL.

TRIESTE. Ville de l'écrin. Jusqu'au 2 février. Petit foyer.

GUY DELAHAYE. Photographies. Jusqu'au 3 février. Forum.

### Musées

ANCIENS ET NOUVEAUX. Choix d'œuvres acquises par l'État au cours de la participation de 1981 à 1985. Grand Palais, avenue du Général-De Gaulle (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer. jusqu'au 22 h. Entrée 20 F. Jusqu'au 3 février.

ANDREA SOLARIO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — HOMMAGE À JEAN-BAPTISTE PICASSO, 1874-1973. Jusqu'au 10 février. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (42-60-30-36). Sauf mardi, de 9 h à 17 h ; Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

DISPOSITIF-SCULPTURE. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 16 février.

AUTOCHTONES. Geste, Couleur, Couleur, L'espace. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, musée des enfants, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE. VICTOR-HUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'œuvre de Victor Hugo, le Gamin de Paris. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-73-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

HISTOIRE DU JOUET, de dix-huitième siècle à nos jours. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; sam. de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 février.

MODES ET PUBLICITÉ 1888-1986. Le regard de Marie-Claire. — DDM, quai d'Ile-de-France, 1, rue de la République (42-60-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 mars.

OUVERTURE DE LA GALERIE COLBERT. Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs (42-60-32-14). Sauf dim. (et fêtes), de 9 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 mars.

EN PASSANT PAR LA B.N. Paris au cœur. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

DESSINS DE RODIN (deuxième volume de l'inventaire). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TAIWAN. Peintures et calligraphies chinoises du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée Carnavalet, 7, avenue Velasquez (45-63-30-75). Sauf lundi (et fêtes), de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 février.

AUTO-PORTRAITS CONTEMPORAINS. Œuvres sur papier. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

PARIS VU PAR LES ARTISTES JAPONAIS, de 1880 à nos jours. Jusqu'au 2 février. LES CISTERCIENS À PARIS. Jusqu'au 13 avril. Musée Carnavalet.

23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

BALZAC ET LE MONDE DES COQUINS, de Vico et Vico. Maison de Balzac, 47, rue Raynoull (42-24-56-38). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 2 février.

ÉMILE GALLÉ, 1846-1904. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-23-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi jusqu'au 22 h. Entrée : 15 F ; sam. : 10 F. Jusqu'au 2 février.

FÊTES ET THÉÂTRES EN INDE. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). Sauf sam. et dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 juillet.

PIERRE BALMAIN. Quarante années de création. Musée national des modes, 17, rue de la Harpe (42-34-23-95). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Du 23 janvier au 14 février.

BERNARD-PIERRE WOLFF. Rétrospective. Espace photographique de Paris. Forum des Halles (niveau 2), entrée rue du Pont-Neuf (43-59-00-80). Entrée : 7 F. Jusqu'au 23 mars.

PLEIN PHARE SUR LA BANDE DESSINÉE. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). De 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

MARIONNETTES ET OMBRES D'UN SIÈCLE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (47-37-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 mars.

Galerie

LA LIBERTÉ. Hommage pour la centième année de Miss Liberty. Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (43-26-04-96). Jusqu'au 5 février.

PORTRAITS ET MODÈLES. L'œuvre de Bernard Baudouin. 84, boulevard Saint-Germain (43-26-54-22). Jusqu'au 28 février.

PEINTURES JAPONAISES. Du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Galerie J. Oster, 26, place de la Vierge (48-87-28-57). Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

A PROPOS DE DESSIN. Galerie Adrien Maigret, 42-46, rue du Bac/36, avenue Maignan (45-48-45-15). Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

MAGNELL. Peintures. TITUS CARBON. Peintures 1920-1930. Galerie Maigret, 13-14, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Du 23 janvier au 8 mars.

PIERRE ANTONIOL. Peintures 1986. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 22 février.

LAURENT BAUDE. Sculptures et installation. Galerie G. Lator, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 10 février.

LOUIS CANE. Sculptures. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Janvier.

ANTONIO DI PALMA. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (42-79-37-00). Jusqu'au 16 février.

JAMES ENSOR. Galerie Ivy Brochet, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

JEAN-LUC GODARD. Galerie du Jour, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 9 février.

LONEL GUIBOUT. Galerie Darthez-Speyer (43-54-76-41). Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

JAMES GUTTET. L'œuvre dans le paysage. Galerie Rappard, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 15 février.

HELION. Les années 60. Galerie Patrice Trignone, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 8 février.

SYLVIA LACASSE. Sculptures. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 12 février.

LEBENSTEIN. Concoches, dessins, gravures. Galerie Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Île (43-25-14-21). Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

EUGÈNE LEROY. Peintures récentes. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 12 février.

MANFRED MOHR. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (45-06-58-43). Jusqu'au 10 février.

14 h à 19 h ; dim., de 14 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 16 février.

LASSE PERSON. CARSTEN RIGGALL. Peintures. Centre culturel suisse, 11, rue Payenne (42-71-62-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 16 février.

NOUVELLES TAPISSERIES. — Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). Jusqu'au 9 février.

YURI RUPIN. Œuvres de 1978 à 1985. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). De 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

DESSINS CONTEMPORAINS. Dix-huit artistes de Cologne. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (47-23-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Du 23 janvier au 14 février.

GERARD PASCUAL. Galerie Baudouin-Letron, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 22 février.

PIZA. Estampes. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 22 février.

GEORGES ROMATHIER. Brian-Brown-Chalm. Galerie Bellin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 15 février.

THEODORE ROSZAK. Photographies et dessins des années 30. Galerie Gabrielle, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 6 mars.

CARTE BLANCHE À RAMON TIO BELLIDO. A. Candau, 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 31 janvier.

ANDY WARHOL. Prints. Galerie D. Temple, 1, impasse Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 5 février.

ANDRÉ WOGNENSKY. Choix projets d'architecture. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (43-44-41-90). Jusqu'au 31 janvier.

### En région parisienne

CRETEIL. Patrice Alexandre. Maison de la culture, place Salvador-Allende (48-98-40-76). Jusqu'au 10 mars.

NEMOURS. Fontainebleau et l'estampe en France au XVII<sup>e</sup> siècle. Iconographie et contrainte. Château-musée (64-26-60-37). Jusqu'au 17 février.

PONTOISE. Noir et blanc. Musée Taver-Delcourt, 4, rue Lasserre (30-38-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 février. — Le musée paysan au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-31-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.

SAINT-DENIS. Maurice Lestrade, 1885-1925. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (48-20-63-83). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 2 février.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le chemin de Garguill, ginkgo et rayonnement. Musée départemental du Prieuré, 2, rue Maurice-Denis (39-73-77-87). Jusqu'au 2 mars.

SEEAUX. Tadeusz Levandowski, CAC Les Géméaux, 49, avenue Georges-Clemenceau (46-60-05-64).

### En province

AMIENS. Magritte et Cie. Peinture 1958-1985 dans les collections de Musée d'art contemporain de Gand. Musée de Picardie, 48, rue de la République (22-91-36-44). Jusqu'au 13 avril.

ANGERS. Les textiles de Flin. Musée des beaux-arts, 10, rue de Musée (41-88-64-65). Jusqu'au 20 février.

ARRAS. L'œuvre et l'œuvre. Centre Nord, 6, rue des Capucins (21-21-30-12). Jusqu'au 2 février.

AVIGNON. Égypte et Provence : civilisation, survivances et « cabinet de curiosités ». Musée Calvet, 65, rue Joseph-Vernet (90-86-33-84). Jusqu'au 30 mars.

BESANCON. Le monde arabe : une langue, une écriture, des architectures, des formes et des hommes. Musée des beaux-arts, 1, place de la révolution (81-81-44-47). Jusqu'au 25 février.

BORDEAUX. Keith Haring. Peintures, sculptures et dessins. CAPC, musée d'Art Moderne, 30, rue Foy (56-44-16-55). Jusqu'au 23 février.

CAEN. L'Œuvre d'or de l'estampe japonaise. Musée des beaux-arts, Château (31-85-28-63). Jusqu'au 2 février. — Roman Cieslewicz et 8 jeunes artistes. Théâtre municipal et hôtel d'Escoffier (31-85-45-66). Jusqu'au 2 février.

CALAIS. Faustier 1925. Jusqu'au 19 février. — Sculptures en émail de Nègre, S.A. et A.O. Alphonse. Jusqu'au 2 mars. Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00).

CHATEAUX-ROUX. Les figurations aujour'hui, 1960-1985. Couvent des Cordeliers (54-22-31-1).

CLERMONT-FERRAND. Nicolas Alexandre Tarkhoff, 1871-1938. Musée Baignon, 45, rue Ballainvilliers (73-91-37-31). Du 24 janvier au 23 mars.

DION. Des pharaons aux premiers chrétiens. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 10 mars. — La Grande-Église-Millan. Musée archéologique, 5, rue Decour-Mare (80-30-38-54). Jusqu'au 4 mars.

FLAINE. Pol Bury : ramollissements, fontaines, miroirs. Centre d'art (50-90-85-84). Jusqu'au 10 février.

GRENOBLE. Joel Negri. Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel (76-25-05-45).

LA ROCHE-SUR-YON. Paul Baudry, 1828-1886. Musée d'art et d'archéologie (51-05-31-40). Jusqu'au 31 mars.

LE MANS. Roger de la Fresnaye. Abbaye de l'Epau (43-85-05-84). Jusqu'au 16 mars. — Guy Hottel, 1906-1986. Galerie des Médailles. Photographies monumentales. Palais des congrès et de la culture, 616 Cénomane (43-24-22-44). Du 24 janvier au 2 mars.

LISLE-SUR-SOUCHE. Victor Legrand. Hôtel Drouot de Compiègne (90-38-17-41). Jusqu'au 9 mars.

LYON. Mondial art contemporain. ELAC, centre d'échanges de Perruche (78-62-37-39). Jusqu'au 2 février.

MARSEILLE. Raymond Haas. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Jusqu'au 17 février. — Des arbres d'automne. Musée Borely, avenue Clot-Bey (91-73-21-60). Jusqu'au 23 février. — Richard Baudry et ses amis. Jean-Pierre Mageret et François Quardien. ARCA, 61, cours Julien (91-42-18-01). Jusqu'au 9 février. — Ilya Kabanov. Galerie de la Vieille Charité, rue de la Charité (91-54-77-75). Jusqu'au 2 mars.

MORLAIX. Bernard Baudouin : La lumière vient du passé. Musée des Jacobins (98-68-68-80). Jusqu'au 17 février.

MULHOUSE. Amédée Ozenfant, 1886-1966. Musée des beaux-arts, 4, place Guillaume-Tell (89-43-98-11). Jusqu'au 17 février.

NICE. Patrick Raymond. Le Chagour, 11, quai des Deux-Émmanuels (93-89-97-97). Jusqu'au 2 février.

NIMES. Antoni Gaudí, 1852-1926. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (66-67-38-21). Jusqu'au 28 février.

ORLÉANS. Matrice, dessin — Alice Sprague, photographes — Sophie Collin, travaux divers. Centre d'action culturelle, carré Saint-Vincent (38-62-45-68). Du 25 janvier au 1<sup>er</sup> mars.

RENNES. Dessins hollandais et flamands de Leyde. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (99-79-44-16). Jusqu'au 17 mars.

SAINT-ETIENNE. Robert Coumès. Musée d'art et d'industrie (77-33-04-85). Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Wolf Vostell, 1977-1985. — Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-66-07). Jusqu'au 9 février.







## CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-64-24-24)

MERCREDI 23 JANVIER

16 h. Hommage à A. Rignault (1901-1985) : Fantômes contre Fantômes, de R. Verney ; 19 h. Hommage à J. Negulesco : Titane (v.o.) ; 21 h. L'Homme de marbre, de A. Wajda (v.o.-Lfr.).

JEUDI 24 JANVIER

16 h. Hommage à Lloyd Nolan (1903-1985) : Le Lyn de Brooklyn, de E. Kazan (v.o.) ; 19 h. Hommage à J. Negulesco : Comment épouser un millionnaire (v.o.-Lfr.) ; 21 h. Les Décapités, de M. Ophüls (v.o.-Lfr.).

VENDREDI 25 JANVIER

16 h. Hommage à P. L'Herminier : Une femme qui s'efface, de G. Cukor (v.o.-Lfr.) ; Hommage à J. Negulesco : 19 h. Pape longues jambes (v.o.-Lfr.) ; 21 h. 30, Boy on a dolphin (v.o.) ; 21 h. 30, Boy on a dolphin (v.o.).

SAMEDI 26 JANVIER

15 h. Hommage à R. Hudson (1925-1985) : Le Sport favori de l'homme, de H. Hawks (v.o.-Lfr.) ; 17 h. 15, Hommage à L. Hayward (1909-1985) : The House by the River, de F. Lang (v.o.) ; Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : 19 h. Après le crépuscule vient le nuit, de R. Hagberg ; 21 h. La Rue, de G. Werner (v.o.-Lfr.).

DIMANCHE 27 JANVIER

Cycle : Les grandes restaurations de la Cinéma-thèque française : 15 h. Education de prince, de H. Diamant-Berger ; 17 h. 15, Quartier sans soleil, de D. Kirsanoff ; 19 h. Le Balcon, de J. Feyder (v.o.) ; 21 h. Huit et demi, de F. Fellini (v.o.-Lfr.).

LUNDI 28 JANVIER

En avant-première et en présence de l'auteur : 20 h. 30, Mademoiselle B., de B. Quaysanne.

MARDI 29 JANVIER

16 h. Hommage à E. O'Brien (1915-1985) : Winged Victory, de G. Cukor ; 19 h. L'Age d'or, de L. Bunuel ; 21 h. Les

19 h. L'Age d'or, de L. Bunuel ; 21 h. Les Cloches de Sainte-Marie, de L. McCarey (v.o.-Lfr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

MERCREDI 23 JANVIER

15 h. Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : Soixante dans la nuit, de T. Young (v.o.-Lfr.) ; 17 h. Vieilles Légendes québécoises, de J. Trépanier (v.o.) ; 19 h. Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Le Jeu sérieux, de R. Carlsten (v.o.-Lfr.).

JEUDI 24 JANVIER

15 h. Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : L'Escalier interdit, de R. Mulligan (v.o.-Lfr.) ; 17 h. 15, La Ligne générale, de S. M. Eisenstein ; 19 h. Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Iris et le cœur du Lieutenant, de A. Sjöberg.

VENDREDI 25 JANVIER

15 h. Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : L'Escalier interdit, de R. Mulligan (v.o.-Lfr.) ; 17 h. 15, La Ligne générale, de S. M. Eisenstein ; 19 h. Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Iris et le cœur du Lieutenant, de A. Sjöberg.

SAMEDI 26 JANVIER

15 h. Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : L'Escalier interdit, de R. Mulligan (v.o.-Lfr.) ; 17 h. 15, La Ligne générale, de S. M. Eisenstein ; 19 h. Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Iris et le cœur du Lieutenant, de A. Sjöberg.

DIMANCHE 27 JANVIER

Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : 15 h. Hôtel Saint-Gregory, de R. Quisenberry (v.o.) ; 17 h. 15, Le Bobo, de R. Parry (v.o.) ; Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : 17 h. 15, Rien qu'une mère, de A. Sjöberg (v.o.-Lfr.) ; 19 h. 15, La Fille aux jacinthes, de H. Ekman (v.o.).

LUNDI 28 JANVIER

15 h. Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : Chantage au mortier, de S. J. Furie (v.o.-Lfr.) ; 17 h. 15, Le Chemin de l'espérance, de F. Gerni (v.o.) ; 19 h. Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Mademoiselle Julie, de A. Sjöberg.

MARDI 29 JANVIER

Réflexe.

## Les exclusivités

AMADEUS (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Espace Galt, 14 (43-27-95-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.o.) : Gasmont Halles, 14 (42-97-49-70) ; UGC

Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; V.I. : Arcades, 2 (42-33-54-58) ; François, 9 (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

L'ARROUSE ORANGE (Hongrois, v.o.) : Danton, 14 (43-21-41-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gasmont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; St-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Rialto, 19 (46-07-87-61).

BATON ROUGE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

BILLY ZE KICK (Fr.) : Quintette, 9 (46-33-79-38).

BIRDY (A. v.o.) : Quintette, 9 (46-33-79-38).

BRASIL (Am. v.o.) : Parassians, 14

(45-62-41-46) ; Marignan, 8 (43-59-92-62) ; François, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-62-46-01).

CHINESE BOXES (AIL, v.o.) : 3 Luxem-

bourg (Hsp), 6 (46-33-97-77) ; CHRONOS (Fr.-A.) : La Grèce, 19 (42-45-66-00).

COCOON (A. v.o.) : Parassians, 14 (43-35-21-21) ; V.I. : Impérial, 2 (47-42-72-52).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14

Juliet Parassians, 6 (43-26-58-00) ; Gasmont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

COTTON CLUB (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Boite à films, 17 (46-22-44-21).

CROIRE (It. v.o.) : Forum Orient Express, 14

(42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Parassians, 14 (43-35-21-21) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (45-89-48-42).

LA DERNIERE LICORNE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Favette, 13 (43-31-60-74).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : St-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

L'EFFRONTIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 2

(45-62-20-40) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9

(45-74-93-40) ; 14-Juliet Bastille, 11

(45-74-93-40) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Parassians, 14 (43-35-21-21) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Images, 18 (45-22-47-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8

(45-62-41-46) ; ESCALIER (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6 (46-33-10-82).

L'ÉVEILLE DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : République, 11 (48-05-51-33).

L'EXÉCUTICE (Fr.) : Paramount City, 8 (45-62-45-76) ; Maxville, 9

(47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FORTÉ D'EMERAUDE (A. v.o.) : Le

Lozère, 6 (45-44-57-34) ; GARCON CHOC POUR NANA CHIC (A. v.o.) : Ambassade, 8 (43-59-19-08).

LES GONNIES (A. v.o.) : Opéra Night, 2

(42-96-62-56) ; St-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; HAREM (Fr. v.o.) : UGC Marbeuf, 8

(45-61-94-95).

HAUT LES FLEURES (A. v.o.) : Forum

14 (42-97-53-74) ; Parassians, 14 (43-59-92-62) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; V.I. : Rex, 2 (43-36-83-94) ; François, 9 (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-04-47) ;

UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Le Maillet, 17 (47-58-24-24) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Scénario, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : République, 11 (48-05-51-33).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A. v.o.) : Forum, 14 (42-97-53-74) ; Ciné-

Beaubourg, 2 (42-71-52-36) ; Action Rex Gaudin, 5 (43-26-44-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gasmont Champs Elysées, 8 (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ;

v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Images, 18 (45-22-47-94) ; GINGER ET FRED, film italien de Federico Fellini, A PARTIR DE

VENDREDI 25 JANVIER : Saint-Germain Halles, 14 (42-97-49-70) ; Saint-Germain Hubert, 14 (46-33-63-20) ; Hauteville, 9 (46-33-79-38) ; Calais, 8 (45-89-20-46) ; 14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ;

Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

Chatelet-Victoria, 14 (45-09-94-14) ;

Studio Galt, 14 (43-54-72-71) ; INVASION (A. v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; V.I. : Rex, 2

(42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-93-40) ; Images, 18 (45-22-47-94).

KALIDOR (A. v.o.) : Arcades, 2 (42-33-54-58) ; Paris Ciné, 10 (47-70-21-71) ;

Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Tourlens, 20 (43-64-51-98) ; LES LOUPS ENTRE LUX (Fr.) : Rex, 2

(42-36-83-93) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; François, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 19 (45-39-52-43) ; Montpar-

masse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; massé Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-74) ; Gasmont Sud, 14 (43-27-84-20) ; Gasmont Convention, 15 (45-74-93-40) ;

14-Juliet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14-Juliet Beaubourg, 15 (45-74-93-40) ; Maillet, 17 (47-58-24-24) ; v.i. : Gasmont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-40) ; Nation, 12 (43-43-04-47) ; Favette, 13 (43-31-60-







## MUSIQUE

## Les concerts

## MERCREDI 22 JANVIER

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. Ch. Dutoit (Roussel, Liszt, Stravinsky).  
Th. des Champs-Élysées, 20 h 30 : Hommage à H. Dutilleul.  
La Table verte, 22 h : Trio d'Argent (Rameau, Bach, Mozart...).

## JEUDI 23 JANVIER

Salle Pleyel, 20 h 30 : voir le 22.  
Salle Gaveau, 20 h 30 : E. Herbin (Liszt, Brahms, Scriabine...).

## VENDREDI 24 JANVIER

La Table verte, 22 h : voir le 22.  
Eglise Saint-Jules le Pauvre, 20 h 30 : voir le 22.  
Salle Gaveau, 20 h 30 : J. Krumpholtz (Bach, Beethoven, Chopin...).

Duo, 20 h 30 : D. Cobbi, Th. Caens, J.-P. Leroy, Y. Favre, E. Vernier, M. Gohard (Händel, Bach, Mozart...).

## SAMEDI 25 JANVIER

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez (Messiaen, Schmitt, Stravinsky).  
Th. des Champs-Élysées, 15 h : M. Rudy, Quatuor Guarneri (Schubert, Liszt, Mozart...).

## DIMANCHE 26 JANVIER

Eglise Saint-Merri, 21 h : D. Syme, L. Yopp.  
18-Théâtre, 16 h 30 : Quatuor à cordes de l'Orchestre de chambre franco-allemand (Haydn, Schubert).  
Eglise américaine, 20 h 15 : J.-M. Bauman, O. Bourin, Th. Fèvre (Bach, Haendel, Telemann...).

Eglise des Filles-du-Caval, 10 h : D. Seutin (Bach, Beethoven, Dutilleul) ; 17 h : N. Len, Ph. Brès, P. Bonif (Schubert).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h : A. Gomez (Fraschetti, Boty, Piazz...).

## LUNDI 27 JANVIER

Th. du Rond-Point des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir le 26.  
Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 20 h 30 : P. Torcher et quatuor violoncellistes (Brazzard).  
Aubertville, 20 h 30 : La Romance (musique médiévale).  
Athènes, 20 h 30 : G. Bacquier, P.-L. Alazard.  
FIAP, 20 h 30 : Hae-Jung, C. Jacquin (Mozart, Marcello, Bach, Elgar).  
Cortot, 20 h 30 : M. Lauffer (violin), D. Selig (piano) (Beethoven, Brahms, Paganini, Klengel, Crouzet, Brinen).  
Théâtre de Paris, 20 h 30 : Live Electronic Music (Campbell, Lorrain, Mannin, Daubresse, Macias, Torzian).  
Radio-France, 20 h 30 : Cycle acoustique, œuvres de Le Goff, Tosi, Bayle.  
Comédie des Champs-Élysées, 20 h 30 : P. Damsis (baryton), D. Almazov (piano) (Proust, Hahn).  
Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. P. Dervaux (Stravinsky, El Khoury, Ravel, Bartok).

## MARDI 28 JANVIER

Gaveau, 20 h 30 : V. Malin (piano) (Liszt, Chopin, Chostakovich).  
Théâtre de la Pléiade, 20 h 30 : Ensemble de trompettes de Paris (Bach, Reynolds, Harmon, Schmitt).

Th. des Champs-Élysées, 20 h 30 : Quatuor Amadeus (Mozart).  
Radio-France, 18 h 30 : P. Strauch, G. Knaus, D. Mègevrand, L. Lorrain, S. Deguy, P.-A. Valade (Scriabine, Dutilleul) ; 20 h 30 : Trio à cordes de Paris (Vachon, Lindgamer, Gofz, Hérold, Hérold) ; 22 h 30 : E. Kudo (Hiro, K. Fujii (piano) (Telemann, Schubert, Poulenc, Fauré, Bartok, Dutilleul).

Cortot, 20 h 30 : C. Villavieille, D. Daigremont, L. Gascot-Villavieille (Stockhausen, Maron, Maderna, Quasonoff, Miran, Daigremont, Stuchetti).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h : Ensemble instrumental Syntaxis Biquet (Correll, Vivaldi, Bach...).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h : Orchestre Pro Arte de Paris, dir. R.-P. Chouveau (Händel).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Ensemble des jeunes solistes de Paris, Chœur universitaire de Juvisy, Petit Chœur de Saint-Denis (Mozart).

Salle Rossini, 20 h 45 : L. Delfanti, piano (Chopin, Ravel).

## Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (43-35-21-50), le 26 à 16 h 30 : Quintette Kool Fleischer.  
ARC, grand auditorium, (47-23-61-27), le 23 à 20 h 30 : Elephant tube band.  
RAINS (48-87-01-80), le 27, 28 à 22 h : Zip.  
BAISER SALE (43-33-37-71), 23 h : M. Valois, M. Prost, NGuyen Le, S. Huchard, dern. le 26 : le 27 : P. Verbeke ; le 28 : A. Soudy, S. Etienne, M. Hézard.  
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : J. Lacroix Jazz Orchestra.  
CITHEA (43-57-99-26), le 28 à 19 h 30 : P. Perez Group.  
DUNOIS (43-84-72-00), 20 h 30, les 25, 26 : D. Cobbi, D. Caens, P. Bonif, I. Oks, D. Petit, B. Girard, K. Carter, Y. Micomacher.  
ELDORADO (42-08-23-50), 22 h, le 24 : R. Skaggs, le 26 : Simply Red.  
FIAP (43-88-89-15), le 24 à 20 h 30 : T. Gardiner.  
GIJUS (47-00-78-88), 22 h le 22 : Gloria Mundi ; le 23 : Femme fatale ; les 24, 25 : Eleonora ; le 26 : Little Egypt.  
L'HEURE BLEUE (11, rue Braque, 75003) ven. + sam à 23 h : Jazz-funk.  
MONTREUIL (43-58-12-30), 22 h : E. Lockjaw Davis.  
MONTANA (45-48-93-08), (D. L.) : 22 h : R. Urreger, R. Galezzi.  
MONTGOLFIER (45-54-95-00) 22 h : M. 22, 23, 24, 25 : T. Martin ; le 26 : R. Fane ; les 27, 28 : S. Guénault.  
MUTUALITÉ (43-28-12-99) : le 27 à 20 h : Blue Oyster Cult.  
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30, les 22, 23 : E. Harris Trio ; les 24, 25 : S. Lacy ; le 26 : B. Powell.  
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 mer. : Watergate Seven-Sea ; jeu. : F. Ribba ; ven. : JCIB Old Finest Stormers ; sam. : Cyril Jazz Band ; lun. : New Jazz Band ; mar. : C. L. Bolling Trio.  
PETIT JOURNAL MONTMARTRE (43-21-56-70), à 21 h 30 : mer. : C. L. Leter ; jeu. : M. Siliu ; ven. : X. Cobo Quintet ; sam. : P. Sausson, J.-C. Fontenay ; lun. : J. Jazz Dase Big Band ; mar. : E. Louisa.  
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), (Mer.), 23 h : F. Chassagnat, D. Leloup, M. Ducret, M. Michel, U. Pagnani.  
PHILHARME (47-76-46-26), 21 h 30, le 23 : Soirée Fresh de Dan ; les 24, 25 : Le Manigault ; le 26 : Phil'one Super Man.  
LA FINTE (43-26-26-15), les 22, 23 : Quartet L. Krelson ; les 24, 25 : Happy Bob Quintet ; les 27, 28 : Triop de Luc.  
REX CLUB (43-36-83-93), le 25 : The Appartements ; le 26 : Uziel.  
SALLE ADVAR (45-51-31-79), le 24 à 20 h 30 : E. Watson.  
SLOW CLUB (43-33-84-30) (D. L.), 21 h 30 : le 22 : Royal Encouters ; le 23 : C. Leter ; les 24, 25 : Quintette de Paris ; le 26 : D. Doré Sextet.  
SPLENDID (42-08-21-93) : le 22 à 20 h : Microdisney.  
STAND BY (46-33-96-23), le 24, 25 à 21 h 30 : S. Leter, A. Jean-Marie, R. Del Fra, A. Levit.  
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : E. Lalain Quartet.  
RADIO-FRANCE, Studio 105 (45-24-15-15), le 23 à 23 h : S. Lacy, S. Petit, L. Ache, B. Few, J.-J. Avnol, O. Johnson.

## Le music-hall

BASTILLE (43-57-42-14), le 28 à 21 h 30 : Talip Oskan.  
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34) (D. L.), le 20 h 30, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : le Grand Orchestre du Splendid.  
CASINO DE PARIS (42-82-05-57) (D. L.), le 21 h : Chastons français.  
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-94-94-97), 21 h : Chastons français.  
CENTRE JUF D'ART ET DE CULTURE (48-05-28-60), le 25 à 20 h 30 : M. Lijch, N. Cohn, L. Lussid.  
CHAPELLE DE L'HOPITAL LABOIS-SIÈRE, le 26 à 17 h : Ph. Kandi.  
CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), les 23, 24, 25 à 22 h 30 : R. B. Uziel.  
CIRQUE NATIONAL GRUSS (42-45-85-85) (D. L.), 20 h 30, sam. 15 h, dim. 14 h et 17 h : 9<sup>e</sup> Festival du cirque de demain.  
LUCIFÈRE (45-42-71-16), le 27 à 20 h 30 : chœur, deux voix.  
FIAP (45-88-89-15), le 25 à 18 h : P. Soler.  
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (42-52-25-15), le 23 à 15 h : P. Serran.  
GYMNASÉ (42-46-79-79) (D. L.), 21 h : Th. Le Luron (répète le 28).  
LUCIFÈRE (43-44-57-34) (D. L.), 20 h : M. Uziel.  
OLYMPIA (47-42-25-49) (D. L.), 20 h 30, dim. 17 h : S. Roggiani (dern. le 26) ; à partir du 28 : F. Cabrel.  
PALAIS DES CONGRÈS (42-46-20-75) (D. L.), 20 h 30, dim. 16 h : M. Uziel.  
TROIS TOITS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41) (D. L.), 22 h 30 et 24 h : Libertango.  
20<sup>e</sup> ART (43-49-23-16), le 23 à 20 h 30 : F. Elkhoubi, M. Eglis ; le 24 à 20 h 30 : F. Elkhoubi, J.-P. Brenneche ; le 25 à 20 h 30 : S. Evans, J. Hulbert.  
ZENITH (45-04-30-30) (D. L.), 20 h 30, dim. 16 h : Lily Padon.

## COMMUNICATION

## Conflit à « la Montagne »

Les journalistes réclament la création d'une société de rédacteurs

## De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le quotidien régional *la Montagne* n'a pas paru les 21 et 22 janvier à cause de mouvements de grève. Depuis une dizaine d'années, les conflits étaient rares dans cette entreprise (la seule grève enregistrée durant cette période remontait au mois d'octobre 1984, à la suite de la rupture d'un accord contractuel sur les salaires des journalistes).

Les difficultés actuelles sont nées, lundi, lors de l'installation du nouveau comité d'entreprise.

La direction demandait un blocage des salaires en 1986 pour toutes les catégories du personnel, à l'exception des moins favorisés, ainsi que le non-remplacement des départs à la retraite, sauf chez les journalistes. Elle faisait état d'un déficit comptable de 12 millions de francs venant entamer des réserves, semble-t-il, encore importantes.

A la suite de cette réunion, l'inter-syndicale des journalistes (SNJ, SJF, CFTD, SNJ CGT) votait la grève, lundi 20 janvier, empêchant la parution du journal. Puis elle présentait mercredi une plate-forme de revendications en quatre points. Deux recevaient l'aval de la direc-

tion : si l'indice des prix dépasse 2 % dans les six prochains mois, la différence sera prise en compte (1) ; d'autre part, les journalistes partant en retraite seront obligatoirement remplacés par des vacataires déjà employés au sein de la rédaction.

Les journalistes réclament aussi la création d'une société de rédacteurs. « Nous voulons que la rédaction puisse avoir son mot à dire dans les choix de gestion et d'orientation rédactionnelle », a indiqué le délégué de l'inter-syndicale.

La majorité des journalistes a voté la reprise du travail mais le syndicat CGT lançait à son tour un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, mardi soir 21 janvier, qui allait être seulement suivi par les employés de presse appartenant essentiellement aux services du départ. Ce mouvement empêchait ainsi, pour la deuxième journée consécutive, la parution du quotidien. Le comité d'entreprise a, en outre, décidé de la nomination d'un expert-comptable pour examiner la situation financière de l'entreprise.

L. T.

(1) En 1985, les journalistes ont bénéficié d'une revalorisation des salaires de 7,18 %.

## AU « PROGRÈS » (LYON) ET A « L'UNION » (REIMS)

## Les décisions de justice reportées

Le Progrès de Lyon et l'Union de Reims : décisions de justice reportées pour dossiers complexes. Ce n'est que vendredi 24 janvier que la cour d'appel de Paris, qui siègeait le 21 janvier sous la présidence de M. Pierre Drai, rendra son arrêt concernant la demande du parquet de modifier la mission du mandataire de justice nommé au Progrès de Lyon, M. Paul Paciot (*le Monde* du 15 janvier). Selon l'ordonnance de référé du tribunal de commerce de Paris du 14 janvier, la mission de M. Paciot consistait à assister aux séances de conseil d'administration et aux assemblées générales des sociétés Delaroche et Progrès SA, et à rapporter au tribunal, le cas échéant, « tout acte de nature irrévocable » décidé par M. Robert Hersant.

Cette décision ne répondait que partiellement aux vœux du parquet. Cependant, en interjetant appel le 21 janvier, le ministère public n'a pas maintenu sa demande de nommer un administrateur provisoire. L'avocat général, M<sup>e</sup> Françoise Flipo, a cependant souhaité que le mandataire de justice nommé au Progrès puisse avoir connaissance des procès et des actes de cession qui ont permis la prise de contrôle du Progrès par M. Robert Hersant. Cette requête repose, selon M<sup>e</sup> Flipo, sur « le motif légitime » d'établir avant tout jugement au fond l'état de la vente, fondé sur la preuve des faits dont pourrait dépendre la solution du litige : il s'agit de connaître de manière précise les accords qui ont pu être pris, de façon à pouvoir engager une procédure aboutissant au constat de la nullité de la vente, fondée sur l'infraction à la loi du 23 octobre 1984 sur la transparence et le pluralisme de la presse.

Le défenseur de M. Robert Hersant, M<sup>e</sup> Yves de Chaisemartin, a

plaidé l'irrecevabilité de la demande du parquet. En notant « la précipitation » dont on avait fait preuve pour faire venir rapidement en audience « une affaire politique », M<sup>e</sup> de Chaisemartin a estimé qu'aucun « trouble illicite et fondamental pour la société » ne justifiait l'urgence invoquée, et que de nombreux vices de forme remettaient en cause, selon lui, les droits de la défense. Autre obstacle : l'instruction pénale dont faisait l'objet M. Jean-Charles Lignel, inculpé pour non-déclaration à la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse de la cession du Progrès et qui comparaitrait le même jour devant M. Claude Grelier, juge d'instruction à Paris.

Enfin, selon M<sup>e</sup> de Chaisemartin, il n'y a pas urgence, puisque la loi sur la presse prévoit un délai d'un mois pour la publication des noms des dirigeants de l'entreprise. Dernière précision : en rappelant que le Progrès et le Dauphiné libéré constituent depuis longtemps un « groupe de fait », M<sup>e</sup> de Chaisemartin a mis en garde les juges face à une décision qui mettrait en cause l'existence des deux titres.

A la cour d'appel de Reims (Marne), l'examen des trois appels interjetés par M. Alain Thirion, industriel et candidat à la reprise de l'Union de Reims, et deux des douze associations copropriétaires du journal (Libération Nord et la fédération du Parti socialiste de la Marne), à propos du jugement du tribunal de commerce de Reims retenant la candidature de M. Philippe Hersant, gérant de la société France Antilles (*le Monde* du 12 novembre 1985), a été renvoyé au mardi 25 février. Ce report a été prononcé à la demande de M. Alain Thirion et des deux associations, qui n'avaient pas encore déposé leurs conclusions auprès de la cour.

## LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DU SYNDICAT DES RÉGIES DE PUBLICITÉ PRESSE

Pour célébrer son quarantième anniversaire, le Syndicat national des régies de publicité presse, actuellement présidé par M. Pierre Chatelet, a organisé, le 21 janvier 1986, un débat sur la publicité et la presse.

Le SNRPP rassemble soixante-cinq entreprises de régie et leurs filiales, représentant un chiffre d'affaires de publicité de 7,5 milliards de francs.

Des éditeurs, représentants de tous les types de presse, et notamment André Fontaine, directeur du *Monde*, participaient à cette « table ronde », animée par Bernard Pivot.

Les débats ont porté, pour l'essentiel, sur la presse écrite, garante du pluralisme de l'information, et donc de la démocratie, face à l'évolution du marché des médias, et sur le rôle de la publicité, plus particulièrement de la régie, dans l'économie des entreprises de presse.

M. Pierre Chatelet a annoncé la création, par le SNRPP, d'un prix de la recherche en publicité presse, cette initiative étant destinée à faire découvrir aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de gestion, commerce, presse, publicité et marketing la profession de régisseur de presse.

■ SNRPP, 40, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

## NAISSANCE DE L'UNION RÉGIONALE POUR L'ACQUISITION ET LA PROMOTION DU « PROGRÈS »

(De notre correspondant régional.)  
Lyon. — Une centaine de personnes ont participé, mardi 21 janvier, à Villeurbanne, à la création de l'Union régionale pour l'acquisition et la promotion du Progrès. Née sous l'impulsion du groupe grenoblois Interpresse la presse, l'URAPP se propose de lancer des actions de sensibilisation pour « lutter contre le monopole de la presse régionale ». Idée centrale : le lancement d'une souscription qui pourrait, selon ses initiateurs, permettre de réunir vingt mille actionnaires porteurs de parts de 500 francs.

Le capital ainsi constitué pourrait déboucher sur la création d'une société qui deviendrait exploitante du titre récemment acheté par M. Robert Hersant, sous le régime de la location-gérance. Dans la salle, beaucoup d'indécis pour « pari » tenté en utilisant toutes les ressources d'un tissu associatif qui refuse l'idée d'un monopole irrévocable. Un groupe d'une dizaine de personnes s'est constitué : les Lyonnais seront appuyés par les Grenoblois et un groupe très actif de Bourg-en-Bresse. L'URAPP se donne quinze jours pour réussir son opération de sensibilisation. C.R.

\* Permanence ouverte prochainement pour interdire la presse. Tél. : (76) 87-57-24.

## Club du Monde des Spectacles

Réservation  
Liste des Spectacles  
Location réservée aux adhérents  
du Club du Monde des Spectacles  
Renseignements : 281.26.20

## THÉÂTRES

- ANTOINE, *Lily et Lily*, 160 au lieu de 200 F (sauf samedi soir).
- ARTS HÉBERTOT, *Le Sexe faible*, 130 F au lieu de 180 F (sauf samedi soir).
- ATELIER, *L'Institution*, à partir du 14 mars : 110 F au lieu de 180 F (sauf samedi soir).
- ATHÉNÉE, les *Jeux musicaux* (nous consulter).
- AUBERVILLIERS, *Le Vie de Clara Gazul*, du 21 janvier au 8 mars : 70 F au lieu de 80 F (sauf samedi soir).
- BOUFFES DU NORD : le *Mahabharata*, en trilogie : les 18, 19, 20 mars : 25, 26, 27 mars : 2, 3, 4 avril : prix, 185 F (prix normal + 5 F).
- CARRÉ SILVA MONFORT, *Bajazet*, L.L., 92 F au lieu de 120 F.
- CARTOUCHE DE VINCENTS SOLER, *Norodim Shonouk* (nous consulter pour l'abonnement, prix : 70 F au lieu de 80 F).
- TEMPÊTE, *Le Força de l'habitude*, L.L., 80 F au lieu de 70 F.
- CHAILLOT, 60 F au lieu de 70 F. *Grande soirée : Électre*, à partir du 30 janvier : le Parc, à partir du 23 février. *Salle Gémier : Madame de Sade*, mars (sauf les 6, 9, 14, 15, 18 mars) ; *Arlequin polé par l'amour*, en matinée uniquement à partir du 9 avril.
- THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, *l'Orlando*, les 25 et 26 mars. 1<sup>re</sup> série : 178 F, 2<sup>e</sup> série : 162 F (prix guichet : 210-190 F). *Les Jeunes solistes bulgares*, le 10 avril : 1<sup>re</sup> série : 154 F ; 2<sup>e</sup> série : 130 F ; 3<sup>e</sup> série : 105 F (prix guichet : 180-150-120 F). *Messe de requiem*, le 12 avril : 1<sup>re</sup> série : 178 F ; 2<sup>e</sup> série : 152 F ; 3<sup>e</sup> série : 138 F (prix guichet : 210-190-160 F). *Le Chevalier à l'épée*, le 14 avril : 1<sup>re</sup> série : 178 F ; 2<sup>e</sup> série : 162 F ; 3<sup>e</sup> série : 138 F (prix guichet : 210-190-160 F). *Guerre et paix*, 11, 13, 16 avril : 1<sup>re</sup> série : 362 F ; 2<sup>e</sup> série : 258 F ; 3<sup>e</sup> série : 174 F (prix guichet : 440-310-205 F).
- COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, *L'Âge de Monsieur est avancé*, les 6, 18 février à 21 h, le 22 février à 18 h 30 ; les 5, 20 mars à 21 heures ; le 15 mars à 18 h ; prix : 160 F au lieu de 200 F.
- EPICERIE-THÉÂTRE, *La vie est un songe*, à partir du 19 février, prix : 80 F au lieu de 70 F.
- GAYE-MONTMARTRE, *Le Gagneur*, 110 F au lieu de 160 F (sauf samedi soir).
- LA BRUYÈRE, *Large desolée*, février : 90 F au lieu de 120 F.
- MARSAIS, *L'Enfermement*, 70 F au lieu de 80 F (sauf samedi soir).
- MARIE-STUART, tous les spectacles au prix de 70 F au lieu de 80 F.
- MATHURINS, *grande salle*, *le Résistant*, prix : 105 F au lieu de 150 F (sauf samedi soir).
- PETITE SALLE, *le Bal de Napoléon*, prix : 85 F au lieu de 100 F.
- MONTMARTRE, *grande salle*, les *Genes d'un fada*, prix : 140 F au lieu de 180 F (sauf samedi soir).
- PETITE SALLE, *Fidélité et Voltaire*, prix : 90 F au lieu de 100 F.
- PALAIS DES CONGRÈS, Spectacle *Bajazet* : *Diaryson*, les 27 février, 1<sup>er</sup> mars : 1<sup>re</sup> série : 180 F au lieu de 220 F ; 2<sup>e</sup> série : 120 F au lieu de 160 F ; *le Bal de la fête*, les 7 et 8 mars, séries 1 et 2.
- PALAIS DES SPORTS, *Hollywood on ice*, 1<sup>er</sup> mars en matinée, 11 mars, 11 avril en soirée, prix : 120 F au lieu de 136 F (2<sup>e</sup> série).
- PORTES-ST-MARTIN, *le Tambour*, prix : 140 F au lieu de 180 F.
- ROND-POINT, prix : 90 F au lieu de 120 F ; les *Oiseaux* : les 18, 19, 20 février.
- SAINT-DENIS, théâtre Gérard-Philipe, *grande salle*, 70 F au lieu de 80 F ; *L'assommoir*, jusqu'au 18 février ; *Technique pour un coup d'État*, mars ; *Roméo et Juliette*, avril.
- PETITE SALLE, 50 F au lieu de 60 F ; *Pelle ordinaire d'une fille de Cham*, février : l'Entretien de M. Descazes avec M. Pascal le Jeune, mars.
- STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES, *A cinquante ans, elle découvrait le mer*, janvier-février, L.L., 105 F au lieu de 150 F.
- T.M.P., *London Sinfonietta*, 22-28 avril, 142 F au lieu de 185 F.
- ZENITH, *Lily Passion*, le 8 février, 128 F au lieu de 145 F (2<sup>e</sup> série).
- RENAUD, les 28 février, 4 mars, 14 mars, prix : 100 F au lieu de 110 F.

Pour les Festivals d'Aix et d'Orange, nous contacter.

Réservation dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour réserver, téléphonez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

Réservation	Nom _____ Prénom _____
	Rue _____ N° _____ Ville _____
Adhésion au Club	Code postal _____ N° Carte Club _____
	Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS. Retournez ce bulletin-réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à Camera Press du Monde des Spectacles, 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris.
Adhésion au Club	Nom _____ Prénom _____
	Rue _____ N° _____ Ville _____
Adhésion au Club	Code postal _____ N° tél. _____



la Montagne  
réclament la création  
d'une chaîne de redacteurs

tion : si l'indice des prix des  
dans les six prochains mois, la  
remise sera prise en compte  
d'autre part, les journalistes  
remplacés par des techniciens  
employés au sein de la chaîne  
La création d'une chaîne de  
fonctionnaires pour la chaîne  
dans les choix de gestion et de  
délégué de l'interprofession.  
La majorité des journalistes  
d'après CGT lancera un appel  
à la grève de la chaîne de  
redaction mardi soir 21 jan-  
vier, pour protester contre la  
suppression de postes et la  
réaffectation des journalistes  
à des tâches de techniciens.  
Le mouvement de grève sera  
coordonné par le syndicat  
Fédération nationale des  
journalistes (F.N.J.), qui a  
déclaré la chaîne de redaction  
comme un service essentiel de  
l'Etat.

ON) ET A « L'UNION » (RUE  
de justice reporter

de la chaîne de redaction de la  
rue Jean-Goujon. En effet, la  
chaîne de redaction de la rue  
Jean-Goujon est une chaîne de  
journalistes qui ont été réaffectés  
à des tâches de techniciens.  
Le mouvement de grève sera  
coordonné par le syndicat  
Fédération nationale des  
journalistes (F.N.J.), qui a  
déclaré la chaîne de redaction  
comme un service essentiel de  
l'Etat.

NAISSANCE DE L'UNE  
REGIONALE POUR L'UNION  
DU « PROGRES »

Le mouvement de grève sera  
coordonné par le syndicat  
Fédération nationale des  
journalistes (F.N.J.), qui a  
déclaré la chaîne de redaction  
comme un service essentiel de  
l'Etat.

LE FEUILLETON DE LA « 5 »

Les techniciens de TDF  
atteignent le sommet de la tour Eiffel

Un commissaire, quelques agents en uniforme : la  
tour Eiffel a cédé, et le gouvernement - par techni-  
ciens de Télédiffusion de France (TDF) interposés -  
pourra y placer son emblème, les antennes pour la  
diffusion de la cinquième chaîne.  
C'est le dernier en date des épisodes de la guérilla  
entre le gouvernement et la ville de Paris, à coups de  
décrets au Parlement, de recours au Conseil constitu-  
tionnel, de décrets et d'arrêts. En toile de fond, la  
volonté d'imposer la chaîne de M. Berlusconi avant les  
élections et le refus répété du maire de Paris.

responsables de la société d'exploitation de la tour  
Eiffel, un commissaire et quelques agents du septième  
arrondissement garantissent aux techniciens de TDF  
l'accès à la plate-forme supérieure. Les travaux  
commenceront.  
On attend maintenant la relance du maire de Paris,  
dans l'entourage duquel on compare ce nouvel épisode  
à un « Radio-Riposte à l'envers », faisant allusion aux  
ennuis du PS, avant 1981, avec ses radios libres.  
M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR et  
député de Paris, a déclaré de son côté que « l'installa-  
tion de la chaîne Berlusconi sur la tour Eiffel est une  
nouvelle et éclatante manifestation de l'abus de  
pouvoir que constitue la concession de la cinquième  
chaîne à un groupe privé dans des conditions scanda-  
leuses de secret et d'arbitraire justement dénoncées  
par la Haute Autorité. Un tel procédé déqualifie défi-  
nitivement ceux qui prétendent offrir des espaces de  
liberté, livrant en fait la télévision des Français au  
monopole de leurs copains ».

Les fantômes de la rue Jean-Goujon

La cinquième chaîne  
existe-t-elle ? La question peut  
paraître saugrenue au vu de la quan-  
tité d'écrits qui s'impriment chaque  
jour sur le sujet. Pourtant, le doute  
peut manquer de saisir le visiteur  
lorsqu'il pénètre au 21 de la rue  
Jean-Goujon, s'attendant à trouver  
une ruche bourdonnante, et qu'il ne  
voit que bureaux et couloirs à moitié  
vides au siège de la « 5 ». Et c'est  
même doute qui assaille aujourd'hui  
les équipes de M. Silvio Berlusconi  
et les principaux conseillers de la  
cinquième chaîne : MM. Bernard  
Miyet, Michel Thoulouze, Christian  
Dutoit ou Serge Joly, le patron de  
Libération.

sions publiques de la cinquième  
chaîne. Vedettes et candidats fran-  
çais seront donc jugés et applaudis  
par un public italien, payé pour ré-  
agir au bon moment même s'il ne  
comprend pas de quoi il s'agit. Seul  
c'est beau la vie, le grand jeu de  
19 h 30, sera fabriqué en France,  
mais décors et régie technique  
seront importés d'Italie.  
Ces décisions, M. Berlusconi les a  
imposées à une équipe réticente.  
A tous ceux qui le pressaient d'in-  
troduire dans les programmes plus  
d'émissions françaises, il répond  
qu'il ne faut pas disperser ses forces  
et que l'objectif prioritaire du  
20 février reste la mise en place du

Polémique au sein  
de la 5<sup>e</sup> chaîne :  
les conseillers  
français  
contestent le rôle  
quasi exclusif de  
M. Berlusconi.

L'objet des polémiques qui agi-  
tent la rue Jean-Goujon depuis plu-  
sieurs semaines est maintenant  
connu de tous : c'est la grille de pro-  
grammes présentée le 20 janvier à la  
presse et aux publicitaires par les  
responsables de la « 5 ». Si l'on  
enlève les films et les séries d'origine  
presque totalement américaine,  
50 % de la programmation est  
constituée par une simple sélection  
des meilleures émissions de Rete 4,  
Canal 5 et Italia 1, doublées et  
révisées dans les studios  
de Milan. La description est grande  
pour tous ceux qui rêvaient de  
construire la première chaîne privée  
française.

Cette intégration radicale effraie  
les conseillers français de la « 5 ». Ils  
estiment que, privée de direct et  
d'émissions ancrées dans la réalité  
nationale, la nouvelle chaîne n'aura  
pas une image de marque suffisante  
pour fidéliser le public. Ils s'interro-  
gent aussi sur les conséquences  
financières d'une telle organisation.  
Actionnaire à 40 % de la « 5 »,  
chaîne, le groupe de M. Berlusconi  
est aussi son fournisseur exclusif de  
programmes. Même l'achat des  
films et des séries américaines se  
fait, à ce moment, par l'intermé-  
diaire de Fininvest.  
On comprend pourquoi M. Ber-  
nard Miyet a refusé le poste de  
directeur général qui lui avait été  
proposé, ne voulant pas jouer les fan-  
tômes dans une télévision où toutes  
les décisions fondamentales sont  
prises à Milan. On comprend aussi  
pourquoi l'entrée d'Europe 1 dans le  
capital de la « 5 », annoncée pour  
immédiatement après un mois, bute  
toujours sur des difficultés. La station  
périphérique ne parvient pas à obte-  
nir de la chaîne les commandes de  
programmes nécessaires au dévelop-  
pement de son potentiel de produc-  
tion. Rue Jean-Goujon, chacun  
attend aujourd'hui un arbitrage de  
la légitime Seydoux, président-  
directeur général de la « 5 », qui ne  
semble pas pressé de se prononcer.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Au Carrefour international  
de la communication  
M<sup>me</sup> CHASSAGNE :  
« UNE SECONDE ÉTAPE  
DOIT ÊTRE ENGAGÉE »

M<sup>me</sup> Yvette Chassagne, prési-  
dente de l'UAP, qui a proposé le  
9 décembre sa démission de prési-  
dente du Carrefour international de la  
communication (le Monde du 16 jan-  
vier), nous apporte les précisions  
suivantes : « Toutes les délibé-  
rations du conseil d'administration  
ont toujours été adoptées à une très  
large majorité, notamment l'action  
pour la lutte contre l'illettrisme,  
indispensable à la modernisation du  
pays, qui a été décidée lors de la  
dernière réunion du 2 décembre  
1985. Par ailleurs, je déplore que  
certains administrateurs n'aient pu  
assister plus régulièrement aux  
séances du conseil d'administration,  
sans doute en raison d'un emploi du  
temps chargé (...).  
« Depuis ma prise de fonction, il  
y a un an, je me suis attachée, seule  
pendant plusieurs mois, à mettre en  
œuvre des règles administratives et  
une gestion rigoureuse que j'estime  
nécessaires au bon fonctionne-  
ment et à la notoriété du Carrefour.  
Je crois avoir accompli l'essentiel  
de cette tâche : l'identité du Car-  
refour est maintenant connue d'un  
large public, notamment des jeunes.  
Une seconde étape doit maintenant  
être engagée : le développement  
de l'image de marque et l'installation  
dans les futurs locaux qui requi-  
rent une connaissance approfondie  
du milieu de la communication et  
une grande disponibilité. Les res-  
ponsabilités que j'accuse par ail-  
leurs ne me permettent pas de dé-  
gager pour le Carrefour le temps qu'il  
faudrait maintenant que le président  
lui consacre... »

A PARTIR DU 1<sup>er</sup> MARS  
De nouveaux secteurs sont autorisés  
pour la publicité sur les chaînes publiques

Le Club Méditerranée, UTA,  
Manpower ou les bijoux Cartier  
pourront passer des messages publi-  
citaires sur les chaînes A2 et  
FR3 dès le 1<sup>er</sup> mars. Une lettre  
adressée le 21 janvier à la Régie  
française de publicité (RFP) par  
M. Georges Filiouzi, secrétaire  
d'Etat chargé des techniques de la  
communication, autorise les chaînes  
de service public à s'ouvrir à de  
nouveaux secteurs à partir de cette date.  
Le tourisme, les transports aériens,  
l'immobilier, l'informatique d'entre-  
prise, le travail intérimaire, les  
bijoux, le textile industriel et la mar-  
garine auront donc droit de cité sur  
les petites chaînes. En revanche, le  
tabac, les alcools, l'édition littéraire  
et musicale (disques, cassettes), le  
spectacle vivant (théâtre), la presse  
et la distribution resteront interdits  
de spots.

La RFP accueille avec satisfac-  
tion cette ouverture qu'elle avait  
réclamée au secrétariat d'Etat dès le  
1<sup>er</sup> mars.

Le n° 3  
de Globe  
est paru

GLOBE

L'AUTRE JOURNAL

HEBDO N° 1 Février 1986

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR  
Portrait de dame avec ministre

Jack Lang ne serait pas ce  
qu'il est s'il n'y avait pas, depuis  
vingt et quelques années, depuis  
le temps où lui-même jouait Cali-  
gula à Nancy, Monaco, présente  
aussi pour les rares moments de  
l'agréation de droit public.  
« Quel serait votre plus grand  
regret ? » lui avait demandé  
Luigi, il y a déjà longtemps, « Être  
admiré de Marquise » fut la brève  
réponse. Caroline et Valérie, les  
deux filles, le savent mieux que  
personne et s'en moquent genti-  
ment.  
De là des rumeurs acides sur  
le rôle de l'épouse. Manager,  
patronne, ministre, tout a été dit  
à propos de cette femme au sou-  
rire d'ivoire, mais que la nature

La fonction n'est pas des plus  
reposantes. Le ministre, dont la  
patience connaît parfois de  
subites baisses de tension, n'a  
pas, alors, d'égards excessifs  
pour l'épouse. Il tonnerait plutôt  
davantage si le rancé vient d'elle.  
Ce travail forcé, bien que  
consenti, appelle la recherche de  
compensations. Le chef du  
secrétariat particulier se repose  
dans des faiblesses de femme,  
dans des vertiges de colifichets.  
Les ennemis daubent. Les amis  
pardonnent. Les plus neutres  
reconnaissent le travail accompli.  
Ph. B.  
« Questions à domicile : Jack  
Lang », jeudi 23 janvier, 20 h 35,  
TF 1.

Mercredi 22 janvier

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1  
20 h 40 Séria : La guerre du cochon.  
Scénario de J. L. Tote et G. Chouhan, réal. G. Chou-  
chan. Avec B. Fresco, G. Goupil, H. Labort.  
Deuxième épisode : suite d'une chronique folle autour  
du pèté par porc. Son héros, Julien Le Roux, fabricant  
théâtre de caractère bretonne en butte aux éleveurs  
locaux, aux grandes surfaces, à sa famille.  
21 h 40 Football : Lille - Paris-Saint-Germain.  
21 h 15 Performances.  
Magazine de l'actualité de M. Cardoze.  
Au sommaire : Tardi, de pied en cap (en avant-première  
du Festival de la BD à Angoulême, le dessinateur Tardi  
s'est prêt à un jeu des portraits). Jeux de rôles (qui sont  
ces jeunes diplômés en élevage moyenâgeux ?).  
Entretien avec le doyen du collège de France, Georges  
Dumézil : les mythes (les nouveaux conseils en entre-  
prise).  
23 h 45 Journal.  
0 h C'est à lire.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A2  
20 h 35 L'heure de vérité : Georges Marchais.  
Magazine de F.-H. de Virieu.  
Le secrétaire général du PCF répond aux questions de  
F.-H. de Virieu, A. Dohamel, A. de Roy et à celles des  
téléspectateurs. Taisez-vous, sondages !  
21 h 55 Le dossier d'Aïnou Decaux : Ibn Secoud...  
ou l'apogée du désert.  
Pour évoquer le destin fabuleux du fondateur de l'Arabie  
moderne, l'historien du petit écran est allé sur  
place : de la ville de Darnah à celle de Riyad, en passant  
par le désert, où grandit Ibn Séoud, né dans le désert,  
et devenu l'un des hommes les plus riches du monde.  
23 h 10 Journal.  
23 h 30 Bonssoir les clips.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 35 Variétés : les Totems du Batouan.  
de J.-L. Foulquier.  
Avec Sophie Marceau, Jean-Pierre Mader, les Commu-  
nards, Anne Pigalle, Jean-Louis Mahjoud.  
21 h 35 Thalassa.  
Magazine de la mer de Georges Pernoud.  
Super-classe : une nouvelle forme de découverte, les  
classes de mer.
- 22 h 15 Journal.  
22 h 40 Cinéma : L'Homme blessé.  
Film français de P. Chéreau (1983), avec J.-H. Anglade,  
V. Mezzogiorno, R. Berlin, L. Kreutzer, A. Alam.  
Dans une ville de province, un adolescent est pris d'une  
passion foudroyante pour un voyou d'une trentaine  
d'années, rencontré à la gare. Traversée des « enfers »  
de certains milieux homosexuels et, surtout, tragédie de  
l'amour et du désir impossible à réaliser même dans la  
transgression. Une œuvre admirable. Un choc.  
0 h 25 Prélude à la nuit.  
Musique ancienne, par les Cambridge Buskers.
- FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE  
17 h, L'Age en fleur ; 17 h 15, A deux sur la trois (Et si...  
Fraggle rock ; Bizarre, comme c'est bizarre ; Intrigues et  
pizzas à Hatti ; Il faut le faire ; Croq'soleil) ; 18 h 55, La  
panthère rose ; 19 h 5, Atom PIC ; 19 h 15, Informations ;  
19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.
- CANAL PLUS  
20 h 15, Coluche ; 21 h, L'Exécuteur, film de M. Lucidi ;  
22 h 45, Les grands fonds, film de P. Yates ; 0 h 45, La  
Fugue, film de A. Penn ; 2 h 25, Saperstarr.
- FRANCE-CULTURE  
20 h Musique, mode d'emploi : J.-B. Forquy sur le  
cours de l'école.  
21 h 30 Pour en dire.  
21 h 30 Publications : Festival Django Reinhardt.  
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; sur le  
vif.  
0 h 10 Du jour au lendemain.
- FRANCE-MUSIQUE  
20 h 30 Concert (hommage à Henri Dutilleul en direct du  
Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : « Figures de réson-  
nances », « Deux préludes pour piano », « Trois strophes  
pour violoncelle seul », « Far Aldeburgh 85 pour hautbois,  
clavier et percussions », « Quatuor », « Ainsi la nuit », de  
Dutilleul ; « Children's corner », « Sonate pour violon-  
celle et piano en ré mineur », de Debussy, par le Quatuor  
Via Nova, M. Bourgeois, hautbois, H. Dreyfus, clavier,  
M. A. Estrella, piano, S. Guada, percussions, C. Ivaki,  
piano, M. Rostropovich, violoncelle.  
23 h Les soirées de France-Musique : jazz club, en  
direct du New Morning.

Jeudi 23 janvier

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1  
20 h 35 Questions à domicile : Jack Lang.  
Entretien de P.-L. Segallier, A. Sinclair et A. Tard.  
M. Jack Lang, ministre de la culture, répondra aux  
questions des journalistes en direct de son appartement  
de la place des Vosges. La cinquième chaîne, les nou-  
velles installations de la Bibliothèque nationale, la gale-  
rie Colbert récemment inaugurée, seront sans doute évo-  
quées parmi d'autres sujets.  
21 h 50 Séria : Columbo.  
Le témoin d'un meurtre, Helen Stewart revient sur ses  
affirmations. Le travail de l'inspecteur se complique.  
23 h 5 Journal.  
23 h 20 Automobiles.  
En direct du col de Turin, le rallye de Monte-Carlo.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A2  
20 h 35 Cinéma : le Grand Blond avec une chau-  
sure noire.  
Film français d'Yves Robert (1972), avec P. Richard,  
B. Blier, J. Rochefort, M. Darc, J. Carmet.  
Un violoniste distrait est choisi comme « hameçon » par  
le chef des services secrets, qui veut lancer son adjoint  
sur une fausse piste. Brillant, amusant pastiche de film  
d'espionnage, avec une fine équipe.  
22 h 05 Magazine : Actions.  
De M. Honorin, F.-H. de Virieu et G. Morin.  
Parlons d'argent : le flux préférentiel des concombres ou les  
complexes murins ? Titres en jeu : les investissements bou-  
liers ; coup de pouce... à l'inventeur d'un trimaran  
réputé insubmersible. L'accord d'entreprise du mois.  
23 h 20 Journal.  
23 h 45 Bonssoir les clips.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 35 Cinéma : A nos amours.  
Film français de Maurice Pialat (1983), avec S. Bon-  
naire, D. Bernhardt, M. Pialat, E. Kerr, A.-S. Maillé.  
Une fille de quinze ans, vivant dans une famille déseu-  
rée, fait l'expérience de la sexualité sans parvenir à com-  
prendre l'émotion. L'étude d'une conduite moderne. Une ado-  
lescente entre la liberté et le désastre. Violence et dis-  
grâce, mise en scène qui débouche les nervos mais  
aussi la tendresse humaine. Le couronnement de Pialat.  
La réplétion de Sandrine Bonnaire.
- 22 h 10 Journal.  
22 h 35 Petite histoire, grande histoire.  
Série de Gérard Mordillat. Réal. : Fred de Waele.  
Entretien de P.-L. Segallier, A. Sinclair et A. Tard.  
M. Jack Lang, ministre de la culture, répondra aux  
questions des journalistes en direct de son appartement  
de la place des Vosges. La cinquième chaîne, les nou-  
velles installations de la Bibliothèque nationale, la gale-  
rie Colbert récemment inaugurée, seront sans doute évo-  
quées parmi d'autres sujets.  
21 h 50 Séria : Columbo.  
Le témoin d'un meurtre, Helen Stewart revient sur ses  
affirmations. Le travail de l'inspecteur se complique.  
23 h 5 Journal.  
23 h 20 Automobiles.  
En direct du col de Turin, le rallye de Monte-Carlo.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A2  
20 h 35 Cinéma : le Grand Blond avec une chau-  
sure noire.  
Film français d'Yves Robert (1972), avec P. Richard,  
B. Blier, J. Rochefort, M. Darc, J. Carmet.  
Un violoniste distrait est choisi comme « hameçon » par  
le chef des services secrets, qui veut lancer son adjoint  
sur une fausse piste. Brillant, amusant pastiche de film  
d'espionnage, avec une fine équipe.  
22 h 05 Magazine : Actions.  
De M. Honorin, F.-H. de Virieu et G. Morin.  
Parlons d'argent : le flux préférentiel des concombres ou les  
complexes murins ? Titres en jeu : les investissements bou-  
liers ; coup de pouce... à l'inventeur d'un trimaran  
réputé insubmersible. L'accord d'entreprise du mois.  
23 h 20 Journal.  
23 h 45 Bonssoir les clips.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 35 Cinéma : A nos amours.  
Film français de Maurice Pialat (1983), avec S. Bon-  
naire, D. Bernhardt, M. Pialat, E. Kerr, A.-S. Maillé.  
Une fille de quinze ans, vivant dans une famille déseu-  
rée, fait l'expérience de la sexualité sans parvenir à com-  
prendre l'émotion. L'étude d'une conduite moderne. Une ado-  
lescente entre la liberté et le désastre. Violence et dis-  
grâce, mise en scène qui débouche les nervos mais  
aussi la tendresse humaine. Le couronnement de Pialat.  
La réplétion de Sandrine Bonnaire.

La Vallée  
des peupliers

Le roman  
de votre  
feuilleton

Stock

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et  
de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre  
supplément (le Monde du 16 janvier).

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 23 JANVIER

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est  
invité à l'émission « Carrefour », sur Radio France  
internationale, à 14 h 15.  
- M. Jack Lang, ministre de la culture, sera inter-  
rogé en direct de son domicile, pour l'émission « Que-  
stions à domicile », sur TF 1, à 20 h 35.



# société

## AÉRONAUTIQUE

### Un Super-Concorde pour le troisième millénaire

De notre envoyé spécial

New-York. — Visiblement agacé par l'insistance d'un journaliste américain sur l'éventualité d'un Super-Concorde, M. Jean Aroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a répondu vivement : « Un Concorde de deuxième génération ? Pas avant le troisième millénaire ! » Cela s'est passé, mardi 21 janvier, à New-York, devant les invités de la compagnie Air France, qui a célébré le dixième anniversaire de la mise en service commercial de l'avion supersonique en organisant, dans la journée, un aller-retour Paris-New-York-Paris en Concorde spécial.

Paradoxalement, en effet, le constructeur, l'Aérospatiale, en rappelant que, depuis une dizaine d'années, il avait dans ses cartons le projet d'un nouveau supersonique, a ravi la vedette à Air France. « Déjà dix ans d'âge et encore vingt ans d'avance », proclamait une publicité de l'Aérospatiale dans plusieurs journaux américains. « C'est pourquoi nous travaillons dur au projet d'un successeur hypersonique de Concorde », ajoutait-elle.

#### Savoir-faire technologique

En privé, les dirigeants de l'Aérospatiale se montrent plus modestes. « Il est souhaitable de réunir les moyens de financement de l'Europe et des Etats-Unis sur un projet de cette ampleur », explique le président de la société, tout en précisant qu'il n'avait pas pris des contacts à ce sujet. De toute évidence, la publicité de l'Aérospatiale s'adresse à Boeing, qui, de son côté, étudie la possibilité d'un supersonique et avec lequel la société française rêve de tra-

vailler. A la condition de pouvoir faire valoir son savoir-faire technologique.

Il revenait au secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, de garder les pieds sur terre. « Concorde volera jusqu'à l'an 2000, et au-delà, s'il est indiqué. Il y aura un jour, plus tard, un supersonique de deuxième génération. Il devra avoir un rayon d'action plus important, pour gagner d'autres lignes, notamment sur le Pacifique, transporter plus de passagers, être plus silencieux et plus économique. Vous imaginez les difficultés, surtout pour la motorisation de cet avion avec des réacteurs à cycle variable, et les dépenses considérables de développement, qui dépassent la capacité d'un seul pays, voire d'un seul continent. » « Nos priorités restent dans le subsonique », a conclu M. Josselin, où des progrès importants ont encore besoin d'être faits.

Ce que ne disent pas publiquement les responsables politiques, mais qu'ils laissent entendre, c'est que l'Aérospatiale leur présente des ambitions financières qui peuvent se neutraliser en s'ajoutant. D'un côté, il y a le Super-Concorde, dont le coût de la mise au point est d'ores et déjà estimé, par les industriels, à 4 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs), soit les dépenses du programme actuel de Concorde (avec la fabrication de seize avions). De l'autre, il y a le projet de l'avion orbital Hermes, qui est évalué par le Centre national d'études spatiales à 16 milliards de francs, alors qu'on s'obtient, au ministère de la défense, à partir plutôt de 35 milliards de francs. Deux programmes majeurs, en tout cas, qui pourraient rivaliser lorsqu'il faudra envisager de les financer ensemble.

JACQUES ISNARD.

## SCIENCES

### UN DEUXIÈME SURGÉNÉRATEUR EUROPÉEN

### Français et Allemands cherchent un terrain d'entente

Alors que la centrale nucléaire surgénératrice Superphénix, que les Français, Italiens et Allemands ont construite, à Creys-Malville, sur le Rhône, en amont de Lyon, fait ses premiers pas, se pose déjà le problème de la suite à donner à cette nouvelle filière nucléaire. La réponse à cette question est d'autant moins aisée que ces réacteurs, qui devraient produire plus de combustible qu'ils n'en consomment, apparaissent dans un contexte économique difficile du fait de leur coût, encore trop élevé, et du prix de leur kilowatt-heure pas assez compétitif, comparé à celui des centrales nucléaires classiques.

Certes, Superphénix n'est qu'un prototype, unique de surcroît, et on ne saurait lui demander d'emblée de réussir à la fois au plan technique et économique. C'est pourquoi, Français et Allemands se sont réunis, lundi 20 janvier, à Bonn pour discuter de l'avenir des surgénératrices et voir comment d'autres réacteurs de ce type pourraient voir le jour en Europe. Car, s'il n'est pas question aujourd'hui de lancer une série importante de ce genre de réacteurs, il y a avec Superphénix un savoir-faire et un capital de matière grise à préserver. Or tout arrêt prolongé conduirait à un éclatement des équipes, qu'il serait difficile de reconstituer.

Faute d'une décision sur la construction d'un nouveau surgénérateur ou d'une assurance sur la poursuite de leurs activités, les meilleurs ingénieurs et techniciens se tournent vers des secteurs d'activité plus dynamiques. M. Gérard Renon, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ne le souhaite pas, d'autant que selon lui on « n'accuse pour l'instant aucun retard. Si, dans un an, la décision qui est prise est claire et bien prise, nous pourrions, dit-il, organiser le travail des équipes sans difficultés. »

« Il faut, ajoute-t-il, leur donner une vision claire de ce qu'ils auront à faire. D'ici là, nous devons mener à bien le démarrage de Superphénix, tirer les enseignements scientifiques et technologiques de ce programme, puis compléter le dossier technique nécessaire au gouvernement pour prendre ses décisions. Dans l'immédiat, cela se traduit par une charge importante pour les équipes de recherche et de développement du CEA. » Mais « cet effort devra être poursuivi pour faire progresser les surgéné-

teurs et être prêt au début du siècle prochain ».

Une telle hypothèse suppose chez les investisseurs potentiels une vocation pour les surgénératrices ou, à défaut, une volonté politique de la part des Européens d'aller de l'avant. « La question, estime M. Renon, est de savoir comment la poursuite d'un effort de recherche et de développement dans ce domaine doit être répartie dans le temps, comment elle peut s'appuyer sur des projets de réalisation de centrales, comment enfin le travail peut être intelligemment partagé dans le cadre d'une coopération internationale. »

#### Actualiser

#### les accords de 1973

Quelle coopération ? C'est tout le problème. Notamment en ce qui concerne la France et l'Allemagne. En 1973, les électriciens des deux pays, auxquels s'étaient joints les Italiens, s'étaient engagés à construire en France un surgénérateur prototype de taille industrielle (1 300 mégawatts), fondé sur la technologie développée à Marcoule avec le réacteur français de 250 mégawatts, Phénix. En retour, devait être réalisé en Allemagne un équivalent de Superphénix dérivé d'un réacteur allemand de 300 mégawatts installé à Kalkar. Le montage financier retenu pour la première de ces deux opérations prévoyait qu'EDF financerait Superphénix à 51 % au travers d'une société créée pour l'occasion - la Nersa - tandis que le solde serait partagé entre l'électricien allemand RWE (16 %) et les Italiens (33 %). Pour le second réacteur, en revanche, les rôles d'EDF et de RWE devaient être inversés, les Italiens restant toujours à la hauteur de 33 %.

Las ! Phénix tourne depuis plus de dix ans, alors que Kalkar attend toujours son premier chargement de combustible. Superphénix produit ses premiers kilowatts-heure, tandis que son homologue allemand, SNR-2, n'existe pas. Dans ces conditions, les accords de 1973 seraient-ils devenus inadaptés ? Tout porte à le croire, ce qui ne signifie nullement que les Français veulent rompre leurs engagements. D'autant qu'en Allemagne un certain intérêt semble se faire jour en faveur de la construction d'un surgénérateur de taille industrielle, fondé sur la tech-

nologie développée pour Phénix et Superphénix. Mais les Français estiment nécessaire « une certaine actualisation des accords passés », comme en témoignent de récentes déclarations de M. René Carle, directeur de l'équipement à EDF. « Nous avons à EDF des études propres sur ce que pourrait être un surgénérateur de 1 500 mégawatts. Ce projet sera achevé l'an prochain. Mais ce n'est que du papier, et si nous souhaitons poursuivre dans cette filière, nous voulons le faire dans un cadre large. Enfin, nous souhaitons que la prochaine centrale, si elle est décidée, se fasse en Allemagne. »

Cela devrait rassurer le chancelier Kohl, qui s'était montré inquiet d'un possible renoncement français. Mais cela suppose que l'Allemagne fasse preuve de bonne volonté en proposant un site, ce qui, dans la conjoncture politique actuelle, ne paraît guère simple. Sinon, M. Carle n'écartera pas la possibilité « de se replier ailleurs, et pourquoi pas sur un site français ».

La parole est donc aux négociateurs, qui ont fort à faire - la réunion de Bonn au niveau gouverne-

mental l'a montré - pour faire converger les points de vue. Les Allemands n'ont pas encore de site, ne souhaitent s'engager que dans une phase d'étude, et leurs électriciens ne sont guère pressés. Les Français sont plutôt en faveur d'un peu plus de réalisme, même s'ils ne souhaitent pas s'engager à n'importe quel coût. L'affaire est d'autant plus délicate que s'y greffe l'accord intergouvernemental de 1984 signé par les Allemands, les Belges, les Britanniques, les Français et les Italiens, et qui couvre une série d'accords plus détaillés en matière de recherche et de développement, d'ingénierie, de regroupement d'industriels, mais aussi de compagnies d'électricité. Si des accords sont sur le point d'être conclus sur les deux premiers thèmes, et si les conversations entre industriels avancent, des obstacles restent à franchir de la part des électriciens. Et, sur ce point, une entente entre Allemands et Français est un préalable nécessaire à la construction d'un deuxième surgénérateur européen. La réunion qui doit avoir lieu le mois prochain permettra peut-être d'y parvenir.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

### LE ONZIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL D'ARCHÉOLOGIE SE TIENDRA A MAYENCE

### Des scientifiques sud-africains indésirables en Grande-Bretagne

Le onzième congrès international d'archéologie se tiendra du 1<sup>er</sup> au 7 septembre à Mayence (Allemagne fédérale), et non pas à Southampton (Londres), comme l'avait décidé l'Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques (UISPP), à l'issue du dixième congrès, réuni à Mexico en 1981. Telle est la conclusion à laquelle est parvenu le comité exécutif - international - de l'UISPP, réuni d'urgence en session extraordinaire, le 17 janvier, à l'Institut de paléontologie humaine à Paris. Quelque trois mille scientifiques devraient participer au onzième congrès.

Le comité d'organisation - purement britannique - du onzième congrès avait décidé en septembre 1985, sans en référer ni au comité exécutif, ni au conseil permanent, ni au secrétaire général de l'UISPP, de « désinviter » quelque vingt-cinq spécialistes sud-africains (dont un Noir) britanniques ou américains travaillant en Afrique du Sud. Il aurait ainsi agi sous la pression de la

municipalité de Southampton, des étudiants et de l'Union des professeurs à l'université de Southampton. Notons que les scientifiques ainsi écartés sont de notables opposants à la politique d'apartheid.

Certes, dans le passé, des scientifiques sud-africains ont été empêchés à plusieurs reprises de participer à de grands congrès internationaux. Mais toujours parce que les autorités politiques du pays hôte leur avaient refusé le visa. Pourtant, l'UISPP précise dans ses statuts qu'elle est ouverte à tous, sans tenir compte de la couleur, de la religion, de la nationalité. Le conseil international des unions scientifiques et le comité international de philosophie et de sciences humaines de l'UNESCO, dont fait partie l'UISPP, ont réaffirmé, à l'occasion de la réunion du comité exécutif, leur attachement fondamental à la liberté de la science et à la liberté de déplacement de tous les scientifiques. - Y. R.

## SPORTS

### SKI ALPIN

#### BOUVET RETROUVE LA VICTOIRE EN SLALOM

En gagnant mardi 21 janvier à Parpan (Suisse) le sixième slalom de Coupe du monde 1986, Didier Bouvet a remporté une victoire que l'équipe de France attendait depuis treize ans : c'était en effet le 22 mars 1973 que Jean-Noël Augert s'imposait à Heavenly, aux Etats-Unis. Depuis, plus rien. Douanier de son état et bientôt âgé de vingt-cinq ans, Didier Bouvet marque ses premiers points en Coupe du monde en 1980, avec une dixième place. Mais il se révèle au grand public aux Jeux olympiques de Sarajevo, en 1984 : il obtient la médaille de bronze et, la même année, finit huitième dans le slalom de Parpan, qu'il semble affectionner. Malheureusement, il ne confirme pas la saison suivante, enchaînant défaite sur défaite. D'aucuns estiment qu'il a du mal à digérer sa médaille. Mardi, il a laissé ses doutes au départ, retrouvé sa hargne et sa finesse de son ski. Dans la première manche, malgré son dossier 23, il finissait deuxième, à 67 centièmes de Paul Frommelt, puis profitait d'une chute du vainqueur de Kitzbuehel pour s'imposer en 1 min 33 s 03 dans la seconde manche. Il a devancé le Suédois Ingemar et le Finlandais Thomas Buerger.

### Rallye de Monte-Carlo

#### TOIVONEN

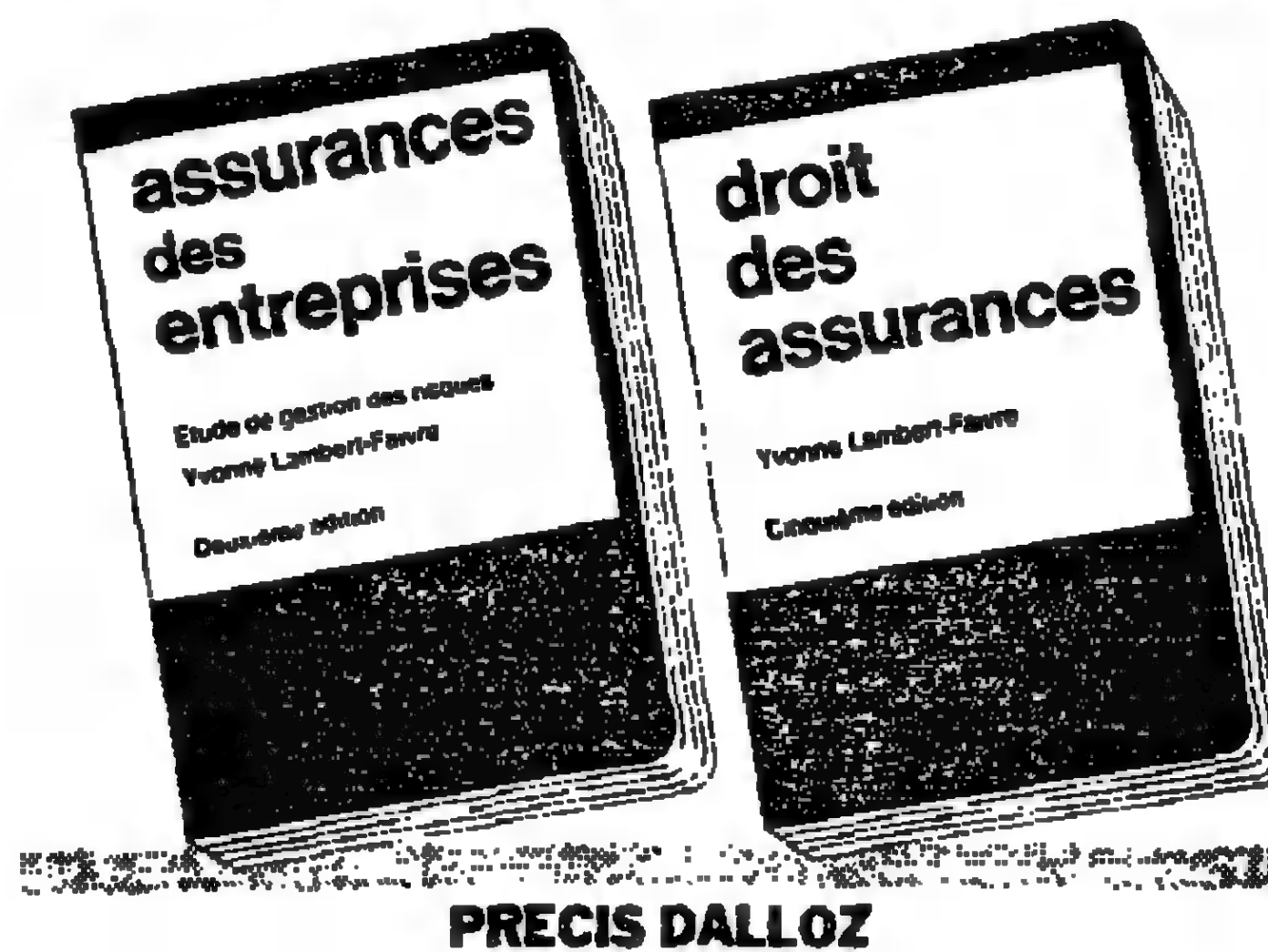
#### RÉSISTE A SALONEN

Avant de s'élancer le 22 janvier sur les routes de l'arrière-pays niçois pour gagner Monaco à la faveur de six épreuves spéciales, les quatre-vingt-dix-huit concurrents, respectés du Rallye de Monte-Carlo ont passé quatre heures de repos à Gap.

Souffrant d'une luxation de la hanche à la suite d'une collision spectaculaire avec un spectateur, le Finlandais Toivonen (Lancia Delta S4) occupait toujours la première place du classement général, mais il avait de plus en plus de difficultés à maintenir son avance (1 min. 46 sec.) sur son compatriote Salonen (Peugeot 205 turbo 16) et son coéquipier italien Biasini, à 2 min 45 sec. Quadruple vainqueur de l'épreuve, l'Allemand de l'Ouest, Röhrl (Audi sport Quattro), qui a été victime d'une crevaison au cours d'une « spéciale » la veille, était en sixième position à 9 min. 25 sec., précédé par le Français Saby (Peugeot 205 turbo 16), qui a réalisé les trois derniers meilleurs temps mardi.

### Le droit de comprendre

Assurances des entreprises et droit des assurances sont des outils de travail et de référence indispensables.



PRECIS DALLOZ

## TIERS-MONDE

### LA CAMPAGNE DE BOB GELDOF CONTRE LA FAMINE

#### « Une idée fugace, mais très belle... »

De passage à Paris, le chanteur de rock Bob Geldof, animateur de la campagne contre la famine dans le tiers-monde, devait rencontrer ce mercredi 22 janvier le président de la République et préparer une prochaine manifestation à grand spectacle qui mettra aux prises les plus grands sportifs mondiaux.

Sa dernière opération, à destination des écoles - qui consiste à demander aux élèves français d'envoyer des sacs de farine, de sucre et de lentilles dans les sept pays africains les plus touchés par la famine (le Monde du 4 janvier) - n'est pas du goût de tous les organismes de solidarité avec le tiers-monde. Plusieurs d'entre eux, surpris par l'ampleur de cette campagne (sept cent cinquante mille jeunes scolaires ont constitué, en deux semaines, quinze mille comités de soutien, selon Band Aid) critiquent tant son organisation que ses objectifs : cela contredirait, selon eux, les efforts d'éducation aux problèmes de la pauvreté et mettrait en cause l'aide aux projets de développement engagés par les populations locales elles-mêmes.

La stratégie de Band Aid, qui a décidé de frapper fort, avec l'aide des médias et des vedettes du show-business, indispose les organisations non gouvernementales (ONG) - d'envoyer des sacs, et après ? - demande le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) qui exprime ses réticences à l'égard d'une opération conçue pour la publicité, dont les conséquences ne semblent pas avoir été suffisamment étudiées. L'association Frères des hommes, engagée dans une action d'aide au développement de l'agriculture africaine, estime que l'envoi massif et temporaire de nourriture modifie les habitudes alimentaires des populations, renforce la mendicité et les trafics, et « pose finalement plus de problèmes qu'il n'en résout ».

Ce genre de réflexions a le don d'irriter Bob Geldof, le chanteur de rock anglais, qui a gardé l'allure dégingandée, les cheveux trop longs, le regard malicieux du chanteur de « Boomtown Rats », qu'il entend rester.

Il peste contre les « mauvais jours » de l'aide humanitaire.

#### Le succès de l'opération de Band Aid dans les écoles surprend et irrite les organismes d'aide au tiers-monde.

« Le développement de l'Afrique, c'est d'abord le changement des mentalités ici », rétorque-t-il, en évoquant les discussions familiales qui doivent, selon lui, provoquer la collecte des sacs de farine par les élèves. Bob Geldof explique sa démarche par la honte qu'il a éprouvée devant le spectacle de la faim, une immense « compassion » qu'il ne veut pas confondre avec une quelconque « charité chrétienne ». « La seule question est de savoir, dit-il, si nous sommes prêts à regarder, de nos fauteuils, des enfants mourir. Si oui, nous n'appartenons plus à une société humaine. »

Pour ceux qui refusent de tels propos, l'inventeur de Band Aid a un autre discours en réserve : on ne peut pas faire de bon business avec une Afrique pauvre qui, avec sa dette sans cesse accrue, nous explosera un jour entre les mains.

La candeur ou le réalisme économique conduisent, selon lui, à la même « certitude morale » : il n'est pas possible de ne pas aider l'Afrique, même au nom d'un développement autonome, car « à quoi sert d'avoir relevé un pays si tous ses habitants sont morts de faim » ?

Band Aid n'a d'ailleurs pas la prétention d'œuvrer à la place des organisations existantes, dont il finance déjà nombre de projets de développement. Bob Geldof interprète leur mauvaise humeur comme le marque d'une « jalousie » devant son succès dans les écoles.

Les ONG françaises ne sous-estiment pas l'ampleur de la vague. Le CCFD reconnaît que, pour la première fois, on a réussi à mettre massivement le milieu scolaire en action, ce que s'écritent en vain à faire bien des associations depuis des années. L'association Ecole et tiers-monde, qui regroupe des enseignants sensibilisés aux questions de sous-développement, constate que des jeunes très touchés par la campagne de Band Aid, cherchent depuis la rentrée de janvier à discuter du problème de la faim avec des professeurs, parfois désarmés. Un inventaire des ressources documentaires pour l'éducation au développement a été publié par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) (1), et Band Aid s'apprête à diffuser aux milliers des brochures spéciales. Une banque de données télématiques, recensant les projets de développement à moyen et à long terme soutenus par les populations et aidés par les organismes français, sera bientôt mise à la disposition des lycéens.

Bob Geldof exulte : « L'idée de donner à ceux qui ont faim est excitante. On peut la vendre comme un bon disque de rock ». Mais la hantise du rocker au grand cœur est l'institutionnalisation de son mouvement. Il la voudrait plutôt comme « une idée fugace mais très belle, dont on se souvient toujours ». Une sorte d'étoile filante.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Références documentaires, n° 27, revue publiée par le CNDP, 29, rue d'Ulm, 75005, Paris.

## MÉDECINE

### A la suite de trois décès en Grande-Bretagne

#### UN ANTIDÉPRESSEUR EST RETIRÉ DU MARCHÉ FRANÇAIS

Les laboratoires Hoechst ont décidé le 21 janvier dernier de retirer du marché mondial la nomifensine (Alival), un médicament antidépresseur commercialisé en France depuis 1977. Cette décision fait suite à l'observation, essentiellement en Grande-Bretagne, de plusieurs cas d'anémie hémolytique grave (destruction des globules rouges par un mécanisme immuno-allergique) ; pour trois d'entre eux, celle-ci a entraîné le décès du patient. En revanche, en France, aucun des quelque quinze cas (en général peu graves) observés sous nomifensine depuis 1979 n'a été à l'origine du décès d'un malade. Si, en France, la prescription d'Alival était réservée à des personnes souffrant de dépression d'intensité légère ou moyenne, les posologies étaient donc relativement peu élevées, - il n'en allait pas de même en Grande-Bretagne, où l'Alival était également prescrit dans des cas de dépression grave, éventuellement par voie intraveineuse, et souvent à des doses massives.

Cependant, sans attendre les résultats de l'enquête de pharmacovigilance, qui devraient être connus le 30 janvier, les laboratoires Hoechst ont décidé, en France, à titre préventif, de retirer leur produit du marché. Pour ce faire, une lettre a été envoyée à tous les médecins français, les informant de ce retrait.

Afin de permettre aux praticiens de prendre toutes leurs dispositions, il a été décidé, en accord avec le secrétariat d'Etat chargé de la santé, de maintenir la délivrance de l'Alival en pharmacie jusqu'au samedi 1<sup>er</sup> mars inclus. Environ 90 000 boîtes de ce médicament étaient jusqu'à présent vendues chaque mois en France.

F. N.



## CARNET

### Décès

M<sup>me</sup> Françoise Chapalain, épouse de Roger Nougaret, Bertrand, Benoît et Marie-Cécile Chapalain.

ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

**Jean CHAPALAIN**, directeur commercial DIPHAC, pharmacien-colonel de réserve, ancien élève de l'école de santé de Lyon, chevalier de l'ordre du Mérite.

survenue le 10 janvier 1986 dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Pont-Aven (Finistère), le 14 janvier 1986.

M<sup>me</sup> Georges Choubert, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Georges Choubert, et leurs enfants, M<sup>me</sup> Elisabeth Choubert, M<sup>me</sup> Pierre Choubert, M<sup>me</sup> Marie Royne, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de décès de

**M. Georges CHOUVERT**, docteur ès sciences, ingénieur FNSN, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre de l'Étoile, ancien chef de service de la carte géographique du Maroc, ancien directeur de recherches au CNRS,

survenu le 21 janvier 1986 dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bourg-la-Reine le jeudi 23 janvier 1986.

On se réunira au cimetière, rue de la Bièvre, à 8 h 45.

Une messe sera dite le mercredi 29 janvier, à 18 h 20, en l'église orthodoxe de la rue Daru, Paris (8<sup>e</sup>).

83, boulevard Joffre, 92340 Bourg-la-Reine.

Le président de l'université Paris-Sud, à Orsay,

a le regret de faire part de décès de

**M. Georges CHOUVERT**, chevalier de l'ordre national du Mérite, ancien directeur de recherche au CNRS,

survenu le 21 janvier à Bourg-la-Reine.

L'inhumation aura lieu le jeudi 23 janvier, à 8 h 45, au cimetière de Bourg-la-Reine.

Catherine Coustère, Vincent et Julien Lidsky, Paul Lidsky,

ont la douleur d'annoncer la mort de

**M<sup>me</sup> France COUSTÈRE-NOUYRIGAT**,

Les obsèques auront lieu le 23 janvier 1986, à Sauveterre-de-Rouergue.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Marcel Lajoie, Le général et M<sup>me</sup> Jacques Faugeras, François et Dominique Appert, et leur fille Camille,

M<sup>me</sup> Paul Faugeras et Michel Le Garrec, et leur fils Brann, Philippe et Catherine Pascal, et leur fille Cécilia, M. François Faugeras, M. Charles Medor-Diop,

ont la tristesse de faire part de décès de

**M. Guy FAUGERAS**, professeur à l'université de Rouen, faculté des sciences pharmaceutiques,

survenu le 20 janvier 1986, à l'hôpital Tenon.

Le service religieux sera célébré le jeudi 23 janvier, à 15 h 45, en l'église Saint-Médard, rue Mouffetard, Paris (5<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu à Seilhac (Corrèze), le vendredi 24 janvier 1986, à 11 heures.

Saint-Antoine des Plantades, 19970 Usac, 2, square Adanson, 75005 Paris, 43, rue Lacépède, 75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

### LÉGION D'HONNEUR

**PIT**

Est nommé chevalier : M. Jean-Michel Labaye, vingt-sept ans, employé aux PIT, mortellement blessé, le 10 décembre, alors qu'il relevait le contenu d'une cabine téléphonique.

M<sup>me</sup> Liika Orimski, Claude et Robert Alazaki, Timothée et Robinson, Rachel et Robert Mazarinche, Jean et Bernhe Keller, Jean-Noël et Danielle, Les familles amies et alliées ont le chagrin de faire part de décès de

**M. David ORLINSKI**,

leur mari, père, grand-père, oncle et beau-frère, survenu le 19 janvier 1986, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 23 janvier.

Réunion à l'entrée principale du cimetière de Bagneux, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Henri-Charles Puech, son épouse, Le professeur et M<sup>me</sup> Paul Puech, M. et M<sup>me</sup> Henri Puech, Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Brenac, M. et M<sup>me</sup> André Pourquier, M. et M<sup>me</sup> Pierre Durille, ses neveux et nièces, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Suzanne Lasser, sa dévouée collaboratrice, Et ses fidèles amis,

ont la douleur de faire part de décès de

**M. Henri-Charles PUECH**, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, président honoraire de la V<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études, officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, membre de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier, membre de la Société asiatique, membre du conseil de la Société française d'histoire des religions, Corresponding Fellow of the British Academy, docteur honoris causa de l'université d'Utrecht,

survenu le 11 janvier 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 16 janvier 1986 en la chapelle Notre-Dame-des-anges à Paris.

L'inhumation a eu lieu au cimetière des Beignolles, 79, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

(Le Monde du 17 janvier.)

### Remerciements

M<sup>me</sup> Lucien Miquel, M. et M<sup>me</sup> André Miquel, M<sup>me</sup> Claude Miquel, Et leur famille,

profondément touchés des innombrables témoignages de sympathie reçus à l'occasion du décès de

**M. Lucien MIQUEL**,

prient tous leurs amis de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

### Avis de messes

Une messe sera célébrée le samedi 23 janvier à 11 heures en l'église Saint-Séverin, à la mémoire de

**Jacques CHAZELLE**,

décédé le 26 décembre 1985 à Lisbonne.

Pour le troisième anniversaire de la mort de

**président Georges BIDAULT**,

une messe sera célébrée le mardi 28 janvier, à 18 heures, à Saint-Louis des Invalides.

### Communications diverses

#### LA SANTÉ AU QUOTIDIEN

La section française de la Fédération internationale pour l'économie familiale organise, les 24 et 25 janvier (9 h-18 h), deux journées d'études sur ce thème, à l'École nationale de chimie, 11, rue Pirandello, 75013 Paris. 250 F. Rens. : SF-FIEF, tél. : 42-60-37-01, p. 343.

L'Amilid judéo-chrétienne de France organise le jeudi 23 janvier, à 18 h 30, une conférence sur le thème : « La femme dans le judaïsme », dans une salle paroissiale de Saint-Augustin, 7, rue de la Bienfaisance, Paris (8<sup>e</sup>), avec M<sup>me</sup> Picard, directrice d'école juive, licenciée et diplômée d'histoire.

Une conférence-débat : « Les apprentis sorciers et les manipulations génétiques », avec le professeur Jérôme Lejeune, de l'Institut et de l'Académie pontificale des sciences, est organisée le jeudi 23 janvier, à 12 h 30, à la paroisse Notre-Dame-des-Victoires, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires. Entrée libre. A partir de 12 heures, sandwiches et boissons pour ceux qui le désirent.

Une conférence-débat sur « Les médias et le choix de l'information », organisée par la commission Justice et paix de la paroisse Saint-Sulpice, aura lieu le jeudi 23 janvier, à 20 h 45, avec M. Robert Solé, chef du service société du journal Le Monde, et le Père Pierre-Antoine, jésuite du centre Sévres.

### DEVANT LA COUR D'ASSISES DE TARN-ET-GARONNE

## Trois candidats à la Légion répondent du meurtre d'un Algérien battu et jeté hors du train Bordeaux-Vintimille

Devant la cour d'assises de Tarn-et-Garonne présidée par M. Jean-Louis Vuillemin, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, comparaissent à partir du mercredi 22 janvier les trois postulants légionnaires accusés d'avoir volontairement donné la mort à un jeune Algérien âgé de vingt-six ans, Habib Grizmi, qui fut projeté du rapide Bordeaux-Vintimille dans la nuit du 14 au 15 novembre 1983.

Durant au moins trois jours, il s'agira de rechercher quelle fut, dans ce crime, la part respective de responsabilité de Marc Béani, vingt-trois ans, Anselmo Elviro-Vidal, vingt-huit ans, et Xavier Blondel, vingt-sept ans. Tous trois — sous la conduite du caporal-chef Joseph Luvel et sa compagnie d'un camarade mis à l'un et l'autre hors de cause par l'instruction — place dans un compartiment du rapide, à Bordeaux, pour se rendre à Aubagne dans les Bouches-du-Rhône où ils devaient passer des tests en vue de leur incorporation au 1<sup>er</sup> régiment étranger parachutiste.

Au cours du voyage, l'attention du contrôleur principal de la SNCF, M. Vincent Perez, avait été attirée par l'attitude d'un voyageur accroupi en bout de wagon. C'était Habib Grizmi. Il se plaignait en pleurant d'avoir reçu de l'un des militaires un violent coup de tête. Pour protéger le jeune homme apeuré, M. Perez l'avait conduit dans une autre voiture dont il avait fermé à clé la porte d'accès. Cependant, peu après, Béani, Elviro-Vidal et Blondel réussirent à se faire ouvrir cette porte par un autre contrôleur. Ils rejoignirent ainsi leur victime et, de nouveau, devaient la rouer de coups de poing, lui porter au moins un coup de couteau et, finalement, le pousser sur le ballast après minuit dans les environs de Castelsarrasin, alors que le convoi roulait à 92 kilomètres/heure. Au petit matin, on retrouvait le corps disloqué de Habib Grizmi et, un peu plus loin, sa valise et son sac que ses

agresseurs avaient également jetés par la portière.

Les raisons de ce crime, selon Elviro-Vidal, de nationalité espagnole, auraient tenu à la seule impression que ce candidat à la Légion éprouva d'être regardé « d'une drôle de façon » par Grizmi qui, ensuite, au cours d'une première discussion, lui aurait dit qu'il était un ancien membre du Front Polisario... De son côté, Marc Béani, descendu du train à Montauban après le drame, devait confier qu'avec ses amis « il avait séché un Arabe ».

Habib Grizmi, originaire d'Oran où il avait un emploi d'agent de sécurité dans une société de distribution pétrolière, est dépeint par ceux qui l'ont connu comme un jeune homme doux, sérieux et travailleur. C'était la première fois qu'il venait en France, où il comptait rencontrer une jeune femme avec laquelle il correspondait. Il devait confier à un témoin qui s'entretenait avec lui à Bordeaux, la veille du drame, que la France représentait à ses yeux « un modèle de style de vie ».

Cette affaire, dans laquelle le MRAP, la LICRA et la Ligue des droits de l'homme se sont constituées parties civiles, ainsi évidemment que la famille Grizmi, avait inspiré pour partie le film de Roger Hanin *Train d'enfer*, sorti en janvier 1985 et que la chaîne de télévision Canal Plus doit diffuser le dimanche 26 janvier.

JEAN-MARC THÉOLÉYRE.

■ RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré, dans le Monde du 22 janvier, à M. Badinter, il fallait comprendre qu'il dut patienter trois et non deux jours de plus que M<sup>me</sup> Lang et Hérnu pour devenir ministre, et non comme M<sup>me</sup> Lang et Hérnu, ainsi que nous l'avons imprimé par erreur.

### CORRESPONDANCE

## Après le procès du Coral Une lettre de M. Bertrand Boulton

M. Bertrand Boulton, ancien président de l'association SOS-Enfants, nous écrit :

« J'ai été gravement, et de manière fautive, mis en cause par l'article de Laurent Greilsamer, « Le poids de la pudeur », dans le Monde du 18 janvier.

« Ce journaliste prétend que, au cours des débats concernant le procès du Coral, on aurait appris que j'aurais « présenté » deux adolescents à un « pédophile notoire », ce qui tend à faire croire d'une part, que j'aurais agi en tant que personne individuelle, et d'autre part j'aurais eu connaissance de la « pédophilie » du personnage en question. La formulation est pour le moins malveillante, d'autant plus qu'elle est précédée d'un « au moins deux adolescents » qui fait supposer qu'il y en aurait eu davantage. Or cela n'est pas seulement malveillant, c'est faux.

« Il a été dit au cours des débats que, en tant que président de l'association SOS-Enfants, j'ai placé des enfants au Coral, dont les deux adolescents en question, ce que j'ai confirmé au juge Salzmann quand celui-ci m'a interrogé en tant que témoin. Plus tard, et parfois des années après, le Coral a placé ces enfants ailleurs et en particulier Dominique Labaume, sur lequel je n'aurais rien à dire, puisque je ne le connaissais absolument pas. Je dois ajouter que ces placements ont été effectués avec l'accord des parents ou des éducateurs officiels, tout à fait en dehors de mon association. D'autre part, parler de « pédophilie notoire », implique que Dominique Labaume avait quelque « notoriété », ce qui ne correspond à aucune réalité. Peut-on imaginer, connaissant la célérité du juge d'instruction, que, s'il avait pu démontrer

une quelconque complicité entre un éducateur pédophile et moi, il ne m'aurait pas inculpé, au moins de complicité ?

« De plus, la phrase « M<sup>me</sup> Le Moellé a prié le tribunal de délivrer un mandat d'arrêt international à son encontre » peut faire supposer qu'il s'agit de moi et non de Dominique Labaume, ce qui est pour le moins malheureux.

« Je tiens donc à préciser que, en tant que responsable de l'association SOS-Enfants, j'ai placé des enfants, avec le plein accord, et parfois sur leur demande, des parents, éducateurs, juges et psychiatres, que pour l'immense majorité de ces enfants, voire tous, ces séjours au Coral ont été bénéfiques, et parfois miraculeux, que j'assume cette responsabilité pleine et entière, et qu'à les voir parler, jouer, rire, aller à l'école, alors qu'ils étaient autrefois enfermés dans des chambres d'hôpitaux psychiatriques ou en passe de l'être, je ne peux que me réjouir. Cela justifie en grande part ma vie. (...) »

[Contrairement à ce que semble croire M. Bertrand Boulton, deux jeunes gens, Régis et Fabrice, cités comme témoins au procès du Coral, ont bien précisé à la barre qu'ils avaient été présentés par lui à M. Dominique Labaume, que M<sup>me</sup> Jacqueline Le Moellé, représentante du ministère public, a qualifié de « pédophile notoire ». Régis, aujourd'hui adolescent, a témoigné le 10 janvier ; Fabrice, machiniste, le 16 janvier. Ils étaient tous deux adolescents au moment des « présentations ».

Pour le reste, nous soulignons bien volontiers que le ministère public a prié le tribunal de délivrer un mandat d'arrêt international contre Dominique Labaume et nullement contre M. Boulton. — L.G.]

### SAISIE RECORD A HONGKONG

Hongkong. (UPI). — Les douaniers de l'aéroport de Hongkong ont annoncé, mardi 21 janvier, la saisie, au cours d'un contrôle de routine, d'une quarantaine de kilos d'héroïne d'une valeur marchande estimée à 40 millions de dollars (300 millions de francs environ). Il s'agirait, précise-t-on, de la saisie de drogue la plus importante jamais opérée à ce jour dans la colonie britannique. L'héroïne, d'une grande pureté (numéro 4), a été découverte dans deux valises arrivées samedi dernier à l'aéroport par un vol de la compagnie Thai International venant de Bangkok, mais que personne n'était venu réclamer.

■ Attentat contre un restaurateur parisien appartenant à un responsable du Front national. — Un attentat a provoqué de légers dégâts matériels pendant la nuit du mardi 21 au mercredi 22 janvier, dans un restaurant parisien, L'Oasis, appartenant à un responsable du Front national, M. Philippe Lebasque.

Vers 3 h 30, un engin de fabrication artisanale a explosé devant la façade du restaurant, 2, avenue du Docteur-Nestier, dans le douzième arrondissement. L'explosion a endommagé la devanture, quelques fenêtres et une voiture en stationnement.

### EDUCATION

## M<sup>me</sup> Roudy lance les « techniciennes »

Elle est rousse, et son visage parsemé de son éclat les pan-neaux publicitaires des grandes villes de France. Cette adolescente, choisie par le ministère des droits de la femme pour sa campagne sur l'orientation des filles, proclame : « Ma vie, je veux la gagner, technicienne (le « e » final est souligné), j'assume le futur. » Cette campagne, lancée officiellement mardi 21 janvier par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, avec le soutien du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et technologique, durera jusqu'au 18 février. Son but : briser les préjugés, inviter les filles à « se montrer plus audacieuses » et à choisir des filières d'avenir telles que l'énergie, l'informatique, l'électronique, la microtechnique ou la communication.

## L'UNAPEL se méfie des élections

Les parents d'élèves de l'enseignement privé veulent rester discrets à l'approche des élections législatives. Comme son prédécesseur, M. Pierre Daniel, l'actuel président de l'UNAPEL, M. Jean-Alain Vaujour, a affirmé, mardi 21 janvier, au cours d'une conférence de presse, sa volonté d'indépendance à l'égard des partis politiques. « Certains voudront profiter de l'échéance électorale pour inscrire parmi les enjeux la question scolaire (...). Nous chercherons à l'éviter, car nous estimons que le système éducatif français (...) éprouve le besoin (...) d'une paix sociale durable, qui ne se passe pas remise en cause à chaque échéance politique », M. Vaujour a déclaré. Une dizaine de responsables des APEL seront candidats le 16 mars, mais ils auront dû, auparavant, démissionner de leur mandat de parent d'élève. M. Vaujour a noté le « ton modéré » de la plate-forme RPR-UDF, mais il estime que la modification de l'actuelle législation sur les rapports Etat-enseignement privé « n'est pas ce qu'il y a de plus urgent ». Il a plutôt réclamé une « application complète des textes », et notamment la création de postes d'enseignement à la prochaine rentrée « pour répondre à la demande des parents ».

### ENVIRONNEMENT

## Des chèques pour la qualité de la vie

Réuni le 20 janvier, à Paris, sous la présidence de M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, le comité interministériel pour la qualité de la vie a réparti les 85 millions de francs dont il dispose cette année. Parmi les « chèques » ainsi distribués, on note 8,5 millions de francs pour l'amélioration de l'environnement en Corse ; 4,5 millions pour l'isolation phonique du boulevard périphérique de Paris ; 3 millions pour la lutte contre la maladie des platanes et la diffusion des nouvelles techniques d'élagage ; 2 millions pour la lutte contre les pluies acides ; 2 millions pour le traitement des fumées de l'usine d'incinération des ordures ménagères du pays de Montbéliard et 1 million pour le pavillon de l'environnement du parc de La Villette.

### ESPACE

## Un cratère sur un satellite d'Uranus

Dans son approche d'Uranus, le sonde Voyager-2 envoie des images de plus en plus détaillées de la planète et de ses satellites. Sur celles reçues mardi 21 janvier, le pôle sud, qui fait face à la sonde, apparaît couvert d'une couche de brume uniforme ; mais des bandes sont visibles en d'autres régions de la planète. Les images montrent aussi des taches qui pourraient être de grands tourbillons, analogues de la grande tache rouge de Jupiter. Le déplacement des bandes et taches confirme que la planète tourne sur elle-même en seize heures environ. D'autre part, un cratère a été découvert sur Obéron, le plus gros des satellites d'Uranus. Il y a plus de matière qu'on ne le pensait dans le voisinage des anneaux, mais Uranus garde encore un de ses mystères : l'existence éventuelle d'un champ magnétique.

### RÉGIONS

## L'Académie dit oui aux Franciliens

Les dix millions de Français résidant dans les huit départements de la région Ile-de-France (Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val d'Oise) s'appelleront désormais les Franciliens. L'Académie française vient de répondre oui à M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, qui souhaitait que ce vocable figure désormais au dictionnaire. L'Ile-de-France n'a été administrativement créée qu'en 1976, soit plusieurs années après les autres régions de France, et elle a du mal à trouver son identité.

**Berteil SOLDES**

3, PLACE ST AUGUSTIN 75008 PARIS 7, RUE DE SOLFÉRINO 75007 PARIS

10 h 00 à 18 h 30

**ON PEUT ÊTRE DE DROITE ET AVOIR UN CERVEAU DE GAUCHE !**

Vous allez enfin tout savoir sur le vrai clivage de votre cerveau. Votre cerveau, lui, ne fait pas de politique. Il est à gauche rationnel ou instinctif, à droite visuel ou émotionnel, un point c'est tout.

ACTUEL TOUS LES 15 DU MOIS 20 F.

**ACTUEL**



# Le Monde

## EDUCATION

### L'école se penche sur son passé

L'ÉDUCATION nationale est une vieille dame sans mémoire. Inconsciemment à sa propre histoire, elle a une étonnante capacité à oublier son passé, et à dévorer l'énergie de ceux qui tentent de la servir. Réformes et innovations glissent sur elle sans vraiment l'émouvoir, et elle semble toujours prête à recommencer, avec la même lassitude ingénue, les mêmes expériences. Comme si les mêmes enthousiasmes devaient infailliblement conduire aux mêmes échecs.

L'idée paraît pourtant faire chemin qu'il y a quelque chose à tirer des leçons du passé et qu'il n'est peut-être pas nécessaire de redécouvrir sans cesse l'Amérique. C'est du moins ce que laissent supposer plusieurs initiatives récentes, qui, dans leur modestie, sont les signes d'un intérêt nouveau pour l'histoire de l'éducation.

L'une d'elles est la création d'une fondation nationale Célestin-Freinet, à laquelle le ministère a apporté son soutien. Cette institution aura pour objet de répertorier et de conserver les innombrables réalisations pédagogiques qui se sont inspirées de la pensée et de l'exemple du célèbre instituteur de Saint-Paul-de-Vence (Journaux scolaires, correspondances de classe, dessins d'enfants...), mais aussi d'encourager les recherches autour des thèmes développés par la pédagogie Freinet (école scolaire, classes coopératives, production de matériels didactiques...).

Cette fondation (1) — lancée par des pédagogues, mais aussi des médecins, des économistes, des scientifiques... — se propose d'élaborer une banque de données, une bibliographie mondiale des travaux consacrés à la pédagogie Freinet, et d'organiser, avec l'aide des mouvements et des institutions, des rencontres de praticiens et de chercheurs (1).

Une partie des documents recensés sont déjà réunis au

Une fondation, un musée, des travaux scientifiques... l'éducation commence à s'intéresser à son histoire.

Musée de l'éducation de l'Institut national de la recherche pédagogique, qui a été aménagé avec beaucoup de soin dans une maison du vieux Rouen. Installé dans cette ville depuis 1980, après avoir longtemps été étroitement hébergé à l'Institut pédagogique de la rue d'Ulm, ce musée réunit de très belles collections de manuels scolaires, de cahiers d'écoliers, d'estampes, de cartes postales, de mobiliers, de vues sur verre, de jouets (jeux de foie, poupées, lotos, cartes...). On peut y voir la reconstitution d'une classe de la fin du dix-neuvième siècle avec son mobilier et son matériel, ainsi qu'une exposition sur « l'enfant et la machine » (machines médicales, domestiques, industrielles, pédagogiques...).

(1) 12.

Sous la direction active de son conservateur, M. Serge Chassagné, le musée de Rouen s'enrichit chaque année de nouvelles acquisitions, grâce, notamment, à l'aide de l'Association des amis du musée. Malheureusement, il n'existe pas de dépôt systématique des archives scolaires et il arrive souvent que celles-ci soient détruites (notamment lors de la reconstruction ou des travaux d'aménagement ou d'agrandissement des établissements).

L'intérêt pour le passé et le souci de conserver le patrimoine font toutefois des progrès et se manifestent par les nombreuses expositions qui ont été organisées en France à l'occasion du cent-

maire des lois Jules Ferry et par les « musées de l'école » qui se créent un peu partout (il y en a au Mans, à Troyes, à Montceau-les-Mines, à Breil...). Si ces établissements n'obéissent pas toujours aux règles canoniques du classement et de la conservation, ils permettent du moins de préserver des témoignages précieux du passé.

Mais le rôle des musées ne se limite pas à conserver — et à montrer — les objets. Ils sont aussi des lieux d'étude à la disposition des chercheurs. Telle est du moins la vocation — comme l'a rappelé, lors d'une récente visite, M. Goery Delacote, président du conseil scientifique de l'INRP — du musée national, qui achève son inventaire et travaille à l'établissement d'une banque de données des 100 000 manuels scolaires de toutes les disciplines, depuis le Premier Empire, stockés au musée, à la Bibliothèque nationale ou à la bibliothèque de l'INRP.

L'étude des manuels scolaires est un sujet qui inspire les chercheurs. Il a fourni aux responsables du musée la matière d'une communication lors d'un récent colloque à la Sorbonne sur « les images de la Révolution française » (3).

#### Pour une recherche historique systématique

Le matériel du musée est largement utilisé par les chercheurs du service d'histoire de l'éducation de l'INRP, créé en 1978 et qui, sous la direction de M. Pierre Caspard, est en train de constituer les instruments de base d'une recherche historique systématique : répertoire des collèges français du seizième au dix-huitième siècle ; répertoire analytique de la presse pédagogique du dix-huitième siècle à 1940 ; annuaire statistique de l'enseignement primaire, préliminaire et technique court du début du dix-neuvième siècle à nos jours ; dictionnaire biographique des inspecteurs généraux de 1802 à 1914 ; recueil des textes de l'enseignement technique depuis la Révolution. Le centre travaille aussi particulièrement sur l'histoire des disciplines scolaires (textes officiels, programmes et matériel pédagogique, rôle de l'administration et des groupes de pression...). Ses activités alimentent une revue trimestrielle, *Histoire de l'éducation*. L'un de ses membres, M. André Chervel, se propose de comparer 2 000 idées des années 1870 à un nombre équivalent faites en 1986, ce qui permettra de comparer le nombre et la nature des fautes.

Ainsi, sous l'influence des courants nouveaux utilisant les méthodes quantitatives et s'inspirant de l'histoire des mentalités, l'histoire devient un secteur particulièrement vivant de la recherche en éducation. C'est d'autant plus heureux que la recherche historique en ce domaine n'a pas qu'un intérêt rétrospectif. Une meilleure connaissance des évolutions passées, des facteurs déterminants dans les progrès ou les échecs, des effets réels des décisions prises, pourrait éclairer utilement les décideurs d'aujourd'hui, relativiser certaines craintes ou certains engouements, aider à organiser le changement. Bien des discussions oiseuses sur la « baisse du niveau », l'efficacité de telle méthode pédagogique, la pertinence de telle réforme, prouveraient leur raison d'être si on pouvait tirer de façon plus précise les leçons du passé. Rien ne vaut le regard historique pour comprendre le présent et préparer l'avenir.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Animée par MM. Louis Cros et Pierre Lespiau, la fondation compte notamment dans son comité de patronage M<sup>me</sup> Marie Rist, M<sup>me</sup> Bertrand Schwartz, Henri Dieuzède, Rist, Jean Bernard, François Jacob, Albert Jacquart, Jean Fourasté, Nelson Pailou, Jean-Pierre Chagnoux, Michel Butor... Son siège est provisoirement 97, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

(2) Cette exposition, qui dure jusqu'en mars, est la troisième. Les deux précédentes étaient consacrées à l'éducation des filles et au peintre de l'enfance Geoffroy. La prochaine, à partir d'avril, aura pour thème « La Révolution racontée aux enfants ». 185, rue Eau-de-Robec, 76000 Rouen.

(3) La Révolution dans les manuels scolaires de la III<sup>e</sup> République, par Serge Chassagné et M. Galuppeau.



M. Rivet présente son fils comme apprenti. Dessin de Poulbot vers 1930. Extrait du catalogue de l'exposition « L'enfant et la machine ».

### DÉBAT

#### L'histoire n'a pas gagné

Le ministre de l'éducation nationale voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes et faire croire qu'il améliore la situation de l'enseignement de l'histoire alors qu'il la détériore. Affirmer que l'histoire est la gagnante du projet de réforme des lycées est une contre-vérité.

1) Enlever une heure d'histoire-géographie indispensable aux classes scientifiques, qui représentent 50 % des élèves, pour accorder une heure en plus — dont l'utilité est contestable — à 25 % au maximum d'élèves, les littéraires, est-ce une disposition favorable ? Depuis le début du siècle, jamais l'histoire des classes scientifiques de première n'a été inférieure à quatre heures. M. Chevènement le ramène à trois heures.

2) Introduire une dimension historique dans les enseignements autres que l'histoire ne doit leur nuire. Ce n'est en aucune façon faire de l'histoire, c'est même très exactement le contraire. Car l'histoire est une appréhension globale du passé qui met en relation toutes les composantes d'une société à une époque donnée.

3) Les programmes tels que le ministre les avait d'abord proposés nous ramèneraient à une histoire enseignée en 1902 — à la différence qu'en 1902 on s'arrêtait en 1900, alors que le ministre ou certains de ses conseillers voulaient terminer l'étude historique en 1945 ! Mais il y a plus grave. La conception chronologique et gallo-centrique sous-jacente aux programmes du ministre revient à une histoire de l'événementiel politique. La « nouvelle histoire », que Braudel jugeait plus adaptée à des lycéens, est éliminée pratiquement de la classe de seconde. Ainsi l'étude des civilisations, qui fait découvrir et mieux comprendre l'autre, disparaît.

Les déclarations de M. Chevènement en l'honneur de l'histoire ne doivent pas masquer certaines mesures négatives au collège et dans les lycées. En effet, si l'histoire et la géographie ont été à juste titre développées à l'école élémentaire, leur réhabilitation avait commencé sous M. Beullac et avait été décidée au colloque de Montpellier par M. Savary. Dans les collèges, si les programmes d'histoire ont été nettement améliorés, l'histoire impartie à l'histoire et à la géographie a été

### Sur la réforme des lycées

amputé d'une demi-heure au profit de l'éducation civique. Dans le technique, rien n'a été fait pour remédier à la situation désastreuse de l'histoire-géographie. Enfin, dans les lycées, le projet de réforme établit une discrimination entre les élèves scientifiques et les littéraires. Si l'on admet que l'histoire et la géographie contribuent à la formation générale du citoyen, elles doivent échapper à la logique de la préprofessionnalisation. La proposition du programme du Parti socialiste « augmenter l'horaire d'histoire » n'a pas été tenue. Et pourtant, le rapport Girault, le colloque de Montpellier, les déclarations présidentielles et ministérielles, que de discours et de bruit !

JEAN PEYROT, président et secrétaire général de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

#### Pas mortes les humanités

Affirmer la nécessité urgente d'une démarche résolument nouvelle pour l'enseignement du français, c'est faire bon marché des efforts de rénovation pédagogique mis en place depuis quelques années par bien des professeurs de lettres, en collaboration avec l'inspection générale : c'est oublier ou méconnaître que nous sommes nombreux (notamment dans les CRDP) à nous interroger à la fois sur les méthodes et sur la finalité de l'enseignement de la langue française ; c'est nous refuser toute capacité d'invention pédagogique.

Or que faisons-nous ? Nous essayons en deux ans, et c'est bien peu, de former des élèves à l'écriture, de les initier au plaisir de lire, de leur faire découvrir les joies de la littérature. A travers ces démarches, nous essayons de leur apprendre à penser de façon claire et à formuler leurs jugements. Estime-t-on que ce soit possible sans une analyse technique de la langue, sans une observation des mécanismes de son fonctionnement, sans de sérieuses connaissances de vocabulaire ? A quoi pense-t-on que servent ces journaux lycéens, ces revues littéraires, ces ateliers de création, auxquels nous consacrons du temps, auxquels nous donnons une impulsion, en espérant qu'ils seront pris en main par des passionnés de communication, des amateurs de poésie ou des romanciers en herbe ?

De grâce, qu'on ne fasse pas de nos élèves des analphabètes ; qu'on ne fasse pas de nous des pédagogues sclérosés découvrant brusquement les vertus notalgiques de la grammaire et de la rhétorique. Ce qui nous manque essentiellement, c'est le temps. La réforme va nous en donner davantage, et en ce sens elle est excellente, car attacher matériellement plus d'importance à une discipline, c'est, inmanquablement, la valoriser. Cette réforme quantitative sera, à coup sûr, une réforme qualitative. Mais elle ne sera ni une révolution ni une redécouverte des humanités, pour la simple raison que beaucoup d'entre nous ne les ont jamais perdues.

HELENE SABBAGH, professeur de lettres (Paris).

#### Mobilisation pour l'informatique

Vous indiquez à la fin du paragraphe « Généralisation de l'informatique » de votre article sur les nouveaux programmes des lycées paru dans le *Monde* du 11 janvier que la commission permanente de réflexion sur la technologie va examiner si l'informatique doit faire l'objet d'un enseignement particulier. Or il existe dans les lycées (second cycle long) un enseignement optionnel d'informatique depuis septembre 1981. Cet enseignement a d'abord été expérimental dans quelques établissements, il s'est révélé répondre à l'attente de beaucoup d'élèves, et tous les établissements qui disposent d'enseignants formés peuvent désormais ouvrir cette option. Elle a été inscrite dans la liste officielle des options proposées aux élèves de seconde (JO du 6 juin 1985).

L'expérimentation, la rédaction des programmes et le pilotage de cet enseignement sont assurés auprès du directeur des lycées par un comité scientifique national que je préside pour la troisième année. A ce titre, je peux vous dire que plus de cent cinquante établissements, répartis dans la quasi-totalité des académies, ont ouvert de telles options à la rentrée 1985, et que de nombreux enseignants de toutes disciplines, qui ont l'informatique comme seconde compétence, se sont mobilisés pour élaborer des pédagogies originales pour cet enseignement nouveau ; ils ont même actuellement un bulletin de liaison.

MONIQUE GRANDBASTIEN, maître de conférences.

### LIVRE

#### La France du français

L'historien américain Eugen Weber (\*) a lu le livre de Renée Balibar, *L'institution du français*. Il y a retrouvé une idée qui lui est chère : la France est une création récente, qui s'est réalisée grâce à sa langue et à son école.

« Les langages sont par institutions arbitraires et conventions des peuples », disait Rabelais. De leurs maîtres surtout. Il n'y a pas longtemps, beaucoup de monde en France ne parlait pas français et ne l'entendait qu'à peine. C'est pour l'instituteur que la Convention a inventé l'instituteur. Nous y reviendrons. En attendant, Renée Balibar, qui nous a déjà donné de fortes études consacrées au « français national » et aux « français fictifs », c'est-à-dire littéraires, nous explique « l'institution du français (1) », captivante histoire qui nous mène du serment de Strasbourg (842) au serment du Jeu de paume (1789), et de là au français républicain et scolaire d'aujourd'hui.

A Strasbourg, les petits-fils de Charlemagne échangent des engagements solennels dans des langues peu solennelles — roman français d'une part, tudesque germanique de l'autre — à une époque où les puissants s'efforcent de parler latin et où les parlers romans sentaient le rustre, bien plus que le tudesque des nobles. Au Jeu de paume, les représentants de la nation s'expriment en français ; mais dans un français appris à travers le latin, et toujours bien loin du parler vulgaire. Ce que le latin était mille ans auparavant, langue de culture et de l'Etat, le français ou francolin était en 1789 : langue monarchique, langue de clercs, langue de classe.

C'est par l'art de la parole, écrit Joseph de Maistre, qu'on régit sur les hommes. Mais l'art de la parole est l'art de l'écrit qu'on apprend en apprenant le latin. Seule une petite élite y parvenait. Ce seront les représentants de cette élite qui chercheront à démocratiser, à universaliser l'accès à la langue nationale. Projet révolutionnaire en effet, qui exigera un siècle d'efforts, de scolarisation, de travail acharné, d'applications politiques autant que pédagogiques.

Au dix-huitième siècle, beaucoup de Français sont plus ou moins bilingues, en parler local et en français. Mais peu profitent du colloquisme latin-français enseigné dans les collèges. Le langage de la République des lettres semble partagé par une portion de la majorité illettrée, mais ce n'est pas tout à fait le même langage. Les uns savent produire, manier, respecter des énoncés, des textes, qui s'entendent simultanément en langue ancienne et langue [s] moderne [s]. Les autres savent à peine, quand ils le savent, se débrouiller en français vulgaire. C'est pour se dispenser du bureau des traductions qu'on pense à instituer un français primaire, un français d'école primaire, qui rendra l'écriture, et donc la pensée, nationale accessible à tous.

Au dix-neuvième siècle encore, la science du nouveau, le science de l'écriture et des langues marque la frontière linguistique entre la haute et la basse culture. Même Michelet, né du peuple, ne sait pas le faire parler, puisque lui-même pense en franco-latin. Les maîtres de l'écrit et de l'oral oratoire utilisent leur savoir pour faire respecter des différences établies par écrit entre des populations qui restent au niveau de l'écrit et ceux qui s'en échappent. A la fin du dix-neuvième siècle, pourtant, un monolinguisme conventionnel aura rendu spontanée la pratique

plus ou moins générale de la langue nationale.

C'est à ce changement véritablement révolutionnaire que Renée Balibar consacre les trois quarts de son ouvrage. L'accès à l'expérience livresque des élites, à une grammaire, à un style, à des références autres, sera ouvert par la presse à grand tirage et par ses feuilletons, par l'école et les livres scolaires ; et le résultat sera étonnant mais ambigu. Les romans scolaires auront inculqué aux Français l'idée d'une sagesse « populaire », tirée non du peuple mais des romans mêmes. Les feuilletons confirmeront l'image livresque d'un peuple autre, et l'imprimerie jusque dans les milieux populaires. Et pourtant, leur travail fait, l'unité de références d'idées, d'images, de formules apprises, aura forgé une unité culturelle naguère inexistante.

Voilà en gros le propos de Renée Balibar et le chemin que le lecteur parcourt avec elle : documentaire fabuleux et touffu, plein de détours et de digressions édi-fiantes comme les romans qu'elle analyse au passage ; ouvrage savant qui se lit comme un conte familier et pourtant haïssable ; histoire dans laquelle l'application et la vertu triomphent à la fin, mais jamais complètement.

#### La fortune des éditeurs

Les héros de l'histoire seront les auteurs des grands classiques scolaires, sur lesquels nous apprenons beaucoup : Berquin, Nodding, le Jussieu de Simon de Nanctus d'autres encore. La nouvelle politique scolaire fera la fortune de nombre d'auteurs, et surtout celle des éditeurs. Chapsal, le grammairien, mourra multimillionnaire. Larive et Fleury vendront douze millions d'exemplaires. Leur première œuvre de grammaire, rééditée en 1951, en est à sa 228<sup>e</sup> édition. Hachette, Larousse, Armand Colin, deviendront de grandes entreprises nationales par leurs livres de français.

Les femmes, comme il se doit, jouent un rôle important dans la pédagogie livresque, non seulement en France, mais dans la rédaction d'écrits anglais qui, depuis le dix-huitième siècle, inspirent nombre d'ouvrages français. Et parmi les femmes, j'aime surtout, comme Renée Balibar, cette Augustine Tuillier-Fouille, auteur de *Francinet* (1869, 103<sup>e</sup> édition en 1980) et du *Tour de la France par deux enfants* (1877, réimprimé encore cent ans plus tard), qui allait choisir comme pseudonyme le nom d'un humaniste hérétique : G [ordano] Bruno.

L'auteur parle de la force inventive d'Augustine Tuillier et de son intelligence des idées. On pourrait en dire autant de Renée Balibar et de son ouvrage. Ses textes et ses interprétations contribueront à transformer notre compréhension de la langue, donc de la pensée, française.

EUGEN WEBER.

(\*) Auteur, notamment, de *L'Action Française* (Payard) et de *La Fin des terroirs* (Payard).

(1) *L'institution du français. Essai sur le colloquisme des Carolingiens à la République*, de Renée Balibar, PUF, 421 p., 170 F.

(Publicité)  
Vendredi 24 janvier à 20 h 45  
**UN DROLE DE CADEAU**  
Comédie de Jean Bouchaud  
Prix de la meilleure création 1985  
Théâtre Cl. Debussy Maisons-Alfort - Tél. : 43-75-72-58

— 28 JANVIER 1986 à 20 h 30 —  
**Jean-Marc ROOSZ**  
pianiste  
Joue MOZART - LISZT - MOUSSORGSKI  
pour « ENFANTS DU MONDE »  
THÉÂTRE ADYAR - 4, square Rapp, 75007 PARIS

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN  
**INVENTAIRE DES DESSINS**  
Tome 3 - Inv. D.3000-4499, 210 x 270, fer original, relié pleine toile sous jaquette rododid.  
304 pages, 1786 illustrations dont 16 couleurs, parution 20-12-85. Prix : 650 F.  
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - Tél. : 47-05-01-34



	La Agne*	Le Logis TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

# ANNONCES CLASSEES

	La mm/cst*	La mm/TC
ANNONCES ENCADREES	85,00	77,08
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## emploi régional

La ville de Lyon  
RECRUTE POUR SON OPERA

### UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de diriger et de coordonner l'ensemble des activités administratives et financières de l'établissement (300 personnes, budget 80 millions de francs).

Les qualités demandées aux candidats sont, outre une grande disponibilité, la rigueur dans la gestion, le dynamisme, mais aussi l'aptitude à la négociation.

La pratique d'au moins 3 ans d'exercice de l'encadrement dans des responsabilités de même niveau est exigée.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser candidature avec C.V., curriculum, photographie, et résumés récents à :

Division du Personnel, Hôtel de ville  
B.P. 1 065, 69205 LYON CEDEX 01

AVANT LE 20 FÉVRIER 1988.

### secrétaires

Société agro-alimentaire

recherche

**RÉDACTRICE**

**JURIDIQUE**

Intégrée à la direction

juridique, capable d'assurer

son propre service, elle

assurera en collaboration

avec le responsable de la

direction la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

des décisions de la direction

et assurera la mise en œuvre

## OFFRES D'EMPLOIS

### PROFESSEURS

DE FRANÇAIS

Collège, temps complet

DE MUSIQUE, une partie

Tél. : 47-43-46-36.

Groupes nationaux

pour son « 90% ASSURANCE »

**MR JURISTE 25/38 ans**

Adresser C.V. à :

65, rue de Courcelles

75008 PARIS.

**ENCYCLOPEDIA**

**UNIVERSALIS**

recherche région PARIS

DELEGUÉS

Autres à négocier

Formation assurée

Rémunération importante

Téléphone pour rendez-vous

au : 46-38-58-54.

**NGECO INTERNATIONAL**

DE PRODUITS DE BASE

(COMMODITY TRADING)

Groupes nationaux dans l'agro-

industrie tropicale recherche

pour ses filiales de négociation

à PARIS

**TRADER CONFIRMÉ**

5 ans d'exp. minimum.

Comp. approfondie des mar-

chés internationaux au

comptant et à terme, de fret

et de couverture de change.

Age minimum : 30 ans.

Bonne prat. de l'anglais

connaissances des affaires in-

ternes.

Expérience dans le trading.

Prat. de la gestion du pé-

sonnage et comptable ap-

préciée qui permettra

l'accès à des postes à un

poste de direction.

Env. avec C.V., photo, et

préciser la date de dispo-

nibilité. 20, av. Opéra,

75004 Paris Cedex 01 et

47-78-16-68 ou 47-78-16-69.

Importance accrue de publicité,

quartier Alma/rive gauche

recherche excellente d'ac-

cquisition.

Libre de suite

ou téléphoner pour

entendre.

**REGIE-PRESSE**

Service de Presse

7, rue de Montessuy

75007 PARIS

Téléphone : 46-66-91-71.

## DEMANDES D'EMPLOIS

## DEMANDES D'EMPLOIS

### Finance/Immobilier

Français, 25 ans

Maîtrise en gestion d'affaires

(MBA Columbia University, New-York)

architecte (diplôme de l'Université de Genève).

**CHERCHE CARRIÈRE**

chez investisseur institutionnel,

banque, consultant immobilier ou promoteur-construc-

teur.

Parle couramment français, allemand, anglais, hollandais, portugais.

Stagiaire chez consultant immobilier international et divers architectes en Allemagne, Suisse et Proche-Orient.

Résident à Francfort (RFA).

Prêt à voyager ainsi qu'à changer de domicile.

Ecrire sous le n° 6 000 LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



# économie

## REPÈRES

### Dollar : reprise à 7,5575 F

L'activité, très nerveuse vingt-quatre heures auparavant, est redevenue normale, mercredi 22 janvier, sur les grandes places financières internationales. Tandis que la livre sterling, en baisse sensible la veille, se stabilisait à 1,4080 dollar, le « billet vert », comme s'exprime, s'est redressé, partout. Il s'est échangé à 7,5575 F (contre 7,5446 F) et à 2,4630 DM (contre 2,4586 DM). Selon les cambistes, les opérateurs attendent la publication, aux Etats-Unis, de l'indicateur préliminaire du PNB pour le premier trimestre 1986. Les prévisions portent sur une hausse de 3,2 points.

### Balance courante : déficit record en Italie

La balance des paiements courants a enregistré un déficit record de 8 510 milliards de lire (environ 5 milliards de dollars) en Italie en 1985. L'année précédente s'était soldée par un excédent de 87 milliards. Le seul mois de décembre, le déficit s'est élevé à 1 586 milliards de lire, contre 2 722 milliards en un an auparavant.

### Epargne : nette reprise en décembre

Le réseau des caisses d'épargne de l'Ecoule a bénéficié d'une collecte exceptionnelle au mois de décembre, avec un flux d'épargne de près de 10 milliards de francs. Le dernier mois de l'année est un mois traditionnellement favorable pour la collecte de l'épargne. Cependant, la progression enregistrée en décembre 1985 sur décembre 1984 (25 % en francs nominaux, 20 % en francs constants) est la plus forte qui ait eu lieu depuis cinq ans, ce qui pourrait indiquer qu'un redressement relatif du taux d'épargne des ménages est amorcé, après le fléchissement continu de ces deux dernières années (au-dessous de 13 % sur une base annuelle). Le livret A de l'Ecoule a été le principal bénéficiaire de ce redressement, puisqu'il a recueilli 7 milliards de francs en décembre, pourcentage très supérieur à sa part de 31 % dans les flux d'épargne du réseau en 1985, contre 69 % pour les autres produits, notamment l'épargne-logement (19 %), les valeurs mobilières (17 %), les bons d'épargne (13 %) et les comptes-chèques (7 %). Depuis trois ans, la part du livret A a diminué régulièrement dans la collecte au profit de ces autres produits.

## Dépot de bilan

### à l'imprimerie de Maisons-Alfort

Les actionnaires de l'imprimerie de Maisons-Alfort ont décidé de déposer le bilan de l'entreprise. La CGT déclare avoir mis l'imprimerie « sous surveillance », afin d'éviter la remise en cause d'un outil de travail qui fait vivre 540 salariés et fabrique notamment des cahiers pour Femmes d'aujourd'hui et des catalogues.

La SA Imprimerie de Maisons-Alfort (IMA) a été créée en janvier 1984 avec un capital qui se répartissait entre trois actionnaires (46 % pour la Société de publications économiques féminines et familiales (SOPREF), filiale de l'OPG, qui édite Marie-France, Point de vue-Images du monde ; 46 % pour le groupe belge Femmes d'aujourd'hui ; et 8 % pour l'imprimerie Cino Del Duca, filiale des Editions mondiales). D'importantes pertes financières, malgré un plan de relance mis sur pied en 1985, avaient conduit les Editions mondiales à se retirer du capital. Puis, après le dépôt de bilan de sa filiale française, les Editions du Hémis, le groupe Femmes d'aujourd'hui retirait à son tour sa participation financière, entraînant la cessation de paiement. Les Editions mondiales ont fait savoir qu'elles étaient « disposées » à contribuer à une proposition de reprise de l'imprimerie (notamment par une garantie d'apport de leurs travaux à un repreneur) mais non à participer au capital d'une future société d'exploitation.

Le tribunal de commerce doit trancher entre la nomination d'un administrateur judiciaire (avec poursuite de l'activité si des revenus existent) et la liquidation de biens.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
RECONDITIONNEMENT A.O. N° 2272  
RECONDITIONNEMENT DES ENGINES

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de faire reconditionner une flotte d'engins de carrière composée de :

- Marque CATERPILLAR :
  - 3 chargeuses 988 B
  - 4 Buls D 9 H
- Marque KOMATSU :
  - 4 Buls D 355
- Marque EUCLID :
  - 4 Dumpers R 35
- Marque TEREX :
  - 7 Dumpers R 35 B
- Marque INGERSOLL RAND :
  - 2 compresseurs D X 850
  - 2 forçages ECM 350

La prestation comporte les travaux suivants :

- révision de sous-ensembles ;
- vérification et révision d'organes ;
- montage de pièces et sous-ensembles ;
- réparation de circuits hydrauliques et électriques.

Pour soumissionner à cet appel d'offres :

Les entreprises intéressées devront se présenter au siège de Kaf Schiaier à Mélaoui (basin de Gafsa) en vue d'inspecter sur site les engins et de se faire délivrer par la Compagnie des Phosphates de Gafsa le formulaire d'offre.

Les offres, établies, sous peine de nullité, en langue française devront être adressées en deux parties bien distinctes :

- UNE ENVELOPPE A. - dûment fermée comprenant :
  - le cahier des charges signé et paraphé ;
  - le planning d'exécution ;
  - la référence du prestataire ;
  - la référence professionnelle par catégorie d'intervenant (l'emploi du personnel local sera apprécié) ;
  - la garantie du matériel reconditionné en heures de marche.
- UNE ENVELOPPE B. - dûment fermée comprenant :
  - le bordereau des prix et devis estimatif pour chaque type d'engin ;
  - un cautionnement provisoire égal à 1 % (un pour cent) du montant des devis estimatifs.

Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe dûment fermée et scellée à adresser par voie postale sous pli recommandé au nom de M. le Directeur des Achats, 2130 Mélaoui, TUNISIE, avec la mention suivante :

(A.O. N° 2272 RECONDITIONNEMENT D'ENGINS)  
NE PAS OUVRIR AVANT LE 14 FÉVRIER 1986.

Toute offre non parvenant après la séance d'ouverture des plis ne sera pas prise en considération.

Il est à noter que les cahiers des charges sont à retirer auprès de notre Service Général, TUNIS, au 9, rue du Royaume-de-l'Arabie-Soudaise, contre paiement de 50 DT. (cinquante dinars).

La date limite de réception des offres n'est pas révisable.

## SOCIAL

### LA STRATÉGIE DE FORCE OUVRIÈRE

## M. Bergeron confronté aux limites du consensus interne

En apparence, le comité confédéral national (CCN) de FO, qui s'achevait ce mercredi 22 janvier à Paris, n'a été qu'une réunion de routine, quoique l'ambiance ait été tendue. Dans son discours, M. André Bergeron a de nouveau mis en doute les

chiffres officiels sur les excédents de la Sécurité sociale et le nombre de chômeurs (1). Il a réitéré son analyse de la crise et son opposition au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, en s'efforçant d'éviter une

d'apparence. FO connaît indubitablement un certain trouble, qui ressortit par vagues depuis l'échec des négociations de décembre 1984 sur la flexibilité de l'emploi, dans le prolongement d'un congrès confédéral doctrinalement

Des rumeurs ont circulé récemment, selon lesquelles M. Bergeron allait démissionner à la fin de l'année. C'est du roman-feuilleton, nous a-t-il affirmé. Il n'est pas question de faire le ménage. « Moi, je ne cesse de prêcher pour le rassemblement », ajoute-t-il en précisant que FO a connu « une période extrêmement difficile au moment de la décolonisation ». S'il serait effectivement abusé de parler de procès en bonnet et de forme des trotskistes - ce qui serait au demeurant risqué en raison de l'influence de ces militants inversement proportionnelle à leur poids réel - il s'agit plutôt pour M. Bergeron de procéder à quelques fermes mises au point.

FO a du mal à sortir de la période de turbulences provoquée par la négociation de la flexibilité. M. Bergeron avait dit alors renouer avec un accord pour éviter l'éclatement de son organisation. Dans la foulée, la confédération « réformiste » refusait de signer l'accord salarial dans la fonction publique, tandis que les négociations sur les congés de conversions échouaient. En revanche, elle concluait deux accords nationaux sur l'assurance chômage et un sur l'intérim. Un tel comportement a suscité chez ses partenaires bien des interrogations. Le champion de la politique contractuelle allait-il abandonner sa pratique du compromis et camper dans un immobilisme filieux ? M. Bergeron était-il devenu « prisonnier » des ses alliés trotskistes ?

### Un équilibre fragile

Jusqu'en 1977 - au congrès confédéral de Vichy - les anarcho-syndicalistes de M. Alexandre Hébert, secrétaire général de l'Union départementale de Loire-Atlantique, et les trotskistes de l'OCI (devenu, depuis PCI, Parti communiste internationaliste), menés alors par M. Pierre Lambert, s'opposaient à la direction confédérale, regroupant sur leurs rangs, suivant les congrès, de 6,9 % (1977) à 14,2 % (1974) des voix. En 1980, au congrès de Bordeaux, M. Bergeron décida de « s'entendre » avec son aile « révolutionnaire ». Et M. Lambert explique aux congressistes de Bordeaux qu'il faut dépasser les divergences sur les positions « réformistes » de la confédération

pour faire obstacle à la CFDT et conserver le « syndicalisme authentique ».

Ce ralliement, dû à la personnalité de M. Bergeron, allait faire régner - en apparence - l'unité dans les débats internes. Tant que la droite était au pouvoir ou qu'au début du septennat de M. Mitterrand la CFDT pouvait servir de cible comme « syndicat-pert », l'unité se maintenait. Mais le débat sur la flexibilité, au lendemain d'un congrès très unanime, a fragilisé le savant équilibre interne. Puis le projet de M. Michel Delebarre sur l'aménagement du temps de travail - ce dernier étant jugé pourtant par son ami Bergeron comme un très bon ministre du travail - a relancé un débat dans lequel FO avait failli perdre une unité fondée sur un parfait sur-place (tout mouvement dans un sens ou dans l'autre ramenant les controverses internes sur le rôle du syndicalisme). Le tout sur fond de bataille pour la succession de M. Bergeron, qui doit intervenir en principe fin 1987, mais en fait après l'élection présidentielle.

M. Bergeron avait dit non une première fois au projet Delebarre, mais d'une manière très mesurée. Plusieurs de ses lieutenants ont voulu aller plus loin, ce qui a amené le bureau confédéral à adopter deux jours plus tard un nouveau texte beaucoup plus dur, accusant le gouvernement de vouloir « légaliser l'illégalité ». L'organe officiel, *FO Hebdo*, où la sensibilité trotskiste se donne libre cours, a mené campagne contre ce projet semaine après semaine. Et M. Claude Janet, secrétaire confédéral chargé des relations avec la presse, après s'être fait remarquer par *Libération* à un meeting du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), constitué largement, sinon essentiellement, de militants du PCI (trotskiste), le 22 novembre porte de Pantin, a été jusqu'à accuser M. Delebarre de préparer la suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement (2). Ce qui devait lui valoir un discret rappel à l'ordre.

De son côté, M. Hébert a semblé enfoncer un coin dans le consensus interne en s'en prenant dans son journal *L'ouest syndicaliste* (novembre 1985) à un article de M. Soubie,

discours, peut conduire à chercher à ouvrir des voies nouvelles. Je le comprends d'autant mieux que je suis moi-même angoissé par la persistance des difficultés qui peuvent nous faire dériver, sortir du chemin qui a été le nôtre depuis toujours. Or il s'agit pour nous, fondamentalement, d'autre politique que celle que nous pratiquons depuis près de quarante ans. Même si d'ailleurs nous imaginons autre chose, nous militons, et plus encore nous adhérons, ne nous subissons pas. Autre mise au point, à propos du projet Delebarre : « Nous ne pouvons nous débarrasser de la crainte de voir certaines organisations accepter ce que nous condamnons. Or les possibilités offertes par la loi sont, de ce point de vue, dangereuses. Elles nous obligent à prendre politiquement un engagement de principe, la place que nous avons tenue depuis plus de vingt ans. Enfin, souhaitant préserver et la tolérance et l'unité internes, il s'agit de tout cela - avec toute la force de ma conviction - c'est que je ne voudrais pas qu'un jour, sous l'effet de la passion, on en vienne à des affrontements stériles ».

Une telle situation est préjudiciable à M. Bergeron. Il sait que le chapitre de la flexibilité s'est ouvert et qu'il ne peut accepter que le syndicalisme « adapte ses revendications » pour « tenir compte des réalités », tout en ayant l'air de jouer l'immobilisme. La question est d'autant plus délicate que c'est sur le terrain de l'adaptation du code du travail que « l'affirmation sociale » devrait se jouer après mars. Le secrétaire général de FO doit avoir des cartes en réserve pour adjoindre avec l'opposition si elle devient majoritaire, surtout si elle supprime effectivement l'autorisation administrative préalable de licenciement (2). Il ne peut enfin laisser le terrain du contractualisme, du compromis, à une CFDT de plus en plus reconnue comme partenaire tant par le patronat que par la droite.

En-dehors de la conjonction sociale et politique actuelle, M. Bergeron veut éviter de trop forts affrontements au moment de sa succession, tout en sachant que la belle « unité » actuelle ne pourra être alors maintenue. Deux candidats - M. Marc Blondel et M. Claude Pionas, tous deux au bureau confédéral - continuent à émerger, mais la question est de savoir si un débat entre hommes-on ne va pas glisser vers un débat d'orientation. Pour l'heure, MM. Blondel et Pionas ne cherchent pas à faire apparaître publiquement leurs différences. M. Blondel a cependant estimé, dans *FO Hebdo* du 18 décembre, que la flexibilité « est tout simplement, à tout terme, un rôle social et historique domageable qu'il convient de combattre dès aujourd'hui et, pour tout dire, nous marquons quelques inquiétudes à voir la majorité des gouvernements ou des postulations, en France comme dans les autres pays européens, s'orienter vers cette voie et organiser ce qu'il faut appeler... la récession ». Mais les différents courants commencent à choisir leur « favori » : les trotskistes optent clairement, comme les amis de M. Hébert, pour M. Blondel. Acceptera-t-il d'aussi encombrants alliés pour l'avenir, ou s'en démarquera-t-il ? M. Pionas dévoilerait-il ses cartes ? Et M. Bergeron remettra-t-il d'ici là son organisation sur ses rails conventionnels ?

MICHEL NOBLECOURT.

### A LA SUITE D'INCIDENTS A AULNAY EN 1983

## Treize syndicalistes CGT condamnés par la cour d'appel à payer 1 million de francs à Citroën

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a condamné, le vendredi 17 janvier, treize militants CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) dont M. Akka Ghazi, ancien secrétaire du syndicat, et deux autres responsables (délégués du personnel) à verser solidairement à la société Citroën 1 million de francs de dommages et intérêts. Elle a aussi confirmé le jugement du tribunal correctionnel de Bobigny qui avait le 24 avril dernier condamné des syndicalistes pour entraves à la liberté du travail, coups, violence et voies de fait de des peines allant de cinq à dix ans de prison avec sursis, la peine la plus forte touchant M. Ghazi.

Les faits remontent au 2 février 1983 : une bagarre avait éclaté ce jour-là sur le plateau des retouches de l'usine d'Aulnay entre des ouvriers qui voulaient faire grève et se rendre à une manifestation organisée par la CGT devant le siège de Citroën à Neuilly (Hauts-de-Seine). Elle avait fait une vingtaine de blessés.

En revanche, le tribunal de Bobigny avait refusé la constitution de partie civile de Citroën. La cour d'appel a considéré que, en raison de l'entrave apportée à la liberté du travail, beaucoup d'ouvriers étaient rentrés chez eux et que la direction, contrainte d'arrêter la production, avait subi un dommage direct, comme les salariés empêchés de travailler, et notamment les vingt qui s'étaient portés partie civile et avaient obtenu des dommages-intérêts.

« Je ne comprends pas. Est-ce que le juge a réalisé ? Je ne peux pas payer. Des OS immigrés ne peuvent pas payer », nous a déclaré M. Ghazi, qui est aujourd'hui député au Parlement de Rabat où il représente les Marocains résidant

### Mises au point

C'est ce qui a amené M. Bergeron à procéder à quelques mises au point stratégiques et à reprendre les choses en main. Procédure inhabituelle : le 7 janvier, lors de la dernière commission exécutive, il a décidé de présenter lui-même pour le CCN du 22 janvier une motion du bureau confédéral (avec vote mais non discussion) sur les grands dossiers économiques et sociaux. Il a rappelé l'attachement de FO à la pratique conventionnelle, ne voulant pas d'une organisation « en fait » par rapport aux réalités. Il a adressé une circulaire, le 14 janvier, à ses responsables fédéraux et départementaux, leur demandant de ne pas signer la pétition CGT : « Si nous sommes opposés au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, nous n'avons nullement l'intention de nous laisser entraîner hors de notre chemin traditionnel ». Au CCN, il vient de remettre les pendules à l'heure.

« Le dépeçage de la négociation collective, a-t-il lancé dans son

(1) Selon M. Bergeron, 150 000 emplois environ ont été perdus en 1985 alors qu'il aurait fallu en créer 200 000, ce qui donne un « solde négatif de 50 000 ».

(2) Moins sévère que dans son discours de « rentrée », en octobre, M. Bergeron s'est contenté de déclarer au CCN : « Les déclarations publiques des uns ou des autres ne nous imposent pas trop étant donné que l'expérience nous a appris qu'il y a toujours de sérieuses différences entre ce que l'on dit lorsqu'on est dans l'opposition et ce que l'on fait - ou ce que l'on peut faire - lorsqu'on est au pouvoir ».

### AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

#### LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Le directeur général de la Régie des chemins de fer du Sénégal lance les appels d'offres internationaux suivants :

- Appel d'offres n° 10/85 - 86 : Pièces de rechange pour matériel moteur Thyssen.
- Appel d'offres n° 11/85 - 86 : Pièces de rechange pour matériel remorque-wagons.
- Appel d'offres n° 12/85 - 86 : Pièces de rechange pour locomotive ALSTHOM.
- Appel d'offres n° 13/85 - 86 : Fourniture d'une locomotive diesel-électrique de 1 600 à 2 000 cv.

Les cahiers des charges peuvent être retirés :

- En France : A la direction générale de la Régie des chemins de fer du Sénégal, BP n° A 175 - Cité Ballabey à Thies.
- En France : A la direction de l'OPERMAT - 38, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Les offres seront reçues à la direction commerciale de la Régie des chemins de fer du Sénégal, 11, rue Parlappe à Dakar, avant le 28 février 1986 à 10 heures, jour de dépouillement.

هكاس اهل



## AFFAIRES

### AU CONSEIL DES MINISTRES

#### Deux nouveaux dirigeants d'entreprises nationales

Le conseil des ministres devait, le 22 janvier, nommer M. Bruno de Maulde président du Crédit du Nord, en remplacement de M. David Dautresme, démissionnaire et devenu associé de la banque privée Lazard Frères (le Monde du 10 janvier), et M. Jean-

Louis Beffa président-directeur général de la compagnie Saint-Gobain. M. Beffa remplace M. Roger Fauroux, nommé directeur de l'Ecole nationale d'administration.

#### M. JEAN-LOUIS BEFFA CHEZ SAINT-GOBAIN

### Le candidat du sérail

« De toute façon, cela aurait été Jean-Louis Beffa. » Même si diverses rumeurs circulent sur le départ - opportun - de Roger Fauroux de la présidence de Saint-Gobain, dans la maison, l'accession de M. Beffa, quarante-cinq ans, numéro deux en titre depuis 1982, à la tête du groupe ne suscite pas la contestation. M. Beffa n'a rien d'un parachuté.

Polytechnicien, ingénieur en chef des mines, diplômé de l'Ecole normale supérieure du pétrole et de l'institut d'études politiques de Paris, haut fonctionnaire à la direction des carburants, il entre à trente-trois ans, en 1974, chez Saint-Gobain par attrait pour l'industrie. Il sera pendant deux ans, de 1975 à 1977, directeur du Plan, avant d'être envoyé en Lorraine comme directeur général de Pont-à-Mousson SA en janvier 1978. Il sera nommé PDG de Pont-à-Mousson SA en juillet 1979 et chargé, parallèlement, de la direction des branches canalisation et mécanique du groupe.

A son arrivée chez PAM, c'est la période de basses eaux pour l'entreprise de tuyaux de fonte (le contrat de 2 milliards de francs avec l'Irak n'est pas encore engrangé) et M. Jean-Louis Beffa aura pour mission de redresser la situation financière. Ce qu'il fera. Il passera quatre

ans en Lorraine, dont il gardera une forte connotation régionale.

Carré de stature comme de caractère, fonceur mais réfléchi, M. Beffa passe pour avoir une grande capacité de travail et une mémoire exceptionnelle. Son expérience opérationnelle et son expérience internationale lui ont donné une compétence incontestée. D'autant qu'il apparaît à beaucoup comme politiquement neutre. S'il a fait partie, au moment de la nationalisation, en 1982, des « présidentiables », si son nom avait également été prononcé

par certains pour remplacer M. Hanon à la tête de Renault, aujourd'hui, on le présente plutôt comme un libéral bon teint, voire comme un barbare.

Sans doute l'état-major de Saint-Gobain n'ait pas mécontent que le groupe ait pris les devants en changeant, spontanément - de PDG avant que les élections de mars 1986 ne leur en imposent éventuellement un autre. Un moyen comme un autre de contrôler le retour au privé de Saint-Gobain.

C. B.

### M. Fauroux à l'ENA

M. Roger Fauroux, né le 21 novembre 1926 à Montpellier, est agrégé d'allemand, ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1947) et de l'Ecole nationale d'administration (1956). Inspecteur des finances, il a été, en 1960, chargé de mission au cabinet de M. Louis Joxe, alors ministre de l'éducation nationale. En 1961, il entre à la Compagnie de Pont-à-Mousson comme directeur administratif et en devient, en 1964, directeur financier. En 1970, après la fusion de Pont-à-Mousson avec Saint-Gobain, il est nommé, en 1972, directeur général adjoint de la nouvelle société. Président-directeur général de la filiale Saint-Gobain Industries en 1976, directeur général du groupe en 1978, et, en 1980, président-directeur général du

groupe de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, devenu en 1981 la « Compagnie de Saint-Gobain ». Il est maintenant dans ses fonctions après la nationalisation du groupe en 1982.

M. Roger Fauroux est membre du conseil général de la Banque de France, administrateur de la Banque nationale de Paris, de l'Institut Pasteur, de Petrofina (Belgique), de Smithkline Beckman Corp (Etats-Unis), du conseil consultatif de la Deutsche Bank et d'Allianz Versicherungs (RFA). M. Fauroux est coprésident-fondateur, avec M. François Furet, de la fondation Saint-Simon, ancien président de l'Institut catholique de Paris. Il est l'un des associés de la SARL éditrice du journal le Monde.

F. R.

#### M. BRUNO DE MAULDE AU CRÉDIT DU NORD

### Continuité et cohabitation

Né en 1934 à Toulouse, ancien élève de l'Ecole d'administration (major de sa promotion), M. Bruno de Maulde est inspecteur général des finances. Il a été notamment administrateur suppléant du Fonds monétaire international (1968-1969), attaché financier à Washington et à New-York (1970), d'où il est revenu en France sur un petit voilier à travers l'Atlantique. Chargé de mission au Trésor (1970), sous-directeur (1974) à la sous-direction des Participations et des interventions, puis à la sous-direction de la Trésorerie, monnaies et crédits, il devient en juillet 1978 directeur adjoint, chef du service des activités financières et monétaires du Trésor, pour être nommé, en novembre 1979, direc-

teur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit agricole.

A la nomination de M. Bonnot comme directeur général de la Caisse, il quitte son poste, pour remplacer, à Washington, M. Paul Menut comme ministre plénipotentiaire, représentant de la France au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Grand travailleur, et considéré comme un bon organisateur, il fait preuve, avec ses collaborateurs, d'un humour parfois très déconcertant, et qui peut surprendre.

M. de Maulde a été pendant quatre ans, de 1975 à 1979, l'adjoint direct de M. Jean-Yves Haberer, directeur du Trésor à l'époque, et maintenant PDG de la compagnie

financière Paribas, actionnaire à 51 % du Crédit du Nord, et dont le conseil d'administration a proposé sa nomination au conseil des ministres.

Compagnon de promotion et ami de David Dautresme, PDG du Crédit du Nord de juillet 1982 jusqu'à maintenant, M. de Maulde a été recommandé par ce dernier à M. Bérégovoy, ministre de tutelle. Tout porte à croire qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives prochaines, M. de Maulde serait maintenu à son nouveau poste, afin d'assurer une continuité indispensable à la tête d'un établissement qui doit poursuivre son redressement, amorcé depuis 1975 par M. Antoine Dupont-Fauville, puis poursuivi par M. Dautresme.

F. R.

## ENTREPRISES

### Le retour de Kodak dans la photo 35 millimètres

Après seize ans d'interruption, le groupe Eastman Kodak a annoncé son retour sur le marché des appareils photo 35 millimètres, en lançant deux modèles non-reflex. Le géant mondial entend reconquérir une part d'un marché devenu aujourd'hui presque l'exclusivité des japonais Canon, Minolta et Ricoh. Les appareils seront conçus par Kodak mais fabriqués au Japon par Chihon Industries dont le groupe américain détient 10 % du capital depuis 1985.

#### Bank of America va mal

Bank of America, deuxième groupe bancaire américain, a annoncé, le mercredi 22 janvier, des pertes nettes de 337 millions de dollars (2,5 milliards de francs) en 1985, du fait d'importantes pertes sur des prêts. En 1984, la banque, dont le siège est à San-Francisco avait dégagé un bénéfice de 346 millions de dollars. La banque a dû notamment payer, en 1985, une amende de 4,75 millions de dollars pour avoir entravé à plusieurs reprises la législation sur les transactions de devises.

#### Le bénéfice de Total a dépassé 1,5 milliard de francs

Après 1,3 milliard de francs en 1984, le bénéfice du groupe pétrolier Total a dépassé 1,5 milliard en 1985. « Le groupe s'accroît son redressement », estime son président, M. Ortol, indiquant que la marge brute d'auto-financement (MBA) a dépassé 9 milliards de francs. L'activité de raffinage-distribution aurait retrouvé une MBA positive

(500 millions de francs) sans une dépréciation de 1,5 milliard des stocks, due à la baisse du dollar. La banque a investi 10 milliards en 1985, dont 2,4 pour l'exploration (une même somme y sera affectée chaque année pendant dix ans) et 3,8 milliard pour la production de pétrole et de gaz.

#### Fiat : bénéfices en forte hausse

En 1985, avec un chiffre d'affaires de 117 milliards de francs (contre 107 milliards en 1984), le groupe automobile Fiat aura réalisé un bénéfice net en forte hausse : 4,5 milliards de francs, contre 2,8 milliards l'année précédente. Les investissements (11 milliards) ont été couverts par autofinancement, et l'endettement du groupe a pu être réduit à 15,6 milliards de francs, contre 18 milliards en 1984. Satisfait, Fiat a éliminé ses sources de pertes : toutes les activités difficiles (véhicules industriels notamment) ont été redressées.

## L'ANVAR se valorise

L'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) a eu une idée en 1985. A côté de ses trois missions traditionnelles - valoriser les résultats de la recherche, aider au développement de l'innovation, soutenir la modernisation industrielle - et de l'organisation du FIT (Festival de l'Industrie et de la technologie) voulue par le premier ministre, l'Agence s'est lancée dans une vaste évaluation. « L'ANVAR a demandé et sur l'initiative de son propre PDG, M. Christian Marché, cette action a été menée pour partie par les équipes mêmes de l'Agence. »

Le principal mérite de cette « évaluation d'un organisme public », un bilan avant la lettre, est d'exister quelques semaines avant les élections de mars, qui risquent de créer des turbulences dans toutes les sphères administratives et par-administratives.

Au demeurant, l'action de l'ANVAR n'apparaît guère contestée, même si les entreprises soutenues souhaitent plus (prestations non financières associées à l'aide financière) et plus vite. Les PME restent la cible prioritaire de l'ANVAR avec 85 % des montants dans le cas de l'aide à l'innovation (4,8 milliards de francs accordés depuis l'origine en 1979, dont 1,1 milliard en 1985, en progression de 27 % sur 1984). Pour les prêts du FIM (Fonds industriel de modernisation), la part des PME représente 80 % du nombre des prêts mais seulement la moitié du montant total (19,2 milliards de francs depuis la création en 1983) en raison de la ponction opérée par quelques gros dossiers comme l'automobile.

Ainsi en 1985, pour 9 milliards de francs de prêts FIM décidés (dont 5,4 en prêts participatifs technologi-

ques et 3,6 en crédits-bail), 48 % ont été attribués à des entreprises de plus de cinq cents salariés qui ne représentent pourtant que 9 % des dossiers. A noter que par la voie du crédit-bail, le FIM a financé en 1985 400 millions de francs le Plan informatique pour tous.

L'ANVAR a tenté d'évaluer l'impact de son action en matière d'aide à l'innovation : 25 % des cas ont été jugés positifs, 15 % négatifs, 60 % en attente. L'Agence ne risquerait pas de se voir reprocher la réussite du programme de l'entreprise, dans 75 % des cas elle accélérerait seulement sa réalisation.

Appuyée sur ce bilan jugé somme toute globalement positif, l'ANVAR a décidé, pour 1986, de mettre l'accent sur deux actions nouvelles. La première vise le tertiaire par l'adoption d'une dizaine de mesures appropriées, comme le soutien à la mise au point de logiciels innovants par une entreprise, destinés à son propre usage, ou le financement par le FIM de programmes de modernisation des fonctions tertiaires des entreprises industrielles. La seconde est destinée à renforcer l'aide à l'innovation aux entreprises en création.

Reste qu'on peut s'interroger sur une évolution un peu « tentaculaire » de l'ANVAR assez paradoxale à une époque où la déréglementation est de bon ton. L'Agence ne risque-t-elle pas de se trouver un point de passage obligé ? Il n'est que de constater l'accroissement du poids financier de l'Agence avec un FIM doté en 1986, comme en 1985, de 9 milliards de francs, alors que l'enveloppe de prêts bonifiés, elle, est passée sous l'impulsion de M. Bérégovoy, pour la même période, de 18 à 12 milliards de francs.

CLAIRE BLANDIN.

## ÉTRANGER

### A Tokyo

#### M. Delors propose la création d'un comité de surveillance des échanges entre la CEE et le Japon

##### De notre correspondant

Tokyo. - Au cours de leur entretien, le mardi 21 janvier, M. Nakasone, premier ministre, et M. Delors, président de la CEE, qui était arrivé la veille dans la capitale japonaise, ont évoqué la création d'un comité chargé d'évaluer les progrès accomplis par le Japon en matière d'importations en provenance d'Europe.

Ils ont envisagé la question du déficit commercial enregistré par la CEE dans ses échanges avec le Japon (11 milliards de dollars en 1985), dans le cadre de la situation générale de l'économie mondiale. Les Européens en particulier cherchent à définir de nouvelles méthodes d'approche du problème de l'excédent commercial nippon. C'est dans cette perspective que M. Delors a proposé la création de ce comité, dont la composition reste à définir. Une idée à laquelle M. Nakasone a donné son accord de principe.

En novembre dernier, lors de la visite à Tokyo de trois commissaires de la CEE, les Japonais avaient quelque peu sèchement rejeté la demande européenne de fixer un objectif annuel à leurs importations. Les Européens affirment ne pas avoir renoncé pour autant à leur proposition, mais ils l'ont assortie cette fois d'un complément : la création d'une sorte d'organisme de surveillance à même de garantir les progrès accomplis dans le cadre du programme d'augmentation des importations annoncé cet été par les Japonais.

Au cours de ses entretiens, M. Delors s'est félicité de l'attitude positive des Japonais et des efforts accomplis pour ouvrir leur marché, mais il a aussi rappelé que des résultats concrets doivent encore se faire jour.

Le président de la CEE a précisé qu'il devait y avoir une corrélation

entre le produit national brut d'un pays et le montant de ses importations de produits manufacturés. Dans le cas des Etats-Unis, ces importations représentent 10 % du PNB, pour l'Europe 6 %, mais seulement 3 % dans le cas du Japon. M. Delors a souhaité que les Japonais se fixent un objectif en la matière : un accroissement de la contribution des importations au PNB nippon constituant à ses yeux un signe de la volonté des Japonais d'intégrer davantage leur économie aux flux mondiaux.

Au cours de son entretien avec M. Delors, dont la durée a largement dépassé le temps initialement prévu, M. Nakasone a rappelé que les efforts japonais en matière d'importation devraient faire sentir leurs premiers effets en 1986 et que la tendance des échanges avec l'Europe était de parvenir à l'équilibre.

Les Européens doivent aborder avec leurs interlocuteurs japonais la question d'une augmentation des importations produites par produit. Bien qu'ils affirment que leur approche est différente de celle des Américains, le journal économique *Nihon Keizai* a annoncé, au début de la visite de M. Delors au Japon, que la CEE s'orientait vers une solution semblable à celle des Etats-Unis avec le programme MOSS (Marked Oriented Sector Selective) qui revient à choisir certains secteurs-clés - dans le cas américain, les télécommunications, les ordinateurs, les équipements médicaux et les produits forestiers - pour lesquels des efforts particuliers doivent être accomplis.

Dans le cadre de leur recherche de nouveaux processus de concertation commerciale avec les Japonais, les Européens n'excluent pas l'hypothèse d'une approche sélective, mais ils précisent que ses modalités restent encore à définir.

PHILIPPE PONS.

### PLAN BAKER

#### Les banques allemandes traînent les pieds

Les banques ouest-allemandes ont mis trois mois pour répondre, mollement mais positivement, au plan Baker qui vise, par de nouveaux financements, à assurer un retour à la croissance et, par là même, un meilleur équilibre financier des pays surendettés du tiers-monde.

Après les banques américaines, britanniques, japonaises et françaises, quarante établissements financiers allemands ont ainsi adressé un communiqué à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international qualifiant de « positive et constructive » l'initiative du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker. Ce plan en trois points prévoit l'action conjuguée du FMI pour l'assainissement des finances de quinze pays choisis parmi les moins démunis, de la Banque mondiale et des banques privées, appelées à accroître de 20 milliards de dollars sur trois ans leurs crédits.

Les réticences du monde bancaire ouest-allemand, dont la participation dans cette opération de stabilisation des surendettés est évaluée à 1,5 milliard de dollars, sont en fait assez proches de celles des banquiers des autres pays industriels. Un engagement supplémentaire en faveur de pays à la solvabilité douteuse ne leur semble envisageable qu'à condition de voir les débiteurs faire leur part du chemin par une austerité parfois difficile à mettre en place mais aussi d'être assurés que les gouvernements et les organisa-

tions multilatérales contribueront à l'effort général.

Le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a d'ailleurs admis, le mardi 21 janvier, qu'il convenait désormais de « mettre en musique » le plan Baker et que chacun ou deux tests auront été effectués parmi les pays dont la liste, indicative, a été dressée par M. Baker. Il n'est pas impossible qu'une première opération de ce type soit mise en place avec un pays d'Amérique latine avant le comité intermédiaire du Fonds monétaire international, les 9 et 10 avril prochains, à Washington.

Mais M. Bérégovoy, qui ne désespère pas de voir baisser les taux d'intérêt, en dépit des difficultés particulières de la Grande-Bretagne, dont la monnaie est malmenée par la chute des cours du pétrole, a rappelé l'importance du rôle de l'argent dans la recherche d'une plus forte croissance dans les pays industriels mais aussi dans le tiers-monde : deux points d'intérêt supplémentaires représentent une charge d'au moins 5 milliards de dollars par an, soit pratiquement ce que le plan Baker attend des banques en crédits supplémentaires. Un calcul que les dirigeants américains, pour des raisons de politique économique intérieure, ne sont apparemment pas tous prêts à prendre en compte.

F. Cr.

#### Un Désir (Harlem) nommé Tournier (Michel)

A lire dans Globe n° 3

GLOBE  
ESSENTIEL ET MENSUEL



## ÉNERGIE

## La baisse des prix du pétrole inquiète les milieux financiers et réjouit Washington

Après une éphémère reprise technique en début de matinée, les cours du pétrole brut ont continué à chuter mardi 21 janvier sur les marchés de Londres et de New-York. Outre-Atlantique, le brut de référence est passé à son tour en dessous de la barre des 20 dollars par baril. A Londres, le pétrole « Brent » a perdu encore près de 1 dollar, et s'échangeait en fin de journée à 19,85 dollars par baril pour une livraison immédiate.

Cette glissade des cours du pétrole a, comme la veille, aggravé les pressions sur la livre sterling, qui a perdu près de 1 % de sa valeur par rapport à un panier de monnaies. Ses cours de clôture se sont établis à 1,4070 dollar et 12,67 F. La baisse du brut a également affecté la Bourse, à New-York et à Oslo notamment. A Wall Street l'indice Dow Jones a perdu 14,68 points, les valeurs pétrolières étant particulièrement éprouvées, ainsi que les actions des banques qui ont accordé des crédits aux grandes compagnies et aux pays producteurs. A Oslo, l'indice des cotations a perdu 9,66 points, chutant à son plus bas niveau depuis trois mois, le volume des transactions étant deux fois supérieur à la moyenne des jours précédents.

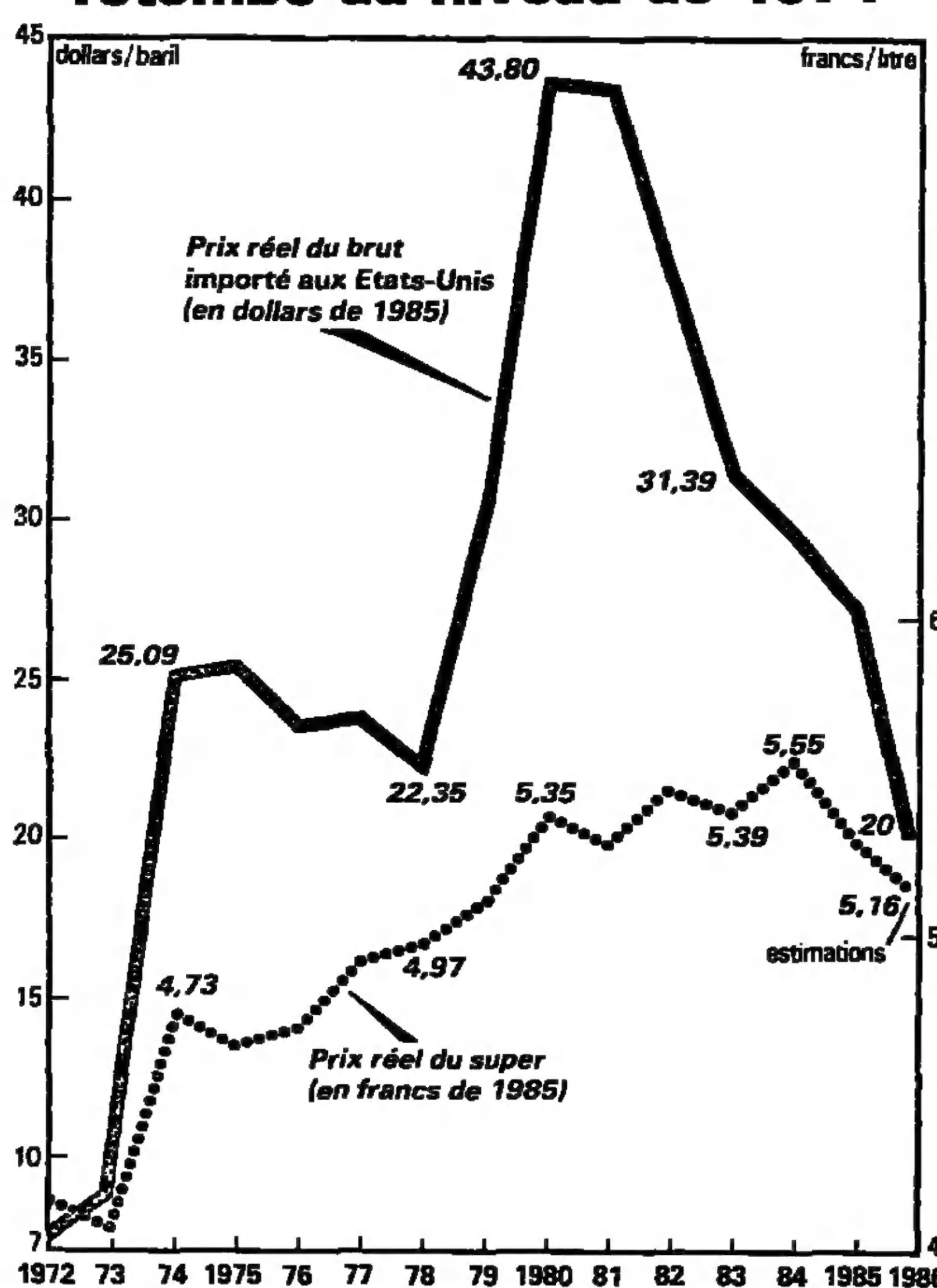
Le gouvernement américain s'est néanmoins félicité de la baisse des prix du brut. Elle est « globalement favorable pour l'économie mondiale, dans la mesure où elle favorise la poursuite de la croissance économique », a assuré M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche. Washington, a-t-il ajouté, « n'a pas été pris par surprise » par l'effondrement des cours. « Nous avons étudié ses

conséquences sur le plan domestique et international. C'est un phénomène complexe (...). Ses effets sur l'économie américaine, et notamment pour les consommateurs, sont favorables (...). Bien entendu [elle] constitue un problème pour tous les pays exportateurs de pétrole et peut aggraver les difficultés des pays endettés. Nous allons analyser l'impact global de ce développement au cours des prochains jours », a-t-il conclu.

En Norvège et en Grande-Bretagne, principaux producteurs de brut de la mer du Nord, le ton est moins optimiste. Le ministre norvégien des finances a précisé que la récente baisse des prix devrait réduire de moitié les recettes fiscales tirées du pétrole par le gouvernement. Au prix de 21 dollars par baril, les taxes publiques ne représenteraient en 1986 que 23 milliards de couronnes norvégiennes, contre 47 milliards en 1985. « Cette situation va certainement limiter notre liberté d'action et va nous amener à agir de manière plus prudente dans notre politique économique », a déclaré le ministre.

A Londres, les milieux financiers s'inquiètent d'un relèvement éventuel des taux d'intérêt, nécessaire pour enrayer la chute de la livre et contenir l'inflation, mais qui risque de ralentir la croissance. M. Thatcher, premier ministre britannique, a déclaré devant la Chambre des communes, que le gouvernement était « contraint de prendre des mesures » afin de lutter contre l'inflation, ce qui reste sa priorité, bien qu'il ne souhaite pas à l'évidence relever les taux d'intérêt.

## Le prix réel du brut retombe au niveau de 1974



● Manifestation de dix mille agriculteurs. — Dix mille agriculteurs, venant de treize départements, ont manifesté le mardi 21 janvier à Amiens, à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Ils ont parcouru, pendant une heure et demie, les principales rues du centre-ville, pour protester contre la baisse des revenus agricoles et ont acclamé M. François Guillaume, président de la FNSEA, qui a accusé le gouvernement de « tenter de tenir l'indice des prix le plus bas possible, au détriment des agriculteurs, pour des raisons électorales ». « Le revenu agricole ne va cesser de s'améliorer jusqu'au mois de mars, mais nous ne sommes pas dupes », a-t-il ajouté.

● Banque de France à Poitiers : situation régularisée. — Après le retard important apporté au traitement informatique de la paie de plusieurs milliers d'employés communaux et ministériels (le Monde du 8 janvier 1986), la situation a été régularisée dans les jours qui ont suivi au centre administratif de Poitiers de la Banque de France, lequel est à l'origine de ce délai. De son côté, la section CFCT de la Banque de France tient à préciser que « le personnel du centre administratif de Poitiers a, durant la période de fin d'année, fait des heures supplémentaires en nombre important pour assurer l'acheminement des traitements dans les plus brefs délais. Les

congrès de fin d'année n'ont été ni plus ni moins importants que par le passé. Il aurait été préférable, selon nous, que la direction du centre explique les raisons d'ordre interne à la Banque de France, qui tiennent à une mauvaise organisation résultant d'une déconcentration Paris-province réalisée dans de mauvaises conditions, et les raisons d'ordre externe à la Banque de France, qui résultent des retards de courrier dus au nombre important de jours non travaillés durant cette période ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	7,5540	7,5570	+ 35	+ 50
S. can.	5,3754	5,3794	- 86	- 124
Yen (100)	3,7313	3,7337	+ 47	+ 60
DM	3,8676	3,8701	+ 104	+ 117
Fl. bel.	2,7223	2,7250	+ 65	+ 74
F.B. (100)	15,0134	15,0254	+ 238	+ 284
F.S.	3,6135	3,6167	+ 135	+ 151
L. (1 000)	4,5018	4,5063	- 306	- 271
E.	10,6625	10,6720	- 419	- 376

## TAUX DES EUROMONNAIES

	3	6	12	3	6	12	3	6	12
	1/4	1/2	1	1/4	1/2	1	1/4	1/2	1
\$ E.-U.	8	8 1/4	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8
Fl. bel.	5 1/8	5 3/8	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
F.B. (100)	9 3/4	10 3/4	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
F.S.	1	2	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16
L. (1 000)	13	15	15 5/8	17 7/8	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
E.	11 5/8	11 7/8	13 3/16	13 5/16	13 5/16	13 5/16	13 5/16	13 5/16	13 5/16
F. franc	8 5/8	8 7/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8	9 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## TRANSPORTS

## LE TUNNEL SOUS LA MANCHE

## Un plan régional pour accompagner le chantier

- 2,7 milliards de francs pour les routes.
- Electrification du réseau ferré.
- Création d'un fonds pour les communes menacées.

M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, qui est devenu le maître d'œuvre du dossier du lien fixe trans-Manche, a présenté, le mercredi 22 janvier, au conseil des ministres, le programme d'accompagnement et de développement des

travaux à « mobiliser les forces vives » des régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie autour du chantier du tunnel sous la Manche.

En premier lieu, la procédure dite « des grands chantiers » sera mise en place sous la houlette du commissaire de la République de la région Nord-Pas-de-Calais. Un coordonnateur et un chargé de mission prépareront le fonctionnement du chantier, la formation et la reconversion de la main-d'œuvre locale, ainsi que le redéploiement des emplois maritimes et portuaires supprimés par l'entrée en service du tunnel.

Un plan routier trans-Manche sera mis en œuvre. Il comporte la construction d'une autoroute concédée entre Tancarville et Yvetot. L'aménagement à deux fois deux voies de la rocade littorale est prévu entre la frontière belge, Dunkerque, Calais et Boulogne, d'une part, et la route nationale 28 entre Rouen et Neufchâtel-en-Bray, d'autre part. Seront aussi aménagées partiellement à deux fois deux voies la nationale 28 entre Neufchâtel et Abbeville et la nationale 29 entre Yvetot-Amiens et l'autoroute A1.

Pour réaliser ce plan, l'Etat prévoit d'engager, avant 1995, 2,7 milliards de francs qui s'ajouteront au

budget de 1,2 milliard de francs du programme autoroutier (autoroute A-16 entre Amiens, Beauvais et Paris). En 1986, l'Etat dépensera 100 millions de francs pour accélérer les études techniques et engager les premiers travaux.

Du côté ferroviaire, la SNCF électrifiera et modernisera la ligne Calais-Hazebrouck de façon à raccorder le tunnel au réseau électrifié national.

Du côté maritime, l'Etat est prêt à contribuer, en liaison avec les collectivités locales, à diversifier les activités portuaires menacées. Ces investissements pourraient concerner le prolongement du quai à conteneurs du port ouest de Dunkerque, la création de deux postes à quai dans l'extension est du port de Calais, la modernisation des installations du port de pêche de Capécure à Boulogne et l'aménagement d'un nouvel avant-port à Dieppe.

## Un chantier exemplaire

M. Auroux a également détaillé les mesures de valorisation du littoral que le gouvernement propose. En matière de tourisme, une politique visant à tirer parti des retombées du tunnel sera élaborée. Elle concernera la modernisation de l'hôtellerie, le développement des équipements

de loisirs et la signature de contrats de station littorale. En matière d'environnement, le coordonnateur devra veiller à ce que le chantier fonctionne « de façon exemplaire ». L'insertion dans le paysage des équipements, des habitats provisoires et des stockages des matériaux sera surveillée de près.

Certaines communes verront leur activité péricliter après l'entrée en service du tunnel. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de créer un fonds d'investissement destiné à aider ces communes à réorienter leur économie. Ce fonds sera alimenté par la taxe professionnelle payée par le chantier du tunnel, puis par le concessionnaire de l'ouvrage.

Enfin, la formation de la main-d'œuvre locale fera l'objet d'attention particulière. Le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le secrétariat d'Etat à la mer prendront en charge la reconversion des emplois maritimes et portuaires voués à la disparition. Des avenants aux contrats de plan seront signés entre l'Etat et les trois régions concernées pour accélérer la formation dans les secteurs promis au développement et notamment dans le domaine des langues, des techniques de transport, du tourisme et de l'hôtellerie.

ALAIN FAUJAS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SICAV**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

**EPARGNE-CAPITAL**  
Société d'Investissement à Capital variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie le 14 janvier 1986, sous la présidence de Monsieur Thierry Coste, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1984/1985.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la progression de la valeur liquidative de F 5 821,67 le 28 septembre 1984 à F 6 602,28 le 30 septembre 1985 (13,41 % de taux de rendement actuariel annuel) approuve la décision du Conseil d'Administration d'affecter au compte capital le solde débiteur des sommes distribuables arrêté à F 1 347,26.

BNP la banque est notre métier

**SICAV**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

**NATIO-PLACEMENTS**  
Société d'Investissement à Capital variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie le 10 janvier 1986, sous la présidence de Monsieur Pierre Simon, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1984/1985 qui dégagent un résultat net de F 894.805.836,71.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de F 5.209,23 assorti d'un crédit d'impôt de F 203,74, soit un revenu global de F 5.412,97.

Le dividende représenté par le coupon n° 4 se décompose ainsi :

- produits des obligations françaises non indexées pour un montant de F 2.086,10 assorti d'un crédit d'impôt de F 203,74,
- autres produits pour un montant de F 3.091,92,
- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de F 31,21, ces produits sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit, pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés, à un crédit d'impôt de F 4,11.

Conformément à l'article 14 des statuts, l'Assemblée Générale a renouvelé, pour une période de six années, les mandats de tous les administrateurs à l'exception de Monsieur Jean-Henri Guillaumet qui, à sa demande, n'a pas souhaité être reconduit dans ses fonctions.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a fixé la date de mise en paiement du dividende au 22 janvier 1986.

BNP la banque est notre métier

**Ariana Import-Export**

**TAPIS FAITS MAIN D'ORIGINE, CREVETTES, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.**

Vente en gros pour tous pays :

86, avenue Habib-Bourguiba, Ariana (Tunisie)  
Tél. : (1) 711020 et (1) 710174

Monsieur Michel ERNST, ancien Président-Directeur Général de la TRADE DEVELOPMENT BANK (FRANCE) S.A., a été appelé à la présidence de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW-YORK (FRANCE). Il a été remplacé à la tête de la TDB (FRANCE) par Monsieur François GISCARD d'ESTAING.



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

21 janvier  
Plus résistent

Après avoir perdu 1,5 % la veille, la Bourse s'est montrée nettement plus résistante mardi. En fin de séance, les baisses étaient certes encore majoritaires mais l'indicateur instantané ne s'élevait que 0,53 %.

Des achats parvenus en dernière minute ont donc amélioré la tendance, selon les professionnels, devant encore être médiocre. En raison notamment du calendrier. En effet, jeudi intervient la première liquidation de l'année, qui, pour l'heure, s'avère très largement gagnante, avec une hausse de 8,5 % en quatre semaines.

Certains commentent que l'activité pénètre dans le service du tunnel. Avec la mise en œuvre de la loi de décentralisation, les communes à rénover sont nombreuses. Ce fait est un atout pour le secteur de la construction. Des travaux sont en cours dans les régions concernées, ce qui favorise la formation de la demande. Les professionnels de la construction ont donc une bonne raison de se réjouir.

Enfin, la formation de la demande locale est un atout pour les professionnels de la construction. Les professionnels de la construction ont donc une bonne raison de se réjouir.

## NEW-YORK

Forte baisse

Les inquiétudes causées par la baisse des prix du pétrole ont provoqué un repli sensible des cours mardi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi durant la majeure partie de la séance. Toutefois, une reprise s'est produite dans l'après-midi, qui a permis au marché de limiter ses pertes. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'est effondré à 1 514,44 (-14,68 points), après être un instant tombé à 1 502,87.

Les valeurs pétrolières, mais également les actions des établissements financiers, qui ont cessé de croître aux « majors », ont vu leurs productions, ont été très épuisées. Le bilan de la journée s'est révélé assez mauvais. Sur 2 020 valeurs traitées, 1 004 ont baissé, 607 ont monté et 409 n'ont pas varié. De l'avis général, la chute instantanée des prix pétroliers a momentanément déstabilisé le marché, comme en témoigne l'indice fort actif ambiant. Au total, 128,31 millions de titres ont changé de mains, contre 85,30 millions la veille.

Pour le plus grand nombre, les investisseurs ont mis l'accent sur la prise de bénéfices ou sur la poursuite de la stratégie d'arbitrage. D'une façon générale, le sentiment n'était pas mauvais autour du « Big Board », beaucoup d'analystes estimant qu'après une phase de consolidation autour de la barre des 1 500 le marché pourrait reprendre son ascension.

La baisse des prix du brut sur le marché libre de Rotterdam a entraîné un nouveau recul des valeurs pétrolières.

Parmi les valeurs qui étaient plus de 2 % en hausse, on relevait Total, Ciments Français et Nord-Est, qui va procéder à une double augmentation de capital. Les Presses de la Cité ont perdu 2,7 %, Sanofi 3 %, Colas 3,4 % et le Comptoir des entrepreneurs 3,8 %.

Recul de 4 % d'Europe 1 et de 5,5 % de Moulins.

Par contre, Bis a gagné 4,5 %, Pernod-Ricard 3,8 %, Seb 2,5 % et Dumez 2,4 %.

Hausse également de L'Oréal, Peugeot +1,4 % et de BSN +1,2 %.

La devise-titre a été échangée entre 7,76 F et 7,78 F. Les valeurs allemandes se sont affaiblies.

L'or a encore cédé du terrain. Le lingot a abandonné 250 F à 86 250 F et le napoléon 17 F à 592 F.

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

ALAN HIR

# BOURSE DE PARIS Comptant 21 JANVIER

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
5 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
10 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
15 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
20 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
25 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
30 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
35 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
40 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
45 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
50 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
55 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
60 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
65 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
70 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
75 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
80 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
85 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
90 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
95 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00
100 %	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00	Alcatel	100,00	0,00

# Règlement mensuel

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Différence	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Différence	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Différence	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Différence
1481	AS 1973	100,00	0,00	1482	AS 1973	100,00	0,00	1483	AS 1973	100,00	0,00	1484	AS 1973	100,00	0,00
1485	AS 1973	100,00	0,00	1486	AS 1973	100,00	0,00	1487	AS 1973	100,00	0,00	1488	AS 1973	100,00	0,00
1489	AS 1973	100,00	0,00	1490	AS 1973	100,00	0,00	1491	AS 1973	100,00	0,00	1492	AS 1973	100,00	0,00
1493	AS 1973	100,00	0,00	1494	AS 1973	100,00	0,00	1495	AS 1973	100,00	0,00	1496	AS 1973	100,00	0,00
1497	AS 1973	100,00	0,00	1498	AS 1973	100,00	0,00	1499	AS 1973	100,00	0,00	1500	AS 1973	100,00	0,00
1501	AS 1973	100,00	0,00	1502	AS 1973	100,00	0,00	1503	AS 1973	100,00	0,00	1504	AS 1973	100,00	0,00
1505	AS 1973	100,00	0,00	1506	AS 1973	100,00	0,00	1507	AS 1973	100,00	0,00	1508	AS 1973	100,00	0,00
1509	AS 1973	100,00	0,00	1510	AS 1973	100,00	0,00	1511	AS 1973	100,00	0,00	1512	AS 1973	100,00	0,00
1513	AS 1973	100,00	0,00	1514	AS 1973	100,00	0,00	1515	AS 1973	100,00	0,00	1516	AS 1973	100,00	0,00
1517	AS 1973	100,00	0,00	1518	AS 1973	100,00	0,00	1519	AS 1973	100,00	0,00	1520	AS 1973	100,00	0,00
1521	AS 1973	100,00	0,00	1522	AS 1973	100,00	0,00	1523	AS 1973	100,00	0,00	1524	AS 1973	100,00	0,00
1525	AS 1973	100,00	0,00	1526	AS 1973	100,00	0,00	1527	AS 1973	100,00	0,00	1528	AS 1973	100,00	0,00
1529	AS 1973	100,00	0,00	1530	AS 1973	100,00	0,00	1531	AS 1973	100,00	0,00	1532	AS 1973	100,00	0,00
1533	AS 1973	100,00	0,00	1534	AS 1973	100,00	0,00	1535	AS 1973	100,00	0,00	1536	AS 1973	100,00	0,00
1537	AS 1973	100,00	0,00	1538	AS 1973	100,00	0,00	1539	AS 1973	100,00	0,00	1540	AS 1973	100,00	0,00
1541	AS 1973	100,00	0,00	1542	AS 1973	100,00	0,00	1543	AS 1973	100,00	0,00	1544	AS 1973	100,00	0,00
1545	AS 1973	100,00	0,00	1546	AS 1973	100,00	0,00	1547	AS 1973	100,00	0,00	1548	AS 1973	100,00	0,00
1549	AS 1973	100,00	0,00	1550	AS 1973	100,00	0,00	1551	AS 1973	100,00	0,00	1552	AS 1973	100,00	0,00
1553	AS 1973	100,00	0,00	1554	AS 1973	100,00	0,00	1555	AS 1973	100,00	0,00	1556	AS 1973	100,00	0,00
1557	AS 1973	100,00	0,00	1558	AS 1973	100,00	0,00	1559	AS 1973	100,00	0,00	1560	AS 1973	100,00	0,00
1561	AS 1973	100,00	0,00	1562	AS 1973	100,00	0,00	1563	AS 1973	100,00	0,00	1564	AS 1973	100,00	0,00
1565	AS 1973	100,00	0,00	1566	AS 1973	100,00	0,00	1567	AS 1973	100,00	0,00	1568	AS 1973	100,00	0,00
1569	AS 1973	100,00	0,00	1570	AS 1973	100,00	0,00	1571	AS 1973	100,00	0,00	1572	AS 1973	100,00	0,00
1573	AS 1973	100,00	0,00	1574	AS 1973	100,00	0,00	1575	AS 1973	100,00	0,00	1576	AS 1973	100,00	0,00
1577	AS 1973	100,00	0,00	1578	AS 1973	100,00	0,00	1579	AS 1973	100,00	0,00	1580	AS 1973	100,00	0,00
1581	AS 1973	100,00	0,00	1582	AS 1973	100,00	0,00	1583	AS 1973	100,00	0,00	1584	AS 1973	100,00	0,00
1585	AS 1973	100,00	0,00	1586	AS 1973	100,00	0,00	1587	AS 1973	100,00	0,00	1588	AS 1973	100,00	0,00
1589	AS 1973	100,00	0,00	1590	AS 1973	100,00	0,00	1591	AS 1973	100,00	0,00	1592	AS 1973	100,00	0,00
1593	AS 1973	100,00	0,00	1594	AS 1973	100,00	0,00	1595	AS 1973	100,00	0,00	1596	AS 1973	100,00	0,00
1597	AS 1973	100,00	0,00	1598	AS 1973	100,00	0,00	1599	AS 1973	100,00	0,00	1600	AS 1973	100,00	0,00

# COTE DES CHANGES

1481	AS 1973	100,00	1482	AS 1973	100,00	1483	AS 1973	100,00	1484	AS 1973	100,00
1485	AS 1973	100,00	1486	AS 1973	100,00	1487	AS 1973	100,00	1488	AS 1973	100,00
1489	AS 1973	100,00	1490	AS 1973	100,00	1491	AS 1973	100,00	1492	AS 1973	100,00
1493	AS 1973	100,00	1494	AS 1973	100,00	1495	AS 1973	100,00	1496	AS 1973	100,00
1497	AS 1973	100,00	1498	AS 1973	100,00	1499	AS 1973	100,00	1500	AS 1973	100,00
1501	AS 1973	100,00	1502	AS 1973	100,00	1503	AS 1973	100,00	1504	AS 1973	100,00
1505	AS 1973	100,00	1506	AS 1973	100,00	1507	AS 1973	100,00	1508	AS 1973	100,00
1509	AS 1973	100,00	1510	AS 1973	100,00	1511	AS 1973	100,00	1512	AS 1973	100,00
1513	AS 1973	100,00	1514	AS 1973	100,00	1515	AS 1973	100,00	1516	AS 1973	100,00
1517	AS 1973	100,00	1518	AS 1973	100,00	1519	AS 1973	100,00	1520	AS 1973	100,00
1521	AS 1973	100,00	1522	AS 1973	100,00	1523	AS 1973	100,00	1524	AS 1973	100,00
1525	AS 1973	100,00	1526	AS 1973	100,00	1527	AS 1973	100,00	1528	AS 1973	100,00
1529	AS 1973	100,00	1530	AS 1973	100,00	1531	AS 1973	100,00	1532	AS 1973	100,00
1533	AS 1973	100,00	1534	AS 1973	100,00	1535	AS 1973	100,00	1536	AS 1973	100,00
1537	AS 1973	100,00	1538	AS 1973	100,00	1539	AS 1973	100,00	1540	AS 1973	100,00
1541	AS 1973	100,00	1542	AS 1973	100,00	1543	AS 1973	100,00	1544	AS 1973	100,00
1545	AS 1973	100,00	1546	AS 1973	100,00	1547	AS 1973	100,00	1548	AS 1973	100,00
1549	AS 1973	100,00	1550	AS 1973	100,00	1551	AS 1973	100,00	1552	AS 1973	100,00
1553	AS 1973	100,00	1554	AS 1973	100,00	1555	AS 1973	100,00	1556	AS 1973	100,00
1557	AS 1973	100,00	1558	AS 1973	100,00	1559	AS 1973	100,00	1560	AS 1973	100,00
1561	AS 1973	100,00	1562	AS 1973	100,00	1563	AS 1973	100,00	1564	AS 1973	100,00
1565	AS 1973	100,00	1566	AS 1973	100,00	1567	AS 1973	100,00	1568	AS 1973	100,00
1569	AS 1973	100,00	1570	AS 1973	100,00	1571	AS 1973	100,00	1572	AS 1973	100,00
1573	AS 1973	100,00	1574	AS 1973	100,00	1575	AS 1973	100,00	1576	AS 1973	100,00
1577	AS 1973	100,00	1578	AS 1973	100,00	1579	AS 1973	100,00	1580	AS 1973	100,00
1581	AS 1973	100,00	1582	AS 1973	100,00	1583	AS 1973	100,00	1584	AS 1973	100,00
1585	AS 1973	100,00	1586	AS 1973	100,00	1587	AS 1973	100,00	1588	AS 1973	100,00
1589	AS 1973	100,00	1590	AS 1973	100,00	1591	AS 1973	100,00	1592	AS 1973	100,00
1593	AS 1973	100,00	1594	AS 1973	100,00	1595	AS 1973	100,00	1596	AS 1973	100,00
1597	AS 1973	100,00	1598	AS 1973	100,00	1599	AS 1973	100,00	1600	AS 1973	100,00
1601	AS 1973	100,00	1602	AS 1973	100,00	1603	AS 1973	100,00	1604	AS 1973	100,00
1605	AS 1973	100,00	1606	AS 1973	100,00	1607	AS 1973	100,00	1608	AS 1973	100,00
1609	AS 1973	100,00	1610	AS 1973	100,00	1611	AS 1973	100,00	1612	AS 1973	100,00
1613	AS 1973	100,00	1614	AS 1973	100,00	1615	AS 1973	100,00	1616	AS 1973	100,00
1617	AS 1973	100,00	1618	AS 1973	100,00	1619	AS 1973	100,00	1620	AS 1973	100,00
1621	AS 1973	100,00	1622	AS 1973	100,00	1623	AS 1973	100,00	1624	AS 1973	100,00
1625	AS 1973	100,00	1626	AS 1973	100,00	1627	AS 1973	100,00	1628	AS 1973	100,00
1629	AS 1973	100,00	1630	AS 1973	100,00	1631	AS 1973	100,00	1632	AS 1973	100,00
1633	AS 1973	100,00	1634	AS 1973	100,00	1635	AS 1973	100,00	1636	AS 1973	100,00
1637	AS 1973	100,00	1638	AS 1973	100,00	1639	AS 1973	100,00	1640	AS 1973	100,00
1641	AS 1973	100,00	1642	AS 1973	100,00	1643	AS 1973	100,00	1644	AS 1973	100,00
1645	AS 1973	100,00	1646	AS 1973	100,00	1647	AS 1973	100,00	1648	AS 1973	100,00
1649	AS 1973	100,00	1650	AS 1973	100,00	1651	AS 1973	100,00	1652	AS 1973	100,00
1653	AS 1973	100,00	1654	AS 1973	100,00	1655	AS 1973	100,00	1656	AS 1973	100,00
1657	AS 1973	100,00	1658	AS 1973	100,00	1659	AS 1973	100,00	1660	AS 1973	100,00
1661	AS 1973	100,00	1662	AS 1973	100,00	1663	AS 1973	100,00	1664	AS 1973	100,00
1665	AS 1973	100,00	1666	AS 1973	100,00	1667	AS 1973	100,00	1668	AS 1973	100,00
1669	AS 1973	100,00	1670	AS 1973	100,00	1671	AS 1973	100,00	1672	AS 1973	100,00
1673	AS 1973	100,00	1674	AS 1973	100,00	1675	AS 1973	100,00	1676	AS 1973	100,00
1677	AS 1973	100,00	1678	AS 1973	100,00	1679	AS 1973	100,00	1680	AS 1973	100,00
1681	AS 1973	100,00	1682	AS 1973	100,00	1683	AS 1973	100,00	1684	AS 1973	100,00
1685	AS 1973	100,00	1686	AS 1973	100,00	1687	AS 1973	100,00	1688	AS 1973	100,00
1689	AS 1973	100,00	1690	AS 1973	100,00	1691	AS 1973	100,00	1692	AS 1973	100,00
1693	AS 1973	100,00	1694	AS 1973	100,00	1695	AS 1973	100,00	1696	AS 1973	100,00
1697	AS 1973	100,00	1698	AS 1973	100,00	1699	AS 1973	100,00	1700	AS 1973	100,00
1701	AS 1973	100,00	1702	AS 1973	100,00	1703	AS 1973	100,00	1704	AS 1973	100,00
1705	AS 1973	100,00	1706	AS 1973	100,00	1707	AS 1973	100,00	1708	AS 1973	100,00
1709	AS 1973	100,00	1710	AS 1973	100,00	1711	AS 1973	100,00	1712	AS 1973	100,00
1713	AS 1973	100,00	1714	AS 1973	100,00	1715	AS 1973	100,00	1716	AS 1973	100,00
1717	AS 1973	100,00	1718	AS 1973	100,00	1719	AS 1973	100,00	1720	AS 1973	100,00
1721	AS 1973	100,00	1722	AS 1973	100,00	1723	AS 1973	100,00	1724	AS 1973	100,00
1725	AS 1973	100,00	1726	AS 1973	100,00	1727	AS 1973	100,00	1728	AS 1973	100,00
1729	AS 1973	100,00	1730	AS 1973	100,00	1731	AS 1973	100,00	1732	AS 1973	100,00
1733	AS 1973	100,00	1734	AS 1973	100,00	1735	AS 1973	100,00	1736	AS 1973	100,00
1737	AS 1973	100,00	1738	AS 1973	100,00	1739	AS 1973	100,00	1740	AS 1973	100,00
1741	AS 1973	100,00	1742	AS 1973	100,00	1743	AS 1973	100,00	1744	AS 1973	100,00
1745	AS 1973	100,00	1746	AS 1973	100,00	1747	AS 1973	100,00	1748	AS 1973	100,00
1749	AS 1973	100,00	1750	AS 1973	100,00	1751	AS 1973	100,00	1752	AS 1973	100,00
1753	AS 1973	100,00	1754	AS 1973	100,00	1755	AS 1973	100,00	1756	AS 1973	100,00
1757	AS 1973	100,00	1758	AS 1973	100,00	1759	AS 1973	100,00	1760	AS 1973	100,00
1761	AS 1973	100,00	1762	AS 1973	100,00	1763	AS 1973	100,00	1764	AS 1973	100,00
1765	AS 1973	100,00	1766	AS 1973	100,00	1767	AS 1973	100,00	1768	AS 1973	100,00
1769	AS 1973	100,00	1770	AS 1973	100,00	1771	AS 1973	100,00	1772	AS 1973	100,00
1773	AS 1973	100,00	1774	AS 1973	100,00	1775	AS 1973	100,00	1776	AS 1973	100,00
1777	AS 1973	100,00	1778	AS 1973	100,00	1779	AS 1973	100,00	1780	AS 1973	100,00
1781	AS 1973	100,00	1782	AS 1973	100,00	1783	AS 1973	100,00	1784	AS 1973	100,00
1785	AS 1973	100,00	1786	AS 1973	100,00	1787	AS 1973	100,00	1788	AS 1973	100,00
1789	AS 1973	100,00	1790	AS 1973	100,00	1791	AS 1973	100,00	1792	AS 1973	100,00
1793	AS 1973	100,00	1794	AS 1973	100,00	1795	AS 1973	100,00	1796	AS 1973	100,00
1797	AS 1973	100,00	1798	AS 1973	100,00	1799	AS 1973	100,00	1800	AS 1973	100,00
1801	AS 1973	100,00	1802	AS 1973	100,00	1803	AS 1973	100,00	1804	AS 1973	100,00
1805	AS 1973	100,00	1806	AS 1973	100,00	1807	AS 1973	100,00	1808	AS 1973	100,00
1809	AS 1973	100,00	1810	AS 1973	100,00	1811	AS 1973	100,00	1812	AS 1973	100,00
1813	AS 1973	100,00	1814	AS 1973	100,00	1815	AS 1973	100,00	1816	AS 1973	100,00
1817	AS 1973	100,00	1818	AS 1973	100,00	1819	AS 1973	100,00	1820	AS 1973	100,00
1821	AS 1973	100,00	1822	AS 1973	100,00	1823	AS 1973	100,00	1824	AS 1973	100,00
1825	AS 1973	100,00	1826	AS 1973	100,00	1827	AS 1973	100,00	1828	AS 1973	100,00
1829	AS 1973	100,00	1830	AS 1973	100,00	1831	AS 1973	100,00	1832	AS 1973	100,00
1833	AS 1973	100,00	1834	AS 1973	100,00	1835	AS 1973	100,00	1836	AS 1973	100,00
1837	AS 1973	100,00	1838	AS 1973	100,00	1839	AS 1973	100,00	1840	AS 1973	100,00
1841	AS 1973	100,00	1842	AS 1973	100,00	1843	AS 1973	100,00	1844	AS 1973	100,00
1845	AS 1973	100,00	1846	AS 1973	100,00	1847	AS 1973	100,00	1848	AS 1973	100,00
1849	AS 1973	100,00	1850	AS 1973	100,00	1851	AS 1973	100,00	1852	AS 1973	100,00
1853	AS 1973	100,00	1854	AS 1973	100,00	1855	AS 1973	100,00	1856	AS 1973	100,00
1857	AS 1973	100,00	1858	AS 1973	100,00	1859	AS 1973	100,00	1860	AS 1973	100,00
1861	AS 1973	100,00	1862	AS 1973	100,00	1863	AS 1973	100,00	1864	AS 1973	100,00
1865	AS 1973	100,00	1866	AS 1973	100,00	1867	AS 1973	100,00			



# Le Monde

## LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

### Le Sénat retarde à nouveau le débat sur la flexibilité du temps de travail

Le Sénat entend être le seul maître de l'aménagement du temps de travail. Une fois encore il l'a montré, le mardi 21 janvier, en refusant de débattre aux jours souhaités par le gouvernement du projet de loi qui, justement, modifie le code du travail pour permettre la flexibilité du temps de travail.

Tant pis pour la Constitution dont l'article 48 prévoit : « L'ordre du jour des Assemblées comporte par priorité et dans l'ordre que le gouvernement a fixé la discussion des projets de loi déposés par le gouvernement. » Depuis 1958, cette formule avait toujours été traduite par : « Le gouvernement est maître de l'ordre du jour des travaux parlementaires. » Ce n'est plus le cas au Palais du Luxembourg.

Une telle évolution peut être lourde de conséquences : la majorité sénatoriale s'accorde ainsi la possibilité de repousser - éventuellement sans limite - la discussion des projets gouvernementaux et donc d'empêcher l'exécution et la majorité de l'Assemblée nationale de mettre en œuvre son programme législatif contrairement à l'esprit de la Constitution de la Ve République.

Ce débat constitutionnel camoufle - comme toujours - une opposition politique. Les socialistes veulent profiter de la discussion, au Palais

de Luxembourg, de ce texte sur l'aménagement du temps de travail, pour montrer qu'il y a, pour refuser cette réforme, « collusion entre la droite et les communistes ». C'est là une accusation que la majorité sénatoriale ne peut accepter. Le président Polier en est particulièrement offensé : il l'a dit très clairement à M. André Labarrière. Les relations entre le pouvoir et le Sénat, qui n'ont cessé de se dégrader depuis deux ans, atteignent en cette ultime fin de la législature un véritable point de rupture.

Le gouvernement ayant saisi officiellement de ce projet les sénateurs le 9 janvier, il estime qu'en demandant que la discussion, en séance publique, commence mardi, il laissait assez de temps à la commission des affaires sociales pour l'examiner.

Ce n'est pas l'opinion du président de celle-ci, M. Jean-Pierre Fourcade (UDF, Hauts-de-Seine). Il a argumenté, au cours de la courte séance de mardi, que du temps avait été perdu parce que les socialistes avaient refusé qu'un des leurs soit chargé du rapport, qu'il avait fallu auditionner les organisations syndicales, ce que n'avait pas fait la commission de l'Assemblée nationale, et que, sur un sujet aussi « impor-

tant », la majorité sénatoriale tenait à proposer son propre texte, ce qui devrait se traduire par l'adoption d'une dizaine d'amendements au projet gouvernemental.

Résultat : M. Fourcade a expliqué que le débat en séance ne pourrait commencer que le mardi 28 janvier. Pour obtenir un tel report, alors que M. Labarrière avait officiellement demandé que le Sénat siège mercredi, jeudi et vendredi, la majorité sénatoriale a argué de son règlement, qui lui permet de décider de ne jamais siéger en soirée et de ne tenir séance que les mardi, jeudi et vendredi (le Conseil constitutionnel a pourtant à plusieurs reprises rappelé que les règlements des Assemblées n'avaient pas « en eux-mêmes valeur constitutionnelle »). Pour adopter la modification de l'ordre du jour fixé par le gouvernement, la droite sénatoriale et les communistes ont fait cause commune.

M. Labarrière y a vu la preuve de leur « collusion ».

Cette « collusion », pour autant, n'aura qu'un temps. Les communistes, qui ont déjà déposé plus de trois cents amendements, sont décidés à faire le nécessaire pour que la commission n'ait pas achevé son travail vendredi, comme le souhaite son président, et que le Sénat n'arrive pas au terme de l'examen de

ce projet en une semaine de travail, comme l'a annoncé M. Fourcade. Comme au Palais-Bourbon, ils veulent enlever le débat ; au Palais du Luxembourg, il n'y a guère de moyens constitutionnels ou réglementaires pour les empêcher d'insister en outre la forme intentionnelle. La droite a déjà commencé à les y aider en prévoyant - leur demande - une très longue discussion générale du projet.

Communistes et sénateurs de droite ne peuvent non plus être d'accord sur les modifications à apporter au texte du gouvernement, ceux-ci s'orientant vers l'autorisation d'accords d'entreprise (et non plus de branche) et vers la suppression de l'obligation de réduire les horaires de travail s'il y a accord sur leur aménagement. Toutes choses que les socialistes ne peuvent non plus accepter.

La majorité sénatoriale envisage, toutefois, dans la suite de la procédure parlementaire, de permettre aux socialistes d'imposer leur texte. Le PC pourrait alors crier à la collusion de la droite et du pouvoir. La droite rendrait ainsi un service - intéressé - aux communistes dans la campagne électorale.

THIERRY BRÉHER.

## Sur le vif

### Embrrouille

Je vais vous poser une question indiscrète, là, aujourd'hui. Je voudrais savoir : en quels termes vous êtes avec Dieu, vous ? Dieu, le Très-Haut, l'être suprême, Jésus, Allah, Yahvé... Appelez-le comme vous voulez. Moi, je l'ai surnommé le Vieux. Il ne s'en formalise pas. Il est resté simple avec moi. Il est même plutôt gentil. Comme je m'adresse souvent à lui, il me fait des conditions. Enfin, il m'en fait des conditions parce que là, on s'est disputés... Je ne suis pas près de lui pardonner.

D'une certaine façon, c'est de ma faute, je le reconnais. C'est moi qui ai commencé. D'abord, au lieu d'attendre la Saint-Sylvestre pour lui passer commande de tout ce que je voulais en 1986, je l'ai surnommé le Vieux le 25 décembre. Déjà, ça ne lui a pas plu. Pour qu'il le prenne ? Pour le Père Noël ? Fallait pas confondre. Ensuite, je lui ai mal parlé. Sur un ton un peu cassant, un peu péteux. Je lui ai embrassé le nez, j'ai embrassé ses joues, tous les endroits qu'il m'a causés pendant les douze mois écoulés, et puis j'ai ajouté : tu pourrais quand même te décarcasser un peu, je ne te demande pas la lune, je voudrais simplement...

Il ne m'a pas laissé continuer. Furieux, il était. Ah ! Madame n'est pas satisfaite ! Madame se trouve mal servie ! Madame a le toupet de rouspéter ! Eh bien, je vais te donner une bonne raison de te plaindre, ma petite. Et dans le quart d'heure, non, c'est vrai, je n'invente rien, il me mettrait la poutre gauche dans la rainure d'une porte, la main droite sur la poignée, et il m'obligerait à me l'écraser moi-même, ça doit... Tchac ! Il est terrible, hein !

Mais le plus fort, c'est pas ça. Hier, je croisais une copine. Je lui racontais ce qui m'est arrivé, et vous savez ce qu'elle me balance : il devient complètement sénile, ma parole, il ne comprend plus rien à ce qu'on lui dit. Je ne lui ai pas demandé de s'écraser la poutre, je lui ai demandé de l'arracher la langue. Il a tout confondu.

Pourquoi t'as fait ça, c'est dégoûtant !

Parce que tu n'arrêtes pas de me débiter partout. Alors, je l'ai pris, très poliment, de te fermer la gueule. Il m'a bien écouté, mais il a mal entendu. Désolé.

CLAUDE SARRAUTE.

## L'horreur ougandaise

### René Metge remporte le huitième rallye Paris-Alger-Dakar

L'arrivée du huitième Rallye Paris-Alger-Dakar était prévue dans la capitale du Sénégal ce mercredi 22 janvier à la mi-journée. Mais, entre Saint-Louis et Saint-Pierre, les Belges Gaston Rakier (BMW 980) et Alain Spira (HSC 600) s'étaient imposés dans les deux épreuves spéciales moto, de même que leur

compatriote Guy Colson (Opel Kadett) en automobile.

Au classement général moto, Cyril Neven (Honda 750), vingt-neuf ans, déjà victorieux à Dakar en 1979, 1980 et 1982, était en passe de signer son quatrième succès en huit ans. Le triomphe de Honda est complété par la

deuxième place de Gilles Lalay (750), et la troisième place de l'Italien Andrea Balestrieri (600). Au classement auto, la domination des Porsche 959 se traduit par la première place de René Metge et Claude Lemoine, vainqueurs en 1981 et en 1984, qui devancent Jacky Ickx et Claude Brasseur.

## Le renard du désert

### De notre envoyé spécial

Dakar. - « Celui qui n'aime pas l'Afrique ne peut pas réussir dans le Dakar ». René Metge est formel : « Il existe des pilotes du Dakar. C'est un pilote à vue. Pour aller très vite, il faut deviner la nature très spéciale du terrain et donc bien le connaître. Le triple vainqueur du Rallye a attrapé très tôt le virus de l'Afrique, sur les bancs de l'école. C'était à l'occasion d'un cours d'histoire, raconte-t-il. J'avais été fasciné par l'histoire d'Agadès et des Touaregs. »

René Metge a pourtant dû attendre pour découvrir Agadès à l'occasion du Rallye Abidjan-Nice, précurseur du Dakar. « J'avais étonné mon coéquipier qui croyait toujours que j'étais déjà passé par là, dit-il malicieusement. Je savais où j'allais trouver des rochers, du sable mou, une ligne de chemin de fer, etc. J'avais acheté tous les bouquins que je trouvais pour me renseigner. »

Champion de France des voitures de production en 1976, 1978 et 1982, il a voulu s'essayer désormais aux circuits. Il a trouvé sa voie avec le Dakar, auquel il participe depuis le début. « Jamais je n'ai connu un soupçon de lassitude, dit-il. J'ai fait peut-être dix fois l'étape Ouargla-El Golea en Algérie et jamais je ne l'ai vue pareille. Parfois, il y a des ravines, d'autres fois le sable les bouche. Le décor varie en fonction de l'éclairage et de l'heure de la journée. »

Plus gros concessionnaire français de Land-Rover à Malakoff, où il vend la 4 x 4 à cent-quarante exemplaires par an, le cow-boy de Montrouge - lors de ses premières courses il portait un stétoscope, remplacé désormais par son casque de rallye-man - est devenu un renard du désert.

Cette organisation repose sur le Belge Jacky Ickx, qui compte huit victoires en grand prix de formule 1 et six succès aux Vingt-Quatre Heures du Mans. Avec le budget, il joue à Porsche les voitures et l'équipe technique dirigée par Peter Falk. Un budget qui avoisinera les 35 millions de francs (2,5 millions de marks) pour la préparation spécifique des véhicules au Rallye ; 1,2 millions de marks pour les deux camions d'assistance ; 3 millions de marks de matériel et les frais de voyage de vingt techniciens et accompagnateurs.

A défaut de construire spécialement une voiture pour le Dakar, Porsche et Jacky Ickx ont allié cette année le prototype groupe B, préparé dans l'optique d'une éventuelle participation aux championnats du monde des rallyes. Avec quatre roues motrices, moteur turbo et transmissions électroniques développant 350 ch (100 de plus que l'ancien), pour une vitesse de pointe de 210 km/h. Un peu trop lourd

(1 260 kilos à vide) pour être performant au niveau du championnat. Les trois Porsche pilotes par René Metge, Jacky Ickx et Roland Kussmaul, l'ingénieur essayeur de la firme de Stuttgart, ont démontré leur fiabilité, en prenant respectivement les 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> places du rallye. René Metge n'a eu à déplorer que trois transmissions cassées et un changement d'amortisseur qui fuyait.

Pour lui aussi, le Dakar 1986 a été le plus dur. « C'était surtout plus dur pendant plus longtemps, dit-il. On peut faire faire des choses extraordinaires aux gens mais pas pendant trop longtemps, c'est une question de sécurité, surtout pour les moteurs. Thierry a voulu fuir, fuir les gens pour les amener au-delà de ce qu'ils pensaient pouvoir faire. Cela a toujours été son idée. »

René Metge espère que le Paris-Alger-Dakar survivra à Thierry Sabine, même s'il reste pour l'instant un peu sceptique. « Il faut trouver quelqu'un d'aussi passionné que lui et qui sache transmettre cette passion aux autres, dit-il. Si on met quelqu'un qui ne connaît pas aussi bien l'Afrique à la tête du rallye, personne ne le suivra. »

GÉRARD ALBOUY.

## APRÈS LE HOLD-UP DE LA RUE DU DOCTEUR-BLANCHE

### Remous au Quai des Orfèvres

M. Guy Fougier, le préfet de police de Paris, a démenti, le mardi 21 janvier, des accusations portées par certains journaux contre Jean Vrinde, le policier tué le 14 janvier, lors d'un hold-up au Crédit lyonnais de la rue du Docteur-Blanche, à Paris (le Monde daté 19-20 janvier). « Les informations, indique le préfet, rapportent que l'inspecteur Vrinde aurait été soupçonné d'avoir fourni à des malfaiteurs des renseignements sur les plans destinés à faire échec aux agressions contre les banques. De telles allégations sont dépourvues de tout fondement. A aucun moment l'inspecteur Vrinde n'a été mis en cause à ce sujet ni sur son rôle à l'occasion du vol à main armée commis le 14 janvier contre l'agence du Crédit lyonnais de la rue du Docteur-Blanche. »

En clair, selon le préfet de police, Jean Vrinde n'a pas livré les secrets du « plan Ballon » à une équipe de « postiches », pas plus qu'il n'était impliqué dans le hold-up au cours duquel il a été tué, comme l'ont écrit certains journaux. Le préfet de police, en revanche, ne dément nullement les informations que nous avons publiées, selon lesquelles l'enquêteur de l'antigang (brigade de recherche et d'intervention) était soupçonné par sa hiérarchie d'avoir appartenu à une

équipe de policiers « braqueurs » et devait être entendu à ce propos par l'inspection générale des services au moment où il a été tué.

La communication - tardive - de M. Guy Fougier suffit-elle à calmer la colère de certains inspecteurs de l'antigang et de la brigade de répression du banditisme ? S'ils ont admis parfois difficilement que leur collègue tué en opération soit enterré « avec discrétion » en raison des soupçons pesant sur lui, ils acceptent mal qu'aucune leçon ne soit tirée des « cafouillages » du dispositif policier lors du hold-up au Crédit lyonnais.

Souffrant « des erreurs de commandement », ces inspecteurs ont annoncé aux commissaires Mertz (BRB) et Cancès (BRI) qu'ils n'accepteraient plus leur présence « sur le terrain ». Ils exigent également que l'enquête administrative déclenchée au lendemain du hold-up aboutisse rapidement, faute de quoi le climat, déjà très tendu au Quai des Orfèvres, risquerait de s'envenimer.

Il n'est pas douteux que cette effervescence n'est pas uniquement liée à la fusillade du 14 janvier, mais pourrait aussi bien servir à régler des comptes avec une hiérarchie contestée.

Ag. L.

## Traite les Textes pour 6.990 F chez Duriez

BEAUCOUP PLUS qu'un Traiteur de Textes pour beaucoup moins qu'une machine à écrire :

Duriez vous présente le micro-ordinateur personnel (sophistication) qui, en plus, crée des textes, les façonne, diminue, allonge, agrandit, souligne, aligne droite/gauche, centre, cherche (et trouve), permute et corrige lettres, mots, paragraphes ou titres. Vous voyez tout sur l'écran vert de 32 lignes x 90 caractères. Mémoire 256 Ko ou 180.000 caractères. Chez Duriez, le tout (clavier, mémoire, lecteur/enregistreur de disquettes, imprimante qualité courrier, écran, livret et 1/2 journée d'entraînement gratuit, si nécessaire) pour 6.990 F ttc.

Machine extraordinaire que tout particulier peut se payer et se rembourser à l'usage. Options : Programmes fichiers et tableur. Duriez, 132, Bd St-Germain, M<sup>o</sup> Odéon.

## Robert Altman contre Nixon et Trouduc Kissinger

A lire dans Globe n° 3

GLOBE

ESSENTIEL ET MENSUEL

## En marge de l'affaire du tueur de l'Oise

### LA REQUÊTE DES PARENTS DE GÉRARD BASTIEN EST REJETÉE

Beauvais. - Le 8 avril 1979, à Apremont, un jeune homme, Gérard Bastien, était tué dans un accident de la circulation survenu lors du transfert du gendarme Lamarre (le « second tueur de l'Oise ») de son domicile de Chantilly à la compagnie de gendarmerie de Senlis.

Gérard Bastien, passager d'une moto, avait été heurté par une voiture qui avait dû se rabattre sur la droite pour laisser passer le véhicule transportant le gendarme qui arrivait en sens inverse. Juste derrière : les voitures de presse.

Le gendarme conducteur avait-il fait une faute ? Les services de gendarmerie avaient-ils commis des erreurs ? Le tribunal administratif d'Amiens avait à répondre, mardi 21 janvier, à ces deux questions. Pour la première, il s'est déclaré incompétent. Pour la seconde, il a rejeté la requête, fondant son jugement sur l'absence de liens de causalité entre le décès et les fautes, à supposer que ces fautes puissent être établies.

Cette décision ne fait que confirmer celle du ministre de la défense. Les parents de la victime, qui se voient donc refuser les 500 000 francs réclamés à l'Etat, n'ont plus qu'un recours : le Conseil d'Etat.

Ph. L.

Le numéro du « Monde » daté 22 janvier 1986 a été tiré à 472 277 exemplaires

A B C D E F G H

## Echecs LA REVANCHE KASPAROV-KARPOV SERAIT REPOUSSEE A L'ÉTÉ

Moscou. - Le match revanche entre le champion du monde d'échecs Garry Kasparov et Anatoli Karpov pourrait être repoussé à l'été prochain, apprend-on, ce mercredi 22 janvier, dans les milieux échiquéens de Moscou.

La Fédération soviétique d'échecs, après consultation des deux champions, s'acheminait vers cette solution pour tenter de concilier les deux positions, indiquées de même source.

Kasparov, qui a remporté le titre en novembre dernier, a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'entendait pas accorder cette revanche prévue par le règlement. Karpov, de son côté, s'est initialement déclaré d'accord pour jouer à partir du 10 février à Leningrad, conformément au programme prévu par le président de la Fédération internationale (FIDE), Florencio Campomanes. - (AFP).

## Depuis quand votent les Homos ? 6 Français sur 10 l'ignorent. Et vous ?

A lire dans Globe n° 3

GLOBE

ESSENTIEL ET MENSUEL

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Bordeaux (100,3 MHz) à Nantes-Saint-Nazaire (94,8) à Limoges (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

MERCREDI 22 JANVIER

AN 0 « le Monde »

Les agressions contre les personnes âgées et la sécurité à Paris avec MARC AMBEROISE-RENDU et JEAN VALLOIS chargé de mission à la délégation à la protection des Parisiens émission préparée par JEAN LE BAIL

JEUDI 23 JANVIER

« le Monde » reçoit MOHAMED MZALI premier ministre tunisien avec PHILIPPE BOUCHER

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Du 25 Janvier au 8 Février

## BRADERIE EXCEPTIONNELLE

Pianos d'occasion, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...

hamm

135-139, rue de Rennes. Paris 6<sup>e</sup>. Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité.

هكمان العجل